





Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

CSP



LETTRES.

Ne repugnate vestro bono, & hanc
spem, dum ad verum pervenitis,
alite in animis: libenterque me-
liora excipite, & opinione ac
voto juvate.

Seneca de constantiâ sap. Cap. XIX.



A L O N D R E S.

M. D C C L.





A V I S
D E L'ÉDITEUR :

ON jugera aisément en lisant ces Lettres, & le fragment qui s'est trouvé à la tête du Manuscrit, que c'est un Ouvrage posthume.

P R É F A C E
D E L'AUTEUR :

L'AUTEUR de ces Lettres, qui ne les a écrites que pour sa Patrie, les consacre au premier, au meilleur & au plus chéri de tous les Patriotes. Puissent-elles....

CSP

BV

763

.IE B3

1750

LETTRE PREMIERE.

MONSIEUR,

Vous me faites l'honneur de me demander ce que je pense de la prétention du Clergé par rapport à l'exemption du vingtième. Cette question dépend en partie des principes du droit & des faits historiques. C'est sous ce double point de vue que je l'envisagerai, parce qu'il est plus à ma portée; & si dans le cours de la discussion je suis obligé de remonter à des causes qui aient un rapport plus direct aux principes de la Religion, & aux loix de l'Eglise & de l'Etat, je tâcherai de ne parler que d'après des autorités reçues & incontestables.

Le premier de tous les principes de la Société est celui de la Justice distributive. Il est fondé sur le droit naturel que chaque Société & chaque Membre de cette Société ont d'être régis avec équité pour leur défense commune & leur bonheur général & particulier, & sur le droit positif, qui en établissant les Sociétés sous

A 1

le gouvernement d'un ou de plusieurs, a confirmé le droit naturel que tous les hommes tiennent de leur essence. Or, si le droit même de conquête, qui est le plus fort de tous, ne peut, aux yeux de la Justice & de la Raison, changer ce premier principe du droit naturel, ni ôter aux Peuples conquis le droit d'être gouvernés avec équité par le Conquérant; tous les autres droits qui transmettent la puissance souveraine par élection ou par succession, le peuvent encore moins, parce que les hommes n'ont ni voulu, ni pû se soumettre à des Loix contraires à leur bonheur & aux droits qu'ils tiennent de leur essence même. Les exemptions obtenues ou acquises au préjudice de ces droits par quelques Membres du Corps politique, sont nulles & abusives, si elles tendent à détruire ou affoiblir considérablement la Justice distributive dûe à tous les autres: ou ce ne sont que des exceptions qui ne peuvent être admises que quand elles procurent au reste de la Société un bien supérieur au mal qu'elles peuvent faire à quelques-uns de ses Membres. Elles sont toujours révocables quand cette condition y manque, ou cesse d'exister, & il est aussi intéressant pour le Souverain, que pour les Sujets de maintenir

la Justice distributive & la révocabilité de tout ce qui peut y être contraire , parce que cette Justice est en même tems le titre & le fondement le plus solide de la puissance de l'un & de l'obéissance des autres , comme elle est le gage & le moyen de la tranquillité de l'Etat & du bonheur de ses Membres.

Développons à présent , Monsieur , les idées & les conséquences qui naissent de ce principe , & ne consultons d'abord que ce sentiment intime & inné dans le cœur de tous les hommes , cet oracle sûr , ce témoin irréprochable , ce juge intégrè & incorruptible de nos façons de penser , & de nos actions , il nous dira que nous sommes tous Membres d'une Société qui nous donne les mêmes droits & nous impose les mêmes obligations. De-là naissent sur l'exemption de contribuer aux charges de l'Etat , prétendue par quelques-uns des Membres de cette Société , les doutes & les scrupules qui , suivant les principes de la morale , suffisent pour rejeter tout ce qui les fait naître. Quelques soient en effet les préjugés , peut-on se prêter décisivement à penser que les Membres d'un Etat , qui en partagent tous les avantages , ne doivent ni en supporter les charges , ni l'aider dans ses

besoins ? Je conviens cependant , que
 pour mieux sentir ces doutes & ces scrupules
 qu'excite l'exemption prétendue par
 une partie des Sujets d'un Etat au préju-
 dice des autres , il faut avoir au moins
 quelque notion de ce que c'est que
 l'Etat : & combien de gens seroient dans
 le cas de le demander ? On croiroit à
 les entendre & plus encore à voir leur
 conduite , que l'Etat est un être de raison,
 & le Patriotisme un ridicule enseveli avec
 le fanatisme des Curtius & des Scevola ,
 sous les ruines de l'ancienne Rome : mais
 les débris en sont précieux pour des cœurs
 citoyens ; & s'il en est encore , ils m'ai-
 deront à en rassembler les matériaux.
 L'Etat , à ne consulter que l'étimologie
 du mot , n'est autre chose que la conser-
 vation habituelle & actuelle de notre
 être & de notre bien-être , le centre où
 tendent les principes & les moyens de
 notre conservation & de notre bonheur.
 Nos ayeux plus simples que grossiers , &
 par-là plus disposés à suivre les impres-
 sions & les lumières de la raison , qu'à
 les combattre , connoissoient la foiblesse
 & les besoins de chaque homme en par-
 ticulier , l'intérêt qu'il a & l'attrait natu-
 rel qu'il sent à s'unir à un autre homme.
 Ils sentirent que la conservation & le

bonheur de chacun en particulier , dépendant nécessairement de la conservation & du bonheur de tous en général , il falloit pour rappeler les hommes à cette vérité , unir & fixer à jamais ces deux idées dans leur esprit par un seul signe qui les leur retraçât toujours en même tems. Ainsi , pour rendre ces deux idées associées indissolubles , aisées à appercevoir & familières , ils les avoient fixées & désignées par le seul mot d'*Etat* qui les comprend l'une & l'autre , & les confond , en faisant regarder à chaque homme en particulier l'intérêt général dans son vrai point de vûe , c'est-à-dire , comme moyen aussi sûr que nécessaire de l'intérêt personnel. Mais comme le sentiment agit toujours plus vivement , plus généralement & plus sûrement sur tous les hommes , on sentit qu'il falloit établir & fixer aussi d'après lui & par lui dans leurs cœurs la relation de l'intérêt général à l'intérêt personnel. Le mot de *Patrie* synonyme de celui d'*Etat* , y parut propre. L'*Etat* , terme philosophique , rend à l'esprit l'objet & les effets de la Société : la *Patrie* , expression sensible , rappelle au cœur les droits de la Société sur tous les hommes , & leurs devoirs envers elle , le titre cher & respectable

qui lui donne les uns & auquel elle exige les autres , enfin les sentimens qui doivent être le principe & l'âme de ces droits & de ces devoirs. N'en résulte-t-il pas que tous les hommes unis ont vis-à-vis de chaque homme en particulier , l'autorité & l'affection de peres , & que chaque homme en particulier doit réciproquement à tous les hommes unis , la soumission & la tendresse de fils ? si l'Etat & la Patrie imposent des obligations aux hommes , ils leur donnent en même tems des droits & des secours mille fois plus utiles que leurs devoirs ne leur sont onéreux. Dépendans les uns des autres par leur foiblesse & leurs besoins , opposés en même tems par leurs desirs & par leurs passions , que deviendroient-ils sans l'équilibre que l'Etat & la Patrie maintiennent perpétuellement entre leurs différens intérêts , en les soumettant constamment au bien général ? Et n'est-ce pas de cette harmonie établie entre tous les hommes en général , que résultent la conservation , la sûreté & la félicité de chaque homme en particulier ? Cependant on l'oublie sans cesse , ou plutôt on l'ignore presque toujours : & quelle peut en être la première cause ? Croiroit-on en trouver le germe dans la frivo-

lité, cette apparence changeante & successive qui tient lieu de caractère à la plupart des hommes ? Elle gagne insensiblement de l'esprit au cœur. On s'imagine trouver son compte à être frivole ; on croit n'y perdre que l'usage souvent pénible & embarrassant de penser & de réfléchir : on y perd par succession de tems jusqu'à l'usage agréable de sentir. La réflexion est à l'ame par rapport au sentiment, ce que le travail est au corps par rapport au plaisir ; un passage aussi nécessaire qu'utile, un contraste piquant, une préparation au sentiment qui en donne le désir & la faculté. A force de fuir l'occupation pour ne chercher que l'amusement, l'homme frivole devient bien-tôt incapable de s'intéresser. Sa vanité lui fait de sa légèreté même un principe de conduite pour lui, & un motif de censure pour les autres : ainsi l'ame incessamment tirée hors d'elle-même par des futilités qui la partagent sans la fixer ni la remplir, perd insensiblement son assiette : les objets les plus intéressans ne savent où trouver, ni comment saisir ce Protée qui leur échappe sous mille formes frivoles, & qui n'ayant point de prise, a encore moins de tenue. Faut-il donc s'étonner que la relation essentielle

de la conservation de l'être & du bien-être, comme effet avec l'Etat & la Patrie, comme cause, quelque sensible qu'elle doive être, ne soit cependant ni sentie, ni apperçue par l'homme frivole il ne sent pas même ce bien-être que l'Etat & la Patrie lui conservent : c'est un bienfait trop commun & trop général pour ne pas trouver beaucoup d'indifférens & encore plus d'ingrats. Plus la santé est inaltérable, moins on en sent le prix : & la consistance même de l'Etat, la sagesse du Gouvernement, qui devroient augmenter la reconnoissance des hommes à proportion de la certitude qu'elles leur donnent pour leur conservation & leur tranquillité ne font qu'accroître leur indifférence, ou leur ingratitude pour un bien dont la possession leur paroît assurée. Ainsi, la frivolité est le principe de nos torts avec l'Etat par l'ignorance où elle nous laisse sur ses bienfaits, ses droits & nos devoirs : & l'intérêt particulier trouvant l'esprit & le cœur vuides d'idées & de sentimens sur ces objets si intéressans, consume notre aveuglement par les ténèbres dont il nous environne, & souvent notre prévarication par les forfaits qu'il nous suggere. Mais nos obligations n'en sont pas moins.

indispensables ; & après en avoir établi le principe , il faut voir comment on peut s'en acquitter.

Les secours nécessaires que la Patrie exige en sont les moyens , parce que c'est l'expression essentielle de nos devoirs & de nos sentimens. L'idée d'exemption de toutes Impositions est donc contradictoire avec la premiere notion d'*Etat* & de *Patrie*, avec les devoirs sacrés qu'elle impose , avec les premiers sentimens que tout citoyen leur doit pour prix de la sûreté & du bonheur qu'ils lui procurent.

Le préjugé en général est une opinion prise ou un jugement formé sans examen ou sans connoissance. L'Auteur de *l'Esprit des Loix* , cet Ouvrage de génie & de sentiment, si honorable à l'humanité, le définit dans sa Préface , non seulement ce qui fait qu'on ignore certaines choses , mais ce qui fait qu'on s'ignore soi-même , & c'est-là le plus fort & le plus dangereux des préjugés , parce que c'est de cette double ignorance de soi-même , & des choses dont on veut juger , que naissent les plus grandes erreurs que le préjugé ou la précipitation dans les jugemens puissent enfanter. Suivant cette définition , y eut-il jamais de préjugé plus caractérisé que les franchises , immunités & libertés pré-

tendues par le Clergé , dans toute l'étendue que des esprits prévenus ou mal instruits veulent leur donner ils prétendent & voudroient établir qu'il est exempt de toutes impositions , & que s'il contribue aux charges de l'Etat , qui en sont le principe & l'objet , ce n'est que *volontairement , gratuitement , & à titre de pure libéralité*. Prouvons , Monsieur , que l'Etat a un droit inalienable & imprescriptible sur les Biens Ecclésiastiques , comme sur ceux des autres Sujets , pour les faire contribuer à ses charges & à ses besoins par la forme des impositions ; que les Ecclésiastiques sont tenus comme les autres Sujets à titre de devoir & d'obligation de contribuer de leurs biens aux charges & besoins de l'Etat , & que tel a été le droit & l'usage de tous les temps. Démontrons enfin au Clergé que c'est ignorer les principes , l'histoire & les faits , & s'ignorer soi-même , que d'ignorer ou de ne pas reconnaître la vérité incontestable de l'une & l'autre proposition.

La réunion des forces particulières forme ce qu'on appelle l'Etat politique , dit *Gravina*. Voilà son essence d'après laquelle il existe , & sans laquelle il ne pourroit exister. L'Etat politique a donc droit par son essence d'exiger de tous les Membres

qui le composent , la réunion des forces qui le constituent : & si l'Etat n'avoit pas ce droit sur quelques-uns d'eux , ou que quelques Particuliers fussent dispensés de cette obligation , l'Etat & ces Particuliers n'auroient plus deslors , entre eux , les rapports qui leur sont essentiels. Mais cette réunion de forces particulieres , qui forme l'Etat politique , n'est elle dans son principe & dans son établissement qu'arbitraire , positive & de convention ? Non , sans doute , l'on n'en doit chercher , & l'on n'en peut trouver le véritable principe que dans la loi naturelle , c'est-à-dire , dans l'essence même de l'homme & dans sa fin. Essentiellement capable de sentir & de connoître , & destiné à l'un & à l'autre par son Auteur , il éprouve d'abord quatre sentimens primitifs , qui font son essence , & d'où naissent ses rapports avec les autres hommes : le desir de conserver son être , le sentiment de sa foiblesse , celui de ses besoins , & le desir de s'unir à un autre être. Lorsque l'homme vient ensuite à exercer la faculté de connoître , ses connoissances & ses idées produisent en lui d'après ses sentimens , & d'accord avec eux , un desir de vivre en société plus étendue & plus proportionnée à ses nouvelles connoissances. La société est donc le

résultat & la conséquence des premiers sentimens & des premières connoissances qui font l'essence de l'homme. Elle lui est donc aussi essentielle que les premiers sentimens & les premières connoissances dont elle est l'objet & la conséquence. La société est de plus la première fin à laquelle l'homme est destiné, & le moyen de se rendre heureux : elle est donc sa première loi naturelle. Or la réunion des forces particulières est l'essence de la Société ou de l'Etat politique qui est la même chose, comme la Société est l'essence de l'homme : ainsi la réunion des forces particulières, loin de n'être que positive & de convention, est la loi naturelle de l'homme, & ne peut être regardée que comme le premier, le plus cher & le plus indispensable de tous les engagemens.

Les forces particulières sont ou personnelles, comme les soins ou les travaux civils ou militaires, ou réelles, comme les revenus des fonds ou de l'industrie. L'Etat politique est formé de la réunion des unes & des autres, sur lesquelles il a un droit égal & essentiel. La sûreté des Etats, leurs nécessités & leurs charges toujours subsistantes, exigent que la réunion des forces réelles soit actuelle & permanente : cette réunion se fait par la voie des

impositions ordinaires. Les charges & les besoins qui surviennent aux Etats, exigent souvent encore des impositions extraordinaires ; & comme elles ont le même principe, le même caractère & le même objet, elles n'obligent pas moins essentiellement, que celles que les nécessités & les charges habituelles des Etats rendent toujours subsistantes.

Tous les hommes, essentiellement faits pour la société, ont depuis le commencement du monde rempli leur vocation par l'établissement des Etats politiques, & tous sont sujets à l'autorité qui les régit. Les Ecclésiastiques, citoyens & sujets de l'Etat par leur naissance, ne cessent pas de l'être par leur consécration ; & s'il pouvoit y avoir sur cela le moindre doute, il seroit bien-tôt levé par l'autorité de Jesus-Christ même, qui a dit qu'il n'étoit pas venu pour délier les Sujets de l'obéissance des Rois ; celle de S. Paul, qui assure que toute ame est sujette aux Puissances ; l'assujettissement de la Tribu de Levi à Saül, marqué dans l'Ecriture, & celui des Ecclésiastiques aux Juges ordinaires, en matière civile & criminelle avec de certaines distinctions qu'ils ne tiennent que de la Puissance séculière, comme je le ferai voir dans la suite.

La naissance établit donc entre eux , ainsi qu'entre les autres hommes , & l'Etat politique , les relations essentielles que leur profession ne détruit point , c'est-à dire , l'obligation de leur part de contribuer aux charges & aux besoins de l'Etat politique , & le droit de la part de l'Etat politique d'exiger d'eux cette contribution. Et comment pourroient-ils s'y soustraire ? Loin que leur profession les en affranchisse , elle les y oblige au contraire à trois titres de plus que le reste des hommes : comme Pasteurs ils doivent au monde l'exemple de la fidélité aux premiers & aux plus sacrés devoirs des hommes les uns envers les autres ; comme reclus ou chargés d'un ministère qui les empêche de servir l'Etat de leurs personnes , ils cesseroient d'en être les membres & d'en remplir les devoirs , s'ils n'aideroient de leurs biens une Société , dont ils font la partie la plus opulente & la moins utile ; & ils le doivent enfin à titre de justice & de reconnoissance pour les biens dont la Société les a enrichis à ses dépens , & la jouissance paisible de ces biens , & de tous les avantages communs qu'elle leur procure.

Il est de toute justice & de l'essence d'une Société , que sans mise réelle ou industrielle on ne puisse avoir ni droit ni

part à ses profits , & tous les hommes remplissent sur cela leurs obligations.

Le Cultivateur met dans la Société des travaux utiles & pénibles , souvent plus utiles à ses compatriotes qu'à lui-même ; l'Artisan & le Commerçant, y mettent leurs peines & leur industrie ; l'Homme d'Etat ses soins & sa vigilance ; le Sçavant , l'Homme de Lettres & le Philosophe , leur application , leurs veilles , leurs recherches & leurs réflexions ; le Magistrat , l'étude des loix , la discussion des affaires des Particuliers , la dispensation de la Justice ; le Militaire enfin , ses fatigues , son sang & sa vie. Après avoir aidé la Société par la contribution personnelle de leurs travaux & de leurs soins, ils l'aident encore d'une portion de leurs biens , & la renouvellent sans cesse en lui fournissant des Sujets aussi utiles dans tous les genres. Quel est au contraire la condition des Ecclésiastiques ? Ils servoient autrefois l'Etat de leurs personnes à la guerre ; ils contribuoient même à le peupler dans les premiers siècles de l'Eglise , & leur saint ministère ne les dispensoit point du travail des mains & de la culture de la terre. Aujourd'hui dispensés d'enrichir , de gouverner , de maintenir , d'éclairer , de défendre & de perpetuer la Société , ils ne sont

de fait ou de droit obligés à aucune mise personnelle , quoiqu'ils soient plus que tous les autres hommes enrichis , gouvernés , maintenus , éclairés , défendus , perpétués par la Société : & dans le tems qu'ils partagent dans une proportion plus forte que les autres tous les avantages qui en résultent ; qu'ils profitent encore de la mise personnelle de tous les autres Membres , ils l'appauvrissent incessamment de biens & de sujets qu'ils s'approprient sans profit pour elle & sans retour. Dans cette position , croiroit-on que les Ecclésiastiques ne sont pas obligés de contribuer réellement de la plus petite portion de ces biens qu'ils n'ont acquis , dont ils ne jouissent & qu'ils ne conservent que par les bienfaits de tous les autres hommes , & à leurs dépens ? Voudroient-ils rejeter la totalité ou la plus forte partie de la contribution réelle sur les autres Membres de l'Etat , qui contribuent déjà personnellement ? ou prétendroient-ils que s'ils contribuent réellement sans aucune proportion , même avec la contribution réelle des autres hommes , aux charges & aux besoins de la Société , ce n'est que *volontairement , gratuitement & à titre de don & de pure libéralité* ? N'est-ce pas détruire un pareil système que de l'exposer ? Ne se-

roit-ce pas faire injure aux lumieres & aux sentimens d'un Corps aussi respectable que le Clergé, que de lui imputer de pareilles inconféquences, & un tel excès d'injustice & d'ingratitude ?

J'ai établi jusqu'ici, Monsieur, les principes & les caracteres du droit qu'à l'Etat & l'Autorité qui le régit, sur les biens des Ecclésiastiques, & réciproquement ceux de l'obligation imposée aux Ecclésiastiques de contribuer aux charges & aux besoins de l'Etat. Voyons à présent s'ils ont quelques titres pour anéantir ce droit & cette obligation. On ne sauroit se soustraire à un droit commun & à une obligation générale, qu'à trois titres; en vertu d'un droit particulier, en conséquence de quelque concession spéciale, ou par le fait seul de la possession. Il paroît que les Ecclésiastiques veulent accumuler ces trois sortes de titres : les *Immunités, Libertés, Exemptions & Franchises* qu'ils réclament, les supposent tous. Elles peuvent être ou personnelles, c'est-à-dire, attachées à la profession, ou réelles & attachées aux biens. Avant de discuter l'existence & la qualité de ces *Exemptions, Franchises, Libertés & Immunités* prétendues par le Clergé de France, examinons, Monsieur, leur possibilité, l'applic.

cation, la force & l'effet qu'elles peuvent avoir relativement au droit & à l'obligation dont il s'agit.

Il est incontestable qu'aucun droit, quel qu'il soit, humain ou divin, ne sçauroit déroger au droit naturel, ni dispenser des obligations qu'il impose. Car le droit naturel des Etres, n'étant autre chose que leur essence, déroger au droit naturel ou en dispenser, seroit changer l'essence des Etres : ce qui est impossible à celui même qui les a créés tels, parce qu'il l'a voulu. Or, suivant ce qui a été prouvé ci-dessus, le droit naturel des hommes, est de vivre en société, parce qu'il est de l'essence des hommes de s'unir les uns aux autres : il est de l'essence de la société ou de l'Etat politique, qui est la même chose, d'avoir droit à la réunion des forces particulières, personnelles ou réelles des hommes qui la composent, & de les obliger de contribuer personnellement ou réellement aux charges qu'elle entraîne. Il ne sçauroit donc y avoir aucun droit humain ou même divin qui exempte les hommes de la contribution personnelle ou réelle aux charges de la société qui est leur essence ; lorsque l'essence de la société exige des hommes l'une ou l'autre con-

tribution. Les Ecclésiastiques ne sçauroient donc tenir d'aucun droit humain ou divin l'exemption personnelle, c'est-à-dire, attachée à leur profession, de réunir leurs forces particulières à la société, puisque leur consécration ne leur ôte pas les caractères ineffaçables d'hommes, de membres de l'Etat & de Sujets, qu'ils ont contractés par leur naissance. D'un autre côté les biens des Ecclésiastiques, avant que la société s'en fût dépouillée pour les enrichir à titre purement gratuit, étoient dans l'Etat & faisoient une partie considérable des forces réelles, à la réunion desquelles il a essentiellement droit. Ont-ils pu changer de nature en passant dans les mains Ecclésiastiques, par les prodigalités excessives d'une piété souvent séduite & mal entendue ? Ont-ils pu être affranchis d'une obligation aussi légitime qu'essentielle ? Cet affranchissement, s'il étoit porté par les donations, seroit destructif du droit naturel & de l'essence. Il ne sçauroit donc exister ; & il faut conclure qu'il est aussi impossible qu'injuste, que les Ecclésiastiques puissent, pour leurs personnes ou leurs biens, avoir de droit humain ou même divin une exemption de contribuer aux charges & aux besoins de l'E-

tat. Je prouverai dans ma seconde Let-
 tre, lorsque j'entrerais dans le détail des
 faits, que l'exemption des Lévites de
 l'ancienne Loi, qui étoit de droit divin,
 ainsi que leur droit sur les dixmes, ne
 fut fondée que sur une exclusion totale de
 la possession de tous les autres biens,
 hors les dixmes auxquelles ils furent ré-
 duits pour leur subsistance, & que par
 conséquent il n'y a aucune parité entre
 eux, & les Ministres de la Loi nouvel-
 le. Ainsi la proposition d'une exemp-
 tion de droit divin, n'a été hasardée
 sans raison & sans preuve, que dans
 des Siècles ténébreux, de l'ignorance & de
 l'imbecillité desquels les Ecclésiastiques
 ont scû tirer un si grand parti pour s'en-
 richir aux dépens de la société. Malgré
 la puissance & le crédit du Clergé, l'af-
 foiblissement de l'autorité Royale, la
 discorde des Grands, l'ignorance & la
 superstition des Peuples, cette opinion ne
 pût faire fortune à la fin du neuvième
 siècle : ne seroit-ce pas méconnoître &
 outrager autant le nôtre, de la refuter
 sérieusement, que de l'avancer avec
 confiance ? Mais si le Clergé ne peut par
 son état & sa profession avoir de droit
 divin l'exemption des charges publiques,
 il ne peut pas plus la tenir du droit po-

fitif. La Loi naturelle , qui n'est autre chose que les rapports essentiels des hommes , les uns aux autres , est écrite dans leurs cœurs par la main même de l'Etre dont ils tiennent l'existence. C'est-là que tous les hommes liroient en elle leurs droits & leurs obligations , s'ils n'étoient pas aveuglés par leurs passions, leur intérêt personnel mal entendu , & leurs préjugés. Il a donc fallu les éclairer sur la Loi naturelle , les y rappeler , la leur faire respecter & observer. C'est dans ce point de vûe que la Sagesse a dicté des Loix politiques & civiles d'après la Loi naturelle , d'après les devoirs des hommes & leurs véritables intérêts , tandis que l'Autorité leur a donné l'authenticité. Les Législateurs & les Souverains ne sont donc que les interpretes & les commentateurs de la Loi naturelle , qui a son principe dans l'essence même des hommes : ils ne peuvent ni l'abroger , ni en affranchir à perpétuité , parce que le droit qui en résulte est inaliénable & imprescriptible comme la Loi naturelle. Si le Souverain peut en dispenser , ou y renoncer pour un temps , il ne le peut , ni pour toujours , ni pour son successeur , parce qu'il n'en a que l'usage & l'exercice ; & son successeur ou lui-même.

me peuvent y rentrer quand la justice ou les besoins de la société l'exigent. Mais si ce droit est inaltérable par la raison qu'il est essentiel aux hommes & appartenant en commun à la société ; nulle possession ne peut le détruire, quelque ancienne qu'elle puisse être.

Concluons donc que les Ecclésiastiques ne peuvent être exempts de droit de contribuer de leurs biens aux besoins de l'Etat ; parce que le droit , quel qu'il fût , seroit contraire au droit naturel. L'Etat des Ecclésiastiques & le caractère sacré dont ils sont revêtus , ne peuvent pas les dispenser de cette obligation envers la société , ni de l'obéissance qu'ils doivent à l'autorité qui la régit , parce qu'ils ne cessent pas par leur consécration d'être Membres & Sujets de l'Etat , suivant cette parole de Jesus - Christ même : Rendez à César ce qui appartient à César , & cette autre de Saint Paul : Obéissez à vos Supérieurs.

Les Souverains ne peuvent , suivant le principe établi au commencement de cette Lettre , dispenser leurs Sujets Ecclésiastiques , au préjudice des autres , de l'obligation de contribuer dans la même proportion qu'eux , aux charges communes , parce que ces concessions seroient

contraires à la Justice distributive que le Prince doit à tous les Membres de la Société, & que chacun d'eux a droit de réclamer. Si elles avoient été faites, elles seroient toujours révocables, parce que le droit de la société est inaliénable, & la possession la plus ancienne ne pourroit en empêcher la révocation, parce que ce droit est imprescriptible en même temps qu'il est inaliénable. C'en est assez pour prouver, quant au fonds du droit, que le Clergé n'a, ni ne peut avoir ni exemption totale, perpétuelle & irrévocable de contribuer aux charges communes de l'Etat, ni immunités qui le dispensent de contribuer dans la même proportion qu'eux. Mais il peut avoir des privilèges qui le distinguent des autres Sujets, des concessions & des usages qui établissent ces privilèges. Il est même certain qu'il en a, & il n'est pas le seul qui en ait de légitimes. Les Nobles & les Magistrats, les Communautaires, différens Corps & différentes Provinces du Royaume ont pareillement des privilèges. Les uns, par leur naissance ou leurs dignités; les autres par des traités; d'autres par acquisitions, & d'autres enfin par concession. Tous en jouissent sur la foi publique, & tous méritent

l'attention & la protection du Souverain , qui a adopté , reconnu , donné ou confirmé ces différentes prérogatives. Je dis plus , elles doivent être conservées précieusement , tant qu'il n'y a ni prévarication ni abus de la part de ceux qui les possèdent : & l'abus seul , s'il étoit sans prévarication , ne seroit qu'une raison pour les réduire à leur juste valeur , non pour les proscrire. Il n'est question que d'en connoître & d'en fixer le titre , l'objet & les bornes. C'est ce que je tâcherai de faire par rapport au Clergé dans ma seconde Lettre : je le ferai avec le même détail que dans celle-ci , où je me suis étendu sur des choses qui n'auroient peut-être eu besoin que de la simple exposition : & sans vous arrêter aux trois premières époques de cette seconde Lettre , uniquement remplies de faits également constans & inutiles pour les gens instruits ou impartiaux , vous pouvez passer tout d'un coup à la quatrième époque. Mais vous me demandez des preuves pour toutes sortes de personnes dans un pays que vous dites plein de préjugés , peu instruit , & craignant peut-être de l'être. Il faut tout dire & tout prouver dans ces sortes de cas , parce qu'on impute le laconisme à défaut de moyens

ou

ou de raisons ; & j'ai vû plus d'une fois les mêmes gens sur cette même matiere contester d'abord les propositions les plus évidentes, s'offenser ensuite qu'on les eût crû assez ignorans pour vouloir les leurs prouver , & finir après la preuve faite , par rester dans leur opinion , malgré l'intérêt personnel qu'ils ont à la voir détruire. Est-ce prévention , paresse d'esprit , habitude , séduction ou simple penchant à la contradiction ? Loin de se prévaloir de ces préjugés populaires , le haut Clergé fait pour porter la lumiere dans les esprits foibles . fairsa sans doute cette occasion pour les détromper , en fermant la bouche à ceux qui osent l'accuser de vouloir rejeter la plus forte partie des charges publiques sur ses freres & ses compatriotes ; & en sacrifiant des prétentions si contraires aux droits du Prince & des Sujets , il achevera de mériter par cet esprit de soumission , de justice & de désintéressement les sentimens d'estime , de respect & de confiance qui lui sont déjà dûs à tant de titres.

Je suis , &c.

P. S. Vous avez lu sans doute , Monsieur ,
*le Traité des droits du Roi touchant l'administration
 de l'Eglise , par M. Talon , & l'Histoire du Droit
 Public Ecclésiastique de France.* Consultez encore
 ces deux excellens Ouvrages , vous y trouverez
 partout , mais principalement dans le premier ,
*Seconde Partie , Dissertation cinquième ; & dans le
 second , Tome premier , Chapitre des Preuves des
 droits du Roi touchant les Personnes & les affaires
 Ecclésiastiques , les principes du droit de la Patrie
 sur les biens d'Eglise , & de l'obligation des
 Ecclésiastiques envers elle , que je viens d'éta-
 blir dans ma Lettre.*

LETTRE II.

MONSIEUR,

J'ai traité dans ma première Lettre la question de droit concernant les Exemptions prétendues par le Clergé par rapport aux impositions , & je crois avoir démontré qu'il n'a , ni ne peut avoir par état , de droit Divin , humain ou positif aucune exemption de contribuer aux charges de l'Etat comme les autres Sujets , & dans la même proportion qu'eux , mais seulement une possession & des concessions , qui forment ses privilèges. Je vais donc dans cette Lettre traiter la question de fait , & j'examinerai 1°. Ce qui s'est pratiqué , sur tout en France depuis l'établissement du Christianisme par rapport aux Ecclésiastiques , concernant les impôts. 2°. Les privilèges qu'ils ont acquis en différens tems à ce sujet. 3°. En quoi consistent ces privilèges , quelles en doivent être les bornes & l'étendue. Je commence par vous prévenir que toutes les autorités , & tous les faits seront tirés des monumens les plus authentiques de l'Histoire ancienne & moderne , & surtout de l'Histoire Ecclésiastique de M. Fleury , de celle de Mezeray , du Livre des Li-

bertés de l'Eglise Gallicane , & des Mémoires du Clergé.

Les concessions de nos Rois en faveur du Clergé de France , supposent suivant lui , sa possession antérieure, qu'elles reconnoissent & qu'elles confirment. L'ordre de la matiere & des dattes exige donc que l'on commence par examiner les caractères de cette possession.

Si la conduite des hommes étoit l'expression fidelle & constante de leurs devoirs ; si la loi naturelle qui en est le principe étoit toujours la règle de toutes leurs actions ; ce qu'on appelle coutume & usage seroit en soi-même aussi respectable que respecté. Et quelle loi plus juste en effet & plus puissante tout ensemble que l'habitude immémoriale , universelle & uniforme de la raison & de la justice ? Mais s'il est des usages de cette espèce , combien doit-il s'en trouver , & s'en trouve-t-il en effet qui n'ont pour principe & pour origine que l'oubli & souvent l'infraction de la loi naturelle ! Les fastes du monde ne le prouvent que trop , & les loix renouvelées sans cesse & multipliées sans fruit , pour rappeler les hommes à leurs premiers devoirs , achevent de le démontrer. Après tant de motifs & de raisons de se défier de ce qu'on appelle coutume & usage , cet objet si ordinaire & si peu légitime de la superstition politique , par quelles règles & sur quels principes faudra-t-il le discuter ,

pour l'adopter & le consacrer , ou le ré-
prouver & le proscrire ? Les actions des
hommes ne peuvent & ne doivent être ju-
gées que sur leurs rapports avec ce qui en
doit être le principe & la règle. Tout usage,
quelqu'ancien qu'il soit , dès qu'il sera dé-
montré n'être que l'infraction de la loi de
nature , ne peut & ne doit donc passer que
pour un abus. Ainsi quand l'exemption de
fait & de possession que les Ecclésiastiques
pourroient avoir de contribuer de leurs
biens aux charges de l'Etat , seroit immé-
moriale , ne seroit-on pas en droit , & ne
suffiroit-il pas de la combattre par ces pa-
roles de Saint Cyprien : „ *C'est en vain ,*
„ *dit-il , que ceux dont la raison & la justi-*
„ *ce proscrivent les privilèges , ne répondent*
„ *à l'une à l'autre que par leur possession ,*
„ *comme si la coutume & l'usage pou-*
„ *voient avoir jamais plus de force que la*
„ *vérité , & devoient prévaloir sur elle.*

Examinons néanmoins l'origine, les pro-
grès , les caractères, & l'effet de la possession
réclamée par le Clergé de France. Cet exa-
men exige un détail historique que la ma-
tière rend indispensable. L'étude du passé
mène à la connoissance du présent , & sou-
vent même à la science de l'avenir ; parce
que les hommes comme les modes ne va-
rient que dans les formes , sans changer
d'objet & de principe. Le but de l'Histoire
est de les montrer dans tous les points de
vue , & dans les positions différentes , où le

contraste & le jeu de leurs idées & de leurs
 sentimens , de leurs opinions & de leurs
 passions les placent successivement. C'est
 un tableau toujours le même & toujours
 changeant des hommes , qui comme Ac-
 teurs ou Spectateurs, ont paru sur le Théâtre
 du monde dans les scènes qu'ils y ont jouées
 ou vû représenter ; les caractères ou les
 passions des uns , & les impressions des au-
 tres , sont l'ame de ce Tableau : & comme
 les affaires de l'Eglise & des Ecclésiasti-
 ques sont nécessairement liées à celles de
 la société par leur relation naturelle , &
 par les motifs , les intérêts & les senti-
 mens des hommes qui s'en sont mêlés , je
 ne puis en retracer l'histoire à vos yeux ,
 sans y joindre au moins en partie celle
 de tous les siècles , de tous les Etats ,
 de tous les hommes & de toutes les
 passions. Je suis même d'autant plus
 obligé de traiter cet objet dans toute son
 étendue , que le Clergé qui fait remonter
 ses Exemptions aux premiers siècles du
 monde & de l'Eglise, a formellement avan-
 cé dans ses remontrances au Roi , qu'il en
 jouissoit depuis Clovis. Je vais donc essayer
 de vous présenter , 1°. Le Clergé en géné-
 ral dans sa position à l'égard de l'Empire
 Romain , tant que le monde entier fut réu-
 ni sous sa domination. 2°. Le Clergé de
 France dans ses positions différentes & suc-
 cessives à l'égard de l'Etat depuis l'éta-
 blissement de la Monarchie Françoisé jus-
 qu'à nos jours.

La Loi nouvelle ayant succédé à l'ancienne, qui n'en étoit que l'ombre & la figure, il faut, en conséquence du rapport qui se trouve entre les Prêtres de l'une & de l'autre, & des inductions que le Clergé en tire, examiner quelle étoit la condition des Juifs relativement à leur Etat, tant qu'il a subsisté, & à l'Empire Romain, lorsqu'il les eut subjugués.

La consécration de la Tribu de Levi au Ministère des Autels, y rendit le Sacerdoce héréditaire. Josué par l'ordre & l'inspiration de Dieu exclut les Lévites du partage des terres, & leur attribua pour leur subsistance les Dixmes des fonds, qu'il distribua aux autres Tribus. Réduits par cette Loi à une simple aumône, n'ayant & ne pouvant avoir aucune part dans les biens de l'Etat, il n'étoit ni possible ni juste qu'ils contribuassent réellement à ses charges & à ses besoins: tel est le fondement d'une exemption établie de droit Divin en faveur des Lévites, & le prétexte qu'on a voulu donner aux prétentions du Clergé, pour réclamer une pareille exemption pour ses biens-fonds & un droit aussi légitime sur les Dixmes. Mais il faudroit, pour qu'il y eût parité entre les Ecclésiastiques & les Lévites, qu'ils n'eussent pas plus de part qu'eux aux biens temporels; que le Législateur de la Loi nouvelle en les en excluant leur eût attribué la dixme de tous les biens pour les dédommager de cette privation; & que l'on ne scût

pas que les Dixmes qu'ils possèdent leur ont été données , ainsi que les biens-fonds par ceux qui en étoient les vrais propriétaires ; que les biens des Ordres de Cluny , Cîteaux & Malthe ont été exemptés par les Papes de payer la Dixme , ce qui ne se pourroit si elle étoit de droit Divin ; que c'est par une Ordonnance récente que les Curés sont autorisés à percevoir en vertu de leur Clocher la Dixme de toutes les terres qui ne la payent à personne ; qu'enfin une partie de ces Dixmes appartient à des Bénéficiers Ecclésiastiques , qui n'ont pas charge d'ames , & une autre à des Seigneurs Laïcs , à qui elles sont inféodées. Comme tous ces faits sont certains , je ne m'y arrêterai pas davantage.

Différentes révolutions avoient déjà confondu la Tribu sainte avec les autres , lorsque les Romains subjuguèrent les Juifs , & imposèrent des taxes sur leurs terres & sur leurs personnes. Ils étoient dès-lors partagés en trois Sectes , les Pharisiens , les Esséniens , & les Sadducéens. Les Pharisiens , suivant le rapport de saint Clément d'Alexandrie , de saint Chrysostome , de Théodoret & de saint Augustin , refusoient de payer les tributs à l'Empereur ; ils s'en prétendoient exempts , ainsi que de toute obéissance civile. Voici comme parle d'eux Joseph Historien , Juif & contemporain.

„ Il y a une Secte de gens, dit-il, (a) qui veu-

(a) Histoire des Juifs par Joseph liv. 17. chap. 3.

„lent qu'on les croye plus instruits que les
 „autres des Loix & des Usages de la Reli-
 „gion , du Gouvernement & de la Patrie.
 „Ils se vantent d'en être les rigides obser-
 „vateurs. On les nomme Pharisiens; ils sont
 „artificieux , arrogans , & si entreprenans
 „qu'ils ne craignent pas même quelque-
 „fois de s'élever contre les Rois ; & de les
 „attaquer ouvertement. Pleins de préjugés,
 „d'orgueil , d'artifice & d'esprit d'indé-
 „pendance & de révolte, ils s'opposoient à
 „l'autorité , ils offensoient la Majesté sou-
 „veraine , & par toutes sortes d'intrigues
 „& de cabales ils excitoient le peuple à la
 „rébellion. Avec ce caractère & ces dispo-
 „sitions ils refuserent au Roi , à l'Empe-
 „reur & à l'Etat le serment de fidélité que
 „toute la Nation leur avoit prêté. *Auguste* ,
 „dit ailleurs Joseph , (a) avoit établi Ciri-
 „nius , homme d'un mérite rare , Gouver-
 „neur de Syrie & de Judée avec ordre d'y
 „faire le *dénombrement de tous les biens des*
 „*Particuliers*. Les Juifs voyoient d'abord
 „avec peine ce *dénombrement*. Joazar ,
 „Grand Sacrificateur , leur persuada de n'y
 „pas résister. Mais Judas & un Pharisien
 „nommé Sadoc , sollicitèrent les peuples
 „à se soulever , disant que ce *dénombre-*
 „*ment n'étoit autre chose qu'une manifeste*
 „*déclaration qu'on vouloit les réduire en ser-*
 „*vitute*. Pour les exhorter à maintenir leur

(a) *Ibid.* liv. 13. chap. 2.

„ liberté , ils leur représenterent que si le
 „ succès de leur entreprise étoit heureux ,
 „ ils ne jouiroient pas avec moins de gloire
 „ que de repos de tous leurs biens ; mais
 „ qu'ils ne devoient pas espérer que Dieu
 „ leur fût favorable , s'ils ne faisoient pas
 „ de leur côté tout ce qui seroit en leur pou-
 „ voir. Le peuple fut si touché de ce dis-
 „ cours, qu'il se porta aussi-tôt à la révolte.
 „ Ce ne fut plus partout que meurtres &
 „ brigandages. On pilloït & on tuoit indif-
 „ féremment amis & ennemis par le desir
 „ de s'enrichir , & sous prétexte de défen-
 „ dre la liberté publique. La rage de ces sé-
 „ ditieux passa jusqu'à cet excès de fureur ,
 „ qu'une famine qu'elle occasionna ne put
 „ les empêcher de forcer les villes , & de
 „ les inonder du sang de leurs concitoyens.
 „ Judas & Sadoc ne troublèrent & ne dé-
 „ solèrent pas seulement toute la Judée ,
 „ mais ils jetterent encore les semences de
 „ tous les maux dont elle fut affligée de-
 „ puis , & de sa destruction totale. Le mê-
 „ me Historien observe encore que les Prê-
 „ tres des Juifs & surtout les Princes des Prê-
 „ tres étoient presque tous de la Secte des
 „ Pharisiens. Elle subsistoit encore du tems
 „ de J. C. Voici ce que nous lisons à son su-
 „ jet dans l'Evangile de saint Matthieu , &
 „ dans celui de saint Marc. „ Les Pharisiens ,
 „ disent ces deux Evangelistes , firent des-
 „ sein entr'eux de surprendre Jesus dans ses
 „ paroles. Ils lui envoyerent donc leurs

„ Disciples avec les Hérodiens , (c'étoit
 „ les Officiers publics préposés pour la le-
 „ vée des impôts) lui dire , Maître , nous
 „ sçavons que vous êtes véritable , & que
 „ vous enseignez la voye de Dieu , sans
 „ avoir égard à qui que ce soit , parce que
 „ vous ne considérez point la personne dans
 „ les hommes : dites-nous donc votre avis
 „ sur ceci. *Est-il libre & permis de payer ou*
 „ *non le tribut à César ?* Ils faisoient ainsi
 un cas de conscience du payement de ce
 tribut qui étoit un cens , une espece de
 capitation. Mais Jesus connoissant leur ma-
 lice , leur dit : „ Hypocrites , pourquoi me
 „ tentez-vous ? Montrez-moi la pièce d'ar-
 „ gent qu'on donne pour le cens ; & eux
 „ lui ayant présenté un denier , Jesus leur
 „ dit , De qui est cette image & cette inf-
 „ cription ? de César , lui dirent-ils. Alors
 „ Jesus leur répondit , *rendez donc à César*
 „ *ce qui est à César , & à Dieu ce qui est à*
 „ *Dieu.* Saint Matthieu rapporte encore
 que ceux qui recevoient le tribut de deux
 drachmes étant venus trouver saint Pierre ,
 & lui ayant demandé si son Maître ne payoit
 pas ce tribut , il leur répondit qu'il le
 payoit. L'Evangeliste ajoute que J. C. dit à
 saint Pierre de jeter la ligne dans la mer , &
 qu'il trouveroit dans le premier poisson
 qu'il prendroit une pièce d'argent de qua-
 tre drachmes , dont il se serviroit à payer les
 cens pour eux deux. *Cette doctrine de Je-*
sus-Christ sur le payement des tributs , con-

firmée par son exemple & par un miracle ; fut suivie & prêchée par les Apôtres. Saint Paul , dans l'Épître aux Romains , établit l'autorité des Princes & l'obéissance qui leur est due , en réglant les devoirs des Chrétiens à l'égard des Princes payens : il ordonna aux Fideles de leur être soumis non seulement par la crainte , mais par le devoir de leur conscience, & de rendre à tous ce qui leur est dû , *le tribut à qui ils doivent le tribut , les impôts à qui ils doivent les impôts.* Différence qui établit celle des charges réelles & personnelles , & l'obligation de contribuer aux unes & aux autres.

L'usage de payer les tributs est attesté comme constant dans la seconde apologie que saint Justin adressa à Marc-Aurele au milieu du second siècle. „ Nous payons , dit „ ce défenseur de la Religion (a) qu'il scella „ de son sang , *les tributs & les impositions* „ à ceux que vous avez préposés pour les „ lever , & nous y sommes plus exacts „ que qui que ce soit , en conséquence de l'ordre & de l'exemple de celui qui nous a „ dit , *rendez à César ce qui appartient à César.* Vers la fin du même siècle , saint Irénée , Evêque de Lyon , expliquant l'Épître aux Romains sur l'obéissance due aux Princes (b) : „ C'est ce que Jesus-Christ

(a) Justin. orat. ad Anthon. apol. 3.

(b) Irénée lib. 5. cap. 26.

„ lui-même a confirmé , dit - il , par son
 „ exemple , lorsqu'il ordonna de payer le
 „ tribut à César pour lui & pour S. Pierre.
 Origène qui vécut jusqu'à l'année 253 , dit
 dans son Commentaire sur cette même E-
 pitre (a) : „ Les Princes exigent les tributs
 „ du produit de nos terres & de notre com-
 „ merce : Jesus-Christ n'en a-t'il pas payé
 „ lui-même ? Combien n'est - il pas plus
 „ juste & plus raisonnable que nous y
 „ soyons assujettis ? S. Augustin dans deux
 de ses traités dit positivement : „ Otez le
 „ droit des Princes temporels , (b) qui ose-
 „ ra dire , cette maison , ce fond , cet es-
 „ clave est à moi ? Prenez donc garde de
 „ ne point dire , qu'ai-je de commun avec
 „ les Rois ? car c'est par le droit des Rois
 „ que vous tenez vos possessions. Ainsi
 jusqu'à la fin du troisième siècle , la Reli-
 gion Chrétienne , toujours persécutée par
 les Empereurs payens , n'avoit pas procu-
 ré à ses disciples ni à ses Ministres une
 exemption de tributs , que les uns & les
 autres étoient bien éloignés de prétendre.
 Les Evêques & les Prêtres encore pénétrés
 des préceptes de Jesus-Christ & des Apôtres ,
 en consacroient la tradition dans leurs é-
 crits , l'expression dans leurs mœurs , l'ob-

(a) Origene lib. 9. in Rom. 13.

(b) Aug. tract. 6. ad cap. 1. Joannis , & apud
 Græc. cap. jux. dist. 3.

servation & l'exemple dans leur conduite : ils se vantoient enfin d'être aussi fideles aux contributions qu'ils s'y reconnoissoient sujets.

La conversion de Constantin au quatrième siècle, donna la paix à l'Eglise, & la faveur de cet Empereur aux Evêques & aux Ecclésiastiques : il les enrichit, les respecta, les honora, & leur accorda de grands privileges. Il exempta leurs personnes des corvées publiques, & permit aux Parties de porter les affaires civiles au Tribunal des Evêques, donnant à leurs Sentences la même autorité qu'à celles émanées de lui, & ordonnant à ses Officiers & aux Magistrats de les faire exécuter : mais on ne trouve cependant pas que ce Prince par aucune loi ait exempté les biens Ecclésiastiques des impositions. Le calme que Constantin avoit procuré à l'Eglise s'étoit à peine maintenu sous sa protection jusqu'à sa mort arrivée en 337. L'hérésie d'Arius, qui dès 321. avoit commencé de la troubler, enleva aux Ministres de la Religion la protection de Constantius : l'apostasie de Julien son successeur renouvella les persécutions. Jovien ne regna pas assez long-temps après lui pour réparer les maux qu'il avoit faits à l'Eglise. Valens qui lui succéda, favorisa les Ariens au préjudice & aux dépens des Catholiques. En 373. S. Gregoire prononça un discours devant Julien préposé.

pour régler à Nazianze l'imposition des tributs ; il lui recommanda les Pauvres , le Clergé & les Moines. „ (a) Aucun lien , „ dit-il , ne les attache ici bas , ils possèdent à peine leurs corps , ils n'ont rien „ pour César , tout est pour Dieu : (b) „ les hymnes , les prières , les veilles , les „ larmes , leurs biens sont hors d'atteinte. (c) S. Basile dans le même tems prioit aussi un Officier de l'Empereur d'exempter les Moines des charges publiques , (d) *comme n'ayant plus ni leurs biens qu'ils ont donnés aux Pauvres , ni leurs corps qu'ils consomment par la pénitence.* On voit par-là que les Clercs & les Moines avoient cessé sous ce regne d'être exempts des charges publiques. En effet nous avons une loi de Valens adressée en 370. à Modeste Préfet du Prétoire , (e) par laquelle il soumet aux charges des Villes les Clercs qui y étoient sujets par leur naissance , & du nombre de ceux que l'on nommoit *Curiales* , (f) à moins qu'ils n'esseunt été dix ans dans le Clergé. Par une autre loi (g) que l'on croit du même tems , Valens avoit ordonné la même chose pour les Moines. Mais après

(a) Hist. Eccles. liv. 16. nom. LII.

(b) Greg. Naz. epif. 168.

(c) Hist. Eccles. Ibid.

(d) Bas. epif. 304.

(e) Hist. Eccles. Ibid.

(f) Leg. 9. cod. Theod. de episc.

(g) L. 63. cod. Theod. de decur.

la mort de Valentinien son frere, (a) devenu plus libre de persécuter la Doctrine Catholique, & sçachant que les Moines en étoient un des plus puissans appuis, (b) il ordonna en 376. qu'il fussent contraints à porter les armes. Quelle étoit cependant la Doctrine de S. Ambroise, élu l'année précédente Evêque de Milan, sur l'obligation de payer les impôts ? (c) „ Si J. C. „ a payé le tribut, disoit-il dans son livre „ sur S. Luc, qui êtes-vous pour croire „ en être exempts ? si vous ne voulez pas „ être sujets de César, (d) ajoutoit-il ailleurs „ dans le même ouvrage, renoncez donc „ à la possession des biens du monde ; mais „ si vous en possédez & en jouissez, vous „ êtes par là sujets de César. Si l'Empereur demande un tribut, disoit-il encore „ dans un Sermon contre Auxence en 386. „ nous ne le lui refusons pas ; (e) *les terres „ de l'Eglise payent tribut, nous rendons à „ César ce qui est à César, & à Dieu ce qui „ est à Dieu ; le tribut est à César.* „ S. Ambroise ignoroit-il néanmoins les droits de l'Episcopat ? ou manquoit-il de fermeté pour les soutenir ? En 388. il fit sortir Théodose du Sanctuaire destiné aux seuls Ministres de l'Autel. Cet Empereur ré-

(a) Hist. Eccles. liv. 17. nom. xxiv.

(b) Bas. epis. 20.

(c) Amb. lib. 4. in Luc. cap. 5.

(d) Idem. lib. 10. cap. 20.

(e) Idem. orat. cont. Aux. lib. 5. epist. 32.

pondit à l'Evêque Nectaire, qui lui demandoit pourquoi il n'y étoit pas demeuré : (a) „ A peine ai-je pû trouver quelqu'un „ qui m'enseignât la vérité, je ne connois „ qu'Ambroise qui porte à juste titre le „ nom d'Evêque. „ (b) Ce Prélat, aussi instruit que zélé, écrivit encore en 390. à Théodose avec force & autorité au sujet du massacre de Theſſalonique; il l'excommunia, lui refusa l'entrée de l'Eglise de Milan, lui imposa la pénitence publique, mais ne cessa pas néanmoins de lui demeurer aussi soumis que fidele. En 404. S. Innocent Pape mandoit à S. Victrice, Evêque de Rouen, par une *décrétale en réponse aux questions que cet Evêque lui avoit faites sur les règles pratiquées par l'Eglise Romaine* au sujet de divers points de discipline : (c) „ Si l'Empereur nous „ demande le tribut, nous ne le lui refusons pas, *les terres de l'Eglise payent le tribut.* „ Honorius successeur de Théodose, par une loi de l'année 407. adressée à Porphyre Proconsul d'Afrique, confirma les privilèges que les loix précédentes portoient en faveur des Eglises & des Clercs. Par une autre loi du 25. Mai 412. ce Prince défendit que les terres des Eglises fussent sujettes aux charges extraordinaires, en ordonnant cependant qu'elles conti-

(a) Hist. Eccles. liv. 18. nomb. xv.

(b) Amb. epist. 51.

(c) Dec. Grat. P. 2. caus. xi. Quæst. 1. cap. xxv 112

naissent de payer la *contribution ordinaire*. Valentinien III. qui lui succéda, donna l'an 415. une loi adressée à Bassus, pour rétablir les privilèges de toutes les Eglises, que le Tyran Jean leur avoit ôtées, principalement le droit des Clercs, de n'être point poursuivis devant les Magistrats séculiers, mais jugés par les Evêques. Les loix des Empereurs en faveur de l'Eglise & du Clergé, successivement abrogées & rétablies depuis Constantin jusqu'à Justinien, furent enfin rassemblées, redigées, fixées & publiées par ce Prince en 534. sous le titre de *Novelles*. Par la 37^{me}. il permet aux *Evêques* (a) d'Afrique de rentrer dans les biens dont les Ariens les avoient dépouillés; mais à condition de payer les *charges ordinaires*. Il y avoit plusieurs boutiques à Constantinople, dont les loyers étoient destinés pour les *frais des sépultures*. Justinien n'exempte des tributs qu'une partie de ces boutiques, de peur, dit-il, que s'il les exemptoit toutes des charges ordinaires, cette exemption ne devînt préjudiciable au Public. (b) Justinien distinguant ailleurs, (c) suivant le Décret d'Honorius de l'année 412. les Impositions ordinaires, des extraordinaires; dispense les Eglises des secondes, en les assujettissant aux premières. Enfin les fonds même de l'Eglise

[a] Loix. Eccles. par d'Hericourt 3. Part. ch. 5.

[b] *Ibid.*

[c] *Ibid.*

de Rome étoient encore tenus de la contribution aux charges de l'Etat, comme au tems du Pape S. Innocent. Saint Grégoire en 591. & 593. recommandoit aux défenseurs de Sicile de faire cultiver avec soin (a) *les terres de ce Pays qui appartiennent au Saint Siège*, „ afin, disoit-il „ dans ses Lettres, que l'on pût payer plus „ facilement les *impositions dont elles étoient* „ *chargées*. „ Les Légats que le Pape Agathon avoit envoyés à Constantinople au fixième Concile œcuménique, en revinrent à Rome en 682. au mois de Juillet. Ils rapportèrent des Lettres de l'Empereur Constantin Pogonat, portant remise pour cette année en faveur de (b) *l'Eglise Romaine des contributions de bled que fournissoient ses patrimoines de Sicile & de Calabre*, ainsi que de *plusieurs autres impositions dont l'Eglise étoit surchargée*. On trouve encore deux Lettres données par l'Empereur Justinien l'an 687. au Pape Jean V. en faveur de l'Eglise Romaine. Par l'une, Justinien remet la (c) *capitation que payoient les Patrimoines de Rome dans le Pays des Brutiens & en Lucanie*. Par l'autre, il ordonne la restitution des serfs de ces (d) *patrimoines & de ceux de Sicile*, que, faute de payement

[a] Greg. lib. 1. epist. 41. lib. 12. epist. 50.

[b] Ep. Leon. T. 6. Conc. p. 1113. à Anast. in Jo. V.

[c] Anast. in Con.

[d] Théoph. An. 17. pag. 302. & An. 1. p. 303. S. Nicephor.

des impositions , la Milice de l'Empereur retenoit en gage.

Telles furent, Monsieur, les maximes, la conduite & les positions constantes & respectives du Clergé & de l'Etat, tant que l'Univers n'en fit qu'un sous la domination des Empereurs, depuis J. C. jusqu'au commencement du cinquième siècle, & même jusqu'à la fin du sixième & du septième.

L'Empire Romain désolé par l'inondation des Barbares que l'ambition de Stilicon avoit appelés, & que la foiblesse d'Honorius & de ses successeurs ne put repousser, vit fonder par eux sur ses débris plusieurs Etats particuliers environ l'an 420. On fixe communément à cette Epoque la naissance de l'Etat que les François, vainqueurs des Romains & des Gaulois, formerent dans les Gaules. C'est la position successive du Clergé relativement à cet Etat, depuis sa fondation jusqu'aujourd'hui, que je vais essayer de vous retracer. Je divise cette exposition en cinq Epoques différentes. La première depuis Pharamond jusqu'à Charlemagne : La seconde, depuis Charlemagne jusqu'à la fin de la seconde race : La troisième, depuis Hugues Capet jusqu'à Philippe-Bel : La quatrième, depuis Philippe-Bel jusqu'à François I. La cinquième & dernière, depuis François I. jusqu'à l'année 1711.

PREMIERE ÉPOQUE.

LA Religion Chrétienne, prêchée dans les Gaules dès l'an 253. n'y étoit pas encore généralement établie au quatrième siècle ; les persécutions des Empereurs jusqu'à Constantin, l'hérésie Arienne ensuite, & les incursions des Barbares y avoient troublé & détruit les Eglises ; elles ne furent ni protégées, ni favorisées par Pharamond, & ses trois premiers successeurs, tous idolâtres ainsi que lui. Clovis premier Roi Chrétien les rétablit, en fonda de nouvelles, & leur donna à toutes de grandes possessions. Sa ferveur & son zèle excitèrent ses Sujets, nouveaux convertis comme lui, à imiter ses pieux exemples. Plusieurs Moines, qui dès le milieu du cinquième siècle étoient venus d'Italie & d'Irlande s'établir dans les Gaules, *sous la conduite des Evêques & la discipline des Canons*, n'eurent pas moins de part à toutes ces libéralités. Les richesses, ainsi que le crédit du Clergé, faisoient déjà des Monastères un refuge aussi sûr qu'agréable contre la jalousie des Visigots & des François. Il y eut en France dans le commencement du cinquième siècle plusieurs Conciles, dont les différens objets furent d'arrêter les entreprises des Evêques les

uns sur les autres , de conserver les droits ; les azîles & les biens des Eglises , de dispenser le Clergé de plaider devant les Juges séculiers , (a) & de réprimer les usures.

Les contributions aux charges & aux besoins de l'Etat étoient de trois sortes dès la fondation de la Monarchie.

La première consistoit dans le service militaire dû par les Vassaux du Roi , à raison de leurs fiefs ou *bénéfices* , & par les hommes libres , à raison des terres dont ils étoient propriétaires. Ce service militaire étoit rendu personnellement , & aux frais des vassaux du Roi & du propriétaire qui en étoient tenus : ainsi il étoit par-là pour l'un & pour l'autre une contribution mixte, c'est-à-dire , tout à la fois personnelle & réelle.

La seconde espèce de contribution étoit purement réelle. Elle consistoit dans les dons & présens que faisoient annuellement au Roi & à l'Etat tous les vassaux du Roi , & tous les hommes libres propriétaires.

La troisième sorte de contribution consistoit enfin dans les tributs ou les cens , qui n'étoient exigés que des Romains ou Gaulois conquis , à raison des terres qui leur avoient été laissées à cette condition par les Francs leurs vainqueurs , ou des fermiers des Domaines du Roi.

Les Eglises furent dotées & enrichies dès le cinquième siècle par les Rois , par leurs

(a) Mezcray.

vassaux , par les propriétaires & par les Gaulois & les Romains. Ainsi les Ecclésiastiques avoient des terres du Domaine , des fiefs , des terres en propriété , & des terres sujettes aux tributs ou au cens.*

Il paroît même que nos Rois avoient bien avant la fin du sixième siècle surpassé par leurs donations la pieuse libéralité de leurs vassaux & de leurs sujets libres ou esclaves. Chilperic , petit-fils de Clovis , se plaignoit déjà que les biens de son Domaine avoient presque tous été donnés aux Eglises. “ Notre fisc , disoit-il , est devenu „ pauvre , nos richesses ont été transportées „ aux Eglises , il n’y a plus que les Evê- „ ques qui régnerent , ils sont dans la gran- „ deur & nous n’y sommes plus. (a) “ Ce discours est rapporté par Saint Gregoire , Evêque de Tours , Historien contemporain. Les Ecclésiastiques si riches & si accrédités étoient-ils néanmoins exempts alors des contributions dont les terres , qui leur avoient été données , étoient chargées envers l’Etat , avant d’être devenues le patrimoine de l’Eglise ? Par rapport au service militaire , il est constant par l’Histoire de la première race , (b) & plus encore par

(a) Greg. Tur. Lib. 6. cap. 46.

() Fleury 3e. Disc. sur l’Hist. Eccl. n. 8. & suiv.

* J’adopte ici en entier l’opinion de l’Auteur de *l’Esprit des Loix* sur le tribut ou le cens. On peut voir dans le Tome II. de cet Ouvrage , Liv. 30. chap. 15. & 16. ce qu’il en dit.

celle de la seconde, que les Ecclésiastiques ; non seulement en étoient tenus comme les autres sujets , mais même qu'ils étoient & furent jusqu'à Charlemagne dans l'usage de rendre personnellement ce service. Pour ce qui est des contributions réelles , il est encore constant que les Evêques , Abbés & Abbeses dans les Assemblées du Champ de Mars , faisoient des dons & présens au Roi & à l'Etat , ainsi que les Comtes & le Peuple, dans la même forme & dans la même proportion. On voit même que les Rois ne s'en rapportèrent pas toujours à la libéralité des Ecclésiastiques comme à celle de leurs autres sujets (a). Clotaire I. en 558. ou 560. ordonna que les Ecclésiastiques payassent la troisième partie de leur revenu (b) ; contribution bien différente de celle qu'ils payent aujourd'hui par les Décimes , & renouvelée cependant plus d'une fois sous la seconde & la troisième race , ainsi que nous le verrons dans la suite. Les Evêques assemblés à Soissons y consentirent tous , à l'exception du seul Injuriosus de Tours. Enfin , à l'égard des tributs ou cens , il paroît que les Ecclésiastiques y étoient sujets , soit à cause de leurs personnes , parce qu'ils étoient tous Romains ou Gaulois , soit à cause des terres dont les Gaulois ou les Romains avoient enrichi

(a) Greg. Tur. lib. 4. cap. 2. Aimon, lib. 2. cap. 2.

(b) Valefius tom. 1. lib. 8. ann. 558.

les Eglises (a). Nivard, Archevêque de Reims (b), obtint du Roi Childebert I. qui ne mourut qu'en 558. (c) l'exemption de quelques tributs dont son Eglise étoit chargée. Gregoire de Tours loue le Roi Theodebert d'avoir remis aux Eglises d'Auvergne le tribut qu'elles avoient coutume de payer. Fleury (d) observe que les richesses des Eglises de France étoient déjà au cinquième & au sixième siècle, une tentation continuelle & dangereuse pour l'avarice & l'ambition. Les Seigneuries temporelles dépendantes de ces richesses, y ajoutoient l'autorité & le crédit. Les unes & les autres faisoient participer les Ecclésiastiques aux affaires publiques dans les Assemblées générales de la Nation, & surtout dans les Conseils des Princes, où la faveur les appelloit encore aussi souvent que le besoin & l'utilité. Aussi les Seigneurs même & les Grands de la Nation conquérante renonçoient-ils alors à tous les Emplois pour l'Episcopat, où ils trouvoient l'honneur, les richesses, la considération, la faveur, & la sûreté contre les disgrâces : de-là les brigues, la simonie, les intrusions, les choix indignes, le séjour continuel à la Cour, l'abandon des fonctions du saint Ministère, l'application

(a) Flodoard. lib. 2. cap. 7.

(b) Greg. Tur. lib. 3. cap. 25.

(c) Faucher, liv. 3. ch. 9. ann. 550.

(d) 3. & 4. Discours sur l'Hist. Eccl.

exclusive aux affaires civiles & politiques, l'influence sur le Gouvernement, les factions & les guerres civiles. Les Grands, ignorans par état, par goût & par vanité, ne s'occupoient que de la chasse & de la guerre. Les lumières & l'érudition des Evêques ne pouvoient donc manquer de leur donner dans les Assemblées générales & dans les Conseils des Rois, autant d'ascendant que d'influence. Mais devenus insensiblement par contagion, chasseurs, guerriers & concubinaires, les Ecclésiastiques prirent aussi dès le sixième siècle, le dégoût, les principes & les mœurs des Seigneurs qu'ils avoient supplantés dans l'administration & dans le crédit. Grégoire de Tours en est un exemple : il reconnoît lui-même qu'il avoit peu étudié ; & ses écrits par le stile, le choix de ses matières, le défaut d'ordre, & la crédulité superstitieuse qui y regnent, le prouvent encore mieux que son aveu. Telle étoit la position des Evêques par rapport à l'Etat, lorsque deux femmes émules d'ambition, de galanterie, de vices & de crimes, gouvernerent, ou plutôt désolèrent la France, & par l'abus qu'elles firent de l'autorité Royale, lui portèrent la première atteinte. Les Grands & les Evêques, allarmés & avertis par l'une & par l'autre, chercherent à balancer une autorité absolue qu'ils avoient vû devenir arbitraire & despotique. Clotaire II. qui pour réunir toute la Monarchie étoit entré

entré dans leur conspiration contre Brunehaut, seconda le projet qu'ils avoient de borner l'autorité Royale & dont cette conspiration n'étoit que le prétexte. Warnachaire, chef de la révolte, en profita le premier, en devenant Maire du Palais de Bourgogne (a), & obtint de Clotaire II. que ce Prince lui conserveroit toute sa vie cette place importante, qui jusqu'alors avoit été amovible. Il est vraisemblable que Warnachaire, au moyen de la révolution, étoit devenu Maire du Palais par le choix de la Nation (b); car après sa mort Clotaire demanda aux Grands assemblés à Troyes s'ils vouloient en élire un autre à sa place, mais ils lui en déférèrent encore unanimement la nomination. Dagobert fils & successeur de Clotaire II. ne gouverna que par les conseils de Pepin, Maire d'Austrasie, de S. Arnoul Evêque de Metz, de S. Cuniberg Evêque de Cologne, & de Didier qui fut depuis Evêque de Cahors, & continua de jouir aussi du droit de nommer les Maires du Palais : mais sous la minorité de Clovis II. son fils, & la Régence de Nentechilde (c), les Seigneurs élurent Flaochat, qui en reconnoissance de leurs suffrages, s'obligea par lettres & par serment envers les Grands & les Evêques, de leur conserver pendant leur vie leurs

(a) Fredeg. Chron. cap. 42. ann. 613.

(b) Ibid. cap. 54. ann. 626.

(c) Ibid. cap. 89. ann. 641.

honneurs & leurs dignités. C'est ici que l'Auteur du Livre des Maires de la Maison Royale, fixe l'époque de leur usurpation, qui ne devint néanmoins sensible qu'en 660. par la tyrannie du Maire Ebroin. Les biens Ecclésiastiques furent l'objet & la proie de son avidité, tandis que son ambition, sous le nom de Thierry second fils de Clovis II. qu'Ebroin au préjudice & à l'exclusion de Childeric son aîné mit sur le Trône, avoit usurpé l'autorité Royale, & en abusoit. Ce fut sous le gouvernement d'Ebroin que commencerent les *précaires* des biens d'Eglise : Marculfe (a) Auteur contemporain, en rapporte des formules parmi celles qu'il a recueillies. Ces *précaires* étoient originairement de l'invention des Ecclésiastiques, qui pour faciliter les donations qu'on leur faisoit, laissoient par-là l'usufruit aux donateurs leur vie durant. L'Eglise se servoit encore de *précaires* pour donner ses biens par baux à cens qui devoient se renouveler tous les cinq ans, & qui le plus souvent n'expiroient qu'à la mort des locataires. Ebroin & les Seigneurs qu'il gratifioit des biens d'Eglise, étoient trop habiles pour ne pas colorer & couvrir leurs usurpations de cette forme consacrée par l'usage & qui leur en assuroit la jouissance. Il n'étoit question d'ailleurs, pour y parvenir, que de forcer par l'autorité & le crédit les Ecclésiasti-

(a) Marculf. lib. 2. cap. 40.

ques de consentir à ce qu'ils ne pouvoient empêcher, & à ce qu'ils faisoient tous les jours de plein gré pour leur intérêt & celui de leurs Eglises. Ebroin établit donc le premier l'usage des lettres *précaires*. Le Roi Pepin dans un Diplôme datté de la troisième année de son regne, en cite une faite par ce Maire (a). Sa politique vint même encore mieux au secours de son ambition & de son avidité en prétextant ses violences de l'objet de l'intérêt de l'Etat. Il sçavoit que les biens des Ecclésiastiques devoient, comme ceux des Laïcs, le service militaire. Il donna donc ce service pour motif des *précaires* qu'il fit faire, & il en mit à toutes la condition expresse. Par-là l'excès & l'abus constatoient du moins le droit de l'Etat sur les biens d'Eglise : aussi ces usurpations ainsi colorées, continuerent-elles d'avoir lieu lorsque la faction des Evêques (b), qui avoit pour chef S. Leger, eut déplacé Ebroin leur auteur, & l'eut confiné dans le Monastere de Luxeu. Tandis qu'en Neustrie & en Bourgogne, Thierry, après la mort d'Ebroin, suivoit toujours ses maximes par rapport aux biens Ecclésiastiques, Pepin de Heristal, qui sous le titre de Maire, & ensuite sous celui de Duc, s'étoit emparé de l'Austrasie, y suivoit un système diffé-

(a) Tome V des Historiens de France par les PP. Bénédictins art. 6.

(b) Ann. 668.

rent , aussi agréable au Clergé qu'utile aux vûes de son ambition. Fidèle à l'exemple de ses Ancêtres , qui avoient occupé les premières places de l'Eglise , il lui rendoit ses biens , il remettoit les Evêques dans leurs Sièges , & ne regnoit que sous leur autorité & par leur avis. Aussi le Clergé de Neustrie implora-t'il son secours. Les annales de Metz rapportent , qu'une des raisons qu'allégua Pepin pour faire la guerre au Roi Thierry , & s'emparer de sa personne , de ses trésors & de son autorité , fut qu'il étoit *appelé en Neustrie par les Evêques* (a) , à la défense des Eglises dont les Maires avoient envahi toutes les possessions. Pepin vainqueur fut reconnu Maire du Palais dans toute la France , & la gouverna comme il avoit gouverné l'Austrasie. Les Moines (b) , seuls Ecrivains de ce tems-là , exaltent beaucoup ses vertus , & ne peuvent se lasser d'admirer sa dévotion & sa libéralité. Son fils Charles Martel regna après lui , sous les noms de Dagobert III. Chilperic II. & Thierry IV. Vainqueur des Sarazins , des Frisons & des Saxons , il sut du moins rendre sa domination utile & glorieuse à la France , & formidable à tous ses ennemis. Sa politique & celle de Pepin son pere , quoique contradictoires , furent l'une & l'autre assorties

(a) Annal. de Metz sur l'an 687.

(b) *Ibid.*

à leurs caractères & à leurs intérêts , mais sur-tout à leur position & aux circonstances. Pepin appelé par le Clergé , se rendit maître de la Monarchie , en le protégeant & en lui faisant rendre par les Grands ses rivaux , les biens qu'ils avoient usurpés sur l'Eglise. Charles Martel ne put se maintenir qu'en dépouillant les Ecclésiastiques qu'il n'avoit plus à menager , pour enrichir à leurs dépens les gens de guerre dont il eut toujours besoin.

Les biens prodigués aux Ecclésiastiques, cette composition pécuniaire avec Dieu pour les péchés , que l'ignorance , la superstition & l'avidité avoient introduite , ne parurent & ne devinrent bientôt plus respectables qu'à ceux qui en abusoient. Ainsi Charles Martel ne manqua ni d'occasion , ni de prétexte pour envahir sans contradiction les biens d'Eglise sur des usufruitiers , au moins indifférens au public , & en récompenser ceux à qui la patrie devoit sa défense & sa conservation. Toute la Nation d'ailleurs étoit alors militaire. Conquérant & politique , il ne mit donc pas plus de bornes à ses invasions , qu'il ne s'en fit scrupule & qu'il n'y trouva d'obstacles. Mais il prit aussi pour prétexte le droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques & le service militaire dont ils étoient chargés. Le domaine du Roi , les fiefs des Seigneurs & les alleux mêmes , avoient passé entre les mains des Ecclésiastiques par des dona-

rions que la piété des Rois , des Grands & des propriétaires leur en avoit faites (a). Charles Martel en dépouillant le Clergé par des *précaires* , composa un nouveau domaine , & établit de nouveaux fiefs. Ainsi ce Prince , suivant le système d'Ebroin , exerça & constata aussi , quoique par l'excès & par l'abus , le droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques. Telle étoit la situation du Clergé lorsque Winfred, Moine Anglois , crut y trouver matière à exercer un zèle qui lui avoit fait franchir les limites du Cloître. N'ayant ni maître , ni patrie , ni domicile , ni revenu , ce Missionnaire toujours errant & isolé , s'étoit dévoué au Pape , par nécessité , par intérêt , & par enthousiasme. Il avoit pris le nom Romain de Boniface , sous lequel il est plus connu que sous le sien : fait Evêque par Gregoire II. Gregoire III. le fit Archevêque , & lui donna le droit de convoquer des Conciles , & d'ordonner des Evêques. Boniface muni de ces titres & de ces pouvoirs , entreprit donc de réformer le Clergé de France , & de le rétablir dans ses biens & ses prérogatives. Son zèle avoit outre cela pour objet d'étendre l'autorité & la domination du Pape : c'étoit la sienne , il devoit la faire valoir comme moyen , il l'excéda , & tout le reste n'en fut que le prétexte & le mobile. Boniface ne trouva pas dans Charles Mar-

(a) *Ex Chronico Centulensi lib. 2.*

tel , à qui Gregoire III. l'avoit adreſſé & recommandé , les diſpoſitions & la faveur néceſſaire à ſes projets ; & ſes entrepriſes , qui ne ſont pas de mon ſujet , n'allèrent pas loin de ſon tems. Ce Prince étant mort , après avoir partagé la France entre ſes enfans Carloman & Pepin , ſaint Eucher qu'il avoit relegué , eut après ſa mort une viſion dans laquelle ravi au Ciel, il le vit tourmenté dans l'enfer inférieur par l'ordre des Saints qui doivent aſſiſter avec Jeſus-Chriſt au jugement dernier , pour avoir dépouillé les Eglifeſ , & s'être ainſi rendu coupable des péchés de tous ceux qui les avoient dotées. C'eſt ce qu'on trouve dans une lettre que les Evêques aſſemblés à Reims en 858. écrivirent au Roi Louis le Germanique. Boniface comprit alors que le partage de la France & de l'autorité entre Pepin & Carloman , devoit être plus favorable à ſes deſſeins que ne l'avoit été le Gouvernement Monarchique & militaire de Charles Martel : mais il ſentit encore mieux que le projet de réformer les abus & les diſordres du Clergé de France , ne pouvoit réuſſir ni en ſoi , ni pour le Pape , ni pour lui-même , s'il ne le rendoit reſpectable à la fois & agréable. Ainſi dans le double point de vûe d'en impoſer & de ſéduire , Boniface ſ'annonça aux Evêques , d'un côté comme l'envoyé du S. Pere leur Souverain de tout tems par les appellations , leur refuge & leur protecteur contre

les invasions depuis qu'elles avoient lieu : de l'autre il se fit valoir auprès d'eux comme le réparateur aussi puissant que zélé , des torts qu'ils avoient soufferts. Les contes que l'on avoit faits sur la damnation de Charles Martel avoient rempli Carloman l'un de ses enfans , de terreurs & de scrupules. Ce Prince étoit pieux & juste , ç'en étoit assez pour être un saint dans le Cloître où il finit ses jours , trop peu pour faire son salut sur le trône , où les vertus morales sans lumières & le courage d'esprit , rendent quelquefois les Princes aussi coupables que les passions mêmes ; & nous verrons bien-tôt que la foiblesse de ce Prince fut la première cause des désordres qui éclaterent sous Louis le Débonnaire & Charles le Chauve , sans que les conquêtes de Pepin & le génie vaste de Charlemagne qui en suspendirent l'effet , pussent en déraciner les principes. Carloman auroit dû réparer les injustices de Charles Martel , rétablir le Clergé dans ses biens injustement usurpés , le réformer dans ses mœurs , & l'exécuter en Souverain éclairé : il le tenta en homme foible ; & sans remédier aux abus qu'il avoit en vûe , il ne fit qu'en introduire de nouveaux.

Boniface , ce Moine Irlandois , devenu Archevêque & Légat du S. Siège , offroit au Clergé les secours du Pape à titre de protection , & présentait au Prince les conseils & les exhortations du S. Pere , com-

me les ordres de Jesus-Christ même. Ces moyens étoient dangereux pour l'un & pour l'autre par les conséquences ; mais le Prince étoit foible , & le Clergé opprimé : on assembla donc un Concile en 742. (a) Boniface y présida comme Vicaire du Pape , & on l'y qualifia d'envoyé de S. Pierre. Ce Concile ordonne , que l'on rendra aux Eglises tous les biens dont on les avoit dépouillées : les Ecclésiastiques y signèrent de plus une Profession par écrit , qui les oblige de demeurer unis, sujets & obéissans à l'Eglise Romaine , & au Vicaire de S. Pierre (b). Elle fut portée à Rome , reçue avec transport par Zacharie , & mise sur le tombeau du Prince des Apôtres. Pour approuver ce Concile , le Pape écrivit une Lettre adressée à tous les François. Elle portoit entre autres choses : „ Si vous obéissez *en*
 „ *tout* (c) à Boniface , qui vous prêche de
 „ notre part ; toutes les Nations infidèles
 „ tomberont devant vous , & après la vic-
 „ toire vous aurez la vie éternelle. Ce-
 pendant la restitution absolue & universelle
 des biens d'Eglise étoit plus embarrassante,
 & plus ruineuse encore pour le fisc que pour
 les particuliers. Carloman tint à ce sujet
 un autre Concile à Leptines en 743. Boni-
 face y présida encore : il y fut ordonné ,

(a) Hist. Eccl. liv. 42. n. xxxiv.

(b) *Ibid.* nomb. xxxv.

(c) *Ibid.*

qu'à cause des guerres présentes, (c) le Prince prendroit pour un tems une partie des biens d'Eglise à titre de *précaire* (d) & de *cens* pour aider à l'entretien de ses troupes , à condition de payer tous les ans à l'Eglise ou au Monastere un sol valant douze deniers pour chaque famille ; en sorte que celui à qui la terre aura été baillée venant à mourir , elle retournera à l'Eglise. Mais elle pourra de nouveau être baillée au même titre de *précaire* , si la nécessité y contraint, ou si le Prince l'ordonne. La même chose fut réglée dans un autre Concile assemblé par Pepin à Soissons le 3 Mars 744.

Ainsi le droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques , non - seulement fut encore constaté alors , mais même confirmé par l'aveu & le consentement du Clergé de France. Tous les Evêques assemblés dans un Concile reconnoissent , & que le Prince a pû & a dû prendre la plus grande partie des biens de l'Eglise pour subvenir à l'entretien de ses troupes , & qu'il pourra de nouveau par la suite prendre ces mêmes biens , en conséquence de la nécessité , ou même de sa seule volonté. Pourroit - on penser que dans un tems où la domination nouvelle de Pepin & de Carloman n'étant ni bien reconnue , ni bien affermie , ces Princes étoient obligés de menager tous les

(a) Hist. Eccl. nomb. xxxvi.

(b) Cap. edit. de Baluze. cap. 2. pag. 149.

Ordres du Royaume, & surtout le plus puissant & le plus accrédité; cette reconnoissance des Evêques ne fût qu'une complaisance de leur part, ou qu'elle dût être attribuée à une violence qui étoit également contraire au caractère, à la position & à l'intérêt des premiers Ducs François? Nous verrons par la suite que ces *précaires* reconnues & consenties si solennellement par le Clergé, comme l'usage légitime & ancien du droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques, & comme l'application juste & nécessaire de ces mêmes biens aux besoins & charges de la Patrie, nous verrons, dis-je, que ces *précaires* s'établissent & se renouvellent par la seule volonté du Souverain, sans qu'il demandât le consentement de ceux qu'elles intéressent.

Boniface, qui avoit présidé aux Conciles de Leptines & de Soissons, en écrivit à Zacharie, & loua beaucoup le zèle des Princes Carloman & Pepin. Ce fut alors que Carloman ne pouvant calmer ses terreurs & ses scrupules, remit à Pepin toute l'autorité, alla à Rome faire ses dévotions, & de là prendre l'habit de S. Benoît au Mont de Soracte, d'où il se retira au Mont-Cassin.

Après l'abdication & la retraite de Carloman, il ne manquoit plus à Pepin que le titre de Roi, dont sous un Prince imbécile & ignoré, il exerçoit seul l'autorité

dans toute la France : cinquante ans de possession & de gloire avoient accoutumé les François à sa domination. Les Grands & les soldats, vainqueurs sous la Maison des Pepins, avoient toujours été récompensés par elle. Pepin suivant les traces de son ayeul & de son bisayeul venoit de remettre les Evêques & les Ecclésiastiques en possession de leurs biens : les peuples étoient entraînés vers lui par les uns & par les autres, & cédoient de plus à l'habitude, au goût & à leur intérêt. Tout étoit donc favorable pour achever une révolution qui étoit devenue aussi agréable qu'elle avoit été insensible : tous les Ordres de l'Etat désiroient également qu'un Prince, qui méritoit par lui-même leur affection héréditaire à sa maison, leur demandât de consacrer solennellement sa puissance par un titre auguste & chéri que leur amour lui donnoit d'avance, & qui assuroit leur bonheur. Suivant ces dispositions, Pepin convoqua à Soissons en 751. une assemblée des Evêques & des Seigneurs ; il crut cependant devoir consulter le Pape, ou avoir besoin de son autorité ; il en connoissoit le poids & l'étendue sur l'Eglise Gallicane ; il sçavoit que les réponses du Saint Pere passaient en France, comme dans tout l'Occident, pour des oracles. Soit que Pepin ne pût ou ne voulût rien décider sans l'avis de Zacharie, il est constant que le résultat de cette assemblée de Sois-

sons ne fut qu'une ambassade à ce Pontife ; il étoit ami de Pepin dont il avoit besoin contre les Grecs & les Lombards. Boniface ce Moine Irlandois , devenu Archevêque & Légat du Saint Siège , & dont l'objet étoit l'agrandissement de la domination des Papes , avoit d'ailleurs de tout tems resserré les nœuds d'une union si nécessaire à ces vûes. Pepin nomma pour cette ambassade importante , la plus flatteuse que jusques-là on eût envoyée à Rome , Wolrad son neveu Abbé de S. Denis , & Burchard établi Evêque de Wurtzbourg par Boniface. Sur la réponse de Zacharie , telle qu'on pouvoit la prévoir & la desirer , Pepin tint une seconde assemblée à Soissons en 752. Les Evêques de toutes les parties du Royaume y assisterent en grand nombre ; Boniface étoit à leur tête & fit valoir la réponse du Pape ; le Roi Childeric dégradé & confiné au Monastere de Sitiu fut remplacé unanimement par Pepin. Quelques Auteurs de ce tems-là disent que Boniface l'éleva à la Royauté par le commandement de Zacharie : & ce qui est sûr , c'est qu'il couronna Pepin , & y joignit l'onction d'huile bénite , qui commença alors d'être pratiquée à l'inauguration de nos Rois , & l'a toujours été depuis. On voit dans la formule de consécration de Pepin, que Charles & Carloman ses enfans furent aussi oints & bénits, & que les François s'obligerent , sous peine d'*interdiction*

& d'*excommunication*, (a) de n'élire jamais de Rois d'une autre race. Mézeray dit que Pepin & son successeur, comme s'ils eussent eu l'obligation de la Royauté aux Ecclésiastiques, leur donnerent grande part dans le gouvernement. Pepin ne marqua pas moins de reconnoissance au Pape, en le tirant successivement de la tyrannie des Rois Lombards & de la dépendance des Empereurs Grecs. Ce fut à cette occasion que le Pape Etienne, écrivant au Roi Pepin & aux Seigneurs François, les exhorte de venir au secours de S. Pierre, en leur promettant de sa part la rémission de leurs péchés, *le centuple en ce monde & la vie éternelle en l'autre*. Dans une seconde lettre on lit ces mots : „ (b) Je vous „ conjure par le Seigneur notre Dieu, sa „ glorieuse Mere, toutes les vertus cé- „ lestes, & S. Pierre qui vous a *sacré Roi*, „ de faire tout rendre à la Sainte Eglise de „ Dieu suivant la donation que vous avez „ offerte à S. Pierre votre protecteur. Nous „ avons remis entre vos mains les intérêts „ de la Sainte Eglise, & vous rendrez comp- „ te à Dieu & S. Pierre au jour du terrible „ Jugement comment vous les aurez dé- „ fendus. C'est à vous que cette bonne „ œuvre a été réservée, aucun de vos Peres

[a] Tom. 5. des hist. de France, par les PP. Bénédictins, page 10.

[b] Hist. Eccléf. liv. 43. nomb. xv.

„ n'a été honoré d'une telle grace, c'est
 „ vous que Dieu a choisi pour cet effet
 „ par sa prescience & de toute éternité :
 „ *car ceux qu'il a prédestinés, il les a*
 „ *appelés, & ceux qu'il a appelés, il les*
 „ *a justifiés.* „ Il en écrivit une dernière à
 Pepin & à ses sujets *au nom de S. Pierre*,
 qu'il fait parler comme s'il étoit en-
 core sur la terre. Le titre imité des Epî-
 tres Canoniques commence ainsi : „ Pierre
 „ appelé à l'Apostolat par Jesus-Christ
 „ Fils du Dieu vivant. „ (a) Avec lui
 parlent aussi la Vierge, les Anges, les
 Martyrs & tous les Saints : „ Je vous con-
 „ jure, dit S. Pierre, par le Dieu vivant
 „ de ne pas permettre que ma Ville de
 „ Rome & mon Peuple soient plus long-
 „ tems déchirés par les Lombards, afin
 „ que vos corps & vos ames ne soient pas
 „ déchirés dans le feu éternel, ni que les
 „ brebis du troupeau que Dieu m'a con-
 „ fié soient dispersées, de peur qu'il ne
 „ vous rejette & ne vous disperse comme
 „ le Peuple d'Israël. Si vous m'obéissez
 „ promptement, vous en recevrez une grâ-
 „ ce de récompense *en cette vie*, vous sur-
 „ monterez tous vos ennemis, vous vivrez
 „ long-tems mangeant les biens de la terre,
 „ & vous aurez sans doute la vie éter-
 „ nelle. Autrement sçachez que par l'au-
 „ torité de la Sainte Trinité & la grace
 „ de mon Apostolat, vous serez privés du

[a] Ibid. nomb. xvii.

33. Royaume de Dieu & de la vie éternelle.
 Cette lettre eut tout l'effet qu'Etienne s'en
 étoit promis , & qu'elle ne pouvoit man-
 quer d'avoir dans ce siècle-là. Pepin entra
 en Italie avec une armée formidable. Il
 étoit déjà près de Pavie , lorsque des
 Ambassadeurs que l'Empereur Constantin
 lui envoyoit , vinrent l'y joindre : ils lui
 représentèrent le droit légitime & immé-
 morial que leur maître avoit seul sur Ra-
 venne & l'Exarcate ; ils le prièrent instam-
 ment & avec de grandes promesses d'en-
 rendre toutes les Villes à leur Souverain.
 Pepin répondit à ces Ambassadeurs qu'il
 ne souffriroit point que ces places fussent
 aliénées de la puissance de S. Pierre & du
 droit de l'Eglise Romaine. Il les assura que
 ce n'étoit que *pour l'amour de S. Pierre &
 le pardon de ses péchés* , qu'il s'étoit exposé
 à tant de combats , & que quelques trés-
 fors qu'on pût lui offrir , on ne lui persua-
 deroit jamais d'ôter à S. Pierre ce qu'il lui
 avoit donné. Fulrad son Chapelain reçut
 les clefs de vingt-deux Villes , & les mit
 sur le tombeau des Apôtres avec la dona-
 tion que le Roi de France en avoit faite à
 S. Pierre , à l'Eglise Romaine , & à tous
 les Papes à perpétuité. Voilà le fonde-
 ment de la Seigneurie temporelle des Sou-
 verains Pontifes , qui jusques-là n'avoient
 eu que des domaines utiles pour leur sub-
 sistance & l'entretien de leur Eglise. Char-
 lemagne par le consentement des Seigneurs

Ecclésiastiques & Laïcs , assemblés à Saint Denis , ayant succédé à Pepin en 768. n'accorda pas moins que lui sa protection à l'Eglise & au Saint Siège ; elle valut aux Papes la confirmation des donations avec la souveraine justice sur toutes les terres du patrimoine de S. Pierre ; & à Charles la conquête du Royaume de Lombardie & de toute l'Italie avec le titre d'Empereur. Ce Prince conserva aussi l'usage des *précaires* par rapport aux biens d'Eglise. On voit que par un Capitulaire de l'an 779. fait dans un Parlement composé de Seigneurs , d'Evêques & d'Abbés , il ordonna que l'on renouvellât les *précaires* qui avoient été établies , & que l'on en fit de nouvelles. Il ajouta même que l'on eût soin de distinguer celles qui étoient faites par la *seule volonté du Prince* & de la *seule autorité* (a) d'avec celles que les Ecclésiastiques avoient établies eux-mêmes.

Telle est, Monsieur, la première Epoque. Elle ne comprend que ces siècles grossiers & barbares ; ces tems de ténèbres , d'ignorance , de superstition , de troubles & de révolutions dont les *Moines* & les *Ecclésiastiques seuls* nous ont à peine conservé quelques traces dans leurs chroniques & leurs légendes. J'y trouve néanmoins clairement établi , 1^o. par rapport au service militaire , cette contribution

[a] Capitul. Tem. I. p. 197. cap. 13.

mixte imposée aux vassaux du Roi & aux hommes libres propriétaires ; que les Ecclésiastiques n'en étoient pas moins tenus qu'eux. 2°. Par rapport aux contributions réelles ordinaires qui consistoient dans des présens faits au Roi & à l'Etat par la Noblesse & le Peuple dans les assemblées annuelles du Champ de Mars ; que le Clergé étoit dans la possession & dans l'usage de faire ces présens dans la même forme & dans la même proportion que les autres sujets. 3°. Que les biens Ecclésiastiques furent encore imposés extraordinairement par nos Rois, lorsqu'il n'est point fait mention que ces contributions extraordinaires eussent lieu à l'égard de la Noblesse & du Peuple. Ainsi les Ecclésiastiques par des impositions extraordinaires contribuoient réellement dans une proportion plus forte que les autres sujets, parce qu'ils étoient plus riches, & parce qu'ils contribuoient personnellement moins qu'eux. Je vois encore que les Maires du Palais, lorsqu'ils commencèrent à exercer l'autorité Royale, introduisirent à l'égard des Ecclésiastiques une contribution extraordinaire & forcée par l'usage des *précatoires*. Elles étoient peut-être l'exercice outré & excessif du droit de l'Etat sur les biens d'Eglise ; mais est-il naturel & raisonnable qu'un Clergé puissant & accrédité, qui tenoit tête aux Maires, eût laissé subsister cet abus, s'il n'avoit pas eu

pour principe & pour objet la destination d'une partie de ces biens aux charges & aux besoins de la Patrie ? Aussi les *précaires* subsisterent-elles depuis Ebroin jusqu'à Pepin & Carloman ; & ces Princes , quelque portés & quelque intéressés qu'ils fussent à rendre justice au Clergé , & même à le favoriser , en conserverent néanmoins l'usage tant pour le passé que pour l'avenir , tandis que le Clergé lui-même le reconnut dans deux Conciles comme un usage aussi légitime qu'ancien. Je trouve enfin que Charlemagne par ses Réglemens , fit de cet usage consenti par les Evêques , une loi de la Monarchie. La seconde Epoque fera voir si les conséquences que je tire de la première sont aussi fondées que naturelles.



SECONDE ÉPOQUE.

SUR la fin du huitième siècle , parurent ces Décretales supposées, recueillies par *Isidor Mercator* , & faussement attribuées par lui aux Papes des trois premiers siècles : l'imposture & l'avidité les avoient fabriquées , l'ignorance les adopta , la crédulité les accrédita , le fanatisme enfin les consacra comme des règles de discipline & des articles de foi ; & il fallut toutes les lumières , toute la science & toute la critique du dix-septième siècle pour confondre un prestige qui en a imposé pendant 800 ans. Leurs objets principaux (a) étoient l'indépendance qu'on attribue aux Ecclésiastiques , de toute Jurisdiction séculière , l'extension de l'autorité du Pape , & les plaintes sur l'usurpation des biens temporels de l'Eglise. Après avoir été répandues en France par *Riculf* Archevêque de Mayence, elles y eurent bien-tôt & pour long-tems autant de créance qu'il convenoit au Pape & au Clergé de leur en donner , & confirmèrent par des titres qui parurent alors anciens & respectables , la possession abusive d'une infinité de prérogatives , aussi chimériques que

(a) Hist. Eccl. liv. 44. num. 225.

ces prétendues Décrétales. Mais sans examiner ici en détail chacune de ces prérogatives , il faut voir quelle étoit la position générale du Clergé à l'égard de l'Etat lors de l'avenement de Charlemagne à l'Empire , les Réglemens qu'il fit à ce sujet , & les suites de ces Réglemens.

Le Gouvernement François n'avoit pû avoir , & n'avoit eu en effet ni principes connus , ni forme décidée , ni consistance certaine & invariable. Il n'étoit fondé que sur le génie de la Nation , des usages & quelques loix en petit nombre , que les circonstances avoient successivement introduites. Ces loix mêmes que les Frâncs avoient apportées de de-là le Rhin , étoient pour la plûpart ou sans application , ou insuffisantes , depuis leur nouvelle domination. Les terres des Gaulois conquises & partagées entre les François vainqueurs , & les Rois qui s'en reservoient une partie , avoient établi dès le commencement de la Monarchie un domaine pour le Roi , des fiefs appelés *Bénéfices* pour les Seigneurs & les Officiers , & des alleux pour les particuliers. La piété de Clovis & de ses successeurs , imitée par leurs sujets , donna une grande partie du domaine , des fiefs ou *bénéfices* , & des alleux , aux Eglises & aux Monasteres. L'Etat se trouva donc par-là composé de vassaux du Roi nommés *Leudes* ou *Fidèles* , de possesseurs de biens d'Eglise , & d'hommes libres propriétaires de terres.

Les fiefs ou *bénéfices* , les terres données aux Eglises & aux Monasteres , & les alleux devoient au même titre , & rendoient également & par proportion le service militaire à la patrie & au Roi. Ce service militaire emportoit avec lui une contribution réelle , puisqu'il se faisoit toujours aux frais & dépens de ceux par qui il étoit dû. Un Etat formé par la conquête , ne devoit pas , sur-tout dans les commencemens , avoir d'autres besoins & d'autres charges , ni un peuple guerrier imaginer d'autres devoirs envers cet Etat, que le service militaire aux dépens de chacun de ses membres. Ces Assemblées annuelles de la Nation au Champ de Mars , où l'on traitoit & décidoit les affaires militaires , politiques & civiles , avoient joint cependant à ce service une autre contribution réelle par des dons que les *Leudes* , les Evêques & Abbés , & les propriétaires faisoient proportionnellement au Roi outre le tribut ou cens que payoient les Romains & les Gaulois vaincus , soit pour les terres qu'ils avoient conservées , soit pour leurs personnes. Les *Leudes* , Evêques , & Abbés mennoient leurs hommes à la guerre : les hommes libres propriétaires y alloient sous la conduite des Comtes : de-là par une conséquence nécessaire , les *Leudes* , les Evêques , les Abbés & les Comtes avoient respectivement une juridiction militaire , qui entraîna depuis la juridiction civile sur ceux

qui étoient soumis à leur conduite , tandis que le Roi avoit la même juridiction sur les *Leudes* & les Comtes. Ainsi le gouvernement militaire & civil , & l'administration de la police étoient partagés entre le Roi, le Clergé & la Noblesse, dans la même proportion que les forces de l'Etat. Ce partage des forces de l'Etat, de la juridiction & de la police emportoit par conséquent celui du gouvernement politique. Mais il falloit pour cette administration ainsi partagée un concours bien rare & bien difficile de la puissance du Clergé , de celle de la Noblesse , & de l'autorité du Roi. La rivalité en avoit plus d'une fois troublé l'équilibre : de-là le Gouvernement avoit été tour à tour exclusivement Militaire , Monarchique ou Ecclésiastique , au lieu qu'il devoit avoir à la fois ces trois caractères , assortis d'ailleurs au génie d'une Nation tout ensemble guerrière , dévote & affectionnée à la Royauté. Néanmoins le gouvernement ainsi constitué , s'étoit maintenu sous la première Race , bien plus sur des usages & sur l'habitude que sur des loix. Les révolutions qui auroient pû l'ébranler ou le dissoudre , si elles étoient venues de la part des étrangers , ou qu'elles eussent été poussées à l'extrémité par quelque une des trois Puissances qui partageoient l'autorité , ne firent que troubler l'équilibre , & servirent même quelquefois à le raffermir , parce qu'elles le ramenoient

alternativement du côté de la Puissance opprimée. C'est ainsi que les deux Clotaires & Dagobert , en reunissant la plus grande partie de la Monarchie , rendirent à la Royauté la prépondérance que les partages entre différens Princes étoient prêts à lui ôter , & que Pepin & Charles Martel tirèrent successivement , quoique par des moyens violens & peu légitimes , l'un le Clergé , & l'autre la Noblesse de l'oppression que ces deux Corps avoient exercée alternativement l'un sur l'autre.

Les richesses du Clergé , ses lumieres , & le pouvoir de la Religion lui donnerent d'abord trop d'influence sur le Gouvernement , toujours aux dépens de la Noblesse & souvent aux dépens du Roi. L'invasion des biens de l'Eglise par les Maires & les Grands , depuis Ebroin jusqu'à Charles Martel , qui les donna à ses Officiers , formerent de nouveaux fiefs ou bénéfices , qui diminuerent au profit de la Noblesse & du Roi le trop grand ascendant du Clergé. La révolution de Pepin où les Ecclésiastiques eurent tant de part , avoit fait renaître leur crédit dans le Gouvernement , mais elle ne leur avoit pas rendu tous leurs biens. Ainsi le Clergé & la Noblesse furent ramenés par secousses à une espèce d'équilibre , qui n'établissoit cependant entre ces deux Puissances que plus de jalousie & de rivalité. Elles avoient toujours des prétentions l'une contre l'autre , & une disposition

disposition prochaine à les faire valoir. Il étoit donc instant & nécessaire de fixer entre ces deux Corps l'espèce d'équilibre où leurs secousses réciproques les avoient ramenés, & que le moindre choc pouvoit détruire; de regler leurs droits & leurs prétentions, de contenir ou réprimer leurs entreprises; enfin de balancer & de déterminer l'administration civile & politique qu'ils partageoient. Mais comment remplir tant d'objets importants, seuls principes de la tranquillité & de la gloire de l'Etat, de la sûreté & du bonheur des Peuples? Ils exigeoient un génie vaste & créateur, qui connût l'essence du Gouvernement, ses principes & ses ressorts, qui en sentit les vices, les remèdes, & les moyens de les employer. Il falloit joindre à ce génie capable de concevoir & d'embrasser dans toutes les parties un plan général de réforme, un caractère ferme, invariable & toujours soutenu, qui sçût l'établir, le maintenir & le faire observer. Il falloit qu'une autorité, aussi chère qu'imposante à tous les ordres de l'Etat, leur rendît respectables & agréables les Reglemens dont ils avoient besoin. Il falloit qu'un règne brillant par les victoires, frappât le génie guerrier de la Nation Françoisë, & qu'elle se livrât ainsi par affection, & par enthousiasme à celui qui vouloit la rendre heureuse après l'avoir rendue triomphante. Charlemagne réunit toutes ces qualités,

trouva ou fit naître toutes ces circonstances & en profita encore mieux. Il devint dans toutes les parties de l'administration le Législateur d'un grand Empire fondé presque tout entier par ses conquêtes ; & lui seul imagina , établit & consolida un Corps complet de Législation politique , ecclésiastique , militaire , civile & économique. Ses Capitulaires portent jusques dans les moindres détails l'empreinte de son génie & de sa grandeur ; & soit qu'on le voie régler dans les uns l'administration de l'Eglise & de l'Etat , distribuer dans les autres les dépouilles des Lombards & des Visigots à ses Sujets , prescrire la forme de la réception des Ambassadeurs étrangers , les fonctions des Officiers & des Domestiques de son palais , les soins économiques des Fermiers de ses Domaines , on y reconnoît partout le grand homme , le Roi juste & le pere de famille.

Le partage de l'administration civile entre les Evêques & les Nobles , né de la Jurisdiction que les uns avoient sur le Clergé , les autres sur les peuples , & tous respectivement sur leurs vassaux , divisoit par une conséquence nécessaire la puissance & le crédit entre le Clergé & la Noblesse.

Ch. M. associa ces deux Corps au Gouvernement de l'Etat sans son autorité. En les contrebalançant ainsi l'un par l'autre , il les contenoit également dans leurs limites. Leur rivalité toujours subsistante & toujours contenue ne pouvoit plus avoir

d'autre effet que de rendre les Evêques & les Seigneurs émules & surveillans les uns des autres , & ils ne devenoient par là que des Ministres plus vigilans & plus sûrs de la félicité des peuples. Ce fut donc de ces deux Ordres qu'il composa les *Parlemens* qu'il assembloit au moins deux fois tous les ans pour regler les principes de l'administration , à l'exclusion de tous les autres sujets , qui n'y eurent nulle part dans ces tems-là. Toutes les Provinces de l'Empire étoient partagées en différentes parties , gouvernées par des Comtes nommés par le Prince , & amovibles à sa volonté. Ces Comtes juges des Laïcs , & les Evêques juges des Ecclésiastiques , en vertu des privilèges des Empereurs Grecs , confirmés par nos Rois ou par l'usage , pouvoient prendre trop de crédit & en abuser. Ch. M. soumit l'administration & la conduite des uns & des autres à l'inspection d'Envoyés Royaux choisis par lui dans la Noblesse & dans le Clergé. Ces Envoyés devoient , suivant l'article 8 d'un Capitulaire de 812. faire leurs tournées quatre fois par an , aux mois de Janvier , Avril , Juillet & Octobre. Outre (a) les instructions particulieres qu'ils avoient souvent sur des abus & des désordres nouveaux qui paroissent mériter attention , leur mission générale & ordinaire étoit d'examiner la conduite des

(a) Capitul. Edit. de Baluse , tom. 1. p. 498.

Comtes , des Evêques & de leurs Officiers subalternes , d'écouter les plaintes des particuliers , de leur faire justice sur le champ par eux-mêmes , ou d'apporter leurs représentations au pied du Trône. Après avoir ainsi partagé l'administration entre le Clergé & la Noblesse , il falloit fixer les devoirs & les fonctions de l'un & de l'autre relativement à l'Etat.

Ch. M. avoit déjà par un Capitulaire que l'on croit de l'an 769. défendu aux Ecclésiastiques de porter les armes , & de verser le sang des Chrétiens ou des Payens. Ce reglement demeura apparemment sans exécution ; car on voit au Parlement de Wormes une supplique des peuples à ce sujet , qui portoit en substance : “ Nous
 „ prions tous à genoux V. M. (a) que dé-
 „ formais les Evêques ni les Prêtres ne
 „ soient plus contraints d'aller à l'armée
 „ comme ils l'ont été jusqu'à présent , mais
 „ qu'ils restent dans leurs Diocèses , *qu'ils*
 „ *prient pour vous & pour vos troupes ,*
 „ *chantent des Messes & fassent des Proce-*
 „ *sions & des Aumônes* ; car nous en avons
 „ souvent vû de blessés & de tués dans les
 „ combats , & Dieu sçait quelle frayeur
 „ nous ont causée ces accidens , qui ont
 „ mis quelquefois le désordre dans votre
 „ armée. Vous aurez d'ailleurs plus de
 „ combattans si les Evêques & les Prêtres
 „ demeurent dans leurs Diocèses , parce

(a) Capitul. tom. 1. pag. 405. 406.

„ qu'alors leurs Vassaux n'étant plus occu-
 „ pés à les garder, combattront tous avec
 „ nous. “ Il faut croire que cette deman-
 de si favorable au Clergé, & si éloignée de
 l'envie de le troubler dans la possession de
 ses biens, l'avoit pourtant allarmé sur ce
 point qui lui étoit sans doute aussi pressant
 que sensible dans ce tems-là, ou bien l'on
 croyoit alors que les Ecclésiastiques n'au-
 roient plus de droit à la jouissance de leurs
 fonds, s'ils ne remplissoient plus le service
 militaire & personnel qui en étoit le titre
 pour tous les possesseurs : car la demande
 des peuples finit par la protestation la plus
 formelle qu'ils n'ont ni le projet ni le desir
 de s'approprier les biens d'Eglise. Ils ac-
 cablent les ravisseurs & les usurpateurs de
*malédiction*s & d'*anatêmes*, les dévouent &
 les livrent à la sévérité de l'Empereur.
 Charlemagne statua sur cette Requête par
 le huitième Capitulaire donné au Parle-
 ment de Wormes sur la fin de l'année 803.
 & conçu en ces termes : “ (a) Etant mieux
 „ instruits par l'autorité Apostolique, les
 „ avertissemens de plusieurs saints Evê-
 „ ques, & la lecture des saints Canons, en
 „ conséquence nous corrigeant nous-mê-
 „ mes, & donnant l'exemple à nos succes-
 „ seurs, nous ordonnons pour la seconde
 „ fois, de l'avis de tous nos Nobles con-
 „ sultés à ce sujet, qu'aucun Prêtre n'aille
 „ à l'armée, à l'exception de deux ou trois

(a) Capitul. pag. 409.

5, Evêques choisis par les autres pour don-
 „ ner la bénédiction, prêcher & reconcilier,
 „ & de quelques Prêtres qu'ils choisiroient
 „ pour imposer des pénitences, célébrer
 „ la Messe, prendre soin des malades,
 „ donner l'onction de l'Huile Sainte & le
 „ Viatique. Ces Evêques ni ces Prêtres
 „ n'iront point au combat, & ne porteront
 „ point d'armes. Ils se contenteront de
 „ porter les Reliques & les Vases sacrés,
 „ & de prier pour les combattans ; mais
 „ Nous voulons que les autres Evêques qui
 „ demeureront dans leurs Eglises, Nous en-
 „ voyent leurs Vassaux bien armés avec nous
 „ ou à nos ordres, tandis qu'eux dans leurs
 „ Diocèses diront des Messes & des Litanies
 „ & feront des Offrandes & des Aumônes
 „ pour Nous & pour notre armée.

Le Clergé ne goûta point du tout ce Re-
 glement ; il n'y gagnoit rien du côté de
 l'intérêt, & il y perdoit nécessairement le
 crédit & la considération qu'une Nation
 toute guerrière attachoit exclusivement au
 service militaire. D'ailleurs la protestation
 des peuples n'avoit ni détruit, ni calmé les
 soupçons. Les Evêques se plainquirent donc
 de ce que la défense de mener eux-mêmes
 leurs Vassaux à la guerre préjudicioit à
 leur dignité, comme ils se plaindroient au-
 jourd'hui du contraire, & ils insisterent sur-
 tout sur ce qu'elle les exposoit à être dé-
 pouillés de leurs terres par ceux qui se-
 roient à leur place le service dont elles étoient

tenues. L'Empereur fut donc obligé de justifier là-dessus ses intentions, & de rassurer le Clergé par un Capitulaire donné au même Parlement de Wormes. " Ayant ap-
 „ pris, dit-il, qu'à l'instigation de l'*ancien*
 „ ennemi l'on nous soupçonne d'avoir vou-
 „ lu, en défendant aux Evêques & aux
 „ Prêtres d'aller à l'armée en personne (a),
 „ avilir leur dignité & favoriser l'invasion
 „ des biens d'Eglise, nous déclarons que
 „ nous honorerons & chérirons d'autant
 „ plus les Ecclésiastiques qu'ils observe-
 „ ront fidèlement les devoirs & les regles
 „ de leur profession & du service de Dieu :
 „ nous ordonnons qu'aucun Laïc ne possé-
 „ de les biens d'Eglise qu'à titre précaire :
 „ Nous défendons, de l'avis de *Leon Pape*,
 „ & de tous les Saints, d'envahir, piller,
 „ aliéner ou demander les biens ecclésiasti-
 „ ques sans le consentement des Evêques,
 „ regardant les usurpateurs comme *homi-*
 „ cides, voleurs & sacrilèges, que nous
 „ mandons à nos Comtes & Juges de pu-
 „ nir, & à nos Evêques d'excommunier. "

Le Clergé, conformément à l'ancien usage, & de son aveu même, étoit donc, à raison de ses possessions, tenu du service militaire au même titre que tous les autres sujets, & il se plaignoit même de ce Capitulaire, en ce qu'il le dispensoit de faire ce service en personne. Cependant il subsista, & les Capitulaires de 807. & 812. acheve-

(a) Capit. pag. 410.

rent de régler la proportion & la forme du service pour tous ceux qui y étoient sujets. On y voit (a) que ceux qui ont des *Bénéfices*, c'est-à-dire des fiefs, sont obligés de se trouver en personne à l'armée. Tous propriétaires d'alleux, ayant trois, quatre ou cinq manoirs, y sont pareillement obligés, & ceux qui en ont moins de trois, sont associés pour fournir un homme entre eux, à raison d'un par trois manoirs ou six demi-manoirs; ceux qui n'ayant ni terres ni esclaves, ont cinq sols au moins de revenu, fourniront un homme entre six. Ainsi dans ce tems-là on avoit déjà sur cette matière l'esprit de calcul, qui n'a reparu que depuis peu, après avoir été long-tems enseveli, & l'homme qui vaut aujourd'hui un capital de 150 livres, 200 livres, ou 300 livres, suivant la richesse ou la consommation des différens états, étoit évalué à une livre dix sols de revenu & équivalent pour le fond & pour la prestation due à l'Etat, à un capital de trois manoirs composés chacun d'une maison & d'une quantité déterminée de terres labourables. Dans le nombre des Vassaux du Comte, on en dispense deux du service pour les laisser avec sa femme. On lui permet aussi d'en laisser deux dans chacun de ses fiefs ou domaines, emmenant ou envoyant tous les autres à l'armée; on ne permet à chaque

(a) Capitul. tom. 1. pag. 457. & seqq. 493. & seqq.

Evêque & à chaque *Abbé* de garder chez lui que deux de ses *Vassaux* ; & l'on voit par-là que la proportion étoit la même entre la Noblesse & le Clergé à raison de leurs biens. Les hommes ainsi fournis au Roi, devoient avoir, aux dépens de ceux qui les fournissoient, des habits, des armes, & des vivres ; & l'article 3. du Capitulaire de 807. (a) porte que les Capitaines se rendront sur le Rhin avec leurs hommes les mieux équipés qu'il sera possible au milieu d'Août. L'article 9. du Capitulaire de 813. ordonne que les Comtes, les *Evêques* & les *Abbés* aient soin de pourvoir leurs *Vassaux*, en allant à la guerre, de lances, boucliers, arcs, casques & cuirasses. On trouve une Lettre de Charlemagne (b) à l'*Abbé* de Alth, par laquelle il lui enjoint d'envoyer ses hommes, à jour nommé, avec des habits & des armes pour six mois, & des vivres pour trois ; c'est-à-dire, de l'argent en quantité suffisante pour renouveler le tout. Ainsi le Clergé étoit, comme la Noblesse, obligé à la contribution réelle, qui étoit la suite du service militaire. Il y avoit une amende de 60 sols, c'est-à-dire, environ cent écus de ce tems-ci, contre les propriétaires qui ne faisoient pas le service. L'article 2 (c) du Capitulaire de

(a) *Ibid.*

(b) Histoire du regne de Charlemagne par M. de la Bruere, Par. 1745.

(c) Capitul. premier, tom. 1. pag. 491.

812. ordonne aux Envoyés royaux de faire des recherches de ceux qui ne s'étoient pas rendus à l'armée, & de leur faire payer l'amende, à moins qu'ils n'eussent un congé du Comte, du Vicaire ou du Centenier ; mais dans ce cas, il veut que l'amende soit exigée de celui qui a donné le congé, de quelque condition qu'il puisse être, soit Comte, soit Vicaire, soit Avoué d'Evêque ou d'Abbé ; & la même chose se pratiquoit sous la troisième Race de nos Rois, qui ont souvent prononcé & fait payer des amendes aux Evêques & aux Abbés dans le même cas. Les Evêques, les Abbés, & tous les Ecclésiastiques, étoient donc tenus du service militaire sous la même peine que les propriétaires. On fournissoit aux troupes le logement & le fourage sur la route, & la subsistance aux Ambassadeurs étrangers. Les exemptions données par les Rois sur le premier article à quelques Abbayes, prouvent que les Ecclésiastiques y étoient sujets, & les grosses amendes prononcées par Charlemagne contre les Evêques qui n'avoient pas logé & nourri les Ambassadeurs du Roi de Perse, en font la démonstration pour le second.

C'est ainsi que ce Prince avoit réglé le service militaire & la contribution réelle qui en dépendoit, en la partageant également entre le Clergé & la Noblesse, à proportion de leurs biens ; comme il avoit aussi partagé entr'eux la portion de législa-

tion & d'administration qu'il leur avoit laissées ; mais trouvant plus de lumières , de droiture & de soumission dans les Ecclésiastiques de son tems , il leur donna plus de crédit & d'autorité dans les affaires publiques , & peut-être y fut-il forcé par les circonstances. Carloman & Pepin avoient admis les représentations & les prétentions du Clergé contre la Noblesse , sans les régler définitivement par une restitution entière des biens qu'elle avoit envahis. Il falloit ou la dépouiller & l'aigrir , pour contenter le Clergé , ou laisser opprimer ce dernier corps en fermant les yeux sur les violences des Grands , ou le laisser dans un état d'incertitude , de crainte & d'abaissement qui donnoient lieu à des murmures continuels. Charlemagne aima donc mieux satisfaire les Ecclésiastiques par quelques donations prises sur son Domaine , quelques restitutions qu'il leur fit faire de tems en tems , & sur-tout par des distinctions , qui d'un côté les lui rendoient utiles dans l'administration , & de l'autre contenoient par la considération qu'il leur donna , les Grands dont il pouvoit craindre la puissance & l'indocilité ; il crut que le génie guerrier de la Nation contrebalançoit assez cette préférence donnée au Clergé , & il compta que ses soins & sa vigilance s'étendant à tout , il suppléeroit continuellement à ce qui pourroit manquer à la disposition des ressorts du gou-

vernement qu'il avoit établi. Peut-être aussi ne s'apperçut-il pas de ce qu'il pouvoit avoir de défectueux pour un Souverain moins habile que lui. L'esprit ne voit bien que ce qui est à son niveau, & les génies élevés ont aussi leurs bornes. L'homme supérieur ne sent pas assez les inconvéniens qui viennent de celles de l'esprit, quand l'homme borné y tombe sans les avoir apperçus ; parce que l'un voit mal ce qui est au-dessous de lui, & que l'autre ne voit rien de ce qui est au-dessus. D'ailleurs tout est petit & soumis devant un grand homme. Tout s'éclipse ou s'éclaire, s'épure ou s'anoblit aux rayons de sa lumière & de ses vertus. Les réglemens de Charlemagne étoient excellens sous ce Prince ; mais leur mérite consistant principalement dans une manutention, dont lui seul étoit capable, ils ne tardèrent pas dès qu'il ne fut plus, à devenir inutiles ou dangereux ; & l'on ne retrouve que trop dans les Evêques & les Grands appelés par lui au partage de l'administration, ces Capitaines associés à la conquête & au gouvernement du monde par le vainqueur d'Arbelles, *Soldats sous Alexandre, & Rois après sa mort.*

Louis le Débonnaire qui succéda à son pere sans le remplacer, ne fut pas long-tems à le prouver, & ce fut alors que se développerent les germes des maux que Carloman avoit préparés par l'ascendant qu'il

avoit laissé prendre aux Papes & au Clergé. Le croiroit-on ; le propre des génies foibles, est d'outrer tout en bien & en mal, en force & en foiblesse : par faute de lumières, ils ne voyent ni les principes, ni les bornes, ni les conséquences de rien, & faute de courage d'esprit, ils se laissent entraîner par toutes les circonstances, souvent par toutes les passions, même étrangères, & presque toujours par les apparences plus que par la réalité. Louis le Débonnaire avoit vû son pere élever & favoriser le Clergé, ménager & consulter les Seigneurs, poursuivre des rebelles, les punir & leur pardonner ; il fit tout cela & le fit mal & à contre-tems, parce qu'il n'avoit aucune des qualités nécessaires pour le bien faire. Tout ce qu'il eut d'enfans, de Ministres & d'affociés au gouvernement devinrent par sa faute autant de rebelles, de tyrans & d'oppresses de la liberté publique, & sa mauvaise conduite mit dans l'Etat & sa propre famille le trouble & la dissension, qui causerent en peu de tems la ruine entiere de sa postérité, après qu'il en eut été la premiere victime. Suivant les Capitulaires faits en 816. (a) au Concile d'Aix-la-Chapelle, chaque Eglise devoit avoir un manoir exempt de service, & si elle en avoit d'autres, ils étoient soumis aux charges. Dans un Parlement, tenu au même lieu en 817. on fit un rolle des Mo-

(a) Capitul. tom. 1.

nafteres de l'obéiffance de l'Empereur Louis, & on les partagea en trois classes différentes. Voici ce que porte le préambule de ce rolle (a) : „ L'an 817. l'Empereur „ dans fon Parlement d'Aix-la-Chapelle, „ a réglé quels font les Monafteres de fon „ Empire qui *peuvent* faire le service militaire & des présens, quels font ceux „ qui *peuvent* faire des présens & non le „ service militaire, & quels font ceux qui „ ne *peuvent* faire ni le service militaire „ ni présens, mais seulement des prieres „ pour le falut de l'Empereur & de fes „ enfans & pour la confervation & la félicité de l'Empire, & il en a fait drefser & écrire le présens état. „ On en marque 14 de la premiere classe, 16 de la feconde, & 18 de la troisiéme, ce qui faisoit en tout 48 Monafteres dans l'Empire. Les biens du Clergé Séculier n'étoient certainement pas plus privilégiés ni plus favorifés que ceux des Moines; mais fon crédit ne tarda pas à augmenter, & nous allons voir quelle en fut l'occasion & la fuite. Toute l'œconomie du gouvernement imaginé & établi par Charlemagne, d'après le génie de la Nation Françoisé, avoit pour principes & pour bafe l'équilibre entre la puiffance du Clergé & celle de la Noblesse, équilibre déterminé,

(a) Capitul. édition de Bal. pag 589. 590.
Tom. 1.

fixé & maintenu par le poids de l'autorité Royale sur l'une & sur l'autre. Dans ce système, les Evêques & les Nobles étoient respectivement les conseils & les ministres de cette autorité; mais elle devoit & pouvoit seule les balancer & les contenir : l'extrême rigueur de Louis envers le Roi Bernard & les complices de sa rébellion, ses remords, son indulgence, ses scrupules, sa confession & sa pénitence publiques, avoient été déjà tour à tour la preuve & les effets de sa foiblesse, de son inconstance & de sa mollesse; elles ne lui laisserent bien-tôt pas plus d'autorité que de considération. Sur la fin de l'an 828. on chercha aux Parlement d'Aix-la-Chapelle les causes des désordres & des abus du gouvernement dans toutes les parties de l'Etat; & les remèdes que l'on y pouvoit apporter. (a) Vala Abbé de Corbie, vénérable par son âge, sa naissance & son mérite, y parla fortement contre les entreprises des deux puissances l'une sur l'autre. Il se plaignit de l'invasion des biens d'Eglise; il dit que les *Evêques* & les *Ecclésiastiques*, *tenus du service militaire*, devoient le rendre sans déroger à la sainteté de leur état, & sans que l'on usurpât leurs possessions. Sur tous ces excès, Louis ne trouva d'autre expédient que de convoquer quatre Conciles, à Mayence, Paris, Lyon & Toulouse. Il ne reste que des actes de celui de

(a) Hist. Eccles. de Fleury liv. 47.

Paris. L'article le plus important concerne les entreprises des deux puissances. (a) „ Le „ plus grand obstacle au bon ordre , disent „ les Evêques , est que depuis long-tems les „ Princes s'ingèrent dans les affaires Ecclésiastiques & que les Evêques , soit par „ ignorance soit par cupidité , s'occupent „ plus qu'il ne devoient des affaires temporelles. „ (b) Cependant le Clergé ainsi que la Noblesse & le Peuple faisoit encore alors un don annuel au Roi , & ce don étoit une contribution proportionnelle ; car il étoit le produit d'une taxe imposée sur les Ecclésiastiques comme sur les Nobles & les Roturiers , & répartie entr'eux sur le pied du revenu des fiefs ou des alleux , que chacun d'eux possédoit. Néanmoins il n'y avoit plus ni concert entre les membres de l'Etat & le Chef , ni subordination des sujets au Maître. On auroit envain cherché l'un & l'autre dans la famille Royale , divisée d'ailleurs par un second mariage & ses suites. De-là la désobéissance successive de trois Rois , enfans du premier lit contre leur pere , encore plus facile qu'injuste. Elle est suivie d'une révolte ouverte , commune & concertée entr'eux. Louis la tolère & l'irrite par nonchalance , l'approuve par foiblesse & par facilité , y cède

[a] *Ibid.*

(b) Fauchet en la vie de Louis le Débonnaire , l'an 826. & suiv. ch. 7. à la fin.

par timidité & par impuissance. Il se livre lui-même à ses enfans rebelles & armés contre lui. Il se laisse enlever par eux sa femme Judith & son fils Charles, la cause & l'objet de cette révolte; on le renferme dans le Monastere de S. Médard, (a) & il étoit prêt d'y faire Profession, lorsqu'à l'union factieuse des trois freres succède la jalousie & la méfintelligence. Des Moines intrigans irritent leur discorde: Louis & Pepin se liguent contre Lothaire & rétablissent leur pere sur le Trône.

L'Empereur reprend ainsi son autorité pour n'en user qu'avec sa mollesse ordinaire: on lui livre les chefs & les complices de la conspiration, les Evêques sont déposés, les Seigneurs condamnés à mort, le foible Louis pardonne aux uns & aux autres, les rétablit & leur rend à tous ses bonnes grâces. Cependant une nouvelle conspiration de ses enfans le détermine à changer leurs partages jurés solennellement plus d'une fois par toute la nation. (b) Agobard, Archevêque de Lyon, écrit à l'Empereur pour lui reprocher sur le ton le plus séditieux ses variations injustes. Lothaire arme contre son pere, que Louis & Pepin, aussi mécontents & d'ailleurs dépouillés, ne veulent ni ne peuvent plus secourir. Les armées étoient en présence lorsque les troupes du pere, séduites &

(a) Hist. de France par Mezerai. Hist. Eccl. l. 47.

(b) Ibid.

intimidées par Lothaire , se rendent à lui. L'Empereur regardé après cette défection générale comme déchu de la dignité Impériale , réduit à se livrer lui-même à ses enfans , est confiné par eux pour la seconde fois dans le Monastere de S. Médard. On envoie Judith à Tortone & on enferme Charles dans l'Abbaye de Prom. Lothaire élu Empereur , après avoir reçu le serment de la nation , indique un Parlement à Compiègne pour le premier Octobre 833. (a) Agobard , le chef & l'ame de sa faction , publie un manifeste pour la justifier. Cet écrit , respirant la révolte & le fanatisme , avoit pour objet de préparer les esprits à l'attentat que les Conjurés préméditoient & qu'ils consommèrent au Parlement de Compiègne. Lothaire & ses complices craignant la pitié & l'indignation des *gens de guerre & du peuple* , voulurent enfin pousser leur rébellion à une extrémité qui ne permit plus de retour. Ils résolurent donc de mettre Louis en pénitence publique , afin que par une conséquence généralement reçue alors , quoique fausse & absurde , il ne pût jamais porter les armes ni rentrer dans la société civile. Les auteurs de ce conseil & de cette résolution furent , suivant le rapport de Tegan Corevêque , Historien contemporain , Ebbon Archevêque de Reims , (b) Agobard de Lyon , Bernard de

(a) *Ibid.*(b) *Ibid.*

Vienne, Barthelemy de Narbonne, Jessé Evêque d'Amiens, Elie de Troyes, & Herbold d'Auxerre. Ils forcerent Louis de se soumettre à un jugement que les Evêques avoient rendu contre lui sans l'entendre, de s'accuser publiquement de crimes qu'ils lui supposèrent & qu'ils lui donnerent par écrit, de demander la pénitence publique, & de se la laisser imposer par eux aux yeux de toute la nation. Il ordonnerent que chacun des Evêques, qui avoit assisté à cette dégradation solennelle & inouïe, en dresseroit une relation souscrite de sa main, & que de toutes les relations particulieres, on en formeroit un sommaire signé de tous. Ils eurent cependant honte d'un attentat aussi détestable que détesté par toute la postérité; car aucun d'eux n'osa se nommer dans l'acte commun. Quoi qu'il en soit, la trahison des Evêques en faveur de Lothaire ne leur valut pas encore de la part de ce Prince, aucune exemption de contribuer réellement aux charges & aux besoins de l'Etat; on trouve au contraire dans la Chronique de S. Arnoulphe de Metz (a) que Lothaire à ce même Parlement de Compiègne en 833. reçut les présens que faisoient tous les ans au Roi (b) *les Evêques, les Abbés, les Comtes & le Peuple*. Ces dons comme

(a) Loix Eccles. par d'Hericourt, part. 3. pag. 248.

(b) Aimon lib. 4. cap. 115.

P'observe Fauchet , étoient proportionnés aux biens que chaque sujet possédoit. (a) Le même S. Arnoulphe rapporte que Louis le Débonnaire reçut encore ces dons annuels du Clergé comme de la Noblesse & du Peuple , à Orleans , à Worms & à Thionville dans les Parlemens qu'il y tint les années 835. 836. & 837. Ainsi Lothaire profita seul aux dépens du Clergé de sa perfidie & de son attentat. Ce Corps cessa donc bien-tôt de soutenir cette révolution pour exciter les remords & la jalousie de Louis & de Pepin à en faire une autre. (b) Louis fut en effet rétabli encore par les deux freres , & réhabilité solennellement par quarante Evêques au Parlement de Thionville. L'Archevêque Ebbon s'accusa lui-même publiquement à Metz d'avoir porté un jugement injuste contre l'Empereur son maître sur des crimes faux & supposés ; & sur sa confession & de son consentement il fut déposé , dégradé & mis en prison. On punit de même ses confreres & ses complices ; mais l'esprit de discorde , de faction & de révolte n'en subsistoient pas moins dans tous les Ordres de l'Etat. Les Actes d'un Concile tenu à Aix la Chapelle en 836. en sont la preuve. Ils sont divisés en deux parties , dont la

(a) *Nota.* P. Sirmondi pag. 108. in Capitul. Car. Cal. environ l'année 829. ann. 835. 836. & 837.

(b) Mezeray. Fleury.

premiere contient trois chapitres. Dans le second, (a) on menace de déposition l'Evêque ou le Prêtre qui abandonnera l'Empereur, & le Laïc d'excommunication. Dans le troisieme, on remarque comme la principale source des désordres la confusion des deux Puissances. *Les Evêques avouent qu'ils ont beaucoup excédé la leur & que la révolte des enfans de l'Empereur a fait voir un crime inoui à tous le siècles :*

„ C'est pourquoi, concluent-ils ; nous
 „ estimons que le seul moyen de rétablir
 „ l'ordre est que laissant jouir les Evê-
 „ ques de toute la puissance que J. C. leur
 „ a donnée, vous usiez de toute celle que
 „ vous avez comme pere & comme Em-
 „ pereur. „ La seconde partie découvre
 l'intérêt du Clergé à la conclusion de la
 premiere. Elle ne concerne que la resti-
 tution des biens d'Eglise dont les enfans
 de Louis toléroient, favorisoient & pro-
 curoient même à l'envi l'usurpation. Ainsi
 les Evêques reclamerent alors une auto-
 rité qu'ils avoient affoiblie eux-mêmes.
 Si la dégradation de l'Empereur Louis fut
 un crime inoui, les conséquences qu'elle
 eut contre l'Etat ont été bien funestes &
 bien durables. La premiere & la princi-
 pale fut la destruction d'un équilibre aussi
 nécessaire que juste. L'Histoire de France
 depuis cette époque, ne nous offre que
 troubles, secousses & révolutions succes-

(a) Hist. Eccles. liv. 47. nomb. 549

sives. La Noblesse, le Clergé & le Roi y ont gagné ou perdu alternativement; mais l'Etat en a toujours constamment souffert, sans que l'équilibre ait jamais pû se retrouver. L'attentat commis contre Louis le Débonnaire avoit détruit toute harmonie en anéantissant la subordination du pere aux enfans, & celle des sujets au maître. Un Prince sans principes, sans caractère, sans fermeté & sans tenue, ne voulut ni ne scût la rétablir; & se trouvant sans considération & sans autorité par l'humiliation qui l'avoit rendu méprisable, il n'auroit pû, même avec toutes les qualités de Charlemagne, ramener à l'obéissance les Rois ses enfans, les Evêques & les Seigneurs qui étoient devenus indépendans, ou qui vissoient à le devenir, & gagnoient tous à la confusion qu'ils avoient mise dans l'Etat. Ainsi dès que Louis fut mort, ses enfans rebelles devinrent des freres jaloux & bientôt ennemis. Ils eurent autant de facilité que d'intérêt à entraîner chacun dans leur parti des Evêques & des Seigneurs factieux par habitude, par contagion & pour leur avantage. De-là la guerre civile dont le nouveau partage fait par Louis avant sa mort, fut l'occasion & le sujet: le démembrement de la Bretagne, les irruptions & les ravages des Normands en furent les effets & les suites. Lothaire, que Louis le Débonnaire avoit favorisé dans ce dernier

partage au préjudice de Louis & des enfans de Pepin, pour en faire un protecteur à Charles le Chauve, n'en devint que son plus puissant ennemi. Les armées étoient en présence (a), lorsque les Seigneurs de part & d'autre s'entremirent d'un accommodement qu'ils forcèrent les deux freres d'accepter. Ce traité qui faisoit perdre à Charles la plus grande partie de ses Etats, & mettoit des bornes à l'ambition de Lothaire, ne pouvoit être qu'infidèle & peu durable. En effet, Lothaire ne fit qu'amuser par de feintes négociations Charles & Louis le Germanique, jusqu'à sa jonction avec Pepin son neveu; mais ayant alors rejeté avec fierté les offres & les soumissions de ses freres Charles & Louis, ils lui envoyerent livrer le champ de bataille pour le lendemain 25 Juin 841. (b) lui déclarant qu'ils étoient contraints d'en venir au *jugement de Dieu*; ils appelloient ainsi la bataille de Fontenay, cette journée si funeste à la France, où quatre Rois, trois freres & un neveu armés les uns contre les autres pour se détruire, en avoient rassemblé toutes les forces, & cette journée vit périr cent mille François. Les Rois Louis & Charles, quoique vainqueurs, saisis d'horreur, de remords & de pitié, consulterent les Evêques qui étoient en grand nombre à leur

(a) Mezeray.

(b) Hist. Eccles. liv. 48. nomb. 9.

armée, sur les moyens d'appaîser la colère céleste après un carnage si horrible. Les Evêques assemblés prononcèrent que tous ceux qui y avoient eu part, soit pour le conseil, soit pour l'exécution, étoient innocens; ainsi que le *jugement de Dieu* l'a déclaré, puisqu'ils n'avoient été que les Ministres de sa Justice. Cette décision ne venoit certainement pas de gens plus au fait de la politique que des cas de conscience. Cependant Lothaire rentre en Neustrie avec les débris de son Armée & de nouvelles forces : Charles plus foible fuit devant lui jusqu'à sa jonction avec Louis-le-Germanique à Strasbourg; ils y renouvellent leur ligue avec promesse réciproque de ne jamais s'abandonner, & ils fortifient leur serment de la clause la plus inouïe & la plus dangereuse. Elle portoit (a) que si quelqu'un des deux freres contrevient au Traité, ses Sujets seroient dès-lors absous de l'obéissance & du serment de fidélité. On voit combien l'esprit de révolte & de faction avoit déjà rendu les Rois dépendans de leurs Vassaux: ils le devenoient par-là bien davantage & pour toujours. Après cette seconde irruption, Lothaire s'étant retiré en Italie, Louis & Charles s'en rapportèrent aux Evêques & aux Prêtres sur le sort & le partage des Etats qu'il abandonnoit. En conséquence

(a) Capitul. Edit. de Baluse Tom. 2. p. 39. 16.
Mars 842.

séquence les Evêques rendent contre Lo-
 thaire à Aix-la-Chapelle en 842. un Juge-
 ment solennel , par lequel , pour raison de
 ses crimes contre l'Eglise , son pere & ses
 freres , ils le déclarent déchu de sa portion
 des terres de deça les Monts. Ils ne veulent
 pas néanmoins déférer aux deux freres la
 portion dont ils le privoient , qu'ils n'ayent
 sçu d'eux s'ils entendent la gouverner sui-
 vant la volonté de Dieu. Louis & Char-
 les (*a*) ayant répondu comme il conve-
 noit : & nous , reprennent les Evêques ,
 nous vous prions , & nous vous *enjoignons*
 par l'autorité Divine de prendre le Royau-
 me de Lothaire. Ainsi les Evêques don-
 nerent les premiers aux Papes l'exemple
 de disposer des Couronnes ; ils n'en étoient
 cependant pas plus exempts des charges de
 l'Etat. Dans le Concile de Thionville (*b*)
 tenu au mois d'Octobre 844. en présence
 des Rois Lothaire , Louis & Charles , le
 Clergé dressa & fit approuver six articles.
 Il y exhorte les Princes à l'union ; leur
 recommande les intérêts & la discipline des
 Eglises & des Monasteres , & d'empêcher sur
 tout l'usurpation des biens Ecclésiastiques ,
 „ à la charge néanmoins , disent les Evê-
 „ ques , qu'ils fourniront à l'Etat les subsi-
 „ des nécessaires. Les termes dont se ser-
 vent ici les Evêques , sont d'autant plus

(*a*) Hist. Eccl. liv. 48. n. xi.

(*b*) Capitul. Tom. 2. p. 12.

remarquables , qu'ils établissent le droit de l'Etat & l'obligation des Ecclésiastiques , & qu'ils attestent la possession où ils étoient de contribuer réellement aux charges & besoins de la Patrie , proportionnellement à leurs biens. „ Chaque Ecclésiastique , disent les Evêques , aura soin de vous offrir , outre le secours de ses prières , *le subside dont la République a besoin , subside proportionné aux biens de l'Eglise qui lui est confiée , ainsi qu'il avoit coutume de l'offrir aux Rois vos prédécesseurs.*

(a) Voilà donc , de l'aveu du Clergé de ce tems-là , un subside ordinaire & proportionnel. Deux mois après , on tint un autre Concile à Verneuil , en présence de Charles-le-Chauve , & on y fit douze Canons. (b) Voici ce que porte le huitième , „ quelques Evêques s'excusent du service de guerre à cause de la foiblesse de leur corps , & vous en dispensez quelques autres ; mais il faut prendre garde , disent les Prélats aux Rois (c) , que leur absence ne nuise au service ; c'est pourquoi , si vous le trouvez bon , ils donneront la conduite de leurs hommes à quelque'un de vos Vassaux qui les retiennent dans le devoir.

Le Clergé dressa encore dans les Conciles de Meaux & de Paris d'autres articles au

(a) Hist. Eccl. *ibid.* n. 20.

(b) Capitul. Edit. de Baluse, Tom. 2, c. 8, p. 171

(c) Libert. Gal. c. 59, art. 2.

nombre de 80. sur l'usurpation des biens d'Eglise par les Seigneurs & sur leur restitution. Il pressa le Roi Charles de les confirmer dans le Parlement extraordinaire qu'il tint à Epernay au mois de Juin 847. Mais la Noblesse avoit pris l'ascendant sur le Clergé, & l'autorité Royale qu'il réclamoit, étoit trop foible pour contenir l'une & soutenir l'autre. Voici donc ce que l'on trouve dans le titre des Capitulaires d'Epernay. „ Les articles suivans ont été ex-
 „ traits des articles publiés l'an 847. par
 „ les Evêques dans leurs Conciles, & pré-
 „ sentés au Roi, suivant son ordre, pour
 „ être relûs à Epernay. Mais parce que l'es-
 „ prit du Roi étoit aigri contre les Evê-
 „ ques par la faction de quelques-uns, les
 „ Grands du Royaume (a) n'étant pas
 „ d'avis des représentations du Clergé, les
 „ Evêques furent exclus de cette Assem-
 „ blée, & de tous ces articles les Seigneurs
 „ ont choisi seulement ceux-ci après (au
 „ nombre de dix-neuf) & les ont donnés
 „ par écrit aux Evêques, disant que ni les
 „ Princes ni eux n'en vouloient pas répon-
 „ dre ni observer davantage. (b) Ces ar-
 „ ticles retranchés, avoient pour objet les
 „ prières & les remontrances que les Evê-
 „ ques dans les Conciles de Meaux & de
 „ Paris, (c) avoient arrêté de faire au Roi,

(a) Capitul. tit. 7. pag. 29.

(b) Ibid. Tom. 2. tit. 7. p. 30. & seq.

(c) Conc. P. Sirmondi, Tom. 3. p. 23. & 27.
 ann. 845. & 846.

& qui tendoient à ce qu'il n'établît pas sur eux de nouvelles levées , mais qu'il se contentât des subsides qui se levoient sous les Rois ses pere & ayeul. Quoi qu'il en soit , telle étoit déjà la conséquence de la dégradation de l'Empereur Louis contre le Clergé lui-même ; en excédant sa puissance , il l'avoit perdue au profit de la Noblesse , & les guerres civiles , suites de l'attentat contre l'autorité Royale , avoient rendu cette Noblesse encore plus considérable. Les enfans de Louis-le Débonnaire , qui par leur foiblesse & leur discorde , avoient besoin du secours des Seigneurs , & vouloient à l'envi se les attacher , leur donnerent , ou leur laisserent envahir les biens du Clergé dont ils avoient plus à craindre qu'à espérer , & sacrifièrent par nécessité , par crainte & par vengeance des Ecclésiastiques factieux , redoutables & riches à l'avidité de Grands ou moins dangereux ou plus utiles. Mais ceux-ci n'en devinrent que plus indépendans , & cette indépendance augmenta encore par le changement , qui survint alors dans la constitution de l'Etat , & qui par succession de tems en livra aux Seigneurs toutes les forces. Le Traité (a) conclu à Mersen entre Lothaire , Louis & Charles , porte de la part de Charles que tout homme libre , c'est-à-dire , propriétaire , pourra choisir du Roi ou des Vassaux qui il voudra pour

(a) Capitul. Edit. de Baluse. Tom. 2. tit. 9. p. 44.

Seigneur. La puissance immédiate se fait toujours le mieux sentir ; elle est d'ailleurs plus sujette à l'excès & à l'abus , parce qu'elle est précaire & bornée , & les Comtes qui avoient une autorité immédiate sur les propriétaires qu'ils menotent à la guerre , les vexoient dans le service pour favoriser leurs propres Vassaux ; les mettoient à l'amende à leur profit , lorsqu'ils s'absentoient , & les réduisoient en esclavage faute de paiement. Il étoit donc de l'intérêt de ces propriétaires de s'assurer la protection des Comtes en leur rendant hommage , plutôt que de réclamer celle du Roi , qui n'étoit ni si prochaine ni si sûre. D'ailleurs les Propriétaires & les Vassaux du Roi demeuroient exposés sans défense aux ravages des Normans , dont les Seigneurs particuliers défendoient leurs propres Vassaux. Il arriva donc que les propriétaires par nécessité , par convenance & par intérêt aimèrent mieux presque tous relever des Seigneurs que du Roi. Ce même Traité porte qu'aucun Vassal du Roi ne sera plus tenu de le suivre à la guerre que lorsqu'elle sera générale , & qu'elle aura pour objet la défense commune contre les ennemis de l'Etat. Ainsi en rendant la Noblesse indépendante on lui fournissoit encore les moyens de devenir plus puissante de jour en jour , & chaque Noble pouvoit & devoit insensiblement se trouver en état d'attaquer le Roi ; tandis que tous les autres

étoient dispensés de le défendre. La Bretagne & l'Aquitaine revoltées , avoient appelé les Normans à leurs secours , & livroient depuis dix ans la France entière à la fureur de ces barbares. Charles le Chauve , occupé à réduire ces deux Provinces rebelles , & craignant aussi Lothaire & Louis , dont il se défioit toujours , ne se mit pas en peine de repousser les Normans. Les Seigneurs se trouverent donc obligés de pourvoir eux-mêmes à leur propre défense. Ils rejeterent ainsi tout l'effort des Normans sur les Eglises plus riches & moins défendues , & se dédommagerent même du pillage de ceux-ci par les biens Ecclésiastiques qu'ils continuerent d'usurper , quand ils se trouverent en état de le faire impunément. Dans cette extrémité , le Clergé ne pouvant obtenir de l'indolence & de la connivence de Charles , ni protection contre les uns , ni justice des autres , appella Louis le Germanique au secours de ses biens desolés & envahis. Wenilon Archevêque de Sens se rangea avec plusieurs autres du parti d'un Prince qui venoit , à leur sollicitation , les protéger & les défendre. Les seuls Evêques des Provinces de Reims & de Rouen , demeurés fideles à Charles , s'assemblerent à Quercy , & écrivirent à Louis le Germanique sur son irruption : „ Si vous venez , „ disoient-ils dans cette Lettre , rétablir „ l'Eglise , conservez ses privilèges & ses

„ biens ; car depuis que les richesses du
 „ Clergé se sont accrues , les Evêques ont
 „ jugé à propos de donner des terres à des
 „ hommes libres pour augmenter la mi-
 „ lice du Royaume , assurer à l'Eglise & à
 „ l'Etat (a) des défenseurs & des soutiens de
 „ la paix & de la tranquillité publique.
 „ C'est pourquoy les terres ainsi concé-
 „ dées , & celles réservées à la subsistance
 „ des Clercs , & dont ils doivent le service
 „ militaire , sont également sous la protec-
 „ tion Royale par leur consécration. Les
 Evêques conseillent ensuite à ce Prince de
 se réformer lui-même , sa maison, les Offi-
 ciers , les gens de guerre & les Magistrats ,
 avant de songer à réformer les autres. Ils
 lui donnent des conseils & des préceptes
 sur le gouvernement civil & politique , &
 sur l'administration de ses domaines ,
 „ afin que vous ne soyez pas obligés , di-
 „ sent-ils , d'être plus à charge aux Evê-
 „ ques, Abbés & Abbesses pour les logemens,
 „ voitures & autres besoins que l'usage & la
 „ raison ne le comportent. Ils parlent en-
 suite de l'invasion des biens d'Eglise par les
 Seigneurs contre lesquels ils reclament la
 protection , l'autorité , la justice & la ven-
 geance de Louis , ainsi que contre les Nor-
 mans. Hincmar, Auteur de cette Lettre ,
 en envoya copie à Charles , en lui mar-

(a) Capitul. Edit. de Baluse , Tom. 2. tit. 29.
 pag. 101.

Quant : , Ne négligez pas les articles que
 „ le Concile de Quercy a adressés à Louis ;
 „ (a) croyez-moi , ils ont été faits plus
 „ pour vous que pour votre frere. J'ai ap-
 „ pris trois choses , ajoute t-il, que j'avois
 „ résolu de vous cacher ; mais après y
 „ avoir bien pensé , je crains de me rendre
 „ coupable moi-même si je ne vous fais
 „ connoître les bruits qui courent contre
 „ vous. Le premier , c'est que vous ne vou-
 „ lez point vous mêler de ces pillages , &
 „ que vous prétendez que chacun se dé-
 „ fende comme il pourra. Je sçais que c'est
 „ une calomnie ; mais j'ai voulu vous en in-
 „ struire, afin que vous en montriez la faus-
 „ seté par les effets. *Car ce seroit impiété à*
 „ *un Roi d'exiger de ses sujets des dons & des*
 „ *contributions , & de ne pas conserver les*
 „ *biens dont il les tire.* Le second , est que
 „ ceux qui vont porter des plaintes à vo-
 „ tre Cour , n'y reçoivent ni réponse favo-
 „ rable , ni consolation. Je ne le crois pas
 „ non plus ; mais je crois , malgré moi ,
 „ le troisième , qu'après que *l'on a pris aux*
 „ *dépens de l'Eglise tous les vivres nécessai-*
 „ *res , on exige encore de l'argent : sinon on*
 „ y fait des grands ravages. Il est vrai-
 „ semblable que le premier article des plain-
 „ tes d'Hincmar n'étoit pas plus étranger au
 „ Clergé que le dernier. L'irruption de Louis
 „ le Germanique multiplia seulement les dé-
 „ sordres & les pillages , & lui valut aussi

(a) Hist. Eccl. liv. 49. n. 43.

d'excommunication , dont trois Archevêques & six Evêques , députés vers lui par le Concile de Merz , (*a*) lui proposerent de l'absoudre à certaines conditions portées dans leurs instructions. Mais ce Prince répondit à Hincmar , chef de l'Ambassade , que n'ayant rien fait que par *le conseil des Evêques* , il desiroit avant de se décider prendre encore leurs avis. On assembla donc au mois de Juin 859. un Concile à Savonnières. Les Evêques de douze Provinces y arrêterent qu'ils travailleroient à faire un traité de paix entre les Princes. Le 16 du même mois , Charles le Chauve , petit-fils de Charlemagne , qui recevoit & regloit dans les Conciles & dans les Parlemens les requêtes des Evêques , leur en présenta une en son nom contre Wenilon Archevêque de Sens. (*b*) , Lorsque je
 „ partageai le Royaume avec mes freres ,
 „ disoit-il dans cette Requête , (*c*) Weni-
 „ lon promit avec serment , comme les
 „ autres Evêques ; l'observation du par-
 „ tage. Depuis il m'a sacré Roi ; en consé-
 „ quence je ne devrois pas être déposé de
 „ la dignité Royale par personne du moins
 „ sans être entendu & jugé par les Evêques
 „ qui m'ont consacré avec lui , qui sont
 „ appelés les Trônes de Dieu dont ils

(*a*) Capitul. Tom. 2. tit. 28. p. 122.

(*b*) Capitul. tit. 30. p. 133.

(*c*) Hist. Eccl. liv. 49. n. 46.

„ exercent la justice , & aux corrections
 „ paternelles , & aux jugemens castigatoi-
 „ res , desquels , ajoutoit le Roi , j'ai tou-
 „ jours été prêt de me soumettre comme
 „ je m'y sou mets encore. Quand mon frere
 „ Louis entra à main armée dans mon
 „ Royaume ; Wenilon , non seulement ne
 „ me donna point dans cette guerre *le se-*
 „ *cours que son Eglise me devoit* , mais il
 „ mena ses forces à mon frere contre moi.
 „ Enfin , après que j'eus par l'assistance de
 „ Dieu , recouvré mon Royaume , je m'ap-
 „ prochai de la ville de Sens , & Wenilon
 „ me refusa encore *le secours des gens de*
 „ *guerre que son Eglise est obligée de me four-*
 „ *nir*. Ces paroles , dit Fleury , sont re-
 „ marquables dans la bouche d'un Roi , &
 „ nous n'en avons point vû qui parlât
 „ ainsi , du moins en France ; mais l'exem-
 „ ple de Louis le Débonnaire , qui s'étoit
 „ tant de fois fait couronner & réhabiliter
 „ par les Evêques , & la foiblesse de Char-
 „ les , pouvoient lui faire tenir ce langage.
 „ Quoi qu'il en soit , il paroît que les
 „ Evêques croyoient pouvoir déposer les
 „ Rois ; car on ne peut pas douter que cette
 „ Requête ne fût dressée par leur conseil.
 Sur cette plainte Wenilon fut cité par une
 lettre Synodale , & ce qu'il y a de singu-
 lier , c'est que le Roi ayant reconnu en
 quelque sorte le Concile pour juge , puis-
 qu'il lui avoit présenté sa Requête , cette
 lettre porte qu'il a choisi pour juges Remy

Archevêque de Lyon, Wenilon de Rouen, Herard de Tours, & Rodolphe de Bourges. Cependant les irruptions fréquentes & inopinées des Normans exigeoient que l'on fût incessamment partout en état de défense. Charles ordonna donc (a) par les Capitulaires de Touzy, l'an 863. que les Comtes, Abbés & Abbeses se tinssent prêts à se réunir pour la défense commune à la première occasion. Il chargea ses Envoyés de veiller & de pourvoir à ce que chaque département eût soin d'envoyer ses hommes équipés & armés; il ajouta que dans le cas où les forces d'un seul département ne suffiroient pas pour repousser les Barbares, on y joignît celles des Evêques, Abbés & Abbeses d'un autre département voisin. Le Clergé n'ayant pu, soit par ses censures, soit par l'irruption de Louis le Germanique, avoir raison des Nobles usurpateurs des biens d'Eglise, eut enfin recours au Pape, & Nicolas premier écrivit en 866. aux Nobles d'Aquitaine, pour les exhorter à restituer sous peine d'excommunication; mais ses lettres & ses menaces n'eurent pas plus de succès contre les usurpateurs, que les clameurs du Clergé contre les Normans. Cependant comme ces Barbares dans leurs courses avoient plus pour objet le pillage que les conquêtes, Charles pensa qu'il étoit plus aisé & plus sûr de les éloigner avec de l'or, que de les

(a) Capitul. Tom. 2. tit. 37. p. 199.

repousser par la force des armes , & il s'engagea à leur payer un tribut.

On trouve dans les Capitulaires de Charles le Chauve que ce Prince prit deux fois sous son regne le parti de prévenir par deux contributions différentes les incursions & les pillages des Normans. La première fut faite en 861. par une levée établie sur tous les François, tant *Ecclésiastiques* (a) que Nobles & roturiers (b). La Chronique de Mont-Dieu porte que cette levée fut de cinq mille livres. Par rapport à la répartition , on voit qu'elle étoit tout à la fois réelle & personnelle. Car chaque *Evêque* & chaque *Abbé* étoit imposé pour chacun de ses manoirs , à douze deniers , repartis proportionnellement entre le propriétaire , le fermier & les esclaves qui faisoient valoir la ferme : de plus chaque *Prêtre* (c) étoit aussi imposé à cinq sols pour l'imposition la plus forte , & à quatre deniers pour la moindre. La même contribution fut renouvelée en 877. on l'arrêta dans l'Assemblée Générale tenue à Compiègne , & elle fut répartie dans la même forme & dans la même proportion que celle de 861. On trouve enfin un autre témoignage des contributions du Clergé , dans la lettre qu'Hincmar , Archevêque de Reims, écrivit à ses Suffragans

(a) Duchesne, tom. 1. p. 266.

(b) *Notæ*. P. Sirmondi, ad Capitul. tom. 1. des Capitul. p. 306.

(c) Capitul. tom. 1. tit. 51. p. 257.

& aux Grands du Royaume en 875. pendant l'absence de Charles le Chauve, qui étoit allé à Rome recevoir du Pape la Couronne Impériale. Dans cette lettre, Hincmar fait mention en général *des tributs que, (a) par un usage observé de toute ancienneté, les Rois de France avoient coutume de prendre sur les Eglises à proportion des biens qu'elles possédoient, & eu égard à la qualité du titre des bénéfices.*

Telle est, Monsieur, la seconde époque. Je m'y suis étendu sur les principes & les ressorts d'une révolution dont l'Etat s'est ressenti si long-temps, comme je l'ai fait aussi sur le commencement de la seconde race; parce que ces deux époques sont essentielles pour connoître la forme de notre constitution originaire, & les changemens qui y sont survenus. J'en userai de même toutes les fois que j'aurai occasion d'y remarquer des variations considérables. Peut-être aussi m'arrêterai-je, chemin faisant, sur les perspectives intéressantes que je rencontrerai dans le grand tableau que j'ai entrepris de vous tracer. J'imagine que les repos & quelques écarts vous sont aussi nécessaires qu'à moi, pour éviter la fatigue d'une course trop rapide, ou l'ennui d'une marche trop uniforme, & je trouve que les réflexions me délassent des faits. Il vous les faudroit, sans doute, meilleures; mais quand

(a) Ep. Hincm. cap. 38. pag. 88.

on n'est pas content de celles qu'on rencontre , on est capable de trouver les bonnes. Pour moi , je dis ce que je sçais & ce que je puis. Louis le Débonnaire ne pouvoit pas être Charlemagne ; mais il n'en exigeoit pas moins ainsi que lui du Clergé des contributions réelles , ordinaires & extraordinaires , & qui étoient toujours proportionnées aux revenus des Ecclésiastiques.



TROISIÈME ÉPOQUE.

TANT que dura la seconde Race de nos Rois , les successeurs de Charles le Chauve , avec moins de puissance & d'autorité que lui , plus de foiblesse & d'inconséquence , ne furent pas en état de rétablir une Monarchie déchirée & divisée , sans concert & sans subordination. Ainsi sur les débris le dixième siècle vit s'élever insensiblement des vassaux plus puissans que les Rois de la troisième Race. Il n'est pas étonnant que l'Histoire pendant cette Anarchie , ne fournisse aucuns monumens de la prestation réelle ou personnelle d'Ecclésiastiques pauvres envers un Etat qui n'existoit plus. Hugues Capet & ses successeurs n'eurent dans le onzième siècle , ni assez de puissance , ni assez d'autorité pour en imposer à l'indépendance , la rivalité & la discorde des Seigneurs toujours armés les uns contre les autres. On voit qu'en 1031. les Evêques à l'occasion d'une famine exhortèrent dans plusieurs Conciles, (a) la Noblesse & les peuples à mettre fin aux guerres particulières & intestines qui desoloient continuellement la France depuis près de deux

(a) Hist. Eccl. liv. 59. nomb. 25.

siècles. Baudry Evêque de Noyon , auteur contemporain , a écrit qu'un Evêque de France disoit alors avoir reçu des lettres du Ciel , qui avertissoient de renouveler la paix sur la terre , (a) & qu'il le manda ainsi à tous ses Confreres. Il n'en fallut pas d'avantage pour y disposer avec enthousiasme dans les premiers momens ; mais quelque nécessaire & intéressante qu'elle fût pour la société , les particuliers la rompirent bientôt avec autant de facilité qu'ils l'avoient jurée. Ces tentatives inutiles ayant fait voir l'impossibilité d'établir solidement une paix, qu'aucune Puissance ne pouvoit maintenir , on se réduisit à une trêve générale depuis le Mercredi au soir jusqu'au Lundi matin. L'objet & l'établissement de cette suspension d'hostilités portée par plusieurs Conciles en 1041. la firent nommer la trêve de Dieu. Saint Arnoul avoit été élu malgré lui Abbé de S. Médard de Soissons l'an 1077 (b). Son éloignement du siècle & de tout ce qui y avoit rapport , condamnoit la conduite & le faste des autres Abbés de ce tems-là. Un de ses Moines nommé Odon , jaloux de sa dignité , engagea Philippe I. Roi de France , à commander à S. Arnoul de le suivre quand il iroit à la guerre. Le saint Abbé ayant refusé d'aller à

(a) Balder. Chron. Camerac. lib. 3, ch. 31. Segebe. Chronogr. an. 1031.

(b) Hist. Eccles. liv. 63. nomb. 15.

l'armée en personne , Philippe lui fit dire :
 „ C'est une *ancienne coutume* que les vassaux de l'Abbaye servent le Roi à la guerre ,
 „ ayant l'Abbé à leur tête : ou suivez la coutume , ou quittez la place afin qu'on fasse
 „ le service. Arnoul profita de l'occasion , obéit volontiers au Roi , & reprit la vie de reclus. Ainsi l'obligation du service militaire de la part du Clergé à cause de ses biens subsistoit encore , & il rendoit même ce service personnellement malgré les Capitulaires de Charlemagne , qui l'en avoient dispensé , comme nous l'avons vu ci-dessus. Il y a apparence que ce fut sur les représentations du Clergé , que l'on cessa de les exécuter , parce qu'il se tenoit , ainsi qu'il le dit lui-même , avili par cette exemption. En 1078. commença la fameuse querelle des investitures , qu'un Concile de Rome défendit à tout Clerc de prendre de la main d'un Prince ou de tout autre Laïc. Elles avoient déjà produit des schismes & des guerres dans l'Eglise & dans l'Empire , lorsqu'en 1119. on proposa un accommodement entre l'Empereur Henri V. & le Pape Calixte II. La paix devoit se traiter au Concile de Reims : Guillaume de Champeaux , Evêque de Châlons , & Pons , Abbé de Clugny , furent députés à Strasbourg pour y disposer l'Empereur. Ce Prince leur demanda conseil sur les moyens de faire cette paix sans diminution de son autorité ^(*).

(*) Hist. Eccl. liv. 67. nomb. 3.

5, Si vous desirez avoir une véritable paix,
 „ lui dit l'Evêque , il faut que vous renon-
 „ ciez absolument à l'investiture des Evê-
 „ chés & des Abbayes; & pour vous assurer
 „ que vous n'en souffrirez aucune diminu-
 „ tion de votre autorité Royale , sçachez
 „ que quand j'ai été élu dans le Royaume
 „ de France , je n'ai rien reçu de la main
 „ du Roi , avant ni après mon sacre , néan-
 „ moins je le sers aussi fidèlement pour les tri-
 „ buts , la milice , & les autres droits qui ap-
 „ partiennent à l'Etat , sur les biens que les
 „ Rois Chrétiens ont donnés anciennement à
 „ l'Eglise ; je le sers , dis - je , aussi fidèle-
 „ ment que vos Evêques vous servent dans
 „ votre Royaume ; en vertu de l'investiture
 „ qui a produit tant de discorde , & attiré
 „ sur vous l'anathème. Je ne compte pas
 dans les exemples de la prestation du Cler-
 gé de France envers l'Etat , ses subven-
 tions fréquentes dans ce siècle & le suivant ,
 en faveur des Papes ou des Croisades : elles
 ne servent qu'à prouver que s'il n'étoit pas
 exempt dans le fait de contribuer de ses
 biens au secours, à l'entretien, & à la défen-
 se des Etrangers, il l'étoit encore bien moins
 d'aider de ces mêmes biens son maître &
 sa patrie. Il faut cependant observer que
 la décime Saladine pour la Croisade fut im-
 posée en 1188. par les Etats Généraux sur
 les Ecclésiastiques comme sur les autres
 sujets , dans la même proportion , & dans
 la même forme. Le Clergé n'en étoit pas

moins tenu alors du service militaire. Louis VI. en 1129. (a) avoit fait saisir les biens de l'Archevêque de Sens , & des Evêques de Paris, d'Auxerre & de Chartres, parce qu'ils avoient refusé de se trouver à l'armée. Ce même Prince en 1131, (b) obligea les Eglises de lui fournir la plus grande partie de leurs revenus.

Louis le Jeune en l'année 1146. (c) ordonna à l'Abbé de S. Benoît sur Loire de lui tenir prêts mille marcs d'argent pour les frais de son voyage à la Terre Sainte. Cet Abbé s'en étant excusé *sur les impositions considérables que les Eglises avoient payées*, le Roi lui manda qu'il se contenteroit de cinq cens marcs. L'Abbé fit un second refus, (d) & le Roi par l'avis de son Conseil, l'ayant fait venir devant lui se réduisit à ne demander que trois cens marcs : mais il lui dit qu'il vouloit être obéi. Alors (e) l'Abbé ayant assemblé ses Religieux , & ayant fait connoître la volonté du Roi & ses ordres réitérés & pressans , auxquels il n'étoit ni permis ni possible de résister davantage , ils donnerent deux chandeliers d'argent de trente marcs , un encensoir de huit marcs , & trois onces d'or.

[a] Mezeray Hist. de France.

[b] Duchesne tom. 4. p. 117.

[c] Veter. scrip. frag. de rebus Ludov. Grossi Regist.

[d] Ex Veterib. Membran.

[e] Duchesne tom 4. p. 423.

Philippe Auguste en 1183. assembla la Noblesse & le Clergé de France à Compiègne (a) pour avoir leur avis sur le refus que faisoit le Comte de Flandres de lui restituer le pays de Vermandois. Les Ecclésiastiques, (b) ainsi que les séculiers, offrirent au Roi dans cette assemblée tous les secours tant d'hommes que d'argent, qui seroient nécessaires pour obtenir de ce Comte la restitution d'une partie du domaine de la Couronne. En l'année 1200. Philippe Auguste imposa sur le Clergé une décime pour les frais de la guerre contre Jean Sans-Terre, qui avoit usurpé le Trône d'Angleterre sur Artus son neveu. Le Clergé de France (c) consentit à cette décime dans un Concile National tenu à Soissons. Le Pape Célestin III. se plaignit de cette imposition sur laquelle il n'avoit pas été consulté, & menaça de ses censures les Evêques qui l'avoient accordée; mais le Roi fit connoître au Pape, que *sans son aveu les Ecclésiastiques de France étoient obligés de contribuer pour la défense de la Patrie*; & la décime fut levée. Le Testament de Philippe Auguste fait en 1190. (d) porte que si quelqu'un fait la guerre à son fils, & si ses revenus ne suffi-

(a) Rigordus.

(b) Duchesne tom. 5. p. 2. & 13.

(c) De Serres, p. 118.

(d) Preuves des Libertés de l'Egl. Gall. chap. 393.

sent pas aux frais nécessaires pour la soutenir ; (a) tous les vassaux seront tenus de l'aider de leurs corps & de leurs biens , & que les Eglises lui donneront les secours qu'elles ont accoutumé de donner. Il y a une lettre (b) de l'Archevêque de Reims & de ses Suffragans en 1207. qui déclare que le Chapitre de Reims , en cas de convocation de ban , est obligé de contribuer comme les autres Chapitres. Le Moine Rigord Médecin de Philippe Auguste , marque dans la vie de ce Prince qu'en 1209. les Evêques (c) d'Orléans & d'Auxerre avoient quitté l'armée avec leurs vassaux , sous prétexte qu'ils ne devoient le service que quand le Roi y étoit en personne ; mais comme ils n'avoient *aucuns privilèges* , (d) & que la Coutume générale étoit contraire à leur prétention , le Roi , sur leur refus de revenir , confisqua leurs Fiefs. Il ajoute que le Pape Innocent III. auquel ces Evêques en avoient appelé , ne voulant ni révoquer ni enfreindre les *droits & les Coutumes du Royaume* , ils furent obligés de payer une *amende* au moyen de laquelle leurs Fiefs leur furent rendus. La confrontation

[a] Apud Rigordum. in Philippo Augusto.

[b] Au Trés. des Chartres du Royaume en la Layette intir. Reims , num. 2.

[c] Rigordus in Philippo Augusto.

[d] Epist. Innocentii III. lib. 1. epist. 190. & 291. lib. 2. epist. 52. lib. 3. epist. 39. 40. 106. 107.

de ce qu'écrivit Rigord avec les lettres d'Innocent , prouve , dit François Bouchet , que *par leurs fausses allégations les Evêques en avoient imposé au Pape , tant dans le fait que dans le droit.* On trouve (a) une lettre du mois de Mars 1210. adressée par Philippe Auguste à l'Archevêque de Sens , les Suffragans & à tous les Ecclésiastiques de la Province. Elle porte (b) que le Roi ayant appris les calamités qui affligent l'Eglise Romaine , le requiert & le prie de donner au Pape tous les secours nécessaires. Pour les mettre en état de le secourir plus abondamment , le Roi leur remet le service qu'ils lui doivent , à moins que l'Empereur Othon venant à lui faire la guerre , ne l'oblige de les rappeler à la défense du Royaume. Manassès Evêque d'Orléans , reconnu en 1212. par un acte, qu'il étoit obligé d'assister le Roi dans les guerres , ainsi que les autres Evêques & Barons. L'Evêque d'Auxerre (c) par un acte du mois de Mars 1225. reconnu pareillement que le Roi , pour le service militaire qu'il lui devoit , (d) & pour la décime de ses revenus qu'il étoit obligé de lui payer , (e) s'étoit restraint à la somme de six cens livres pour un an , payable en deux

(a) Preuves des Libertés de l'Eglise Gall. chap. 121

(b) Du Trésor des Chartes.

(c) Trésor des Chartes Layette Orléans , n. 6.

(d) Preuves des Libertés de l'Eglise Gall. ch. 39.

(e) Du Trésor des Chartes d'un Registre.

termes égaux , & il y obligea tous ses biens meubles. L'on entrevoit par ces différentes reconnoissances de la part du Clergé , les amendes qu'on lui fit payer assez fréquemment dans ce tems-là qu'il commençoit déjà à vouloir se soustraire au service militaire & aux contributions réelles.

Philippe le Hardi, (a) ayant accepté pour son fils Charles de Valois la (b) Couronne d'Aragon que le Pape Martin IV. lui avoit offerte , les Eglises de France lui accordèrent en 1283. le dixième de leurs revenus pour subvenir aux frais de la conquête de ce Royaume.

En 1296. (c) Philippe le Bel fit de son autorité sur les Ecclésiastiques une levée du Cinquantième pour l'employer (d) à la conquête de la Guyenne & à la guerre contre les Flamans. Tant de monumens de tous les siècles , depuis la naissance de la Monarchie , ne prouvent pas que jusques-là le Clergé de France eût encore acquis la possession de ne pas contribuer comme les autres sujets aux charges & aux besoins de l'Etat.

(a) Guillaume de Nangeriac.

(b) Duchesne , tom. 5. p. 542.

(c) Du Haillan tom. 1. p. 552.

(d) Mezeray , tom. 1. p. 677.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

T Elle étoit dans le fait la situation des Ecclésiastiques , lorsque la question de droit s'éleva pour la première fois sur leurs contributions réelles , que le changement de forme dans le gouvernement avoit introduites au commencement du treizième siècle. La constitution fondamentale de l'Etat , les Capitulaires de Charlemagne , & un usage immémorial & constant imposoient également au même titre , & dans la même forme à la Noblesse composée des Vassaux du Roi , au Clergé , & aux propriétaires qui formoient le tiers Etat ou le peuple , l'obligation du service militaire à leurs dépens. Ainsi ce service personnel emportoit avec lui une contribution réelle de la part de tous ceux qui en étoient tenus. La milice convoquée pour ce service s'appelloit le *ban* , par rapport à la Noblesse ; & par rapport aux propriétaires on la nommoit l'*arriere-ban* , * du nom ancien de l'amende qu'ils payoient lorsque par désobéissance ou congé ils manquoient de se rendre à l'armée. La continuité des guerres ,

* *Aeribannus* , hériban , airban , & par corruption, arriere-ban.

guerres, la lenteur avec laquelle ces milices si mal composées s'assembloient, & l'obligation de les renvoyer à la fin de la campagne pour les rassembler avec autant de peine & aussi peu d'utilité l'année suivante, firent enfin connoître à Philippe Auguste au commencement du treizième siècle la nécessité d'avoir à sa solde des troupes toujours prêtes & plus utiles pour la défense de l'Etat. Il ne sentit pas moins par expérience le mérite & l'avantage des troupes réglées sur une milice ramassée à la hâte, & composée presque toute entière de vassaux de gens d'Eglise & de laboureurs, manœuvres & artisans. Il comprit aussi l'inconvénient & l'abus de dépeupler incessamment la campagne de cultivateurs utiles, pour en faire de mauvais soldats. Ce Prince soudoya donc le premier des troupes, & les entretint sur pied; mais cet état militaire toujours subsistant, (a) avoit besoin de fonds annuels & assurés. Philippe Auguste y pourvût, en convertissant le service militaire, que les propriétaires devoient à leurs dépens, en une contribution réelle. Tous les propriétaires non Nobles y furent donc assujettis, en conséquence & en compensation de l'*Arriere-ban*. Il est vraisemblable que cette contribution, connue depuis sous le nom de *taille*, représentoit le service militaire dû par les roturiers; car on voit qu'aux Etats Généraux assemblés à Tours en 1484;

(a) Mezeray, Hist. de Fr.

le tiers Etat se plaignit de ce que l'on contraignoit ceux qui n'avoient aucuns fiefs, de marcher à l'*Arriere-ban*, quoiqu'ils fussent sujets à la taille. Philippe-Auguste pensa que la même conversion du service militaire en une contribution réelle, n'étoit pas moins juste par rapport aux Ecclésiastiques, & qu'elle pouvoit être aussi avantageuse à l'Etat. Nous voyons en effet qu'en 1201, plusieurs Evêques l'ayant prié d'envoyer les troupes qu'il entretenoit à sa solde, pour les défendre des invasions & des pillages des différens Seigneurs, il leur répondit que l'on n'avoit point de troupes sans argent. Les Evêques ayant contribué, (a) le Roi marcha à leurs secours avec son armée. La contribution réelle du Clergé représentative du service militaire qu'il devoit à ses dépens pour raison de ses biens, eut donc lieu dans le fait pendant le treizième siècle, malgré la difficulté que quelques Ecclésiastiques faisoient de s'y soumettre, lorsque la Bulle *Clericis laicos*, qu'elle occasionna au mois d'Octobre 1296, fit agiter pour la première fois la question de droit; sçavoir, si les biens d'Eglise étoient tenus comme les autres de contribuer aux charges & aux besoins de l'Etat. Voici comment cette Bulle s'en explique :

„ L'antiquité nous apprend l'*inimitié des*
 „ *Laïcs contre les Clercs*, (b) & l'expérience

(a) Mezeray, Histoire de France.

(b) Hist. Eccl. liv. 89. nomb. 42.

„ du tems présent nous la déclare manifestement , puisque sans considérer qu'ils
 „ n'ont aucune puissance sur les personnes
 „ ni sur les biens Ecclesiastiques , ils char-
 „ gent d'impositions le Clergé tant Séculier
 „ que Régulier ; & ce que nous rapportons
 „ avec douleur , quelques Prélats & autres
 „ Ecclesiastiques craignant plus d'offenser la
 „ Majesté temporelle que l'Eternelle , acquies-
 „ cent à ces abus. Voulant donc y obvier ,
 „ nous ordonnons que tous Prélats ou Ec-
 „ clésiastiques Réguliers ou Séculiers qui
 „ payeront aux Laïcs la décime ou telle au-
 „ tre partie que ce soit de leurs revenus , à
 „ titre d'aide , de subvention ou autre se-
 „ cours sans l'autorité du Saint Siège , & les
 „ Rois & Princes , les Magistrats & tous
 „ autres qui les imposeront ou exigeront ,
 „ ou qui donneront aide ou conseil à ce
 „ sujet , encourront dès - lors l'excommuni-
 „ cation , dont l'absolution sera réservée au
 „ Saint Siège , & ce nonobstant tout privilège.
 Il est déjà prouvé par cette Bulle que les
 Ecclesiastiques avoient payé jusqu'alors des
 impositions. Philippe-le-Bel ayant défendu
 sous peine de confiscation le transport d'or
 & d'argent , de vivres , d'armes , chevaux ou
 munitions de guerre hors de France , sans
 sa permission , le Pape Boniface lui adressa
 à ce sujet une autre Bulle , où il relève d'a-
 bord la *liberté de l'Eglise* , Epouse de Je-
 sus-Christ , à laquelle , dit-il , il a donné
 „ pouvoir de commander à tous les fidé-

E ij



„ les & à chacun d'eux en particulier. Puis venant à la défense du transport d'argent, il dit : „ Si l'intention de ceux qui l'ont fait, „ te, a été de l'étendre à nous & à nos frères les *Prélats & autres Ecclésiastiques*, (a) „ elle seroit non-seulement imprudente, „ mais *insensée*, puisque *ni vous*, dit-il au „ Roi, *ni les autres Princes Séculiers n'avez aucune puissance sur eux*, & vous auriez encouru l'excommunication pour „ avoir violé la *liberté Ecclésiastique*. „ Le Pape explique ensuite la constitution *Clericis laicos*, & déclare qu'il n'a pas défendu *absolument* au Clergé de France de donner *quelques secours* d'argent pour les nécessités de l'Etat ; mais seulement de le faire sans permission du Saint Siège. Cette Bulle est datée d'Anagni le 21 Septembre, & elle fut envoyée par l'Evêque de Viviers. Le Roi y fit faire une réponse en son nom, voici ce qu'elle porte.

„ (a) Avant qu'il y eût des Ecclésiastiques, les Rois de France avoient l'administration absolue du Royaume, & pouvoient y faire des Réglemens pour ôter „ aux ennemis de l'Etat les moyens de „ nuire, & les employer à son avantage „ & à sa défense. L'Eglise, Epouse de J. C. „ n'est pas seulement composée du Clergé, „ mais encore des Laïcs. J. C. l'a délivrée de

(a) *Ibid.*

(a) Preuves des Lib. de l'Egl. Gallican. ch. 39.
Au Trésor des Chartes Registre G. 29. p. 12.

„ la servitude du péché & du joug de l'an-
 „ cienne Loi ; c'est en cela que consiste la
 „ liberté qui lui est acquise , & dont il a
 „ voulu que tous les Fidèles qui la composent
 „ jouissent également. Ce n'est pas pour les
 „ seuls Ecclésiastiques que J. C. est mort ,
 „ ni à eux seuls qu'il a promis la grace en
 „ cette vie , & la gloire en l'autre. Le Clergé
 „ ne peut donc que par abus s'approprier ex-
 „ clusivement la liberté que J. C. par sa
 „ Rédemption , a acquise à tous les Fidèles.
 „ Mais il y a plusieurs franchises singulie-
 „ res , spécialement affectées aux Minis-
 „ tres des autels , qu'une vocation spiri-
 „ tuelle consacre au culte Divin pour l'é-
 „ dification des peuples. Néanmoins ces
 „ franchises & ces *libertés* accordées par
 „ les Statuts des Souverains Pontifes , à la
 „ prière , & sous le bon plaisir des Princes
 „ temporels , ne peuvent ôter à ces mêmes
 „ Princes , le droit & le pouvoir de gou-
 „ verner & défendre leurs Etats. Elles ne
 „ sçauroient non plus leur enlever les
 „ moyens que la prudence & le conseil des
 „ gens de bien leur suggerent , & qu'ils
 „ jugent nécessaires & utiles à l'administra-
 „ tion & à la défense de leurs Royaumes.
 „ C'est aux Pontifs du Temple que J. C. a
 „ dit , rendez à César ce qui appartient à
 „ César , & à Dieu ce qui appartient à
 „ Dieu. Comme une partie qui ne con-
 „ vient pas à son tout est réputée vicieuse ,
 „ comme un membre qui refuse à son corps

„ les secours qu'il lui doit , ne peut passer
 „ que pour un membre paralytique &
 „ inutile ; ainsi par la même raison , qui-
 „ conque , soit *Ecclésiastique* , soit *Laïc* ,
 „ soit *Noble* , soit *Roturier* , refuse d'aider
 „ son Chef & son Corps , c'est-à-dire le
 „ Roi & l'Etat , se constitue par ce refus
 „ partie vicieuse , membre paralytique , &
 „ inutile. Doit-on dire par conséquent
 „ que les *subventions proportionnelles* , qui
 „ sont demandées aux *Ecclésiastiques* , sont
 „ un fardeau dont on les accable , des exac-
 „ tions & des extorsions dont on les vexe ?
 „ Il s'ensuit qu'elles ne sont au contraire
 „ que les secours naturels & légitimes dûs
 „ par tous les membres à leur Chef & à
 „ leur Corps , & dont l'emploi est la solde
 „ des braves défenseurs de ceux qui n'ont
 „ ni la permission , ni le pouvoir de se
 „ défendre eux-mêmes. Personne n'est
 „ obligé en effet de faire la guerre pour les
 „ autres à ses dépens. Si faute d'armée
 „ qu'il faut soudoyer , les ennemis venoient
 „ à pénétrer dans le Royaume , les biens
 „ d'Eglise ne deviendroient-ils pas leurs
 „ premières conquêtes ? La défense est de
 „ droit *naturel*. C'est donc enfreindre &
 „ détruire ce droit que d'interdire à qui
 „ que ce soit , *Laïc* ou *Ecclésiastique* ,
 „ *Noble* ou *Roturier* , celui de se défen-
 „ dre soi-même ou de soudoyer ses défen-
 „ seurs. N'est-ce donc pas avec justice que
 „ Dieu a livré à leur sens reprouvé ceux

„ qui essayent ainsi , au gré de leur capri-
 „ ce , de renverser *le droit naturel* ? Quel
 „ homme sensé ne sera pas confondu d'en-
 „ tendre le Vicaire de J. C. défendre de
 „ payer le tribut à César , & fulminer
 „ l'anathème contre les Ecclésiastiques ,
 „ si , à proportion de leurs facultés , ils
 „ prêtent au Roi , au Royaume , & à eux-
 „ mêmes , une main secourable pour re-
 „ pousser l'incursion la plus violente & la
 „ plus injuste ? On tolère néanmoins en
 „ même-tems , & on permet même aux
 „ Ecclésiastiques la dissipation aussi énor-
 „ me que scandaleuse de leurs revenus ,
 „ que le faste , le luxe & toutes sortes de
 „ débauches épuisent incessamment , sans
 „ qu'ils songent à en soulager les pauvres.
 „ *La nature , la raison , le droit divin &*
 „ *humain* détestent & proscrivent égale-
 „ ment ce double abus , de souffrir la licen-
 „ ce des dépenses les plus criminelles , &
 „ de ne défendre que celles qui sont justes
 „ & nécessaires. Peut-on penser en effet
 „ qu'il soit licite & honnête de défendre ,
 „ sous peine d'excommunication , aux
 „ *Ecclésiastiques enrichis & engraisés par*
 „ *la dévotion des Princes* , de les aider à
 „ *proportion des grands biens qu'ils tiennent*
 „ *d'eux* , à repousser les incursions de leurs
 „ ennemis , en fournissant à la solde de
 „ ceux qui combattent pour le Roi , pour
 „ l'Etat , & pour les Ecclésiastiques eux-
 „ mêmes ? *Ceux qui refusent ces contribu-*

„ tions , ou qui les défendent , ne sentent pas ;
 „ sans doute, que ce n'est rien moins qu'aider
 „ les ennemis de l'Etat, & se rendre coupables
 „ du crime de leze-Majesté , en trahissant &
 „ abandonnant le défenseur de la République ,
 „ attentat sur la punition duquel nous
 „ avons résolu de veiller plus que jamais ,
 „ avec autant d'attention que de sévérité.

Philippe-le-Bel expose ensuite que sur le refus de l'hommage que le Roi d'Angleterre lui devoit, il avoit fait saisir toutes les terres qu'il tenoit de lui , & que ce Vassal rébelle y ayant voulu rentrer à force ouverte , avoit contraint par-là son Souverain d'avoir recours aux armes. Il ajoute qu'il avoit offert à l'Empereur de s'en remettre à des arbitres pour décider leurs différends , & régler leurs limites ; mais que l'Empereur ayant rejeté ses offres avec autant d'orgueil que de mépris, l'avoit mis en droit & l'avoit forcé de s'emparer de la Comté de Bourgogne pour prévenir l'invasion que ce Prince méditoit , & qu'il auroit déjà exécutée sans cette précaution. Après avoir ainsi déduit le sujet & les motifs des deux guerres différentes que l'intérêt de sa gloire , les droits de sa Couronne , le bien & la défense de ses Etats l'obligent d'entreprendre, le Roi finit en disant :

„ N'avons-nous donc pas de tems im-
 „ mémorial , nous & nos Prédécesseurs ,
 „ rendu à l'Eglise notre mere plusieurs
 „ services aussi importans qu'agréables ?

„ Ne tient-elle pas de notre piété & de notre
 „ libéralité ces biens immenses , par où les
 „ Ministres des Autels sont dans notre
 „ Royaume plus riches , plus puissans & plus
 „ honorés que par tout ailleurs ? Fasse le Ciel
 „ que tant de bienfaits ne soient pas payés
 „ de la plus monstrueuse ingratitude. Bien
 „ loin donc que les Ecclésiastiques aient en
 „ aucune façon le droit de nous refuser les
 „ subsides qu'ils nous doivent , leur devoir au
 „ contraire dans le cas d'une défense , aussi
 „ nécessaire que légitime , est de nous offrir
 „ volontairement leurs biens.

Telle est la réponse de Philippe-le-Bel
 à la Bulle *Clericis laicos*. Je laisse au Clergé
 lui-même à juger de ces deux pièces pour
 le mérite , la force & la solidité des rai-
 sons , & à en tirer les conséquences par
 rapport à la question de droit. Je ne scau-
 rois cependant m'empêcher d'observer
 que la réponse du Roi établit & démon-
 tre : 1°. Le droit qu'ont de tout tems les
 Rois de France d'imposer des tributs sur
 les Ecclésiastiques comme sur leurs autres
 Sujets. 2°. L'obligation des Ecclésiasti-
 ques de contribuer aux charges de l'Etat.
 3°. Les principes & les raisons de ce droit
 & de cette obligation. 4°. On y voit que
 la contribution du Clergé doit être pro-
 portionnée à ses revenus. 5°. On y trouve
 enfin la distinction réelle , solide & juste
 entre la *liberté spirituelle* acquise à l'Eglise
 composée de Laïcs comme d'Ecclésiasti-

ques par la rédemption & les mérites de Jesus-Christ, & la *liberté temporelle* que le Clergé vouloit déjà confondre avec celle-là, & s'attribuer privativement pour servir de prétexte aux *franchises, exemptions, immunités & libertés* qu'il n'osoit pas prétendre encore ouvertement, mais qu'il méditoit dès-lors d'usurper insensiblement, par la suite des tems & par la faveur des circonstances. L'affranchissement du joug du péché, procuré par la rédemption commune à tous les Fidèles laïcs ou ecclésiastiques, & pris par une interprétation aussi absurde que grossière pour l'exemption des charges publiques ou des impôts, ou confondu avec elle, auroit aussi rendu par une conséquence nécessaire cette exemption commune aux Laïcs, pour lesquels Jesus-Christ n'est pas moins mort que pour les Ecclésiastiques. C'est une erreur de plusieurs Hérétiques, qui en vertu de la liberté évangélique ont prétendu que les Chrétiens n'étoient soumis à aucune Puissance; & comme cette erreur réprouvée de tout tems par la raison, le droit des gens & la saine politique, a été condamnée plus d'une fois par l'Eglise, je ne m'y arrêterai pas davantage. Quelle étoit cependant sur cette question neuve, élevée sous Philippe pour la première fois depuis le commencement de la Monarchie Française, la façon de penser des *Evêques eux-mêmes*? On la trouve dans une supplication faite alors

Au Pape par l'Archevêque de Reims , ses
 Suffragans & tous les Bénéficiers de la
 Province, qui s'expliquent ainsi (a): „ Nous
 „ apprenons que votre affection paternelle
 „ pour l'Eglise Universelle vous a porté à
 „ donner depuis peu une constitution , nou-
 „ velle , dont l'objet est de pourvoir utile-
 „ ment à la liberté ecclésiastique. Le Roi no-
 „ tre souverain Seigneur , les Princes , les
 „ Barons , les Seigneurs , temporels & tous
 „ les François soutiennent que cette consti-
 „ tution est préjudiciable au droit qu'ils ont
 „ d'appeller à la défense de l'Etat & de la
 „ Patrie , tous & chacun des Habitans du
 „ Royaume sans aucune exception , & sans
 „ avoir égard à quelque exemption ou
 „ quelque privilège que ce soit. Ils préten-
 „ dent surtout qu'en qualité de *Feudataires*
 „ du Roi & comme ses Sujets , nous & les
 „ autres Prélats de France , en vertu de
 „ l'hommage que quelques - uns de nous
 „ lui ont rendu , & du serment de fidé-
 „ lité qui lui a été prêté par tous , nous
 „ sommes obligés de défendre les droits
 „ & la gloire du Roi & du Royaume. Ils
 „ ajoutent que notre propre défense &
 „ notre sûreté , dépendant nécessairement
 „ du soutien de ces droits , & ne pouvant
 „ subsister sans eux , notre intérêt per-
 „ sonnel nous impose encore l'obligation d'y
 „ concourir & d'y contribuer. Telles sont

(a) Au Trésor Registre B. 28. fol. 231.

„ les raisons qu'après une mûre délibéra-
 „ tion ils se disposent à employer & à faire
 „ valoir contre nous. C'est pour faire cesser
 „ les troubles & les scandales dont l'Eglise
 „ Gallicane est affligée, que nous avons
 „ cru devoir recourir à vous, vous sup-
 „ pliant de rétablir entre nous & le Roi
 „ notre souverain Seigneur, les Princes &
 „ les Seigneurs temporels du Royaume,
 „ cette union de paix & de charité qui a
 „ subsisté jusqu'à présent, & de nous pro-
 „ curer ainsi les moyens de remplir nos de-
 „ voirs envers le Créateur, à l'ombre de
 „ leurs aîles & à l'abri de leur puissante
 „ protection. Nous vous envoyons à ce su-
 „ jet des Evêques, qui de vive voix vous
 „ rendront encore plus sensibles les scan-
 „ dales qui s'élèvent, & les périls pressans
 „ dont nous sommes menacés. “ On ne
 voit pas dans cette supplication que l'obli-
 gation imposée aux Ecclésiastiques de con-
 tribuer de leurs biens aux charges & aux
 besoins de l'Etat, soit contestée par eux,
 ni qu'ils y opposent *des privilèges, des*
exemptions ou une possession contraire. On y
 voit seulement que cette obligation est éta-
 blie par les *Ecclésiastiques eux-mêmes* sur
 les principes les plus solides. Quoiqu'il en
 soit, le Pape par une Bulle dattée d'Or-
 viette le dernier Juillet 1297. & adressée
 au Roi & à tout le Clergé de France,
 après s'être plaint qu'on eût essayé de sou-
 mettre à une *interprétation aussi déraison-*

nable qu'arbitraire la Constitution Clericis Laicos, qu'il n'appartenoit, dit-il, d'interpréter qu'à l'autorité dont elle étoit émanée, s'expliqua lui-même en ces termes :

(a) „ Nous déclarons pour ôter toute „ ambiguité, & lever tout scrupule, que „ notre constitution & la défense qu'elle „ porte, ne s'étend point *aux cas de nécessité pour la défense générale ou particulière du Royaume*, & que notre intention est, „ que vous & vos successeurs, dit le Pape „ au Roi, puissiez pour cette défense, „ *mander aux Prélats & aux Ecclésiastiques de votre Royaume, & recevoir d'eux subside ou contributions, & que les Prélats & autres Ecclésiastiques soient tenus de vous les payer à vous & vos Successeurs, sans consulter même le Souverain Pontife, sous le nom de quote ou sous quelque autre que ce soit, nonobstant notre constitution susdite, privilège ou exemption quelconque.*

Le Pape déclare ensuite que c'est au Roi, s'il a vingt ans, ou à son Conseil, s'il ne les a pas, à décider en leur conscience de ce cas de nécessité, dont il les laisse absolument les arbitres. Il ajoute que son intention n'est point, & n'a jamais été d'ôter, diminuer ou changer les droits, libertés, franchises ou usages qui avoient lieu auparavant en faveur des Rois ou des Seigneurs

(a) Au Trésor Coffre Bulles, liasse 312. & au Coffre Boniface num. 753.

*temporels ni d'y déroger , mais de les conser-
ver au contraire dans toute leur intégrité ,
vigueur & autorité. Voilà donc de la part
du Pape lui-même une reconnoissance aussi
formelle qu'autentique du droit qu'ont les
Rois de France , & de la possession où ils
étoient de lever sur le Clergé toutes sortes
de contributions sous quelque dénomination
qu'elles puissent être. Elle doit avoir d'au-
tant plus de poids & d'autorité dans cette
matiere que le Pape étoit juge dans sa pro-
pre cause , & qu'elle précède les démêlés
de Philippe-le-Bel avec lui : ainsi on ne
sçauroit la regarder comme le prix ou l'ef-
fet d'une réconciliation , qui d'ailleurs n'e-
xista jamais. Ces démêlés postérieurs don-
nerent lieu à une assemblée d'Etats tenus
par Philippe-le-Bel , à Notre-Dame de
Paris le 6 Avril 1302. Les Evêques , qui y
représentoient le Clergé de France (a) ,
déclarèrent expressement qu'ils assiste-
roient le Roi de leurs conseils & des secours
convenables , pour la conservation de sa per-
sonne , des siens & de sa dignité , de la liber-
té & des droits du Royaume , comme quel-
ques-uns d'entr'eux qui tenoient des Seigneu-
ries & d'autres Fiefs y étoient obligés par
leurs sermens , & tous les autres par la fidé-
lité qu'ils devoient au Roi. Cette déclara-
tion du Clergé se trouve dans une lettre
que les Prélats écrivirent au Pape & qui est
datée du même jour de l'Assemblée. Ainsi*

(a) Hist. Eccl. liv. 99. num. 8. & 9.

la question de droit sur la *contribution des Ecclésiastiques aux charges & aux besoins de l'Etat*, élevée par le Pape & décidée par lui contre le Clergé, qui ne la soutint jamais, fut de nouveau traitée dans cette Assemblée, où l'obligation des Ecclésiastiques fut encore reconnue par la déclaration formelle & authentique des Evêques qui représentoient le Clergé de France dans l'Assemblée des Etats Généraux du Royaume.

Les démêlés de Philippe-le-Bel avec Boniface avoient commencé d'éclater en 1303. & les excès qui s'y commirent de part & d'autre, ne font honneur ni à l'un ni à l'autre, & ne font point de mon sujet. L'occasion de la querelle, fut que le Pape ayant érigé le nouvel Evêché de Pamiers sans le concours de la puissance Royale, nécessaire en cette matière, & nommé Bernard Saissetti, qui s'en étoit fait ordonner Evêque malgré le Roi, pour Légat en France, ce Légat, en vertu de ses pouvoirs, ordonna au Roi de partir pour la Croisade, & de rendre la liberté au Comte de Flandres prisonnier de guerre. Le Roy ayant refusé d'obéir à des ordres si inouïs, le Pape par une Bulle foudroyante, mit le Royaume de France en interdit.

Ces entreprises sur la Souveraineté temporelle étoient la suite de la confusion des deux Puissances. L'ambition & le crédit des Ecclésiastiques avoient établi insensi-

blement depuis long-tems cette confusion sur l'ignorance & la superstition, & l'avoient consacrée dès la fin du huitième siècle par l'autorité des fausses Décrétales. Ainsi on avoit confondu le glaive spirituel & le pouvoir de lier & de délier, donné aux Apôtres, avec le glaive & le pouvoir temporel, le fore intérieur avec le fore extérieur. Sous prétexte que les Rois, les Seigneurs, leurs Juges & leurs Officiers faisoient ou pouvoient faire, soit dans leur conduite particulière soit dans leur administration, des actions criminelles ou réputées telles, qui étoient des péchés, & que les péchés étoient du ressort des Ministres de l'Eglise, ces Ministres avoient usurpé la possession de connoître & de juger de l'administration des Rois eux-mêmes; ainsi que de leur conduite par des censures, des excommunications & des interdicts. De-là ils les forçoient à une confession & à une pénitence publique, comme Louis le Débonnaire, ou ils leur infligeoient des peines canoniques, sans confession préalable & sur la simple notoriété ou la présomption, comme aux Rois Robert, Philippe-Auguste & à d'autres Princes. On étoit cependant revenu depuis long-tems de l'erreur du neuvième siècle, que l'excommunication des Souverains emportât avec elle interdiction de toute autorité & déposition, & qu'elle déliât leurs Sujets du serment de fidélité. Mais quoique la puissance Ecclé-

flastique y eût perdu dans l'esprit des peuples, cette conséquence aussi dangereuse qu'absurde, elle n'en prodiguoit pas moins l'excommunication. Aussi Boniface au jugement qu'il rendit sur les différens de la France & de l'Angleterre, joignit l'interdit contre Philippe-le-Bel & contre tout le Royaume, porté par la Bulle *Unam sanctam* & autres. Mais ce Prince non moins instruit que jaloux des droits & de l'indépendance de sa Couronne, sçut les réclamer & les faire valoir par un appel que lui, tous les ordres de l'Etat & toutes les Eglises interjetterent au futur Concile général. Le Roi (a) n'ignoroit pas alors & tous ses sujets même *Ecclesiastiques* en étoient convaincus comme lui, que ne tenant son autorité que de Dieu, il ne devoit qu'à lui seul compte de son administration. On sçavoit que dès le sixième siècle, Saint Grégoire Evêque de Tours, disoit au Roi Chilperic : “ Si quelqu'un de nous passe „ les bornes de la justice (b), vous avez le „ droit & le pouvoir de le corriger ; mais „ si vous les passez qui vous reprendra ? „ Nous vous parlons, & vous nous écoutez, „ quand il vous plaît ; mais si vous ne „ voulez pas nous entendre, qui vous condamnera, sinon celui qui s'est nommé „ lui-même la Justice ? ” On étoit instruit qu'en 833. ce tems de trouble & de révolte,

(a) Hist. Eccles. liv. 90.

(b) Greg. Tur. Chilp. an. 590.

Le Clergé de France avoit déclaré unanimement au Pape Gregoire IV. (*a*) amené par les enfans rebelles de Louis le Débonnaire, que s'il venoit pour excommunier l'Empereur & ceux qui lui demeureroient fidèles au sujet de cette division (*b*), il s'en retourneroit lui-même excommunié. On lisoit dans la lettre 171. d'*Ives de Chartres* à l'Archevêque de Sens: "La dispensation
 „ des choses temporelles est donnée aux
 „ Rois. S'ils abusent quelquefois de leur
 „ puissance, il ne nous appartient pas de
 „ les irriter par des corrections trop séve-
 „ res; mais s'ils ne se rendent pas aux re-
 „ montrances des Prêtres; nous devons les
 „ réserver au jugement de Dieu; & moins
 „ ils déferent aux saints avertissemens que
 „ nous leur donnons de sa part, plus ils
 „ seront sévèrement punis devant son tri-
 „ bunal. C'est pourquoi, ajoute ce grand
 „ Evêque du onzième siècle, les Capitu-
 „ laires Royaux, conformément au troi-
 „ sième Canon du douzième Concile de
 „ Tolède (tenu l'an 681.) enjoignent aux
 „ Prélats de recevoir en leurs conversa-
 „ tions ceux que la Majesté Royale au-
 „ roit reçus en sa grace ou à sa table,
 „ quoiqu'ils eussent été excommuniés par
 „ eux ou par autres, afin que l'Eglise ne
 „ parût pas rejeter ou condamner ceux

(*a*) Ex autore incerto sed coætaneo vitæ H. Ludovici Pii Imperator.

(*b*) Aimon. Monac. cap. 14. lib. 5.

„ dont il plait au Roi de se servir. Philippe-
 le-Bel avoit lû dans *Matthieu Paris* la ré-
 ponsé que le Roi S. Louis * fit aux Envoyés
 du Pape Gregoire IX. (a) qui lui mandoit
 avoir excommunié l'Empereur Frederic
 II. l'avoir privé de l'Empire , & avoir élu
 en sa place Robert frere du Roi. „ Par quel
 „ esprit ou par quelle entreprise téméraire,
 „ leur dit ce Prince juste , magnanime &
 „ désintéressé , le Pape a-t-il prétendu ex-
 „ communier & dépouiller de la dignité
 „ Impériale un si grand Prince , qui en
 „ tout cas , quand il auroit mérité d'être
 „ traité ainsi , ne pourroit l'être que par un
 „ Concile général ? *Pour moi je ne le recon-*
 „ *nois que pour innocent.* Enfin Philippe-
 le-Bel avoit en faveur de l'indépendance
 de sa Couronne les reconnoissances les
 plus fortes contre Boniface , qui ne pou-
 vant ni les défavouer ni les éluder , avoit
 essayé en vain de les détruire en les révo-
 quant. Car on trouvoit dans le Trésor des
 Chartes sept Bulles des Papes Gregoire
 VIII. Gregoire IX. Alexandre IV. Cle-
 ment IV. Gregoire X. Nicolas III. &
 Martin IV. qui tous depuis 1187. & avant
 Boniface avoient déclaré *que les Rois de*

* *Note:* Saint Louis étoit encore sur ce point dans
 l'erreur de son tems. Car en supposant qu'un Con-
 cile général puisse excommunier un Souverain , il ne
 peut certainement le dépouiller ni de sa dignité ni
 de sa souveraineté.

(a) *Mathæus Paris in hist. Anglo.*

France ne pouvoient être excommuniées , ni leur Royaume mis en interdit pour raison de leur administration. Bodin , fameux Ligueur , dit dans sa réplique avoir vû ces sept Bulles au Trésor des Chartes , avec cinq autres postérieures des Papes Clément V. Urbin V. Gregoire XI. Boniface IX. & Martin V. avant que les Souverains Pontifes , Vicaires de Jesus-Christ , Chefs visibles de l'Eglise universelle , & surveillans de chaque Eglise particuliere pour la Doctrine , la Morale & la Discipline , eussent appris aux Evêques de France par routes ces Bulles l'usage & l'application des foudres spirituelles , ils les avoient plus d'une fois détournées à la défense de leur temporel. Ainsi elles avoient été au neuvième & dixième siecle leur unique & inutile ressource contre l'usurpation des biens Ecclesiastiques , que l'autorité Royale , qu'ils avoient affoiblie eux-mêmes , leur laissoit ravir , & ne pouvoit leur faire rendre ; ainsi au dixième siecle fut imposée & consacrée par des censures la trêve de Dieu , cette vaine suspension des assassinats & des brigandages , nés de l'anarchie , & fomentés par elle ; enfin les Evêques lançoient depuis longtems à tous propos des excommunications & des interdicts , non seulement contre tous ceux qui leur faisoient des vexations , des torts & des procès , ou qui exigeoient d'eux des droits ou des sommes qu'ils ne croyoient

pas devoir , ou ne vouloient pas payer ; mais ils en frapportoient surtout les Officiers du Roi , ou des Seigneurs , lorsque les uns & les autres vouloient corriger leurs injustices , ou réprimer leurs entreprises. Ces censures si injustement prodiguées , n'étoient déjà plus respectées bien avant Philippe-le-Bel. On trouve dans Joinville que les Evêques de France demanderent à Saint Louis un ordre pour ses Juges de contraindre par saisies de leurs biens , tous ceux qui seroient excommuniés , à se faire *absoudre dans l'an & jour* , (a) „ parce „ que , lui dirent-ils , personne ne desire „ plus d'être absous de l'excommunica- „ tion , & si vous ne rendez pas cette Or- „ donnance *vous laissez perdre la Chrétienté*. (b) Le Roi leur répondit qu'il donneroit volontiers cet ordre , pourvu que les Juges trouvassent l'excommunication juste. Sur quoi les Evêques ayant dit qu'il n'appartenoit pas aux Laïcs de connoître des Censures , Saint Louis leur répliqua qu'il ne donneroit jamais pareil ordre qu'à cette condition , parce que sans cela il croiroit faire lui-même une grande injustice. „ Car, „ par exemple, ajouta ce Prince , le Comte „ de Bretagne a plaidé sept ans contre les „ Evêques de Bretagne qui l'avoient ex-

(a) Vie de S. Louis écrite par Joinville.

(b) Guillel. de Nangeriac Monachus de Gest. Lud. IX.

„ communié , * & a enfin gagné contre eux
 „ sa cause en Cour de Rome où il a été
 „ absous. S'ils l'eussent contraint de se
 „ faire absoudre dès la première année ,
 „ n'eût-il pas fallu qu'il eût abandonné ce
 „ qu'on a jugé qu'ils lui demandoient in-
 „ justement ? Quoiqu'on se souciât peu
 d'être absous de pareilles Censures , l'au-
 torité Royale avoit cru néanmoins devoir
 en arrêter le cours avant Philippe-le-Bel ,
 & en réprimer l'abus. L'Archevêque de
 Reims , dans un procès sur des droits pure-
 ment temporels contre les habitans de sa
 Ville , les avoit excommuniés. Saint
 Louis , en 1235. ordonna qu'il seroit tenu
 de les absoudre (*a*) en payant l'amende ,
 au cas qu'elle fût trouvée juste par deux
 prud'hommes commis par le Roi , pour
 assister l'Archevêque tant dans l'informa-
 tion qu'au jugement. Ce saint Roi (*b*) en
 1263. donna pareillement ordre à l'Evê-
 que de Poitiers (*c*) de lever l'interdit qu'il
 avoit mis sur la Ville , sans qu'on fût tenu
 de lui payer *l'amende que les peuples , disoit*
le Prélat , devoient aux Eglises pour les dé-
dommager des rétributions que l'interdit leur

* *Note.* C'étoit encore une erreur du tems , que de
 penser que les Souverains pouvoient être excommu-
 niés pour leur administration , & devoient se faire
 absoudre par le Pape.

(*a*) Preuves des Libertés de l'Eglise Gall. c. 36.

(*b*) *Ibid.* ch. 4.

(*c*) Extrait des Registres du Trésor des Chartes.

avoir fait perdre. Ainsi avant Philippe-le-Bel les moindres sujets du Roi n'étoient déjà pas moins que lui à l'abri de l'excès & de la fausse application des censures spirituelles. L'on avoit déjà contre cet abus des privilèges, des exemples & des remèdes. Le Clergé mit souvent nos Rois successeurs de Philippe-le-Bel dans la nécessité d'y avoir recours pour défendre du moins leurs Officiers & leurs sujets d'excommunications & d'interdits, qui ne tomberent jamais ni sur la personne du Roy en particulier, ni sur le Royaume en général. En 1350. l'Evêque de Clermont avoit interdit son Diocèse, *faute de paiement des redevances qu'il prétendoit pour son joyeux avenement.* Le Roi Jean manda par Lettres Patentes à son Bailli d'Auvergne de faire assigner le Prélat pour lever l'interdit, „ *n'étant permis à personne, dit le* „ Roi (a) *dans ces Lettres, d'interdire au-* „ *cune terre de son domaine.* Il y avoit déjà longtems que les Juges Royaux & les Juges des Seigneurs Laïcs se plaignoient des usurpations & des entreprises du Clergé sur la Jurisdiction temporelle, lorsque cette matiere fut solennellement discutée devant le Roi Philippe de Valois au mois de Décembre 1329. par Pierre Roger Archevêque de Sens, & le Cardinal Bertrand Evêque d'Autun, de la part des Ecclésiastiques, & M. Pierre de Cugnieres, Avo-

(a) Extrait du Registre intitulé Piétavis. fol. 751

cat Général pour les Magistrats. En conséquence des prétentions du Clergé à cet égard , & des censures dont il les appuyoit ordinairement , l'Archevêque de Bourges s'avisa de publier l'an 1365. dans ses Statuts Synodaux que les Juges séculiers ne pouvoient , sans encourir excommunication , juger les Clercs prévenus de crimes soit civilement , soit criminellement , & d'ordonner aux Curés de son Diocèse de les excommunier. Le fait parut si grave , parce que la pratique alors n'étoit que trop conforme au principe par lequel on vouloit encore autoriser & consacrer l'abus , que malgré la défense de publier ces Statuts & sa retractation au Synode suivant, l'Archevêque fut obligé de demander & d'obtenir *des lettres d'abolition* (a) *comme d'un attentat contre l'autorité Royale , les loix & les usages du Royaume.* Jean Duc de Berry lui accorda ces lettres sur sa Requête , (b) & elles furent confirmées par le Roi Charles V. Ce même Prince , pour détruire cet abus dans son principe , par une Ordonnance de l'an 1369. défendit à tous Prélat & autres , d'excommunier les Villes , Bourgades & Communautés de son Royaume. Il y a un Arrêt du Parlement (c) du
6 Août

(a) Extrait des Registres au Trésor des Chartres de France Registre C.

(b) Preuves des Libertés de l'Eg. Gal. c. 5. art. 2.

(c) Extrait des Registres du Parlement.

6 Août 1373. portant saisie du temporel de l'Archevêque de Rouen , jusqu'à ce qu'il ait révoqué l'excommunication fulminée par lui contre le Bailly de Rouen. L'an 1460. M. Jean Dauvet Procureur Général appella comme d'abus des censures (a) de Pie II. contre le Roi , ses Officiers & Sujets , tant Laïcs qu'Ecclésiastiques. 20 Avril 1485. Arrêt (b) par lequel l'Evêque du Mans est condamné d'impartir le Bénéfice d'absolution à tout le moins à Cautéle , aux Officiers Royaux du Mans qu'il avoit excommuniés , & ce par saisie de son temporel , & son Official par prise de corps & de biens. 15 Mai 1495. (c) Arrêt qui ordonne que les Officiers du Roi au Mans seront absous de l'excommunication contre eux décernée , à ce faire le Cardinal Evêque du Mans contraint par prise de son temporel , & défense à lui de plus excommunier les Officiers Royaux sur plus grande peine. Arrêt du Parlement de Toulouse (d) en 1599. qui déclare qu'il y a abus dans l'excommunication prononcée contre deux Conseillers de cette Cour par l'Evêque de Castres , ordonne qu'elle sera rayée & biffée dans les Registres & Greffes de l'Evêché , ainsi que l'absolution

(a) Preuves des Libertés de l'Eglise Gall. c. 13.

(b) Extrait des Registres du Parlement.

(c) *Ibid.*

(d) Extrait des Registres du Parlement de Toulouse.

donnée ensuite par l'Evêque que l'on condamne en deux mille écus d'amende. 5. Mai 1601. Arrêt du Parlement d'Aix (a), qui déclare l'excommunication décernée contre lui par l'Archevêque, *nulle, abusive, scandaleuse & contraire aux loix & privileges*, lui ordonne de la révoquer dans trois jours sur peine de quatre mille écus d'amende & de saisie de son temporel, lui défend de faire pareilles excommunications à peine d'être procédé contre lui comme *infracteur des loix & privileges du Royaume*. Quatre Mars 1602. pareil Arrêt du Parlement de Bordeaux (b) contre le Cardinal de Sourdis Archevêque. Ce même Prélat ayant excommunié le Parlement pour avoir reçu l'appel comme d'abus d'une de ses Ordonnances, fut condamné par Arrêt (c) du 30 Decemb. 1606. en quinze mille livres d'amende; l'entrée de la Cour lui fut interdite pour paroles injurieuses de sa part contre le Roy & le Parlement; il lui fut fait défense à lui & à tous les Evêques du ressort de procéder par excommunication contre les Officiers du Roi exerçant leurs offices, sur peine de trente mille livres d'amende ou plus grande somme, s'il y échet. En 1626. François de Lorraine, Evêque de Verdun, avoit fait pu-

(a) Extrait des Registres du Parlement d'Aix.

(b) Extrait des Registres du Parlement de Bordeaux.

(c) *Ibid.*

blier un Monitoire contre ceux qui entreprenoient sur les bâtimens & droits des Eglises de la Cité de Verdun. Le Lieutenant (a) en la Justice Royale, en ayant reçu le Procureur du Roi appellant comme d'abus, & ayant ordonné que les publications & affiches de ce Monitoire seroient levées & ôtées, l'Evêque de Verdun l'excommunia. Sur l'appel comme d'abus de l'excommunication, Jugement du Président de Metz le 13. Février 1627. par lequel on déclare qu'il y a abus, on casse & on révoque les Actes de Monitoires & d'excommunication comme *abusifs, scandaleux & préjudiciables à l'autorité du Roi, au repos & à la tranquillité publique* : on ordonne qu'ils seront *lacérés & brulés par l'exécuteur de la Haute-Justice*, & rayés & biffés des Registres & Greffes de l'Evêché; on défend à tous Curés, Vicaires & Ecclésiastiques de publier de pareils actes; & pour réparation d'un tel attentat, on condamne François de Lorraine Evêque, en dix mille livres d'amende, & on ordonne *qu'il sera mené sous bonne & sûre garde en la Ville de Paris, pour satisfaire au Roi*, & que jusqu'à ce, son temporel demeurera saisi. Je passe plusieurs autres Arrêts (b) antérieurs ou postérieurs, soit contre les Bulles des Papes, soit contre les excommunica-

(a) Preuves des Libertés de l'Eglise Gall. c. 6.

(b) On peut voir tous ces Arrêts dans les preuves des Libertés de l'Eglise Gall.

tions & interdits décernés par les Evêques de France, pour finir par un exemple plus récent & plus fort. En 1687. le Pape Innocent XI. à l'occasion de la Régale, profcrivit par une Bulle & une Ordonnance, les franchises des Ambassadeurs des Têtes couronnées à Rome, & excommunia le Marquis de Lavardin Ambassadeur de France. Louis XIV. qui dès 1662. avoit obtenu par le Traité de Pise la réparation la plus entière & la plus authentique de l'insulte faite au Duc de Créqui, réprima cette nouvelle entreprise sur la Majesté Royale, (a) les droits & l'indépendance de sa Couronne, & les privileges de ses Ministres & Officiers, par les voyes juridiques & usitées de tems immémorial. M. Talon Avocat Général appella comme d'abus de la Bulle & de l'Ordonnance, qui furent déclarées *nulles & abusives* par Arrêt du 23 Janvier 1688. il appella aussi au futur Concile général, & son acte d'appel fut enregistré au Greffe du Parlement. De son côté M. de Lavardin, quoique publiquement excommunié par le Pape, pour avoir exécuté les ordres du Roi son maître, *comme l'avoient été aussi pour pareille cause les Officiers du Roi d'Espagne à Naples*, avoit été publiquement faire ses dévotions le jour de Noel à l'Eglise Nationale de S. Louis à Rome, *ainsi que les mêmes Officiers en avoient usé à Naples*, & l'on n'eut aucun

(a) Traité de l'autorité de nos Rois touchant l'administration de l'Eglise par M. Talon.

égard à l'interdit fulminé par le Pape en conséquence contre cette Eglise. Ainsi fut reconnue & consacrée alors la maxime au sujet des excommunications & des interdits, que ni le Roi pour raison de son administration, ni ses Officiers, pour ce qui regarde l'exercice de leurs fonctions & de leurs charges, ni les sujets par rapport à l'obéissance qu'ils doivent & qu'ils rendent à leur Souverain, ni les Eglises de son Domaine, ne peuvent jamais être sujets aux excommunications ou interdits. Quel abus plus visible & plus énorme en effet, quelle contradiction plus formelle avec l'Evangile, que de donner au pouvoir de lier & de délier qui ne tombe que sur les ames, des effets temporels & civils; de vouloir priver de la société des hommes & de l'autorité légitime, par des interdits & des excommunications; de punir par ces sortes de moyens pour des injustices réelles ou prétendues, ou des Rois qui n'en sont comptables qu'à Dieu seul; ou leurs Officiers que le devoir de leurs charges en rend indispensablement complices; ou des peuples qui en aucun cas n'en peuvent, ni n'en doivent jamais être responsables? Les appels comme d'abus, ceux au futur Concile général, & les saisies du temporel ont été de tout tems, & seront toujours contre les excommunications & les interdits que les Papes ou les Evêques ont pu ou pourroient employer si mal-à-propos,

F iiij

des remèdes aussi légitimes, aussi consacrés qu'efficaces. Après cette digression intéressante, quoique naturellement étrangère à la matière purement temporelle des impôts, je reviens à mon sujet. Il paroît que Philippe-le-Bel fit plus d'une fois sous son règne usage contre les Ecclesiastiques d'un droit aussi légitime, aussi ancien & aussi constant, qu'il étoit solennellement reconnu par eux : (a) ce Prince dès 1303. écrivit à tous les *Evêques & Archevêques* des lettres circulaires datées de Vincennes, avant la Magdelaine, portant qu'ils eussent à se rendre avec leurs gens à son armée de Flandres. On voit des Lettres Patentes datées de Château-Thierry le Lundi avant la Saint Denis de la même année, par lesquelles le Roi ordonne à tous les *gens d'Eglise* de lui fournir un secours d'hommes & d'argent à proportion des terres qu'ils possédoient. En voici les termes : „ C'est à sçavoir (b) que „ tous Archevêques, Evêques, Abbés & „ autres Prélats, Doyens, Chapitres, Cou- „ vens, Colléges & toutes manieres de per- „ sonnes d'Eglise, Religieux & Séculiers „ exempts & non exempts, Ducs, Com- „ tes, Barons, Dames, Damoiselles & „ autres Nobles de notre Royaume, de „ quelque condition ou état qu'ils soient, „ nous aident au leur en la poursuite de „ cette guerre par quatre mois, c'est à sça-

(a) Au Trésor, Registre 36. fol 30.

(b) Du Trésor des Chartes Registre 36. fol. 30.

5, voir , Juin , Juillet , Août & Septembre
 ,, prochains à venir de chacune cinq cent
 ,, livrées de terres qu'ils ont au Royaume ,
 ,, d'un Gentilhomme bien armé & monté à
 ,, cheval , de cinquante livres tournois , &
 ,, couvert de couvertures de fer ou de cou-
 ,, verture pourpointée , & de tant comme
 ,, il passera cinq cent livrées de terres ,
 ,, combien que ce soit jusqu'à mille deux
 ,, hommes d'armes montés & appareillés ,
 ,, si comme dessus est dit , & en cette mê-
 ,, me maniere de chacune cinq cent livrées
 ,, de terres un homme d'armes du plus ,
 ,, plus & du moins , moins selon la forme
 ,, dessusdite. Item quant as non Nobles ,
 ,, chacun cent feux nous fassent six Sergens
 ,, de pied , desquex il y en ait deux ar-
 ,, balétriers. Ces lettres avoient été précé-
 dées par d'autres données aussi à Châ-
 teau-Thierry le Samedi après la Fête de
 Saint Remy , (a) portant en considération
 de ce secours , remises *aux Ecclésiastiques*
ainsi qu'aux autres Sujets de toutes autres sub-
 ventions ou aide quelle qu'elle soit pendant
 l'année suivante 1304. On trouve aussi une
 lettre circulaire écrite par les Préposés du
 Roi résidens à Paris , (b) datée du Mardi après
 la Nativité de Notre-Dame l'an 1303. au su-
 jet du secours d'argent accordé par le Clergé ; ces Préposés mandant que le Clergé
 ait soin d'envoyer au Trésor Royal le pro-
 duit de la Décime , & que les Evêques leur

(a) Au Trésor , Registr. 36.

(b) *Ibid.*

marquent & le tems de la remise aux Trésoriers, & le montant des sommes. En treize cent quatre, (a) le Roi fit un *commandement* absolu & circulaire à tous les *Ecclésiastiques* de son Royaume de se trouver en personne à son armée à Arras, ainsi qu'ils y étoient obligés, en vertu du serment de fidélité qui les lie envers l'Etat & lui. Il est accompagné de Lettres adressées à chaque Bailli, portant qu'il ait soin dans son ressort de faire rendre le service par les Prélats, Evêques, Abbés, & autres personnes d'Eglise qui le doivent. Tant de faits & tant de titres ne prouvent-ils pas qu'au quatorzième siècle le Clergé étoit encore en possession de servir l'Etat personnellement, & de l'aider de contributions réelles, ainsi que tous les autres sujets, au même titre, dans la même forme, & dans la même proportion? Ils n'établissent pas moins les principes aussi anciens que la Monarchie, & l'usage immémorial & constant de cette double contribution. On voit encore que les impositions sur les Ecclésiastiques de France se faisoient de l'autorité du Roi, & étoient levées par ses Officiers. Voici ce que portent des Lettres de Philippe-le-Bel à l'Archevêque de Tours & au Clergé de sa Province. „ Plus le don de la science, l'intelligence des Ecritures, & les lumieres de „ l'expérience brillent en vous, plus vous „ sçavez mieux que les autres quelle est „ l'étendue de l'obligation imposée à tous &

(a) Au Trésor, Registre 36.

„ uns chacuns des Ecclésiastiques & Laïcs de
 „ notre Royaume , (a) en qualité de Mem-
 „ bres d'un même corps , de se donner mu-
 „ tuellement tous les secours spirituels &
 „ temporels , tels que la défense & la conser-
 „ vation de l'Etat les exigent. Lorsque l'une
 „ & l'autre , comme il est souvent arrivé en
 „ tems de paix, ont pû se passer des travaux
 „ & des contributions des Ecclésiastiques ,
 „ leurs personnes consacrées au culte di-
 „ vin , & leurs biens destinés aux pauvres ,
 „ en ont été également dispensés. Mais
 „ dans les cas de nécessité où la défense de
 „ l'Etat exige leurs secours : alors les Ecclé-
 „ siastiques sont tenus d'y concourir & d'y
 „ contribuer de toutes leurs forces. La rai-
 „ son naturelle , les Loix divines & humai-
 „ nes leur en imposent l'obligation ; elle est de
 „ plus consacrée par l'usage immémorial, loua-
 „ ble & constant , observé de tous tems dans
 „ le Royaume. Les guerres qui se sont éle-
 „ vées nous ont mis dans la nécessité de
 „ réunir toutes nos forces , & nous y obli-
 „ gent encore , pour l'intérêt commun. A
 „ ces causes , Nous avons imposé sur tous
 „ les biens des Laïcs & des Ecclésiastiques un
 „ subside qui doit être payé par ceux qui ne
 „ voudroient pas donner volontairement la
 „ subvention modérée d'une double décime ,
 „ ou du cinquième des revenus que Nous a-
 „ vons demandés ; mais comme les dons
 „ gratuits coûtent moins à ceux qui les

(a) Au Trésor , Registre 36.

„ offrent , & sont d'ailleurs plus agréables à
 „ Dieu & aux hommes , que les imposi-
 „ tions qui excluent la libéralité , Nous
 „ avons préféré à cette dernière subvention
 „ *ce que les Laïcs & les Ecclésiastiques Nous*
 „ *ont offert libéralement pour en tenir lieu.*
 „ Nous vous exhortons donc , *sur peine de*
 „ *saisie de votre temporel* , à payer suivant
 „ vos offres , la subvention susdite *entre les*
 „ *maines de ceux que Nous avons préposés*
 „ *pour la lever sur tous vos biens* , & Nous
 „ enjoignons à tous nos Sujets & Justiciers
 „ de leur obéir. Ces Lettres dattées de Pa-
 ris le 10. Octobre 1305. prouvent , entre
 autres choses , que l'expression de *don gra-*
uit ne convenoit pas plus à la contribution
 du Clergé , qu'à celle de la Noblesse & du
 Tiers Etat ; qu'elle ne faisoit pas plus l'es-
 sence & le caractère de l'une que des au-
 tres ; qu'il n'appartenoit pas davantage au
 Clergé d'être libéral envers la patrie , en
 lui payant ce qu'il lui devoit , qu'à la No-
 blesse & au Tiers Etat ; enfin , que le Roi
 ne qualifioit pas moins de libéralité & de
don gratuit ce que les Nobles & les Rotu-
 riers lui avoient offert , suivant l'usage pra-
 tiqué sous la première & la seconde Race ,
 que ce qu'il exhorroit les Ecclésiastiques ,
 sous peine de saisie de leur temporel , à lui
 payer aussi suivant leurs offres. Ces Lettres
 furent en effet accompagnées de Commis-
 sions adressées aux Préposés , portant qu'ils
 eussent à saisir les biens des Ecclésiastiques
 qui refuseroient de payer , & à les contrain-

dre. Il paroît que quelque pathétique & quelque solide que fût l'exhortation faite par le Roi au Clergé, cette dernière précaution n'étoit pas inutile ; car on trouve dans un des rolles d'imposition le procès-verbal des Préposés contre l'Archevêque de Tours, son Chapitre & celui de Saint Martin. Il porte que *l'Archidiacre*, qui a toujours été *l'ennemi du Roi & de l'Etat*, (a) a soutenu que le Clergé *ne peut, ni ne doit payer au Roi, ni le Dixième, ni le Cinquième, ni d'autres subventions, sans l'aveu du Pape* ; qu'il demande du tems pour le consulter ; que d'ailleurs, suivant la constitution de Boniface VIII. *le Roi n'a pas droit de faire aucune imposition sur le Clergé* ; qu'enfin l'Archidiacre a allégué plusieurs autres moyens, tendant à annuler l'ordre du Roi, & à décliner sa Jurisdiction temporelle. A quoi il a été répondu par les Préposés : que la constitution de Boniface, suivant l'interprétation qu'il en avoit donnée lui-même, laissoit au Roi le droit & la liberté de faire toute sorte d'impositions sur le Clergé dans les cas de nécessité, desquels le Pape laissoit à la conscience du Roi de juger ; que d'ailleurs, *quand même cette interprétation de Boniface n'existeroit pas, le Roi qui n'en avoit pas besoin, n'avoit pas moins indépendamment d'elle le droit de mettre des impositions sur tous ses Sujets*. Ce même procès-verbal ajoute qu'après plu-

(a) Du Trésor des Chartes Layette, Gravamina.

leurs allégations de part & d'autre, l'Archevêque, le Chapitre & l'Archidiacre ayant persisté à dire que leurs consciences y étoient intéressées, ils avoient demandé un délai pour consulter le Pape *affoiblissant & anéantissant ainsi la Jurisdiction temporelle du Roi*, ce qui leur avoit été absolument refusé; que les Préposés voulant procéder sur les saisies faites, & sur les bris de scellés, l'Archevêque, le Chapitre & l'Archidiacre, sommés de répondre, avoient soutenu que *le Roi n'avoit aucune jurisdiction sur eux*; qu'alors les Préposés les avoient assignés devant les Juges sur l'information faite & sur les dépositions de témoins à l'occasion de leurs rébellions; qu'ils n'avoient pas comparu, excepté l'Archidiacre seul, qui n'ayant pas de pouvoir, n'a pas voulu attendre que les témoins eussent prêté serment, & s'est retiré avec mépris, après avoir avoué néanmoins qu'il y avoit eu quelques saisies verbales faites du temporel de l'Archevêque & du Chapitre. Le Procès-verbal porte encore que les Préposés voyant que l'Archevêque & le Chapitre dûement appelés méprisoient de comparoître, & que *leur mauvais exemple excitoit les suffragans & les sujets de la Province à la rébellion*: après avoir délibéré avec le Bailli de Tours & autres gens prudens, ils avoient en vertu de leur commission procédé contre l'Archevêque & le Chapitre, à l'effet de renouveler les saisies, & que de plus, pour la défobéissance de l'Archevê-

que , ils avoient fait saisir tout son temporel , sur lequel ils avoient prélevé le montant de l'imposition ; que c'est ainsi qu'il avoit été procédé , & qu'ils rendoient compte de tout au Roi & à son Conseil , pour sçavoir ses intentions & lui demander de nouveaux ordres. Ainsi le Clergé étoit donc alors en possession non-seulement de payer à l'Etat des subsides , ainsi que les autres sujets dans la même forme & dans la même proportion sur des rôles arrêtés par les Officiers préposés pour les imposer & les lever ; mais même d'y être contraints comme les autres sujets par saisie de son temporel. On ne voit pas que l'Archevêque de Tours , ni aucun Evêque ait employé alors la ressource aussi absurde qu'impuissante de l'excommunication & de l'interdit. Les seules Constitutions de Boniface , quoiqu'il les eût désavouées & retractées lui-même , & que le Clergé ne les eût jamais adoptées , pouvoient néanmoins laisser quelques scrupules dans la conscience des Ecclésiastiques délicats & timorés sur la contribution de leurs biens aux charges & aux besoins de l'Etat. (a) Le Pape Clement V. par deux Bulles du premier Février 1306. leur ôta ce scandale & ce prétexte en révoquant & annullant la Bulle (b) *Unam Sanctam* & celle *Clericis Laicos*. (c) Cette dernière fut encore révo-

[a] Hist. Ecclés. liv 51. nomb. 2.

(b) Extrava. Comm. de privil. C. Meruit.

(c) Hist. Eccl. liv. 91. nomb 60.

quée & annulée plus solennellement en 1312. (a) par le Concile œcuménique de Vienne. Enfin le droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques avoué & constaté par le Pape & par l'Eglise universelle, se trouve encore écrit dans l'Extrait du Procès fait à Boniface en 1310. (b) Cet Extrait porte que quoique le Roi n'eût fait d'imposition sur le Clergé que de son consentement, *il n'avoit pas moins le droit d'exiger des Ecclésiastiques des subsides même malgré eux*, dans le cas de nécessité pour la défense ou l'administration de son Royaume, & de les contraindre à les payer. On voit que les frais de la guerre n'en étoient pas l'unique objet; car il y a des Lettres de Philippe-le-Bel, (c) adressées en 1313. au Bailli de Senlis, portant surseance en faveur de l'Abbaye de S. Denis d'un subside qu'elle devoit pour la dot d'Isabelle de France, mariée au Roi d'Angleterre. Il est dit dans ces Lettres que la surseance n'est fondée que sur la stérilité du tems présent, & *qu'elle ne pourra acquérir à l'Abbaye une exemption nouvelle, ni préjudicier aux droits de la Souveraineté.*

Les Papes depuis le douzième siècle seulement avoient souvent imposé sur le Clergé de France de son consentement, ou du moins de celui du Roi, des Décimes, soit pour leurs besoins personnels, soit pour

(a) Clem. un. de immun.

(b) Du Trésor des Chartres coffre, Boniface,

(c) Du Trésor des Chartres,

les frais des Croisades , soit enfin pour ceux de leurs guerres particulieres contre les Empereurs ou autres Princes. Ils les regardoient apparemment comme des guerres contre des Infidèles , en conséquence de la précaution qu'ils prenoient d'excommunier leurs ennemis. Comme les Décimes n'avoient encore été employées qu'à des guerres sacrées ou réputées telles , que les Papes conseilloient ou ordonnoient , ils s'étoient mis par-là en possession de se faire demander par les Rois cette sorte d'imposition & de la leur accorder. Philippe de Valois qui n'étoit guère à portée de faire valoir contre cet abus tous les droits d'un Trône que la Nation venoit de lui adjuger par le second exemple de la Loi Salique , demanda à Clément VI. en 1340. les Décimes pendant deux ans , & les obtint de lui ; mais pour les appliquer aux frais de la guerre contre Edouard Roi d'Angleterre. Néanmoins les principes sur la contribution du Clergé aux charges & aux besoins de l'Etat n'avoient pas changé malgré la condescendance de Philippe : car dans une lettre qu'il écrivit au même Pape , pour lui demander d'employer aux frais de la même guerre d'autres Décimes levées pour les Croisades , & d'en disposer soit absolument & sans retour , soit par forme d'emprunt & avec promesse de restitution , il s'exprimoit ainsi : (a) „ Les *Prélats* & ceux qui compo-
sent notre Conseil nous ont dit tous d'une

(a) Hist. Eccl. liv. 95. nomb. 3.

5 Voix unanime que nous pouvions en sûreté
 „ de conscience lever des Décimes pour les
 „ employer à la défense de l'Etat à laquelle
 „ tous nos sujets tant Ecclésiastiques que
 „ Laïcs , sont tenus de contribuer , puisqu'il
 „ s'agit de l'intérêt commun. „ Le Pape ne
 manqua pas l'occasion de constater alors
 par un double refus le droit & la posses-
 sion que lui & ses prédécesseurs n'avoient
 que par abus , d'accorder ce que l'on pou-
 voit prendre sans le lui demander. Quo-
 qu'il en soit , l'usage du quatorzième sié-
 cle étoit que l'on arrêtoit les subsides dans
 les assemblées des Etats Généraux. Ces
 subsides ainsi décidés étoient alors les mê-
 mes pour les Ecclésiastiques & pour les au-
 tres Sujets sans aucune distinction , soit
 pour la quotité , soit pour la perception :
 ainsi lorsqu'en 1355. les Etats Généraux ac-
 corderent au Roi Jean un subside pour sub-
 venir aux frais de la guerre contre Edouard,
 (a) il fut ordonné que *les Ecclésiastiques* paye-
 roient comme les Nobles & les Roturiers
 huit deniers pour livre de toutes denrées.
 Mais comme cette contribution ne suffisoit
 pas , on ordonna encore que les *Prélats ,*
Abbés , Chanoines , Curés & autres Ecclésiast-
iques ayant cent livres de revenus, fussent ,
est-il dit , en bénéfice de sainte Eglise , paye-
roient ainsi que les autres Sujets quatre livres ,
qu'à cet effet les revenus de leurs bénéfices se-
roient prisés & estimés selon le taux du dixiè-

(a) Extrait des Annales de France écrites à
 la main, qui finissent l'an 1386.

me, & ne s'en pourroient franchir ni exempter par privilège quelconque, non plus qu'ils faisoient de leur dixième quand il avoit lieu. Si les Rois de France demandoient mal à propos aux Papes la permission de lever des décimes sur le Clergé, les Papes à leur tour n'en pouvoient exiger & n'en exigeoient réellement que du consentement & de l'autorité des Rois. (a) Calixte III. écrivit à Charles VII. le premier Mai 1456. pour le remercier d'avoir permis qu'on levât la dixme en France pour fournir aux frais de la guerre contre les Turcs. (b) Pie II. en 1459. demanda aux Ambassadeurs du même Prince, qu'il lui fût accordé une taxe sur le Clergé. Ces Ambassadeurs lui répondirent non-seulement qu'ils n'avoient ni ordres ni instructions là-dessus, mais qu'ayant obtenu une pareille levée depuis peu de tems, on ne lui en accorderoit certainement pas une nouvelle, qui en effet n'eut point lieu. Cependant les Loix & les Maximes du Royaume & l'usage constant de la Monarchie, sur la contribution des Ecclésiastiques furent sur le point de recevoir une atteinte indirecte par une Bulle que Paul II. donna en 1468. dans le goût de la Constitution *Clericis laicos*. Cette Bulle en excommuniant George à Kunstad Podiebrad Roi de Bohême, excommunioit aussi les Rois, Reines, Ducs, Marquis ou autres, qui notwithstanding les privilèges qu'ils pourroient

(a) Hist. Eccl. liv. 110. nomb. 118.

(b) Hist. Eccl. liv. 111. nomb. 133.

avoir, leveroient des impôts sur les Ecclésiastiques, & les Patriarches, Evêques, Archevêques ou autres gens d'Eglise qui en payeroient. Louis XI. fit dresser un Mémoire contre cette Bulle; voici ce qu'il porte entr'autres par rapport aux impositions du Clergé. (a) „ C'est grande entreprise d'en-
 „ voyer publier en France qu'on n'assie ou
 „ lieve aucunes collectes, réelles ou per-
 „ sonnelles sur les gens d'Eglise sans le con-
 „ gié du Pape: car par ce moyen, tous
 „ les sujets du temporel des gens d'Eglise
 „ ne payeront plus rien au Roi, & si veut
 „ le Pape innuer qu'ils sont ses sujets au
 „ temporel & non du Roi. „ Ce qui est sur,
 c'est que la Bulle ne fut pas publiée en France; (b) mais en 1484. les Etats Généraux du Royaume assemblés à Tours accorderent à Charles VIII. deux millions cinq cens mille livres, & trois cens mille livres pour son joyeux avenement, & ces deux sommes furent comme à l'ordinaire réparties proportionnellement sur la Noblesse, le Clergé & le Peuple. (c) En 1527. le Parlement de Paris, ceux de Bordeaux, Toulouse & autres, consultés par François I. lui donnerent leurs avis portant qu'il pouvoit saintement & justement lever *sur tous ses Sujets*, sçavoir, *l'Eglise*, la Noblesse, les Villes & le Peuple la somme de deux

(a) Preuves des Lib. de l'Eglise Gall. ch. 4.

(b) Au Trésor des Chartes grande armoire, Guichet X.

(c) Extrait des Registres du Parlement.

millions d'or pour la délivrance de ses enfans ; que de cette somme on en employeroit douze cens mille écus à icelle délivrance ; & que des huit cens mille écus restans le Roi pourroit s'en aider au fait de ses guerres. On ne distingue donc pas encore alors les Ecclésiastiques des autres Sujets du Roi par rapport aux impositions. François I. tint à cette occasion un Lit de Justice le 20 Décembre de la même année ; & le Cardinal de Bourbon parlant au nom du Clergé , (a) & reconnoissant la justice de cette levée , offrit au nom du Clergé la somme de treize cent mille livres. Sur la nouveauté de ces offres , le premier Président craignant qu'elles ne pussent préjudicier aux droits de l'Etat sur les biens d'Eglise , & aux Loix & à l'usage de la Monarchie , par rapport à leur contribution , voulut agiter la question de sçavoir si les Ecclésiastiques n'étoient pas tenus , comme les autres sujets , de contribuer , & s'ils ne pouvoient pas y être contraints ; mais le Cardinal de Bourbon lui ferma la bouche en disant , qu'au moyen de l'offre qu'il avoit faite , cette question étoit inutile & superflue. Il y eut néanmoins deux opinions la dessus , malgré la tentative & les efforts du Cardinal pour éluder la difficulté ; l'une fut que l'on devoit demander en particulier au Clergé ce qu'il voudroit donner de son chef , & le lui laisser imposer. *Cette opinion si nouvelle n'étoit uniquement*

(a) Extrait des Registres du Parlement.

fondée que sur le prétexte que l'on tireroit ainsi du Clergé une somme plus considérable. Quelque spécieux ; & quelque tentant que fût ce prétexte dans les circonstances , le Parlement n'en sentit pas moins qu'il n'étoit qu'un piège , dont le véritable objet étoit de porter pour la première fois une atteinte aussi dangereuse qu'inouïe au droit de l'Etat sur les biens d'Eglise, aux Loix fondamentales & à l'usage immémorial & constant de la Monarchie. Fidele dépositaire des maximes du Royaume, des droits & de l'indépendance de la Couronne , cette Compagnie se montra alors aussi jalouse qu'à l'ordinaire , de les maintenir dans leur pureté , & leur sacrifia l'appas d'une contribution peut-être plus forte , mais sûrement préjudiciable , puisqu'elle devoit pour la première fois volontaire & reconnue pour telle. En conséquence , il passa à la pluralité des voix , que l'Eglise & la Noblesse devoient contribuer , & n'en pouvoient être exempts ; mais pour empêcher que le Clergé , dont on rejettoit les offres , ne s'en dédommageât en payant moins , on arrêta que le Roi nommeroit des Evêques , des Nobles & des Commissaires des Cours Souveraines , chargés de faire ensemble le département & l'assiette des deux millions d'or accordés. Ainsi les Ecclésiastiques furent encore alors confondus avec les autres Sujets , relativement aux impositions. Il paroît que ce secours passager ne suffit

pas aux besoins de l'Etat, non plus que les décimes que le Clergé assemblé à Paris en 1532. accorda au Roi, *sans attendre le consentement du Pape*. Car en 1534. François premier en vertu de Lettres Patentes (a), fit saisir tout le temporel des Ecclésiastiques de son Royaume, & le mit en régie au profit de l'Etat, entre les mains des Commissaires établis par lui, & qui n'en donnoient que les deux tiers aux Chapitres, Colléges & Communautés, & la moitié aux Archevêques, Evêques, Abbés, Prieurs & Couvens. Voici ce que l'on trouve dans le préambule de ces Lettres : “ Notre vouloir & intention est de faire tous préparatifs nécessaires pour la guerre, ce que ne pourrions & ne sçaurions faire sans avoir une grosse somme de deniers, & n'y suffiroit le revenu que Nous prenons chacun an en notre Royaume (b), tant ordinaire qu'extraordinaire, attendu la dépense qu'il Nous convient faire chacun an sur icelui : ne pareillement y auroit assez d'argent aux décimes, qui dernièrement ont été cueillies & levées en notredit Royaume, qui sont encore dedans un coffre ensemble, sans que y ayons touché. Or de charger le Peuple, outre ce qu'il a accoutumé de payer, il ne le pourroit porter ; & quant à la Noblesse, sont ceux

(a) M. Jean Bouchet en ses annal. d'Aquit. 4. p.

(b) Preuves des Libertez de l'Eglise Gall. ch. 39. pièce 28. pag. 242.

„ qui sont ordonnés à porter les armes &
 „ défendre notredit Royaume , terres &
 „ Seigneuries , & souventes fois advient
 „ que leur revenu ne suffit pas à défrayer
 „ la dépense qu'il leur convient à cette
 „ cause faire & tenir : & par ainsi est né-
 „ cessaire , attendu l'éminent & notoire
 „ péril en quoi voyons notredit Royaume,
 „ terres & Seigneuries , s'il n'y est promp-
 „ tement pourvu avoir recours au tiers
 „ Etat qui est *l'Eglise , laquelle de sa part*
 „ *doit porter & soutenir partie desdits frais ,*
 „ *tant pour le soulagement du peuple qui fait*
 „ *de sa part ce qui lui est possible ,* que pour
 „ éviter les inconvéniens où pourrions
 „ tomber.

„ A cette cause , à notre très-grand re-
 „ gret & déplaisir , nous est nécessaire avoir
 „ recours à eux , & ce *tant seulement sur le*
 „ *temporel* , sans aucunement toucher à
 „ leur spirituel , *lequel temporel , s'il est*
 „ *hors de leurs mains , ceux qui le tien-*
 „ *droient , seroient tenus faire service pour*
 „ *la qualité de leurs Fiefs , prendre les armes*
 „ *& secourir notre Royaume.* “ Tels sont
 les objets , les principes & les motifs de
 cette régie , à laquelle le Cardinal de Sens,
 Légat du Pape , & Chancelier de France ,
 fut chargé de présider & de veiller. On ne
 voit pas qu'aucun Evêque ait employé
 alors la ressource de l'excommunication &
 de l'interdit. Le Clergé se contenta d'avoir
 recours à un expédient plus légitime &
 plus sûr : il offrit au Roi trois décimes par

chaque don gratuit, & obtint à ce prix main-levée de la saisie générale de son temporel. Néanmoins les Evêques de France se plaignirent apparemment au Pape Paul III. de ce que l'on levoit sur eux des décimes, & de ce qu'on les contraignoit à en payer par saisie de leur temporel. Car on trouve les réponses des Gens du Roi du Parlement de Paris à certains articles envoyés de Rome, portant quelques plaintes, & que le Roi leur avoit adressées le 20 septembre 1547. Voici ce qu'on lit dans ces réponses: „ *Quant au second article, qui*
 „ *parle de la dixme bénéficiale, le Roi est*
 „ *fondé de ce faire, quand il est question de*
 „ *la défense du Royaume, pour laquelle les*
 „ *personnes Ecclésiastiques sont contribuables*
 „ *aussi bien que les Laïcs, & en a le Roi le*
 „ *privilege du Pape Boniface, dont la co-*
 „ *pie est baillée aux Ambassadeurs du Roi,*
 „ *étant à présent au Concile de Boulo-*
 „ *gne, & exhibera l'original quand besoin*
 „ *sera. Quant au troisième, concernant la*
 „ *saisie du temporel de l'Eglise, le Roi peut*
 „ *faire saisir le temporel de l'Eglise, comme*
 „ *étant chose temporelle & profane, & mê-*
 „ *me aussi le porte le privilege dudit Boni-*
 „ *face.*“ Quoique le privilege sur lequel cette réponse est fondée ne soit pas le titre du Roi, puisque ce n'est pas du Pape que les Souverains tirent le droit de lever des impôts sur leurs Sujets Ecclésiastiques ou

autres , il résulte toujours de-là qu'ils les devoient , & ils les payerent.

Les besoins de l'Etat obligerent Henry II. de tenir un Lit de Justice en 1551. (a) le Cardinal de Bourbon y offrit au Roi pour le Clergé , de contribuer à l'entretien de son armée , d'une grande partie des biens dont le Roi , dit-il , & ses Prédécesseurs avoient comblé les Ecclésiastiques. Les décimes établies depuis 1516. étoient devenues ordinaires & annuelles ; mais elles étoient alors imposées de l'autorité du Roi , & levées directement à son profit par ses Officiers. Henri II. en 1557 créa des Receveurs de ces décimes dans chaque Diocèse , & leur attribua douze deniers pour livre de ce qu'ils percevoient : ces Receveurs établis par le Roi , étoient comptables de leur gestion à sa Chambre des Comptes. La nécessité de pourvoir aux frais nécessaires pour la continuation de la guerre par des secours extraordinaires , fit encore tenir à Paris sous ce regne , au mois de Janvier 1558. une Assemblée d'Etats Généraux. Ils accorderent trois millions d'or , repartis proportionnellement , suivant l'usage entre la Noblesse , le Clergé & le peuple. Ainsi finit la quatrième Epoque, où l'on ne voit pas , que les Ecclésiastiques fussent encore de droit ou de fait exempts de contribuer comme les autres Sujets , aux charges & aux besoins de l'Etat.

(a) Preuves des Libertez de l'Eglise Gall. chap. 39. Extrait des Regist. du Parlement.

CINQUIÈME ÉPOQUE.

LES nouvelles opinions de Calvin avoient déjà fait quelques progrès, lorsqu'à la mort de Henri II. l'ambition & la jalousie des Grands sous un Roi aussi foible d'esprit que de corps, & une Régente plus avide que capable de gouverner, acheverent d'allumer le feu qui embrasa bien-tôt tout le Royaume. La Reine toujours irrésolue sur le choix des Partis & des moyens, & livrée successivement à toutes les factions que deux minorités successives firent éclore, n'eut jamais d'autre politique que cette maxime de sa Maison : qu'il faut diviser pour regner. Les Guises, oncles de la Reine regnante, & Chefs du Parti Catholique, dont l'intérêt servoit de voile à leur ambition, s'emparèrent de la personne de François Second en 1559. & se rendirent maîtres de la Cour & du Gouvernement. Leur crédit acheva de révolter le Parti Protestant & les Seigneurs de l'une & de l'autre Religion, dont l'autorité des Guises détruisoit également les projets & les espérances, & l'on ne vit plus dans l'Etat que des factions que la Régente, suivant son caractère, son système & ses positions diffé-

rentes , favorisa successivement , à mesure que l'ascendant qu'elles avoient pris , ou qu'elles tenoient d'elles , pouvoit lui être avantageux ou lui devenir suspect. François II. avoit commis la direction de toutes les affaires du Royaume aux deux Guises : sçavoir , celles de la guerre au Duc , & celles des finances au Cardinal de Lorraine. Ce dernier qui avoit déjà beaucoup d'autorité sur le Clergé , dont il étoit le Chef , étoit d'ailleurs regardé comme un défenseur aussi puissant que nécessaire. Il n'étoit ni vraisemblable ni possible que dans des troubles , dont la Religion étoit le principe & paroïsoit l'unique objet , le Clergé demeurât simple spectateur. Objet de la haine & de l'avidité des Protestans , il n'avoit pas moins à craindre alors pour ses biens d'un Parti de Catholiques , connus sous le nom de *Politiques*. Ces *Politiques* convaincus d'après les loix & les usages du Royaume , que les biens des Ecclésiastiques n'étoient pas moins essentiellement affectés aux charges & aux besoins de l'Etat que les biens des autres sujets , vouloient que dans l'épuisement de la Noblesse & du peuple les biens d'Eglise devinssent la ressource de l'Etat , qui paroïsoit n'en avoir plus d'autre. Les Protestans avoient malheureusement le même système , qu'ils outroient encore : le Clergé ne pouvoit donc manquer de tirer parti de cette

conformité de sentiment entre les Calvinistes & les Politiques, pour rendre suspect un projet qu'il avoit tant d'intérêt de décrier. Dans cette extrémité, si le Clergé sentit tout le besoin qu'il avoit du crédit & de l'autorité du Cardinal de Lorraine, celui-ci ne sentit pas moins combien il étoit important & favorable à ses projets & à ceux de son frere, de ménager à l'un & à l'autre l'appui d'un corps respectable, puissant & accrédité. Le Regne de Charles IX. commença par l'ouverture des Etats Généraux que le feu Roi avoit convoqués ; elle se fit à Orleans le 13 Décembre 1559. par un discours du Chancelier. Le Cardinal de Lorraine avant la mort de François II. avoit demandé, contre l'usage, d'y parler seul au nom des trois Ordres. La Noblesse & le Tiers-Etat, cédant à son crédit & aux circonstances, ne s'y étoient pas opposés ; & le Clergé qu'il gouvernoit, y avoit donné son consentement. Mais les motifs de la condescendance de la Noblesse & du Tiers-Etat ne subsistant plus depuis la mort de François II. l'une alléguait l'ancien usage, & l'autre répondit nettement qu'il n'avoit garde de choisir pour son Avocat un homme dont il avoit raison de se plaindre. La hauteur du Cardinal offensée de ce double refus, ne pensa pas que le choix du Clergé pût

l'en dédommager : il lui laissa donc nommer Jean Quintin pour son Orateur, le Baron de Rochefort fut celui de la Noblesse, & Jean l'Ange celui du Tiers-Etat. Les discours que ces Orateurs prononcèrent successivement dans la séance du 2. Janvier 1560. font voir quelles étoient alors les dispositions respectives des trois Ordres de l'Etat. Jean l'Ange s'étendit beaucoup sur le luxe, l'avarice, l'ignorance & les mœurs corrompues du Clergé ; & pour y remédier il demanda au nom du Tiers-Etat la célébration d'un Concile légitime. Le Baron de Rochefort déclama aussi contre les Ecclésiastiques & leur Jurisdiction ; il dit que la Noblesse s'étoit affoiblie elle-même par *ses libéralités envers l'Eglise*, & que non contente de les avoir enrichies du plus liquide de ses biens, elle leur avoit encore cédé la Justice par un aveuglement d'autant plus préjudiciable, que la profession Ecclésiastique n'étoit point de se mêler des affaires séculières, mais de vivre dans la solitude ; de prier, de prêcher, d'administrer les Sacremens, & non pas de juger de la vie & des biens des sujets du Roi. Jean Quintin traita de *Sectaires* tous ceux qui demandoient la réformation de la discipline Ecclésiastique. Il soutint qu'il étoit à craindre que par la même hardiesse avec laquelle ils attaquoient la

Maison de Dieu, ils n'insultassent le Prince même après avoir secoué le joug des Loix ; qu'il demandoit donc qu'on leur défendît tout commerce avec les Catholiques , & qu'on traitât avec eux, *comme avec des ennemis* : qu'il ne falloit pas permettre le retour dans le Royaume à ceux qui en étoient sortis pour cause de Religion : qu'il étoit du devoir du Roi de venger l'injure faite à Dieu , en punissant du dernier supplice ceux qui étoient infectés de la secte contagieuse : qu'il n'étoit pas moins du devoir du Roi , qu'en son pouvoir de protéger le Clergé , en ne souffrant pas qu'il fût comme *décimé* à l'avenir ; *que les revenus Ecclésiastiques étoient destinés à des œuvres pieuses , & qu'on ne pouvoit sans sacrilège les employer à d'autres usages*. Il finit en demandant pour le Clergé l'exemption des impositions ; ce qui prouve du moins qu'il n'en jouissoit pas , & qu'il n'aspiroit à devenir exempt , que par la concession du Roi. Après divers Reglemens sur la discipline Ecclésiastique , où l'on ne parle pas de l'immunité demandée par le Clergé , & quelques-uns sur la Justice , la Noblesse & le commerce , les Etats furent congédiés. On remit leurs séances aux premiers jours de l'année 1561. & pour éviter la foule & la dépense on ordonna que deux Députés seulement de chaque grande Province du Royaume s'assembleroient à Pontoise au jour qu'on leur indiqueroit. Cc-

pendant l'Université de Paris , invitée par l'Evêque à envoyer aussi des Députés aux Etats & au Concile général que l'on devoit assembler à Trente , y députa le deux Novembre mil cinq cent cinquante-neuf deux Membre de chaque Faculté. Dans les demandes que la Faculté de Théologie proposa de faire tant à Trente qu'aux Etats , & qui devoient être confirmées par un Edit du Roi , on trouve entre autres celle-ci ; *que l'on abolit les décimes , (a) & qu'il ne fut pas permis aux Princes de tirer quelque chose du trésor de l'Eglise.* Peut-on douter d'après ces articles de l'Université , & le discours de l'Orateur du Clergé aux Etats d'Orléans , que le projet des Ecclésiastiques ne fût alors de soustraire absolument leurs biens à toute espèce de contribution , & même sans proposer de leur part l'équivalent du *Don gratuit* ? Néanmoins cette exemption absolue , lorsque les Papes l'avoient voulu établir directement sous Philippe-le-Bel , & Henri II. lorsque le Clergé avoit essayé de se l'attribuer indirectement en 1551. avoit toujours été également combattue & proscrite par les principes , les droits & les usages de la Monarchie Française. L'épuisement des finances & l'impossibilité de trouver des ressources dans la Noblesse ni dans le

(a) Hist. Eccl. liv. 155. nomb. 60. D'Argenté in collec. judici. de nov. error. lib. 1. p. 189.

peuple, rendoient d'ailleurs cette exemption aussi odieuse alors, & aussi impraticable qu'elle étoit absurde & injuste, & le Clergé qui ne la prétendoit cependant ni de droit ni en vertu d'aucune possession, ne la demandoit pas moins au Roi, aux Etats & au Concile général. L'équilibre que Catherine de Médicis avoit essayé d'établir entre le parti Catholique & le Protestant, en favorisant tour à tour l'un & l'autre, ne pouvoit être maintenu que par le poids de l'autorité Royale: mais il falloit plus de consistance & de fermeté dans celle qui l'exerçoit pour en imposer à l'esprit factieux & fanatique qui devenoit de jour en jour l'esprit général; & comment d'ailleurs des mains aussi tremblantes que foibles, pouvoient-elles tenir la balance entre deux partis également revoltés, visant à l'indépendance, & divisés seulement sur les moyens d'y parvenir? Aussi les factions à la Cour, les séditions dans les Provinces, & la licence générale furent l'unique fruit des variations forcées ou politiques de Catherine de Médicis. Le Cardinal de Lorraine lui reprocha ces désordres & ces abus qu'une Déclaration favorable aux Protestans venoit encore de multiplier. Sur ses remontrances & ses plaintes la Régente se détermina à faire tenir par le Roi son fils, un Lit de Justice, où le Chancelier de l'Hôpital ex-

posa entr'autres choses que les disputes sur la Religion troubloient la tranquillité publique , & diminuant de jour en jour l'obéissance que l'on devoit au Roi , y faisoient succéder la licence la plus effrenée. Le résultat de ce Lit de Justice fut le célèbre Edit du mois de Juillet 1561. On y voit encore plus clairement que dans le discours du Chancelier , l'esprit déjà subsistant de la Ligue par les précautions que l'on prend pour les réprimer & en contenir les fureurs. Cet Edit qui rétablit le Clergé dans la possession de connoître & de juger du crime d'hérésie , dont on réduit la peine au bannissement avec amnistie pour le passé , ordonne qu'on ne fera à l'avenir aucunes assemblées , aucuns traités , rien qui puisse faire soupçonner ou *faction ou conspiration* , *que les Prédicateurs n'useront d'aucunes paroles séditieuses en prêchant , & instruiront le peuple avec sagesse & prudence , sur peine de mort pour ceux qui contreviendront.* On défend le port des armes à toutes personnes , excepté celles à qui l'édit le permet. On fait grace enfin à tous ceux qui avoient excité des troubles pour cause de Religion , & on en abolit la mémoire , à condition qu'ils vivront à l'avenir *paisiblement* & en Catholiques.

Les Etats , transférés de Pontoise à Saint Germain en Laye , y reprirent leurs séances au mois d'Août 1561. On ne voit pas

que les demandes du Clergé & de l'Université, à ce qu'en abolissant les Décimes, on déclarât les biens Ecclésiastiques exempts de contributions, eussent paru ni justes ni praticables aux Etats Généraux du Royaume. Car la Noblesse & le Tiers-Etat proposerent unanimement que l'on retranchât des bénéfices de cinq cens livres de revenu la quatrième partie ; de ceux de mille livres, le tiers ; de ceux qui rapportoient plus de mille écus, la moitié, & que tout cela fût porté au Trésor Royal : qu'à ceux qui auroient douze mille livres de revenu en bénéfices, on ne leur en laissât que trois mille ; qu'on ôtât de même à tous les Moines tous leurs revenus au-delà de ce qu'il falloit pour leur subsistance ; & que le surplus fût appliqué aux charges & aux besoins de la Patrie. Ces propositions tout exorbitantes qu'elles parurent aux Evêques, avoient néanmoins été déjà réalisées sous François I. en 1534. lorsque par la faisie & régie du temporel de l'Eglise, il en avoit employé la moitié ou le tiers à des nécessités moins pressantes. Aussi le Défenseur du Clergé ne s'en tint pas à supplier Sa Majesté, qu'à l'exemple des Rois ses prédécesseurs, il lui plût conserver les *droits*, les *privilèges* & la dignité de l'Ordre Ecclésiastique, sans suivre le conseil de ceux qui voudroient lui faire étendre la main sur le Sanctuaire ;

mais le Clergé , pour prévenir l'effet de ces demandes , prit alors le même parti qui lui avoit obtenu en 1534. mainlevée de son temporel. Il offrit au Roi quatre Décimes par chaque année pendant six ans ; & ces offres plus fortes que les demandes du Roi , furent alors acceptées , sans que , comme au Lit de Justice de 1527. l'on en sentît ou que l'on en voulût voir les conséquences. Cependant le Colloque entre les Evêques de France & les Ministres Protestans indiqué à Poissy au 4 Septembre 1561. ayant excité les plaintes de Philippe II. Roi d'Espagne , qui craignoit pour les Calvinistes des Pays-Bas l'exemple de cette condescendance , Catherine de Médicis pour se justifier lui envoya Jacques Montberon & Sebastien de l'Aubespine Evêque de Limoges. Ces Ambassadeurs furent reçus froidement par Philippe , qui les adressa au Duc d'Albe. Ce Ministre leur dit que le Roi Catholique n'avoit appris qu'avec une extrême douleur qu'on traitât avec tant de tiédeur & de dissimulation les principaux articles de la Religion , dans un Royaume dont les Rois portoient le titre de Très-Christiens , & que l'on y eût sitôt oublié la sévérité religieuse de Henri II. & François II. Il ajouta que si des Rois majeurs & capables de régner n'avoient pû étouffer l'hérésie qu'avec les armes , un Roi encore

enfant & une femme étrangere Tutrice n'en arrêteroient pas les progrès rapides par la dissimulation & la tolérance : que le Roi Catholique prioit donc sa belle-mere de remédier à un mal qui prenoit tous les jours de nouveaux accroissemens ; mais que si la Régente négligeoit ce remède unique & nécessaire, Philippe étoit résolu d'employer toutes ses forces contre les Hérétiques. Qu'il n'y auroit pas lieu néanmoins de lui reprocher la rupture de la paix, puisqu'il ne la rompoit que pour maintenir la Couronne sur la tête du jeune Charles, en retenant dans l'ancienne Religion les esprits inconstans des François, & que d'ailleurs les Soldats Espagnols qu'il enverroit en France n'y feroient la guerre que sous la conduite du Roi Très-Chrétien, dont ils suivroient les intentions & les ordres. Il finit en disant que Philippe II. ne donneroît satisfaction à Charles sur la restitution de la Navarre à Antoine de Bourbon, que lorsque le Roi de France auroit déclaré la guerre aux Hérétiques, & lorsqu'il poursuivroit le Prince de Condé & les Colignis. Après cette réponse Monberon fut congédié au commencement du mois d'Octobre. Cet Ambassadeur s'aperçut alors qu'on avoit déjà projeté en France cette Ligue si fameuse sous le Regne suivant, & que les Catholiques du Royaume, se défiant de l'éducation

du Roi & de la religion de sa mère , entretenoient depuis long-tems des intelligences avec la Cour de Madrid. Il en fournit même des preuves au Roi par un *témoignage signé de l'Evêque de Limoges*, (a) qui attestoit ces intelligences ; & il ajouta que ce n'étoit pas sans raison qu'au mois de Juillet dernier on avoit informé contre le Prêtre Artus Desiré. Ce Prêtre , par le conseil de plusieurs Théologiens de Sorbonne , s'étoit chargé d'une Requête adressée , au nom du Clergé de France , au Roi d'Espagne pendant la tenue du Colloque de Poissy. Par cette Requête le Clergé imploroit l'assistance du Roi Catholique contre le crédit des Calvinistes : il supplioit ce Monarque de le secourir par la voye des armes , & de considérer qu'on ne pouvoit lui fournir une occasion plus favorable d'exercer sa bonté & sa puissance , qu'en l'invitant à prendre les intérêts du Clergé de France sous sa protection. (b) Il lui recommandoit enfin , comme au plus puissant & au plus religieux des Princes , la dignité , le pouvoir , la vie & la fortune du premier Ordre du Royaume. Artus chargé de porter en Espagne cette Requête du Clergé de France , (c) communiquée à trop de gens pour demeurer secrète , fut arrêté auprès d'Orléans , & amené à Catherine

(a) Hist. Eccl. liv. 157. nomb. 46. & 47.

(b) *Ibid.*

(c) De Thou , liv. 28.

Catherine de Médicis, qui commit au Parlement la connoissance de cette affaire. Artus interrogé avoua quels étoient ses complices ; mais le Parlement ne jugea pas à propos de faire une plus ample information, à cause du grand nombre de gens impliqués dans cette conspiration, avant d'en avoir rendu compte à la Régente, qui par les mêmes considérations fut de même avis. On se borna donc à condamner seulement le Prêtre Artus Désiré, par Arrêt du 14 Juillet 1561. à faire amende honorable, & à déclarer qu'il avoit écrit sans raison, malicieusement, & à mauvais dessein, la Requête dont on l'avoit trouvé saisi, qu'il avoit voulu la porter au Prince à qui elle étoit adressée, qu'il s'en repentoit de tout son cœur, & en demandoit pardon à Dieu, au Roi & au Parlement. On prit la précaution de lui faire dicter par un Huissier cette déclaration qu'il devoit répéter après lui. On ordonna enfin que cette Requête du Clergé de France au Roi d'Espagne seroit lacérée publiquement devant le Prêtre Artus Désiré, qui seroit ensuite mis en prison dans le Couvent des Chartreux pour y passer le reste de ses jours. Telle étoit la fermentation générale des esprits qui ne respiroient que la révolte & la guer-

re civile , lorsqu'après la fin du Colloque de Poissy les Evêques y demeurèrent pour donner ordre au payement des quatre décimes par chacune année pendant six ans que le Clergé avoit offertes & promises au Roi * dans l'Assemblée des Etats généraux à Saint - Germain en Laye : il y fut en effet pourvû par un abonnement du Clergé, qui s'obligea de payer au Roi, en douze payemens , dans l'espace de six ans, la somme de 9500000 livres par cotisations de décimes ou autrement , pour le rachat des domaines de Sa Majesté, Aides & Gabelles, & celui, tant du principal des quatre décimes , que des termes & payemens d'icelles , à la charge de répartir sur les Archevêques, Evêques, Chapitres & Bénéficiers , la somme qu'il conviendra lever par-dessus les quatre décimes accordées. Le Clergé s'obligea de plus de rembourser en dix ans le principal de 630000 livres de rentes créées par le Roi sur l'Hôtel-de-Ville de Paris. Cet abonnement , appelé le Contrat de Poissy , &

(*) Charles IX. qui pressoit le Clergé pour le payement des quatre décimes , avoit donné des Lettres Patentes en 1561. pour contraindre tous les Bénéficiers à donner une déclaration des revenus de leurs Bénéfices. Ces Lettres furent révoquées.

Voyez le Nouvel abrégé chronolog. de l'Hist. de France. 3. édit. 1. part. p. 384.

dont il n'y avoit pas encore eu d'exemple avoit été scellé & ratifié à Saint-Germain en Laye le 21 Octobre 1561. lorsque Jean Tanquerel, Bachelier en Théologie, soutint dans une Thèse que le Pape, Vicaire de Jesus-Christ & seul Monarque de l'Eglise, (a) avoit tous les Princes Chrétiens pour Sujets, non seulement dans les choses spirituelles, mais encore dans les temporelles, (b) & qu'il pouvoit les dépouiller de leurs Royaumes, (c) Erats & Dignités quand ils lui étoient rebelles. Sur l'information faite par le Président de Thou, Charles des Dormans & Barthelemi de la Faye, Conseillers, que le Chancelier de l'Hôpital avoit commis, le Parlement, par Arrêt du 2 Décembre, condamna Jean Tanquerel à faire amende honorable, & à déclarer publiquement en Sorbonne, toute la Faculté de Théologie assemblée, en présence du Procureur Général & des Commissaires de la Cour, qu'il se repentoit d'avoir proposé cette Thèse, qu'il la reconnoissoit pour fausse, & qu'il supplioit très-humblement le Roi de lui pardonner sa faute. Il défendit aussi d'a-

(a) Histoire Ecclésiastique, liv. 157. nomb. 48.

(b) De Thou, liv. 28.

(c) Dargentré, collec. jud. de nov. err. tom. 1.
append. p. 50.

giter à l'avenir de semblables questions ; & obligea la Faculté de Théologie de députer au Roi deux de ses membres pour lui demander pardon. Ainsi la révolte & le fanatisme attaquoient déjà publiquement , par ces discours séditeux, l'autorité Royale & les principes de la Monarchie , lorsque le Massacre des Protestans à Vassy par les gens du Duc de Guise , donna le premier jour de Mars 1562. le signal des guerres de Religion. Le Prince de Condé , Chef du parti Protestant , publia au mois d'Avril un Manifeste , & y joignit la copie d'une Ligue faite entre le Pape, le Roi d'Espagne & les Guises , pour exterminer les Sectateurs de la Réforme. La suite de la guerre de Religion ne fut pas si favorable au Clergé de France que l'avoient été ses principes. En effet , les pillages ayant mis les Ecclésiastiques hors d'état de payer les 160000 liv. portées par le Contrat de Poissy , le Roi , pour leur fournir les moyens de remplir leurs engagements, fut obligé de donner au mois de Mai 1563. un Edit portant aliénation des biens d'Eglise jusqu'à la concurrence de 100000 écus. Cet Edit, enregistré au Parlement le 17 Mai dans un Lit de Justice, avoit pour motif les besoins de l'Etat & l'épuisement général de tous les Ordres du Royaume. L'A

vocat Général qui en requit l'enregistrement, observa que les Ecclésiastiques se ressouvenant de l'affection de leurs Prédécesseurs à la conservation de la Couronne, (a) pour laquelle ils n'avoient rien épargné, faisant d'ailleurs attention que de droit & de raison ils doivent subvention à leurs Patrons & fondateurs, qui sont les Rois de France, que la plupart de leur bien leur est aumôné à cette charge, & que les subventions qu'on leur demande ne sont employées qu'à mettre leurs personnes & leurs biens en liberté, repos & sûreté, ils ne doivent pas hésiter à abandonner une petite partie de leurs biens pour sauver le surplus. Ainsi malgré le Contrat de Poissy, subsistoient encore tant dans le droit que dans le fait, les principes & les maximes sur le droit de l'Erat, les devoirs des Ecclésiastiques, & l'usage immémorial de la Monarchie. Cependant, on avoit proposé à Trente dans des Congrégations particulières la réformation des Princes, réduites, après bien des conférences & des contestations, à douze articles ; voici ce que portoit le huitième : (b) » Que
 » les Ecclésiastiques ne pourroient être obligés
 » de payer les taxes, les gabelles, les décimes,
 » péages, subsides, sous quelque nom que ce

(a) Preuves des Lib. de l'Eglise Gall. chap. 39.

(b) Hist. Eccl. liv. 166. nomb. 34. & suiv.

« fût, (a) non pas même sous celui de don
 « gratuit ou de prêt, ni pour leurs biens d'E-
 « glise, ni pour ceux de leur patrimoine, &
 qu'on les laisseroit jouir des immunités qui
 leur ont été accordées par les saints Ca-
 nons; que néanmoins dans les Provinces
 ou Royaumes où les Ecclésiastiques se-
 roient dans une possession très-ancienne
 d'assister aux Etats où l'on est dans l'usage
 de cotiser également les Sécuiers, & les
 Clercs pour les nécessités publiques & très-
 pressantes, comme pour faire la guerre
 contre les Turcs & autres, on pourroit les
 obliger à ces subsides pour le tems seule-
 ment que dureroient ces besoins. Les Lé-
 gats du Pape faisoient difficulté de propo-
 ser ces articles au Concile général, par deux
 raisons; l'une, qu'à la vérité ils avoient
 quelque crédit & vivoient dans une par-
 faite intelligence avec les Ambassadeurs
 des Princes; mais comme ceux-ci étoient
 chargés des ordres de leurs maîtres, ils ne
 pouvoient se dispenser de les exécuter;
 l'autre, que le Cardinal de Lorraine, quoi-
 que très-uni avec les Espagnols, n'avoit
 pas cependant assez d'autorité sur eux pour
 les attirer dans son parti. Cependant ces
 articles ayant été envoyés à Charles IX. le
 11 Août 1563. par les sieurs du Ferrier

(a) Mémoires pour le Concile de Trente, in 4.

& Pibrac, ses Ambassadeurs au Concile de Trente, il leur répondit le 28 que loin de souffrir qu'on fit rien dans le Concile qui pût diminuer l'autorité Royale & augmenter celle du Clergé, il vouloit qu'ils fissent leurs remontrances, conformément au Mémoire qu'il leur envoyoit, & qu'ils empêchassent tout ce qui seroit préjudiciable à ses droits & à ceux de son Royaume, & qu'après ces remontrances, ils eussent à se retirer à Venise, où il leur feroit sçavoir ses intentions. Par ce Mémoire, le Roi disoit en substance, qu'ayant vû les articles, & jugeant qu'ils tendoient tous à diminuer l'autorité des Rois, pour augmenter celle des Ecclésiastiques, (a) il ne vouloit pas qu'on pût dire que par la présence de ses Ambassadeurs, il eût approuvé ce qui pourroit être fait au préjudice des Souverains. Il ajoutoit que par les articles de réformation, les Peres du Concile prétendoient ôter aux Rois & aux Princes leurs droits, prérogatives & privileges dont leurs Prédécesseurs avoient joui de tems immémorial; qu'ils vouloient casser toutes les Ordonnances Royales; qu'ils comploient anathématiser & excommunier les Souverains & les Sujets; ce qui occasionneroit la désobéissance, la sédition & la

(a) *Ibid;*

rébellion , quoique tout le monde fût con vaincu qu'il n'appartenoit pas aux Peres du Concile , dont le pouvoir étoit borné au spirituel , de se mêler du gouvernement civil & de la juridiction séculière qui n'étoit pas de leur ressort , & qui différoit en tout de la juridiction Ecclésiastique. Le Roi finissoit , en ordonnant à ses Ambassadeurs de déclarer aux Peres dans le Concile, qu'il les avoit chargés de s'opposer *fermement* à tout ce qui pourroit être décidé de contraire à ses *droits* & à tous autres privileges des Souverains ; il leur enjoignoit enfin, ainsi qu'à tous les Prélats François , de se retirer sans attendre de nouveaux ordres , si malgré leurs remontrances & oppositions , on vouloit commettre quelqu'un des *attentats* proposés contre les *droits* de la France en particulier , & ceux de la Royauté en général. Le Cardinal de Lorraine ayant reçu du Roi une Lettre conforme à ce Mémoire , la réponse qu'il y fit est aussi remarquable que sa conduite , imitée par presque tous les Prélats François : » Je puis vous assurer , Sire , dit-il au » Roi , que les choses ne se sont pas passées » comme on vous l'a fait entendre , & » qu'il n'étoit pas besoin que Votre Ma » jesté prît la peine de nous en écrire. Il » n'est pas croyable que dans une si sainte

» Compagnie que celle-ci, dans laquelle
 » on ne propose rien, que nous ne jugions
 » être avantageux pour le repos & le bien
 » de la Chrétienté, on osât prendre de si
 » fâcheuses résolutions : aucun de vos Am-
 » bassadeurs, ni de nous autres n'y vou-
 » droit consentir. Nous sommes tous trop
 » bien instruits de ce que nous devons à notre
 » Souverain ; il est vrai que la réformation
 » des Princes a été faite par les Légats qui
 » ne l'ont pû refuser aux instances de quel-
 » ques Evêques sujets de certains Princes,
 » dont ils sont si maltraités, contre les droits
 » & privilèges de l'Eglise, qu'ils souhaite-
 » roient fort, qu'en faisant une bonne & gé-
 » nérale réformation, on mît ordre à ces op-
 » pressions ; mais on ne pourra jamais prou-
 » ver, Sire, qu'on ait pensé ni voulu tou-
 » cher aux droits & à l'autorité des Souve-
 » rains & sur tout aux vôtres, ni à aucune
 » chose qui pût vous porter le moindre pré-
 » judice ; les Ambassadeurs de l'Empereur,
 » ceux de Votre Majesté, celui du Roi Ca-
 » tholique & beaucoup d'autres ne souffri-
 » roient en aucune manière que l'on en-
 » treprît quelque chose contre votre ser-
 » vice. Ne prêtez donc plus l'oreille, Sire,
 » à de semblables bruits. Le Cardinal par-
 » tit pour Rome le lendemain de cette ré-
 » ponse, avant que l'Ambassadeur du Roi eût

obtenu audience, & la plus grande partie des Evêques de France abandonnerent aussi le Concile à son exemple. Après leur départ, le sieur du Ferrier, conformément aux ordres & aux intentions de Charles IX. fit le 22 Septembre ses remontrances & ses protestations au Concile assemblé. Quelque légitimes & raisonnables qu'elles fussent, elles irritèrent les Ultramontains qui dominoient dans le Concile, sur-tout depuis la retraite de plus de vingt Prélats François. Charles de Grassis, Boulonnois, Evêque de Montefiascone, & depuis Cardinal, entreprit la réfutation du discours du Sieur du Ferrier, qui de son côté en publia une apologie plus forte que ses remontrances, & écrivit le 22. & le 23. Septembre deux Lettres au Cardinal de Lorraine, pour se justifier auprès de lui. Les paroles de ces remontrances, qui avoient le plus révolté, étoient celles-ci : *Que les Rois très-Chrétiens, en qualité de Souverains des François & de toute la France, avoient le droit & le pouvoir de s'aider des biens & revenus de tous leurs Sujets, même Ecclésiastiques dans une pressante nécessité de l'Etat.* On traitoit cette proposition d'hérétique ou du moins de suspecte d'hérésie, scandaleuse & offensante les oreilles pieuses. Quoi qu'il en soit, le Sieur du Ferrier, conjointement avec le Sieur

Pibrac, rendirent compte de tout au Roi, par une Lettre du 25. Septembre, dans laquelle ils marquent, que quoiqu'ils eussent exhorté les Evêques de France à demeurer au Concile jusqu'après le succès des remontrances, plusieurs d'entr'eux avoient mal observé les ordres du Roi, puisque le jour du départ du Cardinal de Lorraine, ou peu de jours après, ils étoient partis au nombre de vingt; en sorte qu'il n'en étoit resté en tout que sept. Ils rendent ensuite raison de leurs remontrances & de l'effet qu'elles avoient produit, & concluent en disant, qu'ils attendront de nouveaux ordres de Sa Majesté. Il paroît que le Roi fut aussi satisfait de la conduite de ses Ambassadeurs, qu'il fut irrité de la persévérance des Peres du Concile à vouloir attenter sur les droits de sa Couronne; car il ordonna aux Sieurs du Ferrier & de Pibrac de se retirer à Venise. Néanmoins les articles de la réformation des Princes, ou plutôt l'attentat contre les droits des Etats & des Souverains, & de l'usurpation d'une exemption chimérique & injuste, n'eurent pas tout le succès que les Ecclésiastiques avoient désiré & espéré. Les douze articles contredits également par les Ambassadeurs de tous les Princes, mais sur-tout *par celui d'Espagne*, furent réduits à un seul, qui, quoique conçu

d'une manière générale & équivoque, n'a jamais pû être reçu en France. Quelques efforts que le Clergé ait faits plus d'une fois, le Parlement fidele aux droits, maximes & ufages de l'État & à l'indépendance de la Souveraineté & de la Couronne, s'est toujours opposé avec autant de confiance que de fermeté à ce que cet article du Concile de Trente fût publié dans le Royaume, & y eût jamais force de loi. Les six années du Contrat de Poissy étant prêtes d'expirer, Charles IX. avoit ordonné de son autorité, qu'il continueroit pour six autres. Mais le Clergé (a) affemblé au mois de Septembre 1567. obtint la révocation de cette Ordonnance, en passant le 22. Novembre avec les Prévôt des Marchands & Échevins de la Ville de Paris, un nouveau Contrat, par lequel il s'obligea de payer à l'acquit du Roi, 630000 l. de rentes créées sur l'Hôtel de Ville, rachetables dans dix ans, pour la somme de 7560056 l. Les Receveurs des décimes établis par le Roi en 1557. & supprimés depuis le Contrat de Poissy, furent rétablis par Edit du mois de Janvier 1572. Ces Officiers préposés par le Roy, & Compta-

(a) Dans le Recueil des affaires générales du Clergé de France in-4. chez Vitray 1636. part 1. p. 25. & suiv.

bles à la Chambre des Comptes, devinrent en 1573. l'objet des remontrances du Clergé, qui ayant obtenu la révocation des deux Edits de création & de rétablissement, en obtint un autre portant création de nouveaux Receveurs des Décimes dans chaque Diocèse. On laissa la nomination de ceux-ci aux Evêques, à condition que la Finance de leurs Offices seroit employée à acquitter la subvention accordée pour le voyage du Duc d'Anjou, Roy de Pologne. Telle étoit la position du Clergé pour ses contributions aux charges & aux besoins de l'Etat ; tandis que la foiblesse du Gouvernement, la puissance & la division des Grands, la haine des Protestans & des Catholiques, la nécessité de se défendre des fureurs des deux Partis, & les guerres civiles de Religion formoient dans le Royaume depuis 1559. plusieurs petites liguees particulieres. Leur réunion fit enfin éclore en 1576. cette faction si nombreuse, si redoutable & si cruelle, que ses Auteurs appellerent la *Sainte-Union*, & que le Vulgaire nomma la *Ligue*. La révolte & le Fanatisme en furent le principe, l'ame & l'objet, lorsque la Religion en étoit le prétexte. Henri III. réduit à la signer lui même, & à la faire signer à tous les Grands & au Peuple, de Roy, devint Chef de cabale, & de pere

commun, ennemi & persécuteur d'une partie de ses Sujets. Néanmoins il jouissoit toujours des Décimes portées au Contrat de Poissy, & qui auroient dû cesser au dernier jour de l'année 1577. lorsque le Clergé dans ces circonstances demanda (a) en 1579. la permission de s'assembler, & s'assembla en effet à Paris le 30. May. Mais s'y trouvant trop près de la Cour, il se retira à Melun, où il tint sa premiere Séance le 20. Juin : l'Evêque de Bazas, nommé le 26. pour porter la parole au Roy, en eut Audience le 3. Juillet. Sa remontrance contenoit trois principaux Chefs. Par le premier, le Clergé demandoit le rétablissement de la discipline Ecclésiastique ; par le second, (b) *la publication & l'observation des Décrets du Concile de Trente* ; par le troisieme, *le rétablissement des Elections*. Henri III. repondit au premier Chef qu'il étoit animé du même zèle que le Clergé, mais qu'il n'étoit pas la cause du désordre ; sur le second, que dans les Décrets du Concile de Trente, il y avoit plusieurs articles contraires aux droits du Royaume, & aux libertés de l'Eglise Gallicane ; sur le

(a) Hist. Eccl. liv. 175. n. 14. 15. 16. & suiv. jusqu'au 25. De Thou. liv. 62. Spond. hoc anno, n. 30.

(b) Dans l'abrégé des actes & mémoires du Clergé de France in-4. pag. 479.

troisième, que les élections ne se faisoient que par brigues & par simonie, qu'il avoit droit de nommer aux Evêchez & aux Abbayes, que ses Prédécesseurs avoient joui de ce droit du consentement du Pape & de l'Eglise, qu'il ne vouloit point leur céder, ni en piété, ni en Religion, ni en zèle envers Dieu; mais qu'il conserveroit ce droit comme eux. L'Evêque de Bazas repliqua au Roy, que *(a)* les élections étoient si nécessaires à l'Etat, qu'on remarquoit qu'il n'étoit jamais arrivé de changement de lignée à la Couronne, que lorsque les Rois avoient usurpé la nomination aux Bénéfices; que le Clergé ne prétendoit pas disputer contre Sa Majesté, mais seulement satisfaire à son devoir, & décharger sa conscience; qu'au surplus Dieu étoit le Juge entre les Evêques & leur Souverain. Le Roi ne répondit rien alors; mais il envoya le Sieur de Bellièvre à l'Assemblée du Clergé lui proposer de continuer à payer les rentes qu'il s'étoit engagé d'acquitter pour le soulagement de l'Etat. *(b)* Cette proposition déplut beaucoup, & les Evêques refuserent d'en délibérer jusqu'à ce que le Roi eût répondu aux remontrances de l'Evêque de Bazas. L'Ar-

(a) Actes & mémoire. du Clergé. *ut sup.* p. 9. & suiv.

(b) Mémoires & actes du Clergé imprimés en 1646. tom. I. p. 36. & suiv.

Archevêque de Lyon dit au Commissaire du Roi *que le Clergé avoit plus accordé pendant les vingt dernières années, que depuis douze cens ans.* Il s'étendit beaucoup sur les Immunités des Ecclésiastiques, *sans nier néanmoins qu'ils dussent assister l'Etat dans ses besoins pressans.* Le Sieur de Bellièvre lui ayant opposé la Bulle de Boniface VIII. l'Archevêque repartit, *que quand même elle accorderoit au Roi un privilège, ce privilège avoit été révoqué par le même Pape, qui avoit défendu au Roi de rien prendre sur le Clergé, nonobstant tout privilège contraire :* il conclut que dans la crainte où étoient les Evêques, qu'aux dernières Assemblées on n'eût donné atteinte à leurs *libertés*, ils ne vouloient rien confirmer qu'ils ne l'eussent examiné. Le Sieur de Bellièvre comprit bien alors que la résistance du Clergé, aussi singulière au fond que dans la forme, se ressentoit de la disposition générale des esprits. Il crut donc devoir céder au tems, & en disant que le Roi ne vouloit pas toucher aux immunités du Clergé, ni faire valoir les contrats passés avec la Ville de Paris en 1561. & 1567. il se borna à *prier* les Evêques d'avoir égard aux besoins du Roi, & de le secourir *volontairement & par bienveillance.* Il s'étendit sur les nécessités de l'Etat, & sur les

pertes que Sa Majesté avoit souffertes pour
 la défense de la Religion ; il représenta que
 les contrats avoient été faits & renouvelés
 dans une grande Assemblée après la plus
 mûre délibération ; il assura enfin le Cler-
 gé que le Roi feroit réponse à ses deman-
 des, & qu'on y avoit déjà travaillé. Mais
 cette condescendance ne fit que confirmer
 les Evêques dans leur résolution de refuser
 absolument & formellement au Roi & le
 don gratuit & le remboursement des Con-
 trats sur l'Hôtel de Ville, qu'il s'obstina à
 regarder comme entièrement acquités. Ce-
 pendant comme le Prévôt des Marchands
 pressoit fort le payement des rentes, le Roi
 écrivit au Clergé de le satisfaire, & n'en
 essuya encore qu'un nouveau refus. Les
 Evêques continuèrent néanmoins leurs
 Séances, & y établirent la forme d'admi-
 nistration, qui a toujours subsisté depuis,
 & qui subsiste encore aujourd'hui. Le 25.
 Septembre ils renouvelèrent leurs pro-
 testations contre le payement des rentes ;
 & ayant remis l'Assemblée au 30. dans
 l'Abbaye de Saint Germain des Prez à
 Paris, ils y prirent les mêmes résolutions
 & députèrent de nouveau au Roi l'Evêque
 de Saint Brioux, assisté de quelques Ar-
 chevêques & Evêques, pour insister sur les
 demandes faites par l'Evêque de Bazas.

Dans l'Audience qu'eut l'Evêque de Saint-Brieux le 23. Octobre, il dit au Roi que la Religion étoit le *seul* & véritable fondement des Monarchies, particulièrement de celle de France; que Saint Remi baptisant Clovis lui avoit prédit que la Couronne dureroit autant de tems que les Rois seroient attachés à la Foi Catholique; que (a) *l'unique moyen de rétablir l'ancienne Discipline, étoit de publier le Concile de Trente, & de rendre les élections.* L'Evêque ajouta que pour punir les entreprises contre l'Eglise du Seigneur, la Couronne de France avoit passé des descendans de Clovis dans la Maison de Charlemagne, & de celle de Charlemagne dans celle de Hugues Capet; que depuis que les Rois avoient usuré la nomination aux Bénéfices par le Concordat, les hérésies avoient commencé à ravager l'Etat, sans qu'il fût devenu ni plus riche ni plus heureux, au lieu que pendant les élections l'Eglise avoit toujours été florissante; qu'il n'étoit ni juste ni raisonnable de forcer le Clergé à payer plus de douze cens mille francs par an, en vertu de certains Contrats dont plusieurs avoient été acquittés, & d'autres étant faits par des gens sans pouvoir, sans forme, sans solennités & autori-

(a) *Actes & Mémoires du Clergé, tom. 1. in-fol. p. 16. & suiv. De Thou liv. 68. Spond. hec anno. n. 69*

rés requises par les saints Décrets, & sans cause légitime, n'étoient d'aucune valeur; que Sa Majesté & le feu Roi Charles IX. ayant reçu de l'Eglise environ quatre-vingt millions, le peuple n'en avoit pas été moins chargé, les finances moins épuisées & les dettes moins augmentées. L'Evêque conclut que le moyen de regner sûrement & paisiblement, & d'avoir des Sujets soumis & obéissans, étoit que le Roi fit publier le Concile de Trente, & qu'il déchargeât sa conscience, en renonçant à la nomination aux Bénéfices, & en rétablissant les élections. Le Roi ayant répondu que pour cette fois seulement il vouloit que le Clergé payât la somme d'un million quatorze cens mille livres par an, & qu'il ordonnoit aux Députés de se retirer chacun dans leur Diocèse, & d'y faire sçavoir sa volonté, ainsi qu'à tous les autres Diocèses du Royaume, l'Evêque (a) de Saint Brioux répartit que le Clergé en offrant un million deux cens mille livres, excédoit déjà ses moyens, & qu'il ne pouvoit aller au-delà de cette offre; il ajouta que le Roi devoit prendre garde, qu'en ôtant par des impositions contraires à la justice ce qui appartient à Dieu & à ses membres, Dieu ne lui enlevât la Couronne qu'il lui avoit donnée.

(a) Dans les actes & mémoires du Clergé, tom. 1. in-fol. pag. 171.

Le Roi de son côté persista à demander qu'outre les 1400000. livres, le Clergé acquitât les rentes sur l'Hôtel de Ville, & de plus 900000. livres dûs à différens particuliers. Mais le Clergé s'en tint toujours à son offre, & y joignit les conditions suivantes : 1°. *Que le Roi déclareroit par Lettres patentes qu'il ne seroit fait aucune levée dans la suite sur le Clergé, si non pour cause légitime proposée dans une assemblée générale & de son consentement.* (a) 2°. Que les Diocèses ne seroient point solidaires. 3°. Que le Clergé seroit indemnisé par Sa Majesté pour les non-valeurs. 4°. Que le Diocèse ou le Bénéficiaire qui ne jouiroit pas de son revenu, seroit déchargé au prorata de sa non-jouissance. 5°. Que la requête pour la levée des décimes, seroit répondue suivant l'intention du Clergé. 6°. Que ce qui seroit présentement accordé, le seroit sans nouveau Contrat & par forme de subvention pour six ans, pendant lequel tems *Sa Majesté seroit assembler les Etats pour acquitter ses dettes.* Les Evêques ayant ainsi fait la loi à leur Maître, voulurent encore la faire au public, en protestant contre le paiement des rentes. Cette protestation signifiée le 11. Décembre, excita un soulèvement dans Paris, & la

(a) Dans les mémoires du Clergé, *ut sup.*

Prévôt des Marchands en ayant porté sa plainte au Parlement, les Chambres s'assemblerent & ordonnerent que les Evêques (a) députés ne pourroient sortir de la ville, & comparoîtroient en personne devant le Procureur Général, & que les autres Prélats qui seroient déjà en chemin hors du ressort seroient arrêtés dans le lieu où on leur signifieroit ces ordres. Le Clergé se plaignit au Roi de cet Arrêt, comme d'un outrage; mais le Roi obligea les Députés de consentir à continuer encore pendant dix ans le payement des rentes, appaisa ainsi les justes murmures du Peuple, & prévint la sédition. Cependant le Roi s'étant contenté de 1300000. livres, les Députés les lui accorderent enfin, le 14 Janvier 1580. à la charge que le Clergé jouiroit des conventions faites par les Contrats de 1561. & de 1567. sans approbation de ces Contrats, (b) *& aux conditions portées par les offres*, & que le Clergé en demanderoit *la permission & le consentement au Pape*. La Transaction entre le Roi & le Clergé fut passée le 20 Février 1580. elle est l'origine & le premier exemple de l'exemption prétendue par le Clergé, qui en a toujours fait insérer les clauses avec

(a) De Thou, liv. 68.

(b) Dans le tom. 3. de la Collect. des affaires du Clergé de France,

des additions plus favorables, suivant les circonstances, dans les Contrats passés depuis avec le Roi. Il faudroit les parcourir & les analyser tous pour établir l'exemption que le Clergé a usurpée insensiblement aux dépens du Roi & de l'Etat. Henri III. ne regna que sous l'autorité de la Ligue; il en vécut l'esclave, & il en mourut la victime. Il n'est pas douteux que le Clergé de ce tems-là, dont les biens étoient toujours l'objet de l'avidité des Protestans & du *Patriotisme* des politiques, fut Ligueur par intérêt autant que par principe & par goût. Il n'est donc pas étonnant que pendant le regne d'un Roi, Chef de la Ligue, il ait obtenu de lui, pour la forme de contribuer, l'établissement & la continuation d'une exemption qu'il achetoit d'ailleurs par un don gratuit. Henri IV. réduit à conquérir un Royaume héréditaire, forcé d'être le vainqueur de ses sujets rebelles pour pouvoir en devenir le Pere, triompha de la Ligue, & lui pardonna; mais il n'en détruisit jamais l'esprit. Les divers attentats contre la personne du plus grand & du meilleur des Princes, & dont le dernier lui coûta la vie, ne prouvent que trop combien cet esprit subsista toujours, surtout parmi les Ecclésiastiques. Il n'étoit donc ni prudent ni possible à Henri IV. de faire sur eux une entreprise,

qui d'ailleurs n'eût pas manqué d'être relevée, combattue & condamnée par les gens d'Eglise, comme la preuve des soupçons injustes & séditieux qu'ils affecterent de répandre jusqu'à sa mort sur la sincérité de sa conversion. Il étoit naturel & vraisemblable que les minorités de Louis XIII. & de Louis XIV. les ministères des Cardinaux de Richelieu & de Mazarin, ne portassent point d'atteinte à une exemption que l'usage avoit déjà consacrée. Du moment où le feu Roi, en 1661. prit lui-même le gouvernement du Royaume jusqu'à sa mort, toujours désintéressé par des dons gratuits que lui procuroient des demandes qu'il n'étoit pas possible de refuser, ce Prince n'eut garde d'élever une question que le Clergé sçut éluder ou prévenir par des dons; & ce qu'il y a de plus singulier, c'est que soit que ces dons fussent proportionnés ou non à ce que le Clergé pouvoit payer, ils l'ont successivement obéré, parce qu'ils ont presque toujours été faits par des emprunts & des constitutions de rentes, en sorte que le Clergé a perpétuellement sacrifié l'intérêt véritable de ses biens destinés aux pauvres & celui de ses successeurs, à l'objet présent & chimérique d'une exemption idéale & peu avantageuse. Ainsi subsista tacitement cette exemption née de l'esprit de la Ligue, & qui ne tomboit cependant que sur la

forme de contribuer, sans que jusqu'en 1711. elle ait jamais été prétendue ou avancée formellement par le Clergé, ni par conséquent avouée ou contredite par nos Rois. Une possession si peu ancienne, & ainsi caractérisée, doit-elle, & peut-elle jamais prescrire contre l'usage immémorial établi dès le commencement de l'Eglise & de la Monarchie Françoisse, & suivi constamment jusqu'au tems de la faction, la plus fanatique & la plus rebelle, contre la Jurisprudence divine & humaine de tous les siècles, contre le droit naturel aussi inviolable qu'imprescriptible, enfin contre tous les principes & tous les faits qui se réunissent pour établir & démontrer le droit inaliénable de l'Etat sur les biens des Ecclésiastiques comme sur ceux des autres Sujets, & l'obligation indispensable imposée à tous les titres possibles aux Ecclésiastiques comme aux autres citoyens, de contribuer réellement & proportionnellement aux besoins & aux charges de l'Etat ? Nous voici parvenus, Monsieur, à l'Epoque où le Clergé prétend que son exemption a été reconnue & confirmée par l'autorité Royale elle-même. Les titres de cette reconnaissance & de cette confirmation, sont les deux Déclarations de 1711. & de 1726. dont je vous rendrai compte dans ma Lettre suivante. J'ai l'honneur d'être, &c.

LETTRE III.

MONSIEUR,

Le Dixième venoit d'être imposé sur tous les revenus par la Déclaration du 14 Octobre 1710. Comme elle s'expliquoit en termes fort généraux, les Payeurs des rentes, les Receveurs, Fermiers, Locataires & autres débiteurs des Ecclésiastiques, se crurent autorisés par-là à retenir le Dixième sur eux, ainsi que sur les autres sujets du Roi, & le retinrent en effet. Le Clergé qui ne contribuoit depuis long-tems que par des dons gratuits, fut alarmé de cette entreprise, dont il redoutoit les suites : & sentant d'ailleurs combien les circonstances du tems pouvoient lui être favorables, il essaya de s'en prévaloir. Ses remontrances obtinrent effectivement la Déclaration du mois d'Octobre 1711, qui s'explique en ces termes :

» Les Cardinaux, Archevêques, Evêques & autres Bénéficiers, composant l'Assemblée du Clergé, nous ont re-

» montré , porte le préambule de cette
 » Déclaration , que *quoique dans notre*
 » *Déclaration du 14 Octobre 1710, don-*
 » *née pour l'établissement du Dixième ,*
 » *les biens Ecclesiastiques n'y aient point*
 » *été compris , & que notre intention n'ait*
 » *pas été de les y assujettir , parce que ce*
 » *sont biens consacrés à Dieu , donnés à*
 » *l'Eglise pour le culte Divin , la nourri-*
 » *ture des pauvres & leur subsistance ;*
 » néanmoins sous prétexte que ladite
 » Déclaration s'explique en des termes
 » généraux , les Payeurs des rentes de
 » notre bonne Ville de Paris , les Tré-
 » soriers des Etats , les Receveurs , Fer-
 » miers , Locataires & autres débiteurs
 » des Bénéficiers & Communautés Ecclé-
 » siastiques retenoient pardevers eux le
 » dixième du revenu de tous lesdits
 » biens : ce qui les obligeoit de nous
 » supplier de vouloir expliquer plus pré-
 » cisément nos intentions ».

Il faut observer , 1°. Que ce préam-
 bule n'est qu'un simple exposé des pré-
 tentions du Clergé , qui y parle seul.
 2°. Que le Clergé y mêle adroitement
 la question de Droit à la question de
 Fait , pour discuter indirectement la pre-
 miere , & parvenir à la faire décider. 3°.
 Que le Clergé juge positivement que le

Roi ne l'a pas compris dans la Déclaration du Dixième , & qu'il n'a pas même voulu l'y comprendre. 4°. Que le Clergé établit encore par quels motifs , & par quelles raisons le Roi n'a pas eu intention d'assujettir ses biens au Dixième , parce que ce sont , dit-il , des biens consacrés à Dieu , donnés à l'Eglise pour le culte Divin , la nourriture des pauvres & leur subsistance. 5°. Que le Clergé , en décidant ainsi de ce que le Roi n'a pas fait , de ce qu'il n'a pas voulu faire , & de ses motifs , ne dit cependant pas un mot de ses *droits , privilèges , exemptions , de ses titres , ni de sa possession*. Ce silence singulier sur des moyens aussi victorieux qu'intéressans , doit il être attribué à l'ignorance ou à la discretion ou bien ne doit-on l'imputer qu'à la sincérité & à la bonne foi des Evêques de ce tems-là , qui n'osoient ni ne vouloient en imposer à leur Souverain , ou craignoient de n'y pas réussir ? Ma premiere & ma seconde Lettre peuvent donner aisément la solution de ce problème. Quoi qu'il en soit , voici comme le Roi s'explique :

„ Nous déclarons que tous les biens
 „ Eclésiastiques *n'ont été & n'ont pu être*
 „ compris dans la Déclaration du 14

» Octobre 1710. pour l'établissement du
 » Dixième : Voulons que tous les biens
 » qui appartiennent & appartiendront à
 » l'Eglise, en demeurent exempts à perpé-
 » tuité, tant pour le passé, que pour l'a-
 » venir, sans qu'ils puissent jamais y être
 » assujettis pour quelque cause & occasion
 » que ce soit ou puisse être, sans aucune
 » exception ni réserve, tel événement qu'il
 » puisse arriver . . . Mais qu'ils en demeu-
 » rent déchargés, comme nous les en déchar-
 » geons, tant pour le passé que pour l'avenir.

Quoique ce dispositif porte bien expres-
 sément que les biens Ecclésiastiques n'ont
 pû être compris dans la Déclaration pour
 l'établissement du Dixième, il ne fait ce-
 pendant pas plus mention d'aucuns droits
 ou titres, ni d'aucune possession en faveur
 du Clergé, qu'il n'en avoit articulé lui-
 même dans ses remontrances. Il paroît au
 contraire par ces mots : *Voulons qu'ils en
 demeurent exempts, & qu'ils en demeurent
 déchargés, comme nous les en déchargeons,*
 &c. que le Roi accorda plutôt au Clergé
 de la manière la plus étendue & la plus
 générale, une exemption nouvelle, qu'il
 ne reconnoît & ne confirme en sa faveur
 une exemption anciennement établie par
 droits, titres ou possession, dont le Roi
 parle aussi peu que le Clergé. Enfin cette

concession nouvelle du Roi n'a pour objet que le Dixième ; n'a de rapport & ne sçauoit avoir d'application qu'au Dixième , sans que l'on y fasse mention d'aucune autre imposition : tel est le premier titre que le Clergé reclame. Il en sentit si bien lui-même l'insuffisance par rapport à l'exemption générale & absolue de toute contribution forcée , que dans des circonstances encore plus favorables, il songea à se procurer une autre Déclaration , qui pût lui faire un droit reconnu d'une usurpation méditée depuis le tems de la Ligue. La Déclaration de 1725 portant établissement du Cinquantième , amena ces circonstances , & fit tout à la fois éclore & réussir une prétention que le Clergé n'avoit osé jusques-là ni former , ni faire valoir. Les Evêques en 1579. s'étoient bien trouvés de faire la loi à leur Souverain : ils usèrent avec plus de succès de la même politique en 1725. L'Assemblée du Clergé ayant refusé pour la première fois depuis qu'il avoit lieu , le don gratuit ordinaire , obtint pour prix de ce refus la Déclaration du 8 Octobre 1726. Voici ce que porte son préambule , où le Roi parle seul.

» Les Rois nos prédécesseurs ont tou-

» jours accordé une protection singulière
 » à tous les *biens* , *droits* , *franchises* &
 » *immunités appartenans à l'Eglise* , & par
 » une émulation digne des Rois très-
 » Chrétiens & Fils aînés de l'Eglise , ils
 » ont donné successivement plusieurs
 » *Edits* , *Déclarations* & *Lettres-patentes* ,
 » pour en assurer l'exécution , & les affer-
 » mir de plus en plus » .

C'est la première fois qu'à propos
 d'impositions , on ait entendu parler de
 droits , de franchises & d'immunités ap-
 appartenans à l'Eglise. Le Clergé dans le
 tems de la Ligue n'avoit commencé de
 jouir dans le fait de l'exemption de con-
 tribuer dans la même proportion , & dans
 la même forme que les autres Sujets ,
 qu'au moyen des offres qu'il fit alors : il
 n'avoit continué de jouir depuis de cette
 exemption qu'au même prix ; mais il ne
 prétendoit pas alors , & n'avoit jamais
 prétendu en avoir le droit , ni que ce
 fût une franchise , une immunité qui lui
 appartînt. Il s'étoit contenté de son usur-
 pation sans oser la caractériser : le Roi
 reconnoit ici de son propre mouvement ,
 que ses Prédécesseurs ont toujours pro-
 tégé les droits , franchises & immunités
 qu'il dit appartenir à l'Eglise. Il appuie
 ainsi cette énonciation inouïe d'une pos-

session avouée & protégée par ses Prédécesseurs. Il ajoute enfin , pour ne laisser aucun doute sur ces droits , franchises & immunités , que plusieurs Edits , Déclarations , & Lettres-patentes qu'on ne cite point , parce qu'il n'en existe aucune , en ont successivement assuré l'exécution , & les ont affermis de plus en plus. Le Clergé lui-même n'avoit pas été si loin dans le préambule de la Déclaration de 1711. , qui ne fait cependant mention que de ses remontrances , & ne porte rien de la part du Roi.

» Ces exemples de piété & de justice
 » nous ont fait envisager comme une obligation essentielle , depuis que nous
 » avons pris par nous-mêmes le gouvernement de notre Etat , de donner une
 » singulière attention à ce que les immunités attachées aux biens Ecclésiastiques
 » soient inviolablement conservés , & qu'à
 » l'avenir on ne puisse , sous quelque prétexte que ce soit , leur porter aucune atteinte.

C'étoit peu que le Roi eût reconnu ces immunités comme appartenantes à l'Eglise , on les lui fait caractériser d'immunités attachées aux biens Ecclésiastiques , & qui en font partie. Cette qualification les rend par leur origine & leur prin-

cipe , indépendantes de l'autorité Royale.
 On ne veut pas non plus que leur conser-
 vation en dépende directement ; mais le
 Roi reconnoît seulement que les exemples
 de ses Prédécesseurs lui imposent l'obliga-
 tion essentielle , à titre de piété & de jus-
 tice , de donner une attention singulière
 à ce que ces immunités attachées aux biens
 Ecclésiastiques soient conservées.

» Quoique par la Déclaration rendue
 » le 27 Octobre 1711, en interprétation
 » de celle pour l'établissement du Dixié-
 » me , il soit expressement porté que
 » les biens Ecclésiastiques n'y ont point
 » été , & *n'ont pu y être compris* , même
 » que le feu Roi y ait déclaré en termes
 » formels , que son intention n'avoit
 » pas été de les y assujettir , parce que
 » ce sont biens consacrés à Dieu , don-
 » nés à l'Eglise pour le culte divin , la
 » nourriture des pauvres , & leur sub-
 » sistance ».

» Le Roi fait dire ici à son Bisayeul ,
 » ce qui dans le préambule de la Décla-
 » ration de 1711 n'étoit que l'exposé
 » des rémontrances du Clergé & de ses
 » prétentions. Nous avons été informés
 » qu'au préjudice des *immunités insépara-
 » bles des biens de l'Eglise , &c.*

» La gradation de l'usurpation est ici

développée de la façon la plus sensible & la plus forte : on n'avoit jamais parlé , pas même le Clergé dans ses remontrances en 1711 , d'immunités à propos d'imposition. Le Roi lui-même les reconnoît ; 1°. Comme appartenantes à l'Eglise. 2°. Comme attachées aux biens Ecclésiastiques. 3°. Comme inséparables de ces biens. N'est-il pas clair qu'on veut les faire reconnoître au Roi , non seulement comme faisant partie des biens d'Eglise , mais comme étant de leur essence ?

» Voulant donner à la Religion , &
 » au Clergé de notre Royaume , des mar-
 » ques plus particulières de notre justice
 » & de notre protection , pour conserver
 » de plus en plus les immunités , franchises
 » & libertés des biens & droits apparte-
 » nans à l'Eglise ; & notamment l'exemp-
 » tion des Ecclésiastiques pour les droits
 » de péages , usages & autres , lesquels
 » droits étant irrévocablement attachés à
 » leurs Eglises , n'ont jamais été & n'ont
 » pû être sujets à aucune taxe , soit pour
 » confirmation ou autre , de quelque na-
 » ture que ce puisse être : Nous avons
 » résolu . . . de déclarer que notre in-
 » tention n'a jamais été de les y compren-
 » dre , attendu que les droits dont jouis-

» sent les Ecclesiastiques , à cause de
 » leurs Eglises , étant dédiés à Dieu , &
 » hors du commerce des hommes , sont
 » irrévocables , & par conséquent , non
 » sujets à confirmation , ni à aucune
 » taxe pour raison d'icelle ».

On confond ici l'intérêt sacré , & purement spirituel de la Religion , avec l'intérêt du temporel de ses Ministres. On fait dire au Roi , que c'est donner une marque de protection & de justice à la Religion elle-même , que d'empêcher que les Ecclesiastiques ne contribuent proportionnellement comme les autres sujets , aux besoins & aux charges de l'Etat , & d'en faire par là retomber le poids tout entier sur la Noblesse & sur le peuple. Ainsi tous les Rois de France , & particulièrement S. Louis & Louis XII. qui ont exigé , conséquemment à la justice distributive due par les Souverains à leurs sujets , des contributions proportionnelles du Clergé , non-seulement n'ont pas protégé la Religion , mais même ont été injustes envers elle. A toutes les qualifications déjà données à l'exemption des biens Ecclesiastiques , on ajoute encore celle de libertés. Je ne connois , & tout bon François ne connoît comme moi , de libertés appartenantes.

au Clergé de France, que les libertés de l'Eglise Gallicane, ces principes, ces maximes, ces droits, ces usages aussi anciens que l'établissement du Christianisme, & consacrés d'ailleurs par la tradition la plus constante & la plus respectable. Ces libertés, qui ne sont autre chose que la discipline de la primitive Eglise, conservée dans toute sa pureté, ont pour principe ce précepte de Jesus-Christ même : Rendez à César ce qui appartient à César, & à Dieu ce qui appartient à Dieu : ces libertés conformes à la Doctrine des Apôtres S. Pierre & S. Paul sur l'obéissance due aux Princes, même payens, établissent par tout l'indépendance des Souverains par rapport au temporel, le droit de l'Etat & des Souverains sur les biens d'Eglise, comme sur ceux des autres sujets ; enfin le devoir imposé aux Ecclésiastiques comme aux autres citoyens, d'aider l'Etat & le Roi dans leurs besoins, en y contribuant proportionnellement de ces biens temporels que les gens d'Eglise ne tiennent que de la piété & de la libéralité des Rois & des peuples, & qu'ils ne conservent que par eux. Telles sont ces libertés qui seroient peut-être ignorées ou abandonnées aujourd'hui, si leur conservation & leur manutention.

n'étoient confiées à la vigilance intrépide d'un Corps aussi bon sujet que bon citoyen. Que les Ecclésiastiques apprennent donc en quoi elles consistent dans le chapitre XXXIX des preuves de nos Libertés : ils y verront les monumens aussi nombreux qu'autentiques des contributions proportionnelles que nos Rois ont exigées des Ecclésiastiques, & que les Ecclésiastiques ont été obligés de leur payer depuis le commencement de la Monarchie Françoisse jusqu'à la Ligue. Peut-il être après cela quelque François qui ne soit confondu & indigné de voir profiter le nom de libertés à des exemptions qu'un Clergé ligueur extorqua pour la première fois en 1580, d'un Roi forcé par des sujets rebelles à se faire le Chef d'une association formée contre lui-même ? Mais si la qualification de libertés, donnée aux exemptions des biens d'Eglise ne scauroit avoir de rapport aux libertés de l'Eglise Gallicane, elle n'en peut avoir, & n'en a en effet qu'à cette liberté Ecclésiastique, confondue autrefois par Boniface VIII, avec la liberté acquise par la rédemption purement spirituelle, qui n'est autre chose que la délivrance du joug du péché, & qui convient ainsi aux Laïcs comme aux Ecclésiastiques. Ras-

sembions donc tous les caracteres que la Déclaration de 1726 donne aux exemptions des biens Ecclésiastiques. Ces exemptions sont, 1°. des Immunités appartenantes à l'Eglise : l'Eglise a donc de droit ces exemptions ; elles forment donc un droit en faveur de l'Eglise. Or, le Roi est obligé, à titre de devoir & de justice, de conserver les droits de tous ses Sujets. Il est donc obligé de conserver, à plus forte raison aux mêmes titres de devoir & de justice, les exemptions des biens Ecclésiastiques. Ces exemptions sont des Immunités attachées aux biens Ecclésiastiques, & qui en sont inséparables, & les biens Ecclésiastiques sont biens dédiés à Dieu, consacrés à l'Eglise. Donc le Roi, s'il ne conservoit pas ces exemptions, comme il y est obligé à titre de devoir & de justice, seroit ravisseur & sacrilège. Le Roi en conservant ces exemptions, donne une preuve de sa justice envers la Religion. Donc si le Roi ne conservoit pas les exemptions des biens Ecclésiastiques, il seroit injuste non seulement envers le Clergé, mais envers l'Eglise, & envers la Religion elle même. Enfin les exemptions de biens dédiés à Dieu & consacrés à l'Eglise, ces exemptions dont la conservation intéresse

la Religion , sont de plus des libertés. Or, la liberté Ecclésiastique est acquise à l'Eglise par la Rédemption de Jesus-Christ. Les exemptions sont par conséquent enfin de droit divin. Que d'absurdités , & quel fanatisme ! ou plutôt quel bonheur pour l'Etat & le Roi , que les fabricateurs de cette Déclaration , en aient si fort outré les termes & les dispositions , que la révocation en est devenue indispensable pour la gloire du Prince si indignement séduit , & le bonheur de tous ses Sujets sacrifiés au petit nombre de ceux qu'ils avoient déjà enrichis à leurs dépens !

» Et comme ces différentes atteintes.
 » aux Immunités de l'Eglise & du Cler-
 » gé, & aux *Franchises, Libertés & Exemp-*
 » *tions* des biens & droits qui lui appar-
 » tiennent , sont entièrement opposées à
 » nos intentions , & que suivant l'exem-
 » ple des Rois nos Prédécesseurs , bien
 » loin de souffrir qu'il soit entrepris
 » quelque chose au contraire , nous
 » serons toujours portés à les mainte-
 » nir , & même à les *augmenter* : Nous
 » avons regardé comme *devoir essen-*
 » *tiel* & conforme à la protection que
 » nous devons à l'Eglise , de pourvoir
 » sur le tout , tant pour le présent que

» pour l'avenir , par un Règlement per-
 » pétuel & irrévocable.

On voit encore ici l'affectation de confondre l'Eglise, dont le Roi n'est pas Souverain avec le Clergé dont il l'est, & de faire regarder au Roi comme un devoir essentiel de sa part envers l'Eglise la conservation perpétuelle & irrévocable d'exemptions des biens Ecclésiastiques, qualifiées d'Immunités & de Libertés appartenantes à l'Eglise. Le dispositif de la Déclaration de 1727, remplit parfaitement le projet de son préambule.

» Nous ordonnons & déclarons que
 » tous les biens Ecclésiastiques n'ont
 » été, & n'ont pu être compris dans la
 » Déclaration du 5 Juin 1725, pour la
 » levée du Cinquantième.

Il étoit naturel d'en demeurer-là, puisqu'il n'étoit question que du Cinquantième, qui d'ailleurs n'eut pas plus lieu pour les Laïcs que pour les Ecclésiastiques. La Déclaration de 1711, donnée à l'occasion du Dixième, n'avoit pas été plus loin : mais ce n'étoit pas le projet du Clergé, il comptoit tirer un meilleur parti de la faveur des circonstances : on fait donc ajouter au Roi :

» Voulons que tous les biens Ecclé-
 » siastiques généralement quelconques de-

» meurent exempts, & les déclarons exempts
 » à perpétuité, tant pour le passé, que pour
 » l'avenir, de toutes autres taxes, imposi-
 » tions & levées, soit en deniers, soit en
 » fruits, sous quelques qualifications &
 » dénominations qu'elles pourroient être éta-
 » blies, sans qu'ils puissent jamais y être
 » assujettis pour quelque cause ou occasion
 » que ce soit ou puisse être, sans aucune
 » exception ni réserve, tel événement qu'il
 » puisse arriver, sous quelques termes gé-
 » néraux que puissent être énoncés les Edits,
 » Déclarations & Arrêts rendus & à ren-
 » dre, & quand même les Ecclésiasti-
 » ques y seroient nommément compris,
 » desquels taxes & impositions faites ou
 » à faire, nous les avons dès à présent
 » déclarés exempts, comme ne pouvant les-
 » dits biens y être jamais compris, & sans
 » qu'il soit besoin d'obtenir autre Décla-
 » ration ni décharge que ces Présentes.

La rédaction précise & exacte de ce
 dispositif, copié pour l'esprit & la lettre
 dans la constitution *Clericis Laicos*; ce mo-
 nument odieux du Despotisme spirituel dé-
 favoué par son Auteur, prouve évidemment
 que le projet du Clergé étoit de soustraire
 à jamais ses biens à l'autorité Royale, ainsi
 qu'aux charges & aux besoins de l'Etat. Le
 Clergé ne veut pas que le Roi exempte les

biens d'Eglise : ce feroit convenir que leur exemption n'est pas de droit , qu'elle ne peut être qu'une concession du Prince , temporelle , sujette par conséquent à confirmation ou à révocation de sa part ; on fait seulement dire au Roi que les Biens Ecclesiastiques sont & seront toujours exempts. Aveu de la part du Roi qui ne fait que reconnoître & consacrer le droit que le Clergé usurpe , & la possession imaginaire dont il l'appuye. Tous les genres , & toutes les formes d'impositions , tous les événemens qui pourroient les produire , sont si bien prévûs & parés , que les besoins les plus pressans de l'Etat , l'invasion du Royaume , & le renversement prochain de la Monarchie , ne pourroient même servir de prétexte pour exiger les moindres secours des Ecclesiastiques. Ainsi par la Déclaration de 1726 se trouve détruite cette loi fondamentale du Royaume , consacrée par un usage immémorial & constant , que le Roi dans les cas de nécessité , dont il est seul Juge , peut pour la défense & l'administration de l'Etat s'aider des Biens Ecclesiastiques , comme de ceux de ses autres Sujets. Maxime que Boniface VIII avoit reconnue lui-même , dans le tems qu'il se croyoit maître absolu du Temporel des Rois. Mais si cette exemp-

tion du Clergé ainsi caractérisée , & ainsi reconnue , est un attentat à l'Autorité Royale , à la souveraineté & à l'indépendance du Roi , elle n'est pas moins la destruction de l'usage le plus constant & le plus inviolablement observé ; elle n'est pas moins l'infraction de la Loi divine , en vertu de laquelle les premiers Successeurs des Apôtres , fideles à leurs préceptes & à ceux de Jesus-Christ , payoient les tributs aux Empereurs même Payens, persécuteurs de l'Eglise & de la Foi. N'est elle pas enfin l'infraction & l'anéantissement de la loi naturelle , qui oblige indispensablement tous les hommes , de quelque profession qu'ils soient , de contribuer de leurs biens aux charges & aux besoins d'une Société dont ils sont Membres , & dont ils retirent tous les avantages ? Telle est la Déclaration de 1726. Le Clergé qui l'avoit composée , rédigée & extorquée , craignit avec raison les lumieres du Parlement assemblé , & sur-tout son attachement fidele, inviolable & scrupuleux à maintenir les Loix de l'Etat, & l'indépendance de l'Autorité Royale , & à la mettre à l'abri de l'atteinte la plus legere & la plus éloignée. Il comprit que ce Corps respectable , aussi éclairé qu'incorruptible sur ses devoirs , sentiroit aisément les principes odieux &

inouis de cette Déclaration , & les dangereuses conséquences qu'elle entraînoit après elle. Il jugea que tous les Membres du Parlement , qui par leur intégrité & leur état sont également à l'abri de la crainte & de l'esperance , ne manqueroient pas de représenter au Roi tous les inconvéniens de la Déclaration de 1726 avec cette liberté fidele & courageuse , qui fait tout à la fois le devoir , le caractère & l'éloge des premiers Magistrats. Cette Déclaration ne fut donc présentée que le dernier jour de la Chambre des Vacations , qui l'enregistra purement & simplement.

Quoi qu'il en soit , si les abus de la Déclaration de 1726 démontrent la nécessité & la facilité de la révoquer pour la forme ; l'atteinte qu'elle porte à la puissance Royale , aux Loix fondamentales & aux Usages constans du Royaume , & à la Loi naturelle , l'anéantit d'avance quant au fond. Quelle peut être en effet l'autorité d'une Loi , lorsqu'elle est tout à la fois contraire à tous les principes , à tous les usages , au droit divin & humain , enfin au droit naturel ? C'est par toutes ces contradictions que la Déclaration de 1726 décide une question que le crédit & l'autorité du Cardinal de Lorraine n'avoient osé & n'avoient pû qu'éluder ; question que la puissance de la

Ligne n'avoit pas eu l'audace d'élever, ni contre un Roi, qui ayant perdu son autorité, n'avoit eu d'autre ressource que de se rendre chef de faction, ni contre son Successeur, que l'esprit subsistant de cette même faction, qui l'assassina ainsi que son Prédécesseur, rendit jusqu'à sa mort suspect aux Ecclesiastiques, & mettoit par là dans la nécessité de ne leur rien refuser; question que les Ministeres des Cardinaux de Richelieu & de Mazarin n'avoient pas fait naître, quelque favorables que dussent paroître les circonstances; question que le Clergé avoit toujours jugé à propos depuis 1661 jusqu'en 1711 de prévenir par des offres considérables & fréquentes; question enfin qu'en 1711, le Clergé ne crut pas devoir agiter, quoique les dernières années de la vie du feu Roi ne dussent pas paroître les moins propres à la risquer & à la faire réussir. Mais mettons pour un moment à part toutes ces réflexions, & examinons quel droit peut donner au Clergé la Déclaration de 1726, & si ce droit est aussi irrévocable qu'il est injuste & odieux. La Déclaration de 1726 ne peut être en faveur du Clergé que constitutive d'une exemption qu'il n'avoit pas auparavant, ou confirmative d'une exemption qu'il prétend avoir. Dans le premier

cas , l'autorité Royale & législative dont le Clergé tient son exemption , peut & doit la lui ôter , puisqu'elle seule a pû la lui donner , quoiqu'elle ne l'ait jamais dû : dans le second cas , celui qui confirme peut par conséquent abroger & détruire. Il y a plus , celui qui confirme ne donne rien : si le Clergé n'avoit pas d'exemption , le Roi par la Déclaration de 1726 ne lui en a donc pas donné. Or l'Histoire de la Monarchie Françoisé depuis sa fondation jusqu'à la Ligue , détruit par une suite de faits l'existence de cette exemption , comme les Loix fondamentales de cette même Monarchie , les principes du Droit divin & humain , & ceux du Droit naturel en détruisent la possibilité , & en démontrent l'absurdité & l'injustice. Il s'ensuit donc nécessairement, ou que la Déclaration de 1726 ne donne aucune exemption au Clergé, ou que si elle lui donne quelque privilège , l'autorité dont elle est émanée peut autant la révoquer qu'elle le doit. Mais après cette alternative également destructive de la prétention du Clergé , & à laquelle il ne sçauroit échapper, examinons ce qui résulte en effet de la Déclaration de 1726. Bien loin qu'elle paroisse en aucune façon porter la concession d'une exemption nou-

velle , il est évident que le Clergé a affecté avec soin & scrupule d'éviter tout ce qui pouvoit même ressembler le moins à la confirmation d'une exemption ancienne. Le Clergé sentoît trop alors que la possibilité de la révocation étoit une conséquence nécessaire de la confirmation , & c'est ce qu'il a voulu précisément prévenir & parer. En effet cette Déclaration qui ne parle par-tout avec tant d'emphase que de franchises , exemptions , immunités , & libertés appartenantes à l'Eglise , attachées aux Biens Ecclésiastiques & inséparables d'eux , ne porte en aucun endroit que le Roi exempte ces mêmes Biens : elle se borne seulement à les déclarer exempts. Cette énonciation si précise , si affectée , & qu'on ne trouve point dans la Déclaration de 1711 , ne prouve-t-elle pas que le Clergé , craignant même les dangers d'une confirmation , a cru mieux trouver son compte dans une reconnoissance claire , générale & authentique , de franchises , exemptions , immunités & libertés appartenantes à l'Eglise , attachées aux Biens Ecclésiastiques. Or si ces franchises , exemptions , immunités & libertés n'existent pas , n'ont jamais existé , ni pû exister , & ne sont qu'un être de raison : quelle force & quel effet peut avoir

la Déclaration qui les reconnoît ? Donc d'après la lettre & l'esprit de la Déclaration de 1726 , & dans le systême du Clergé lui-même, elle ne sçauroit jamais produire ni établir en sa faveur l'exemption qu'il prétend.

J'ai plaidé jusqu'ici devant vous , Monsieur , la cause de l'Etat , de la Patrie , de la Noblesse , des Peuples , & si je l'ose dire, celle du Roi lui-même , du Droit naturel , des Loix divines & humaines , des Libertés de l'Eglise Gallicane , & de l'usage constant & immémorial de la Monarchie Françoisse depuis sa fondation jusqu'à la Ligue : il est juste que le Clergé se défende à son tour. Je joins donc ici la copie des Remontrances que le Clergé a faites au Roi l'année dernière , avec des observations en marge , relatives aux principes & aux faits exposés dans mes Lettres. Lisez & jugez.

J'ai l'honneur d'être , &c.

REMONSTRANCES
DU CLERGÉ,

PRÉSENTÉES AU ROI

*le 24 Août 1749, au sujet de
la levée du Vingtième.*

LEMONS AND LIME

DUPLICATE

THESE ARE THE

ORIGINALS OF THE

ORIGINALS OF THE



PIERRE DE BLOIS , écrivant en 1188 à Henry de Dreux Evêque d'Orléans , cousin germain du Roi Philippe Auguste , * au sujet de la Décime Saladine , l'exhortoit à remontrer à ce Prince que les Ecclésiastiques seuls devoient être exempts d'une subvention imposée sur la Noblesse & sur le Peuple pour fournir aux frais de la Croisade. » Il est » tems, disoit-il, de parler, & vous ne devez » pas suivre l'exemple des autres Evêques » qui flattent votre Roi. Si le respect vous retient , prenez avec vous quelques uns de vos Confreres qui soient poussés par l'Esprit de Dieu , & parlez avec force mêlée de douceur. Si le Roi veut faire ce voyage , qu'il n'en prenne pas les frais sur les dépouilles des Eglises & des Pauvres , mais sur ses revenus particuliers , ou sur les dépouilles des ennemis , dont on devoit enrichir l'Eglise , loin de la piller elle-même sous prétexte de la défendre. Le Prince ne doit exiger des Evêques & du Clergé que des Prières continuelles pour lui ». On ne voit pas que cette remontrance ait eu d'effet , non plus que ce que Pierre écrivoit sur le même sujet à Jean de Coutances Doyen de l'Eglise de Rouen. Il l'exhortoit d'employer son crédit au-

* Fleury Hist. Eccl. liv. 74. nomb. XV.

près du Roi d'Angleterre, pour maintenir la dignité de l'Eglise. » Elle est libre, disoit-il, » par la liberté que J. C. nous a acquise ; » mais si on l'accable d'exactions, c'est la » réduire en servitude comme Agar. Si nos » Princes veulent rendre l'Eglise tributaire, » quiconque est fils de l'Eglise, doit s'y opposer & mourir plutôt que de la soumettre » à la servitude ». On voit ici l'équivoque ordinaire en ces tems d'ignorance, sur les mots d'Eglise & de liberté, comme si l'Eglise, délivrée par J. C. n'étoit que le Clergé, ou qu'il nous eût délivrés d'autre chose que du péché & des cérémonies Légales. Pierre de Blois déclamoit encore contre la Décime Saladin dans son traité du voyage de Jerusalem. » Les ennemis de la Croix, disoit-il, qui devroient être ses enfans, anéantissent leur » vœu par leur avarice, sous prétexte d'une » damnable collecte ». Ces déclamations, sur une taxe qui avoit pour objet une guerre aussi étrangère que ruineuse pour l'Etat, n'empêcherent pas les Rois de France & d'Angleterre d'exiger des Ecclesiastiques de leurs Royaumes la Décime Saladin. Vous pourrez juger mieux que moi, M. si malgré la différence des siècles, les principes & le ton de Pierre de Blois ne sont pas naturellement la Préface & le Commentaire des Remontrances du Clergé.

REMONSTRANCES DU CLERGÉ

*Présentées au Roi; le 24 Août 1749,
au sujet de la levée du Vingtième.*

SIRE,

LE CLERGÉ de
votre Royaume
n'est accoutumé de-
puis long-tems à se
faire entendre à Vo-
TRE MAJESTÉ, que
pour lui présenter
ses hommages & ses
vœux, ou pour lui
offrir des secours
dans les besoins pres-
sans de l'Etat. Il se-
roit bien consolant
pour lui, dans un
moment où les peu-
ples soumis à votre

* Il faudroit ajouter
pour être exact & de
bonne foi, lorsque vous
les lui demandez.

domination , jouissent d'une tranquillité qu'ils doivent à votre courage & à votre désintéressement , de n'avoir à vous peindre que sa satisfaction : mais un événement auquel rien ne devoit le préparer, amene au pied du Trône les Ministres de la Religion , justement effrayés des atteintes que l'on veut porter aux *Immunités de l'Eglise*.

J'ai déjà observé que le terme d'*Immunités* étoit moderne ; que le Clergé ne l'avoit pas imaginé encore en 1711, & que l'esprit de la Ligue , son autorité & sa puissance , loin d'inspirer au Cardinal de Lorraine qui en étoit le Chef Ecclésiastique , l'idée d'aucune exemption , n'avoit pû le porter qu'à éluder la question , & à fermer la bouche à ceux qui vouloient la traiter par des offres considérables , qui tran-

Ils viennent, SIRE, avec autant de confiance que de soumission , mettre sous vos yeux , & les sujets de leurs alarmes ; & les motifs de leurs espérances.

choient la difficulté par
le fait , sans s'exposer
à discuter la question
de droit.

VOTRE MAJESTÉ
a rendu au mois de
Mai dernier un Edit,
par lequel en supri-
mant le Dixième ,
Elle établit le Ving-
tième , pour réparer ,
*dans le commencement
de la Paix, le désordre
qu'une Guerre longue
& contense met néces-
sairement dans les af-
faires de l'Etat.* Cet
Edit ne renferme
rien qui puisse don-
ner la moindre in-
quiétude au Clergé,
& il seroit encore
dans la plus grande
sécurité , si M. le
Contrôleur Général
n'avoit pas excité ses
allarmes par une Let-
tre qu'il a écrite aux
Archevêques & Evê-
ques des Pays con-
quis , par laquelle il

prétend les assujettir , eux & tous les Ecclésiastiques de leurs Diocèses ; à fournir des *déclarations de leur temporel* à MM. les Intendans & à leurs Subdélégués , pour être compris dans les Rôles du Vingtième , de la même manière que le reste des Sujets de V. M.

Le rétablissement de ce qui s'est pratiqué en France pendant onze cens ans d'après les principes du droit naturel , les loix divines & humaines , les libertés de l'Eglise Gallicane , les maximes & les loix fondamentales de la Monarchie , passé aux yeux du Clergé , & est donné par lui pour une *innovation* , qui l'afflige autant , pour le moins , qu'elle l'étonne. Cette *innovation* pourroit en effet rendre un jour à faire supporter au Corps le plus riche ,

Nous ne pouvons, SIR E , vous dissimuler l'étonnement & la douleur que cause au Clergé une pareille *innovation* , qui ne tend à rien moins qu'à détruire & renverser les *Immunités dont le Clergé a joui dans tous les tems.*

sa part proportionnelle, des charges & besoins de la Patrie ; que depuis le tems de la Ligue seulement il rejette sans scrupule & sans pitié sur la Noblesse & sur le Peuple.

La dignité de l'Episcopat, l'honneur du Sacerdoce, & l'intérêt de la Religion sont réclamés ici comme dans les lettres de Pierre de Blois, & appelés au secours de l'intérêt purement temporel. Mais ces prétextes si imposans, si favorables, & dont le Clergé en tant d'occasions s'est si bien trouvé d'abuser, n'ont peut-être jamais reçu une application plus fautive. Les Papes, qui pendant huit siècles ont payé des tributs aux Empereurs payens ou hérétiques, & qui se vantoient d'y être plus exacts que les autres Sujets ; les Evêques de France, qui depuis le commencement de la Monarchie jusques en 1561, ont toujours contribué proportionnellement aux charges

Il est vrai que les premiers coups ne sont portés que contre les Diocèses réputés étrangers. Mais comment pourrions-nous, SIRE, ne les pas ressentir ? Leurs *Immunités* & celle de l'ancien Clergé du Royaume, sont les mêmes, elles appartiennent à la même *Eglise* ; elles ont la même origine, & sont fondées sur les mêmes principes ; elles ont été également *respectées dans tous les siècles*. Les unes ne peuvent être renversées que les autres ne tombent : comment donc pour-

& aux besoins de l'Etat, dans la même forme que la Noblesse & le Peuple ; ont-ils donc tous sacrifié *la dignité de l'Episcopat , l'honneur du Sacerdoce , & l'intérêt même de la Religion ?* Les Evêques & le Clergé des Pays conquis , qui payent aujourd'hui le Vingtième sans difficulté , n'ont-ils pas le même caractère ? & le Clergé de France qui le reconnoît ici , a-t-il d'autres Bulles & d'autres droits ? Voilà donc enfin le privilège du Clergé défini , suivant le système de Pierre de Blois , c'est d'être *exempt de toutes impositions , de quelque nature que ce soit.* Quels sont les caractères de cette exemption générale & absolue ? d'être un privilège *sacré* : ainsi à la fin du neuvième siècle , & au commencement du dixième , quelques Ecclésiastiques ultramontains avoient hasardé sans fondement comme sans succès , que *leur exemption étoit de droit divin.*

rions - nous ne pas nous réunir pour faire à V. M. les plus humbles représentations & les plus vives remontrances ? Comment pourrions-nous ne pas nous joindre dans la défense d'une cause *que la dignité de l'Episcopat , l'honneur du Sacerdoce , l'intérêt même de la Religion , nous rend commune ?*

Les Immunités que nous réclamons , sont essentiellement liées avec la forme & la constitution du Gouvernement. Tous les Corps de l'Etat jouissent des privilèges qui les distinguent : le Clergé , dont les biens sont spécialement consacrés à Dieu , destinés au culte divin & à l'entretien de ses Ministres * , a des prérogatives beaucoup plus étendues. *Il est exempt de toutes impositions , de quelque nature qu'elles soient.* L'époque de ce privilège sacré est la fondation de la Monarchie. Il est appuyé sur l'ancien usage & la coutume de France , & doit être mis au rang de ces Loix primitives &

* Les Evêques ne parlent pas ici de la destination & consecration des Biens de l'Eglise au soulagement des pauvres, quoique sûrement ils n'ayent sur cet article ni exemptions ni franchises, & ils ne prétendent jamais avoir prescrit contre les pauvres, comme contre la patrie , le droit naturel, les loix du Royaume , les sentimens & les devoirs de Sujet & de Citoyen.

On avance ici que les exemptions du Clergé

sont un privilège contemporain de la fondation de la Monarchie , appuyé sur l'ancien usage & la Coutume de France , enfin une des loix primitives & inébranlables qui fondent le droit des Nations. Nous avons vu d'avance dans mes Lettres , s'il est possible que des Evêques avancent de pareilles propositions à leur Souverain , tant sur le droit que sur le fait.

Quel principe & quel objet ont donc pu avoir ces *Immunités* ? Le Contrat de Poissy & celui de 1580 sont les fondemens & les premiers exemples de ces *immunités si respectables par leur antiquité*. Elles n'ont commencé qu'avec la Ligue , dont l'esprit n'y a probablement pas nui. Si la qualification de Religion peu éclairée convient à l'esprit dominant de cette Faction , celle de préjugés frivoles est bien faible pour en caractériser le fanatisme.

Jésus - Christ & les

inébranlables qui fondent le droit des Nations : aussi le Clergé en a-t-il joui paisiblement depuis Clovis jusqu'à V. M. & les révolutions les plus affligeantes n'y ont jamais porté aucune atteinte.

Ces *Immunités* ne sont pas seulement respectables par leur antiquité : en vain entreprendroit-on de les confondre avec ces coutumes arbitraires , qui ne subsistent que par des préjugés que le tems dissipe , & dont il est réservé de connoître l'abus à des siècles plus éclairés que ceux qui les ont vu naître. Non , SIRE , ce ne sont point des

Apôtres, qui ont donné pour précepte de rendre à César ce qui appartient à César, & de payer les tributs à qui on doit les tributs, les impôts à qui on doit les impôts; tous les Pères de l'Eglise qui ont enseigné la même Doctrine par leur écrits & par leurs exemples; tous les Papes, qui pendant huit siècles ont été tributaires des Empereurs Payens ou Hérétiques; tous les Evêques de France, qui pendant onze cents ans ont contribué, comme les autres Sujets, aux charges & aux besoins de l'Etat, n'avoient pas senti qu'on ne pût faire respecter la Religion, ni honorer ses Ministres, sans exempter leur bien temporel d'une contribution qui est tout à la fois de droit humain, de droit divin, & de droit naturel; & soutenir cette proposition; seroit préférer l'autorité des Evêques du tems de la Ligue; à l'autorité de Jesus-Christ, des Apôtres,

préjugés frivoles; ni une Religion peu éclairée qui ont fait établir les *Immunités de l'Eglise*; on a senti dans tous les tems qu'on ne pouvoit faire respecter la Religion sans honorer ses Ministres. Ce principe, joint à l'objet & à la destination des biens dont on a enrichi l'Eglise; l'a toujours fait jouir de la franchise que nous réclamons aujourd'hui. Les nécessités les plus pressantes n'ont jamais porté, SIRE, aucun de vos Prédécesseurs à franchir à cet égard les bornes que la Religion leur a fait poser eux-mêmes.

des Pères , des Papes , pendant huit siècles , & des Evêques de France pendant onze.

On ne sçait si les Nobles & les Magistrats se regardent comme des gens vils en comparaison des Ecclésiastiques ; mais la condition de la Noblesse la plus distinguée , des Princes du Sang qui payent le vingtième , de l'Heritier présomptif de la Couronne qui paye la Capitation , paroît aux Evêques d'aujourd'hui un *avilissement* dont ils craignent d'être susceptibles , & dont ils font craindre la suite pour la *Religion*. Ne croiroit-on pas que pour leur faire payer le Vingtième , on les livre comme autrefois à l'avidité des Juifs & des Lombards ? Si l'autorité des Ministres de la Religion pour le Spirituel étoit attachée à leur indépendance pour le Temporel , il faudroit conclure comme quelques anciens Papes & quelques Ultramontains , que la

Ne craindroit-on pas d'affoiblir le respect dû à cette même *Religion* , si l'on voyoit aujourd'hui les Ministres de l'Eglise , pour la première fois , *avilis & réduits à la condition de vos autres sujets* , soumis aux caprices , & peut-être même à l'injustice de ceux que le ministère saint qu'ils exercent les oblige souvent à reprendre ; confondus avec les peuples qu'ils gouvernent ; n'être distingués que par l'*humiliation* à laquelle on les auroit réduits ; devenir dans une grande partie du Royaume , l'objet du mépris de ces en-

Religion ne sera plus respectée, si les Ministres sont soumis pour leurs personnes & pour leurs biens à la Jurisdiction séculière. C'est sur ce faux principe, & par cette fausse conséquence que les Décrétales supposées & le Décret de Gratien qui les a adoptées avoient voulu les y soustraire. Il faudroit ajouter par une conséquence nécessaire que les Ministres de la Religion perdroient l'autorité qu'ils ont, de reprendre avec une liberté évangélique, les Souverains eux-mêmes, s'ils n'étoient pas pour le Temporel absolument indépendans de l'autorité Royale. De-là les Evêques de France ont prétendu être supérieurs à cette autorité, & ont fait valoir & exercé cette supériorité, en déposant Louis le Débonnaire; maxime & exemple que les Papes ont ensuite pris d'eux. Or si l'exemption de la Jurisdiction séculière & de

fans égarés, que souvent ils ramènent au sein de l'Eglise, & qu'ils s'efforcent toujours de contenir? Quelle autorité pourroient en cet état avoir les Pasteurs pour affermir les peuples par le frein de la Religion, dans le devoir & dans l'obéissance due au Souverain, s'ils se trouvoient eux-mêmes humiliés par la facilité que ces peuples auroient de les inquiéter & de les poursuivre?

C'est de cette considération si importante pour *l'honneur de la Religion*, & la tranquillité de l'Etat, que sont nés les Edits & Déclarations qui maintiennent l'Eglise dans ses *Immunités*: les Registres

l'autorité Royale n'est ni le principe ni la conséquence de l'autorité spirituelle des Ministres de la Religion, & n'est point du-tout essentielle à sa conservation ; pourquoi l'exemption des tributs, qui n'est ni moins abusive, ni moins dangereuse, le- roit-elle plus nécessaire aux Evêques pour l'exercice de leur Ministère & de leurs fonctions ? Que devient donc l'éralage emphatique de l'*avilissement* & de l'*humiliation* des Pasteurs, du risque qu'ils courroient de perdre leur autorité spirituelle sur les ames, du danger que la Religion ne fût plus respectée, si les biens temporels des Ecclésiastiques payoient le Vingt- tième ? Saint Ambroise soumis & fidele à tous les tributs, n'en sou- mettoit pas moins l'Empereur Theodose à l'ex- communication & à la pénitence publique. Quelle autorité, disent les Evêques au Roi,

de vos Parlemens en sont remplis. Nous craindrions de laisser V. M. en lui rappor- tant tous les titres que nous devons à la piété de ses Prédé- cesseurs ; nous nous contenterons, SIRE, de vous citer l'exem- ple d'un Roi, dont Vous avez les plus grandes qualités, & dont Vous nous re- tracez le Regne glo- rieux par vos triom- phes & vos conquê- tes.

Louis XIV votre auguste Bisayeul, ce Prince *qui a si bien connu les droits de la Couronne*, a marqué presque tous les mo- mens de son Regne par la confirmation de ces *Immunités*, qu'on voudroit au- jourd'hui nous enle- ver. En 1655, dans

pourroient avoir les Pasteurs pour affermir les Peuples dans le devoir & dans l'obéissance dûs aux Souverains, si les Pasteurs payoient le Vingtième; c'est-à-dire, s'ils montroient au Peuple l'exemple de cette obéissance due aux Souverains, comme ils sont obligés de leur en enseigner la doctrine? Et moi je dis avec tout homme sensé, tout bon Chrétien, tout bon François, bon Sujet & bon Citoyen: Quelle autorité pourroient avoir les Pasteurs pour affermir les Peuples dans le devoir & dans l'obéissance due aux Souverains, lorsque les Pasteurs faits pour donner l'exemple de cette obéissance par rapport à la contribution, aux charges & aux besoins de la Patrie, au mépris des preceptes & des exemples de Jesus-Christ, des Apôtres, de tous les Peres, de tous les Papes des huit premiers siècles, de tous les Evêques de France

un tems où le Royaume étoit dans la plus grande désolation, par la guerre & la disette d'argent, Louis XIV demanda un secours au Clergé: le Ministre qui fut chargé de parler au nom du Roi, emporté par un excès de zèle, avança des propositions qui pouvoient effrayer le Clergé sur ses *Immunités*: l'Assemblée fit au Roi ses plus humbles représentations, & le Clergé eut la consolation d'être rassuré par la propre bouche de S. M. qui voulut bien dire à ses Agens à Vincennes, qu'*Elle ne se croyoit pas en droit de rien exiger du Clergé; qu'il pouvoit accorder ou refuser ce qu'elle ne*

pendant onze cents ans ; *vouloit tenir que de sa propre volonté.*
 au mépris de toutes les Loix divines & humaines , des libertés de l'Eglise Gallicane , des Loix fondamentales , des Maximes , des Usages de la Monarchie , & enfin du Droit naturel , soutiendront au Roi & à la Nation qu'ils sont néanmoins *exempts de toute contribution de quelque nature que ce soit ?*
 Après cette déclamation sur les inconvéniens du Vingtième par rapport au respect dû à la Religion , à l'honneur de ses Ministres & à leur autorité spirituelle , le Clergé passe aux titres qu'il prétend avoir , & qui prouvent selon lui que ses *Immunités* ont toujours été reconnues & respectées. Il avance , sans en citer un seul , que les Registres des Parlemens en sont pleins ; & il a raison de n'en point citer , puisqu'il n'en existe pas avant 1711. Mais il se borne à alleguer au Roi l'exemple de son Prédécesseur.

Les deux réponses de 1655 & de 1660 sont du tems du Ministère du Cardinal de Mazarin, qui ne connoissoit pas si bien les Droits de l'Etat & de la Couronne que le Clergé reproche au feu Roi de les avoir connus. On ne cite pas en effet, & on ne sauroit citer de réponse pareille de Louis XIV dans tout le tems qu'il gouverna par lui-même depuis 1661 jusqu'en 1711. Mais quoi qu'il en soit, quelle force & quelle autorité pourroient avoir ces deux réponses aussi uniques qu'extraordinaires contre tout ce qui établit le droit & la possession de l'Etat, l'obligation & l'usage du Clergé ?

Le feu Roi comptoit en 1701 que le Clergé par des secours volontaires racheteroit la Capitation. Il ne croyoit donc pas qu'il fût exempt

Le même Commissaire du Roi ayant jetté dans un Discours qu'il fit en 1660, des principes qui tendoient à affoiblir & détruire les *Immunités Ecclésiastiques*, le Clergé en porta ses plaintes au Roi, & S. M. eut la bonté d'écrire à l'Assemblée une Lettre, dans laquelle Elle lui mande qu'Elle n'a donné aucun ordre aux Commissaires de son Conseil, que de *la convier à lui accorder un secours prompt & considérable, dans la nécessité pressante de ses affaires, par pure gratification.*

Lorsque ce Prince fut obligé de rétablir la Capitation en 1701, il en exempta nommément le Cler-

de cette imposition personnelle. Pourquoi l'auroit-il crû plutôt exempt des impositions réelles qui ont les mêmes principes, les mêmes titres, les mêmes objets ? Le Clergé racheta en effet la Capitation par un Don gratuit : or la forme de contribuer est indifférente à l'Etat & au Roi, pourvu que la contribution soit proportionnelle : & le Roi obligé d'établir & de conserver cette proportion entre tous ses Sujets Laïcs & Ecclésiastiques, en vertu de la Justice distributive qu'il leur doit, & qu'il est de son intérêt comme de celui de la Patrie, de leur rendre, ne sauroit savoir que par des déclarations de biens, données par tous ses Sujets, & vérifiées par ceux à qui le Roi confie l'administration, si cette proportion existe.

gé, comptant, dit-il, sur les secours volontaires qu'il s'empreslera de nous accorder. En effet le Clergé offrit au Roi un secours annuel de quatre millions pendant toute la durée de la guerre, mais dont il fit lui-même la levée, & dont il arrêta tous les rôles & les départemens. La Déclaration du mois d'Octobre 1711 est encore, SIRE, un monument bien précieux pour nous de la piété de Louis XIV. & de la protection qu'il a toujours accordée à l'Eglise. Ce Prince y déclare tous les biens du Clergé exempts du Dixième, comme n'étant pas compris, & *n'ayant pu l'être dans*

l'Edit qui l'établif-
soit , sans que pour
aucune cause ils
puissent *jamaïs* y être
compris.

Je n'ajouterai rien
ici à l'analyse que j'ai
déjà faite des deux dé-
clarations.

C'est sur tous ces
exemples , S I R E ,
que V. M. s'est dé-
terminée en 1726 à
donner à l'occasion
du Cinquantième ,
une Déclaration ,
dont nous croyons
devoir vous rappel-
ler les propres ter-
mes.

Nous déclarons
que tous les biens
Ecclésiastiques des
Bénéficiers , n'ont
été & *n'ont pû être*
compris dans la Dé-
claration du 5 Juin
1725 , pour la le-
vée du Cinquantié-
me : Voulons que
tous les biens qui
appartiennent à l'E-
glise , & tous ceux
qui lui appartienn-

dront ci-après , à
 quelque titre , ou
 pour quelque cause
 que ce puisse être, en
 demeurent exempts, &
 les déclarons exempts
 à perpétuité, tant pour
 le passé que pour l'a-
 venir, & de toute au-
 tre taxe , imposition
 & levée , soit en de-
 niers , soit en fruits ,
 sous quelque qualifi-
 cation & dénominati-
 on qu'elles pour-
 roient être établies ,
 sans qu'ils puissent ja-
 mais y être assujettis ,
 pour quelque cause ou
 occasion que ce soit
 ou puisse être , sans
 aucune exception ni
 réserve , tel événe-
 ment qui puisse arri-
 ver , & sous quel-
 ques termes généraux
 que puissent être énon-
 cés les Edits , Décla-
 rations & Arrêts ren-
 dus & à rendre pour

la levée desdites taxes & impositions , & quand même les biens des Ecclésiastiques y seroient nommément compris ; desquelles taxes faites ou à faire , Nous les avons dès-à-présent déclarés exempts , comme ne pouvant lesdits Biens Ecclésiastiques y être jamais compris , & sans qu'il soit besoin d'obtenir autre Déclaration ni décharges que les présentes.

Si ces paroles ne sont point étrangères au Roi , elles sont du moins bien étrangères aux Loix de l'Etat , à ses Maximes , à ses Usages , aux Loix divines & humaines , & au Droit naturel. Le Clergé va ici au-devant de l'objection , & ce n'est pas le ton ordinaire de l'innocence qui n'a rien à se reprocher , que de s'excuser ainsi d'avan-

Ce ne sont point ici des paroles étrangères que nous avons l'honneur , SIRE , de vous rappeler : ce sont les propres paroles de V. M. consignées dans les Registres de vos Parlemens. Cette Déclaration par laquelle V. M. maintient le

te. Quoi qu'il en soit, le tems de la Déclaration de 1725, les circonstances qui l'ont produite & accompagnée suffisent pour faire voir si l'accusation que le Clergé prévient ici est aussi fondée, que naturelle & vraisemblable.

L'Assemblée de 1580 qui est l'origine & le modele de toutes celles qui l'ont suivie, cette Assemblée dont j'ai fait l'histoire d'après les Mémoires du Clergé lui-même, est bien marquée entre autres, par la preuve de la fidélité & de l'obéissance du Clergé au Roi, ainsi que de son zèle pour la Patrie.

On rappelle ici le serment du Sacre. Mais ce serment que la Noblesse & le Peuple ne croient pas avoir besoin d'attester, que jamais les Parlemens n'ont réclamé dans leurs remontrances, parce que l'affection & la reconnoissance de la Noblesse, des Peuples & des Parlemens

Clergé dans ses *Immunités*, n'a point été surprise à sa Religion: elle n'est point l'ouvrage de la séduction, ni d'une protection aveugle; elle est semblable à celle par laquelle Louis XIV avoit reconnu quinze ans auparavant, l'exemption dont l'Eglise a *toujours* joui. Combien de fois, SIRE, dans les Contrats que le Clergé a l'honneur de passer avec V. M. n'a-t-Elle pas autorisé l'exemption que nous réclamons! Nos Assemblées, qui sont toutes marquées par les effets de notre zèle, sont autant de monumens de votre parole sacrée, de nous maintenir dans nos *Immunités*; & c'est cette

lemons leur fournit des garants plus sûrs & des preuves plus sensibles & plus cheres de la justice du Roi envers ses Sujets , dans son amour pour eux , & dans les principes & les suites de son administration : ce serment , dis - je , n'oblige-t-il pas le Roi à rendre d'après les mouvemens de son cœur qui lui dicte ce devoir & le lui fait si bien remplir , la justice distributive à tous ses Sujets Laïcs comme Ecclésiastiques ? Or si le Roi souffroit que le Clergé ne contribuât pas proportionnellement aux charges & aux besoins de l'Etat , la surcharge des contributions que l'Etat exige retomberoit nécessairement sur la Noblesse & sur le Peuple. Ainsi le Roi en conservant au Clergé une Immunité aussi chimérique qu'injuste , trahiroit non seulement ce serment , mais même la Justice & son amour envers des Sujets dont il est adoré , & qui lui sont aussi

cette parole sacrée qu'on voudroit vous faire oublier : nous osons encore, SIRE, rappeler à V. M. le serment solennel qu'Elle a fait dans ce jour si précieux à vos sujets : oui , SIRE , en recevant l'Onction Royale , Vous avez promis , Vous vous êtes engagé à la face des Autels , à conserver inviolablement aux Ministres de J. C. toutes les prérogatives , toutes les immunités dans lesquelles les Rois vos prédécesseurs les ont toujours maintenus. Quand nous n'aurions , SIRE , que ce gage précieux de votre protection , nous oserions en attendre les effets avec confiance.

chers qu'affectionnés. Il étoit donc encore plus inutile au Clergé qu'indécent d'attester au Roi le serment de son Sacre.

Le Clergé prévient encore ici un reproche plus que vraisemblable; Pierre de Blois en son tems, qui étoit encore celui de la bonne foi, en avoit davantage, lorsqu'il disoit simplement : *Le Prince ne doit exiger des Evêques & du Clergé que des prières continuelles pour lui.* En effet le Clergé seroit-il aussi jaloux de ne contribuer que librement, volontairement & gratuitement, s'il n'y trouvoit pas depuis que cette forme a lieu, & s'il ne comptoit pas y trouver toujours, tant qu'elle subsistera, l'avantage de contribuer moins? Personne n'est & ne sera jamais la dupe de l'intérêt qu'il a d'être libéral. Néanmoins le reproche des cinquante-quatre millions depuis la dernière guerre, & des deux cens cinquante

On ne dira pas, SIRE, que nous cherchons à nous prévaloir de nos exemptions, pour nous dispenser de contribuer aux charges de l'Etat. Qu'il nous soit permis d'en appeller à la propre expérience qu'en a fait V. M. Ne lui avons-nous pas donné cinquante-quatre millions depuis la dernière guerre? Nous sommes en état de justifier à V. M. que nous avons fourni à l'Etat deux cent cinquante-six millions depuis le commencement de ce siècle. Quel est le

te-fix depuis le commencement du siècle, quelque peu généreux qu'il soit, peut être fondé. Les déclarations de biens que le Roi demande au Clergé, n'ont pour objet que d'en approfondir la vérité, & n'auront d'autres effets que de lui faire justice.

Corps qui a fourni des secours si puissans ?

En vain, SIRE, voudroit-on chercher dans les défauts qui peuvent être dans nos impositions, des motifs capables de colorer l'entreprise dont nous osons nous plaindre.

C'est la seconde fois que le Clergé reproche au Roi les dons qu'il lui a faits ; ce ton-là n'est gueres celui de la libéralité & du défintéressement ; croiroit-on que c'est la Taille proportionnelle tarifée par les Taillables eux-mêmes, & établie presqu' par tout le Royaume, dont le Clergé critique ici les départemens comme vicieux & imparfaits, & qu'il ose comparer à l'imposition purement arbitraire de ses Décimes ; impositions que les Evêques reglent seuls, & dont or-

Ces défauts n'ont point empêché le Clergé d'offrir jusqu'ici les dons les plus considérables à V. M. Nos départemens éprouvent le sort des départemens des tailles, & des départemens des différens Pays d'Etats, qui ne peuvent jamais atteindre à une perfection désirable ; cependant le Clergé a réformé les siens, & déjà l'Assem-

diinairement les Cham-
bres Ecclésiastiques ne
veulent ni ne peuvent
rendre raison ?

bléede 1745 a changé
celui des frais com-
muns : nous irons
toujours, SIRE, avec
empressement , au-
devant des moyens
de vous être plus
utiles dans tout ce
que *la Religion, l'hon-
neur & le devoir ne
nous interdira pas.*

Le dérangement des
affaires du Clergé est
donc constant de son
propre aveu.

On auroit pu dire &
on auroit dû dire au
Roi qu'il est impossible
qu'un Corps , quelque
riche qu'il soit , dès
qu'il emprunte toujours
& dès qu'il fait payer
pendant long - tems à
ses Membres les inté-
rêts multipliés de capi-
taux qu'ils auroient pu
& pourroient acquitter
sans emprunt par des
contributions propor-
tionnelles , ne devienne
à la fin insolvable.

Le Clergé dans cet
article reproche encore
à son Maître pour la

Le dérangement
de nos affaires se-
roit-il le crime qu'on
nous fait aujour-
d'hui ? Auroit-on
dit à V. M. que le
Clergé ne peut rem-
bourser les sommes
qu'il a empruntées ,
sans changer abso-
lument son adminis-
tration ? Il seroit
bien douloureux ,
SIRE , que la dif-
ficulté de payer des
dettes que nous n'a-
vons contractées
que pour votre ser-
vice , devînt le pré-

troisième & la quatrième fois l'excès d'un zèle, qui quelque foible qu'il soit, ne s'exprime pas ordinairement par des reproches.

Cinquième & sixième reproche du Clergé.

Le Clergé croit avoir lieu d'espérer de ne pas payer le vingtième que la Noblesse & le Peuple moins riches & plus épuisés que lui ne laissent pas de payer : on croit ce que l'on desire. Voilà sans doute le seul motif de l'espérance du Clergé.

Peut-on dire sérieusement que le repos de l'Eglise sera troublé ; que l'Eglise elle-même sera avilie si les Ecclésiastiques payent le vingtième ? peut-on se flatter du moins d'en imposer à un siècle éclairé comme le nôtre par un pareil argument ? Les serviteurs les plus

texte dont on se serviroit pour nous dépouiller de nos privilèges. Mais il seroit toujours bien consolant pour nous, que l'excès de notre zèle pour V. M. fût le seul tort qu'on pût nous reprocher.

Nous nous flatons d'avoir mérité la bienveillance & la protection de V. M. en nous épuisant pour l'honneur de son règne & le soulagement de ses peuples. Après avoir fait de si grands efforts pendant la guerre, n'avions-nous pas lieu d'espérer d'être traités favorablement au moment de la paix. Ce moment si glorieux pour V. M. & si avantageux pour ses sujets, seroit-il donc le terme

zelés , & les Sujets les plus fideles n'ont jamais dit à leur Souverain qu'ils sont exempts de toutes impositions , de quelque nature que ce soit , & ceux qui ont exigé & rédigé la Déclaration de 1726 étoient au moins peu éclairés sur les intérêts de l'Etat & du Clergé lui-même.

L'observation du Clergé est juste , il faut pour proscrire à jamais son usurpation , une Déclaration , qui en révoquant & anéantissant celle de 1726 , venge authentiquement l'Etat & le Roi de l'attentat fait à son autorité , & remettre en vigueur les Loix divines & humaines , le Droit naturel , les Libertés de l'Eglise Gallicane , les Maximes , les Loix fonda-

fatal du repos de l'Eglise , & l'époque de son avilissement ?

Mais si le moment où l'on tente d'enlever à l'Eglise ses *Immunités* , nous rendoit peu sensibles à leur perte , la maniere dont on veut l'en dépouiller a quelque chose de bien effrayant & de bien capable d'alarmer les plus zélés serviteurs & les plus fideles sujets de V. M.

Quoi ! SIRE , les Eglises les plus considérables du Royaume se verront enlever dans un moment , & par une simple Lettre du Ministre , des *Immunités* dont elles jouissent depuis des siècles *sans interruption & sans abus* ? On ne demande point à

mentales ; & l'usage immémorial de la Monarchie , en assujettissant les Ecclésiastiques comme les autres Sujets , à contribuer proportionnellement aux charges & aux besoins de la Patrie.

Pourquoi demanderoit-on au Clergé les titres de ses exemptions ? Ne les trouve-t-on pas dans les Loix & les Usages du Royaume , dans les Liberrés de l'Eglise Gallicane , & sur tout dans le chapitre 39 des preuves de ces Libertés ? Car le Clergé souffriroit-il qu'on allât les chercher dans les fastes de la Ligue , dans l'histoire aussi inouïe que scandaleuse des attentats de cette Faction contre la Patrie & l'autorité Royale , dans les fausses Décrétales & dans les Constitutions *Clericis Laicos* & *Unam Sanctam* ?

voir les titres de leurs exemptions , & on les condamne sans forme & sans examen : le dernier sujet du Royaume ne seroit pas privé d'un bien dont il seroit en possession , sans avoir été appelé & entendu , & l'on n'auroit pas les mêmes égards pour les plus grandes Eglises , pour celles qui ont le plus de droit de compter sur la bienveillance & la protection de V. M ?

Nous réclamions,
SIRE , ce droit si
naturel d'être enten-
B iiij

dus & de représen-
 ter à V. M. *les titres*
 & *la possession* de nos
Immunités, lorsque
 l'Intendant de Metz
 a mis le comble à
 notre surprise, par
 l'Ordonnance qu'il
 a rendue le 6 Juillet
 de cette année, par
 laquelle, dit-il,
 » vu l'Edit du mois
 » de Mai 1749, &
 » les ordres particu-
 » liers à Nous adref-
 » fés, Nous enjoin-
 » gnons à tous les
 » Ecclésiastiques de
 » fournir des déclara-
 » tions de leur
 » temporel, pour être
 » compris dans les
 » Rôles du Vingtié-
 » me. Mais peut-on
 opposer des ordres
 particuliers à l'auto-
 rité des Loix du
 Royaume, & des
 propres Déclara-
 tions de V. M. ? En

vain se flateroit-on de pouvoir soutenir cette Ordonnance de l'Edit du mois de Mai ; on ne peut ajouter aux Edits ni les interpréter arbitrairement. Les Ecclésiastiques ne sont compris ni nommés dans celui du mois de Mai, & même *ils n'ont pu l'être ; & quand ils le feroient, on ne pourroit encore les inquiéter, sans aller contre la propre parole & contre la volonté de V. M. si clairement exprimée dans la Déclaration de 1726, dont on ne peut ni on ne doit ignorer les termes énergiques que nous avons déjà mis sous les yeux de V. M.*

Les Evêques demandent justice au Roi, il

L'Ordonnance de l'Intendant de Metz

B v

doit la leur faire. Mais est-il moins obligé de la rendre à l'Etat que les privilèges des Ecclésiastiques privent depuis la Ligue d'un secours aussi nécessaire que légitimement dû ; à la Noblesse & aux Peuples sur qui ces prétendus privilèges font retomber tout le poids des impositions ?

Le Clergé doit donc plus de soixante millions , & le Peuple qui depuis la Ligue a payé peut-être dix fois plus que lui à sa décharge , n'a rien emprunté & ne doit rien. Mais quelle est donc cette administration, qui malgré plus de soixante millions de dettes est néanmoins le fondement de la confiance publique & le principe du crédit du Clergé ? Le Clergé dans une répartition , que souvent le caprice & l'intérêt décide arbitrairement & despotiquement fait payer en

donne donc au Clergé de justes sujets de plainte. Nous devons , SIRE , vous en demander justice, & nous vous la demandons avec d'autant plus de confiance , que cette Ordonnance blesse en même-tems *l'autorité des Loix & les privilèges de l'Eglise.*

De quelles allarmes ne feroit point agité un très-grand nombre de familles , qui nous ont prêté plus de soixante millions , que nous avons versés dans les trésors de V. M. si le Clergé étoit dépouillé dans cette forme de toutes ses *Immunités* ? Pense-t-on qu'elles vissent sans effroi le changement d'une administration , qui ,

1750 & fera peut-être payer encore long-tems,

1°. Un reste du Don gratuit de 1723.

2°. Les arrérages des huit millions de 1735.

3°. L'amortissement de ces huit millions.

4°. Un reste du Don gratuit de 1742.

5°. Les arrérages des quinze millions de 1745.

6°. L'amortissement de ces quinze millions.

7°. Le Don gratuit de 1748 dont on ne paye pas encore les arrérages, mais qui a été emprunté comme les autres.

Telle est l'économie du Clergé d'emprunter toujours pour faire payer des intérêts, au lieu d'imposer tout simplement le capital. Si depuis que le Dixième est établi, il l'avoit payé par impositions, il ne lui en auroit pas plus coûté que ce qu'il a emprunté pour acquitter ses abonnemens, & il ne devroit aujourd'hui ni capital ni intérêts.

Il n'y a qu'à lire les

toute défectueuse qu'on la suppose, est le fondement de leur confiance, & le principe d'un crédit dont l'Etat tire de si grands avantages ?

Enfin, SIRE, les *Immunités* dans lesquelles le Clergé demande d'être maintenu, lui sont communes avec toutes les Eglises Catholiques.

V. M. qui se fais
B vj

Libertés de l'Eglise Gallicane pour sçavoir que la Couronne de France a eu de tout tems la prééminence comme la priorité d'origine sur toutes les autres Couronnes, & que les Rois de France ont eu de tout tems des droits plus considerables & plus étendus que tous les autres Monarques. On peut lire les témoignages les plus anciens, les plus nombreux & les plus authentiques de cette prééminence dans le Tome qui contient les preuves de nos Libertés. Je n'en citerai ici qu'un monument aussi antique que respectable. C'est une Lettre de S. Gregoire, qui remplit dignement la Chaire de S. Pierre à la fin du sixième siecle.

» Autant la dignité
» Royale, (écrivoit ce
» saint Pontife,) est su-
» périeure à la condi-
» tion des autres hom-
» mes, autant la dignité
» & les droits de la
» Couronne de France
» l'élevéent au-dessus de

honneur d'être le
Fils aîné de l'Eglise,
voudroit-elle la trai-
ter avec moins de
faveur que l'Empe-
reur, le Roi d'Espa-
gne, le Roi de Polo-
gne ne la traitent
dans les différens
Pays de leurs domi-
nations? Non, SIRE,
ce ne sera point sous
votre regne auguste,
sous un regne dont
la douceur & la bon-
té forment le carac-
tère; ce ne sera point
sous le regne d'un
Prince qui s'est dé-
claré tant de fois le
Protecteur de la Re-
ligion, que l'Eglise
perdra son ancien éclat
& sa première beauté;
qu'elle se verra enle-
ver cette Dignité ex-
térieure, qui la fait
respecter encore da-
vantage de ses pro-
pres enfans : les sen-

» toutes les autres Cou-
» ronnées du Monde. »

Le stile figuré est communément le langage & la ressource des mauvaises causes. Mais en attendant que celle-ci soit jugée telle, on dira ici que Jesus Christ, les Apôtres & leurs Successeurs ont cru fort long-tems que la dignité extérieure n'étoit pas le partage nécessaire de l'Eglise, & qu'elle n'en avoit pas besoin pour se faire respecter. Le Clergé n'a-t-il plus aujourd'hui les mêmes raisons pour le penser ?

Pourquoi ne pas dire aussi au Roi ce que l'E-
vêque de Saint Brieux disoit à Henri III au nom du Clergé en 1579 : *Que la Religion étoit le seul fondement des Monarchies, particulièrement de celle de France, & que le Roi devoit prendre garde qu'en ôtant par des impositions contraires à la Justice ce qui appartient à Dieu & à ses Membres, Dieu ne lui enlevât la Couronne qu'il lui avoit donnée ?*

timens de justice & de modération, qui sont si profondément gravés dans le cœur de V. M. autorisent notre confiance : Vous protégerez avec le même zèle que tous les Rois vos prédécesseurs, cette Religion sainte, qui sera toujours le plus solide fondement de l'obéissance des peuples & de la grandeur des Souverains : Vous ne souffrirez pas qu'on lui ravisse des Immunités que V. M. a confirmées. Elle-même par des promesses qui doivent être regardées comme la garantie la plus sûre qu'on puisse avoir de leur durée.

Les Evêques implorent enfin ici les sentimens du Roi , & cherchent à émouvoir son cœur , après avoir attesté ses sermens & essayé d'intimider & d'alarmer sa conscience.

C'est à V. M. que nous avons recours ; nous nous flatons qu'elle voudra bien nous accorder sa protection dans une cause si *juste* : il s'agit ici de soutenir les Ministres de la Religion , & la *Religion même* : de pareils motifs seront toutpuissans sur le cœur de V. M. ils nous répondent du succès de nos humbles représentations : Vous écarterez du *Sanctuaire* tout ce qui en pourroit *troubler le repos & en avilir la Dignité*.

La conclusion de ces Remontrances , & surtout l'esprit qui y regne me rappellent ces mots de Pierre de Blois : *Le Prince ne doit exiger des Evêques & du Clergé que des prières continuelles pour lui.*

Animés des sentimens de la plus vive reconnoissance, nous continuerons de porter aux pieds des Autels les vœux les plus ardens , pour demander à Dieu la

prospérité de votre
Regne, la perpétuité
de la Maison Roya-
le, la conservation
précieuse de votre
Personne sacrée.

J'aurois fort souhaité pouvoir me procurer les Lettres de plusieurs Evêques écrites au sujet du Vingtième, pour les joindre aux Remontrances que je vous envoie. Tout ce que je sçais, c'est qu'elles sont dans les mêmes principes, mais à ce qu'on dit, moins mesurées; on prétend même qu'il y en a une qui finit par l'énumération *de dix-huit Evêques martyrisés pour avoir résisté à leurs Souverains*. Mais si le fait est vrai, ouïre que l'on pourroit y répondre par une Liste des *Victimes du Fanatisme*, il y a apparence que la plupart des Martyrs cités dans cette Lettre, vivoient sous des Princes Payens, Hérétiques ou injustes & sanguinaires. Et si saint Thomas de Cantorbery dont la canonisation n'est pas bien certaine, est du nombre de ces *saints Prélats*, tout ce qu'on peut dire en sa faveur est que sa résistance étoit de bonne foi; car on sçait que l'objet de la querelle étoit le droit d'imposer le Clergé qui a toujours appartenu au Souverain, & celui des investitures par l'anneau, qui est représenté aujourd'hui par le serment de fidélité que les Evêques font au Roi. Il est de plus constant que cet Archevêque fut assassiné sans l'ordre ni l'aveu du Roi d'Angleterre, qui n'eut sur cela d'autre reproche à se faire qu'un emportement indiscret dont il fit volontairement une pénitence publique.

On impute aussi à plusieurs de nos Evêques

d'avoir dit qu'ils feroient des défenses d'obéir en cas que l'on imposât le Vingtième, qu'ils excommunieroient les Préposés, & interdrieroient les Eglises & leurs Diocèses pour soulever les Peuples en leur faveur; mais ce sont autant de faussetés que l'on débite avec malignité contre les Ecclésiastiques, comme l'on a débité autrefois qu'ils acquerroient des biens-fonds sur la terre, en échange des arpens qu'ils donnoient dans le Ciel, & comme on débite aujourd'hui tant d'autres calomnies sur leur compte. Le Clergé est trop éclairé pour ne pas sçavoir qu'il n'y aucune relation entre la Religion & les Impôts, le Droit du Souverain d'en lever, & les peines canoniques qui ne s'imposent qu'aux pécheurs. Il est trop juste pour ne pas penser que quand il auroit le droit d'en prononcer à ce sujet, elles ne devroient tomber ni sur les Officiers du Prince qui ne font qu'exécuter ses ordres, ni sur les Peuples, qui ne répondent pas de ce que leur Souverain ordonne. Il est enfin trop sensé pour s'exposer sous un Prince juste & ferme, comme il fit sous les Gouvernemens foibles de Charles IX & d'Henri III, à mériter par une désobéissance marquée de perdre ses privilèges, & d'être traité comme rebelle. Si c'est faire honneur à la piété des Fideles de croire que des interdits les allarmeroient, ce n'est gueres rendre justice à leurs lumieres, qui les empêcheroient de déferer à un abus si manifeste de l'autorité Ecclésiastique.

LETTRE DERNIERE.

MONSIEUR,

Je me flatte d'avoir démontré dans ma premiere Lettre que l'Etat a par la Loi naturelle un droit inaliénable & imprescriptible sur les biens de tous ses Membres, & qu'il en résulte nécessairement pour chacun d'eux une obligation générale, essentielle & indispensable de contribuer à ses besoins & à ses charges, proportionnellement aux biens dont chaque Membre a la possession ou la jouissance. J'ai prouvé pareillement que l'Etat politique ne pouvant subsister que par la réunion des forces personnelles & réelles, les Ecclésiastiques, qui ne peuvent le maintenir par la contribution personnelle, étoient par-là d'autant plus obligés à y satisfaire par la contribution réelle. J'ai établi dans ma seconde Lettre que la Doctrine de Jesus-Christ, des Apôtres & des Saints Peres, & les Loix des Empereurs avoient confirmé sur ce point la Loi naturelle. J'y ai prouvé encore par une suite de faits, aussi nombreux qu'au-

tentiques, 1°. Que depuis l'établissement de la Religion Chrétienne, les Ecclésiastiques avoient été constamment en possession de contribuer personnellement, ou du moins réellement, aux charges & aux besoins de l'Etat, tant que l'Univers n'en fit qu'un sous la domination des Empereurs Romains. 2°. Que les Papes eux-mêmes avoient été tributaires des Empereurs Romains ou Grecs jusqu'à la fin du huitième siècle. 3°. Que les Ecclésiastiques de France, en vertu des Loix, Maximes & Usages de la Monarchie Française, avoient toujours depuis sa fondation jusqu'en 1561, contribué personnellement & réellement aux charges de la Patrie, dans la même forme & dans la même proportion que les autres Sujets. 4°. Que cette possession immémoriale & constante, où le Clergé de France a toujours été pendant plus de onze cens ans, n'a été interrompue pour la première fois qu'au temps de la Ligue par le Contrat de Poissy, & n'a cessé absolument que dans un temps plus critique encore, & des circonstances plus suspectes par le Contrat de Melun en 1580. J'ai analysé dans ma troisième Lettre la Déclaration de 1711, & celle de 1726 qui sont les deux titres uniques de l'exemption pré-

tendue par le Clergé. Les remontrances qu'il a faites au Roi au mois de Mai dernier, n'ont pas, je crois, porté d'atteinte aux principes, aux autorités & aux faits exposés dans mes trois Lettres, ni au droit & à la possession qu'elles établissent. Il ne me reste plus, Monsieur, qu'à tirer de ces principes, de ces autorités & de ces faits, les conséquences qui en résultent. La contribution aux charges & aux besoins de la Patrie, étant un droit de l'Etat qui l'exige, & une obligation des Citoyens qui la doivent, suivant le droit naturel & le droit politique qui lui donnent ces deux caractères, il s'ensuit qu'elle n'est point arbitraire, ni dans son principe, ni pour la quotité générale. En effet, le droit naturel n'est que le droit d'égalité ou de proportion, qui est la même chose. Le droit politique en formant les Etats par la soumission volontaire des hommes, qui originairement égaux & libres, se sont rendus sujets, & le droit de conquête en les agrandissant par l'assujettissement des Peuples vaincus, ne sont pas moins l'un & l'autre un droit d'égalité ou de proportion. Cette proportion exigée par le droit naturel, par le droit politique, & même par le droit

de conquête, constitue la Justice distributive que l'Etat & le Souverain doivent à tous les Citoyens. Or, cette Justice distributive impose à l'Etat & au Monarque deux obligations inviolables. La première est, que la contribution dûe par tous les Sujets, soit toujours proportionnée pour sa quotité générale aux charges & aux besoins de la Patrie, de façon que les Sujets ne contribuent jamais plus que les charges & besoins de la Patrie ne le demandent. C'est à l'Etat ou au Monarque seuls, suivant les différentes formes de gouvernement, à juger de ces besoins & de ces charges; mais ils ne doivent les régler que d'après l'examen le plus exact & le plus scrupuleux, & y proportionner pour la quotité générale, la contribution des Sujets avec la même exactitude & le même scrupule. Ainsi l'excès en cette matière, la déprédation ou le mauvais emploi des deniers publics, sont de la part de ceux qui les commettent ou les occasionnent, autant de vols faits à la Société en général, autant d'infractions de la Justice distributive dûe à tous les Sujets. S'ils doivent dans les-cas urgens à la Patrie ou au Prince leurs vies & leurs biens, s'ils ne peuvent ni les re-

refuser ni en demander compte , ils ne doivent dans les autres que ce qui est nécessaire & convenable. Aussi Louis le Gros , disoit-il , en mourant à Louis le Jeune : „ Souvenez-vous , mon Fils , (a) „ & ayez toujours devant les yeux que „ l'autorité Royale n'est qu'une charge „ publique , dont vous rendrez un compte très - exact après votre mort. „ Aussi la moindre négligence , suivant un Auteur célèbre , est en fait d'administration une vraie cruauté ; parce que quand les Pasteurs cessent de veiller , le Troupeau reste en proie aux loups ravissans. Si donc le pouvoir suprême est borné dans le cœur des Monarques les plus absolus par leur propre équité , & par leur affection paternelle ; il l'est encore aux yeux du souverain Maître des Rois , par le principe de la Justice distributive , qui impose aux Monarques pour premier devoir , l'obligation de proportionner les contributions que leurs Sujets ne peuvent , ni ne doivent jamais leur refuser aux besoins réels & indispensables de la Patrie. Mais les Monarques , en vertu du droit naturel , du droit politique , & du droit même de con-

(a) Nouvel abrégé Chronologique de l'Hist. de France , 3. édit. 1. part. page 133.

quête , ne doivent pas moins la Justice distributive à chacun de leurs Sujets en particulier , qu'à tous en général. Chaque Citoyen en conséquence de l'essence de l'homme , du droit naturel & du droit politique , n'a pû , ni voulu engager sa foi & sa liberté que sous la condition expresse ou tacite d'être gouverné par les Loix de la Justice distributive : chaque Citoyen asservi par la conquête , n'a pû l'être que sous cette même condition qui représente l'essence de l'homme né originairement égal & libre. Or la Justice distributive exige que la répartition particulière de chaque Citoyen soit proportionnée à ses forces réelles & personnelles ; comme elle exige que la contribution générale de tous les Citoyens soit proportionnée aux besoins de la Patrie. Les vices de la répartition sont un vol fait à chaque Citoyen en particulier , une infraction de la Justice distributive que l'Etat ou le Monarque lui doivent ; comme l'excès ou l'inutilité de la contribution générale sont un vol fait à la Société , une infraction à la Justice distributive due à tous les Sujets en général. Mais quand l'Etat ou le Monarque ont la voye de l'autorité Souveraine , pour faire remplir à tous les Citoyens en gé-

éral ; & à chacun en particulier , leurs
 obligations indispensables envers la Pa-
 trie par les contributions , les Citoyens
 en général & chacun d'eux en particu-
 lier , n'ont pour réclamer la Justice dis-
 tributive qui leur est dûe , que la voye
 de la représentation. Le Patriote ne voit
 à l'effet dans le Frondeur qu'un mauvais
 Citoyen qui révèle par indiscretion , sans
 fruit & sans fruit , les maux de sa Patrie,
 qui les grossit par malignité. Le Décla-
 rateur Républicain seroit peut-être un
 despote , à la place du Supérieur qu'il
 attaque , parce que l'amour violent &
 tumultueux de la liberté ne cache que
 trop communément le désir de l'indé-
 pendance ; & le même caractère qui
 donne ce désir à l'homme privé , le
 conduiroit à l'abus du pouvoir , s'il en
 étoit revêtu. Dans les Pays , dont l'on
 aime la liberté , le Ministre des Autels ,
 le Seigneur , l'Artisan & le Laboureur ,
 ont les mêmes Impôts & les mêmes
 droits. L'opinion générale de ces Peu-
 ples libres , que le Frondeur cite em-
 phatiquement comme tels , c'est que la
 liberté ne consiste point à protéger des
 exemptions particulières. On y pense
 communément que c'est rendre le far-
 deau des impositions plus pesant pour

ceux qui le portent , que de vouloir en ôter le tout ou partie à ceux qui devroient les partager ; tous les Citoyens y sont convaincus que ce que les Privilégiés payeroient de moins, retomberoit toujours en surcharge sur les autres toutes les fois que les besoins de la Patrie augmenteroient , parce qu'il n'est pas toujours possible de fixer la dépense sur la recette , ni de consulter les facultés de ceux qui restent pour payer , & qui seront à la fin dans l'impuissance de secourir l'Etat , quand les autres seront toujours soulagés à leurs dépens. Ainsi ces Peuples dont le Frondeur exalte , & semble envier la condition , croient , qu'aux dépens de leur propre intérêt & de celui de la Patrie , ils seroient la dupe de l'intérêt particulier de ces Privilégiés, s'ils adoptoient ou protégeoient leurs exemptions sur une charge naturellement commune & proportionnelle , sur une charge dont l'objet peut être d'établir , pour le bonheur des Peuples , la proportion qu'exige la Justice distributive en diminuant l'arbitraire des impôts. L'Etat le plus heureux n'est donc pas , suivant ces Peuples , celui où tous les hommes seroient parfaitement égaux & indépendans. Car qui réuniroit les forces

ces

ces particulieres contre les violences du dedans ou du dehors ? Mais cet état heureux seroit celui ; où , sous un Maître également juste & puissant , tout seroit en fait de charges communes le plus rapproché de la proportion, en observant les distinctions nécessaires & légitimes entre les différens Citoyens. Ainsi l'Etat ou le Monarque obligés , en vertu de la Justice distributive qu'ils doivent à chacun de leurs Sujets , à proportionner la répartition particuliere de chaque Citoyen à ses facultés , y sont encore intéressés ; & cette conséquence me conduit naturellement à parler des Priviléges.

Le Clergé accoutumé dans les siècles moins éclairés à confondre la puissance Spirituelle avec la Temporelle , l'Eglise & sa liberté avec les seuls Ecclésiastiques & leurs exemptions , l'honneur de l'Episcopat , la Dignité du Sacerdoce & l'intérêt de la Religion avec l'intérêt purement Temporel des Gens d'Eglise , a confondu aussi originairement ses Priviléges avec ceux de la Noblesse & des Pays d'Etat. » Si nous n'avions point » de Priviléges , disoient autrefois les » Evêques , que deviendroient ceux des » autres Ordres du Royaume ? « Il n'est pas étonnant qu'un pareil raisonnement ait pû en imposer au grand

nombre qui n'approfondit pas , & qu'il ait fait au Clergé des Partisans de ceux même qui gagneroient à la réduction de ces privilèges qui augmentent leurs propres charges. Mais cette confusion si peu fondée & si favorable au Clergé , l'est-elle autant à la Noblesse , aux Pays d'Etats : &c. S'il n'étoit question pour avoir raison que de confondre les objets , je dirois , si l'on conserve au Clergé le privilège qu'il prétend avoir , de ne point contribuer du tout , ou de ne pas contribuer proportionnellement en n'offrant que des dons gratuits dont il veut qu'on ignore à jamais la proportion , soit avec ses biens , soit avec la contribution réelle des autres Sujets ; il est impossible que les privilèges de la Noblesse & des Pays d'Etats subsistent ; & c'est - là le vrai moyen de détruire dans le fait ce qu'il y a de plus légitime & de plus inviolable. Mais en attendant que je démontre cette proposition , je vais essayer de fixer les principes , la nature , l'origine & les effets de tous les privilèges en général & de chacun d'eux en particulier.

Il seroit à souhaiter que l'homme de génie , & le bon Citoyen qui a raisonné avec tant d'érudition & de philosophie sur l'esprit des Loix , eût aussi approfondi

l'esprit des privilèges. Pourquoi faut-il que celui qui devoit mesurer les pyramides d'Egypte , se soit contenté d'y jeter un coup d'œil ? Néanmoins quelques pages de César sont des volumes , & Tacite est court , parce qu'il voyoit tout. Je vais donc chercher l'esprit des privilèges dans l'esprit des Loix.

Il sembleroit que la Justice distributive exigeant que la contribution des Citoyens soit toujours proportionnée aux forces de chacun , elle dût exclure les privilèges. C'est elle au contraire qui en est l'origine , le principe , le titre & le gage. En effet , la contribution des Citoyens , qui n'est autre chose , ainsi que je l'ai dit dans ma première Lettre , que la réunion de leurs forces particulières , est par conséquent de deux sortes , c'est-à-dire , personnelle & réelle. Or , la Justice distributive qui exige que la réunion des forces personnelles & réelles soit proportionnée aux besoins de l'Etat & aux forces particulières de chaque Citoyen , établit encore , relativement à ces deux sortes de contribution , une proportion entre l'une & l'autre ; car l'Etat ayant un droit égal sur la contribution personnelle & sur la contribution réelle , son droit peut être rempli , ou concu-

rement par l'une & par l'autre , en sup-
 posant que la contribution réelle de quel-
 ques Membres de l'Etat , soit égale à leur
 contribution personnelle ; ou exclusive-
 ment par l'une ou par l'autre , en suppo-
 sant que la contribution , ou réelle ou per-
 sonnelle , remplisse seule le double droit
 de l'Etat. Il résulte de-là trois conséquen-
 ces. La première , qu'aucun Citoyen ne
 peut être tout à la fois exempt de la con-
 tribution personnelle & de la réelle ; ainsi
 les Ecclésiastiques qui ne contribuent
 point personnellement ne sçauroient être
 encore dispensés de la contribution réelle.
 La seconde, qu'aucun Citoyen ne peut être
 exempt de la contribution personnelle ,
 qu'à la charge & au prix de la contribu-
 tion réelle qui doit être plus forte , &
 pour remplir seule le double droit de
 l'Etat , & pour établir la proportion en-
 tre cette contribution unique , & la con-
 tribution réelle & personnelle des autres
 Citoyens. Ainsi les Ecclésiastiques exempts
 de contribuer personnellement ne peu-
 vent l'être sans infraction de la Justice
 distributive , dûe à tous les autres Sujets
 en général , & à chacun d'eux en parti-
 culier , qu'autant qu'ils contribuent réel-
 lement dans une proportion plus forte
 que tous les autres Citoyens. Enfin la

troisième conséquence , c'est que ceux des Citoyens qui contribuent le plus personnellement doivent contribuer le moins réellement. Ainsi la Noblesse & le peuple , dont la contribution personnelle est la plus forte , doivent relativement au Clergé , dispensé de toute contribution personnelle , contribuer réellement moins que lui. Telle est dans le droit naturel & dans la Justice distributive l'origine de tous les privilèges , & sur-tout de ceux de la Noblesse. Mais n'en trouve-t-on pas un principe aussi respectable dans le génie même , & dans les mœurs de la Nation Françoisse ? Le plus ancien & le premier degré des Nobles en France a pris sa source dans l'honneur & l'avantage d'être attaché à la Personne du Prince , & de le suivre partout , mais principalement à la guerre. Le mot latin (a) qui désignoit cet état a fait le premier titre de Noblesse. » Chacun des Princes conquérans
 » des Gaules avoit une troupe de gens
 » qui s'attachoient à lui. Il y avoit en-
 » tre eux une émulation singulière pour
 » obtenir quelque distinction auprès du
 » Prince ; il y avoit dans le Prince une
 » pareille émulation sur le nombre & la
 » valeur de ses Compagnons. Sa puissance

(a) *Comites* , Compagnons ou Comtes.

» & sa dignité consistoient à être tous-
 » jours entouré d'une foule de gens choi-
 » sis par lui , & à qui leur courage avoir
 » mérité cette distinction. Le Prince &
 » la Nation les regardoient comme un
 » ornement dans la paix , & un rempart
 » dans la guerre ; il étoit honteux à cette
 » Troupe choisie de ne point égaler
 » dans le combat la valeur du Prince.
 » C'étoit une infamie éternelle de l'avoir
 » abandonné. Le Prince combattoit pour
 » la victoire , ses Compagnons ne com-
 » battoient que pour sa sûreté & pour
 » sa gloire » . (a) Lorsque Tacite peint
 ainsi les Conquérens des Gaules , ne recon-
 noît-on pas dans ce tableau cette noblesse
 occupée depuis 1300 ans au péril de sa
 vie , du devoir glorieux de servir ses Sou-
 verains , & qui vient d'en donner récem-
 ment aux yeux de son Maître des preu-
 ves si éclatantes ? Consultons encore Ta-
 cite , nous y trouverons le caractère de la
 Noblesse & de la Nation , le germe de
 l'histoire de la première race & les prin-
 cipes de nos loix militaires , civiles &
 politiques. » Les Compagnons du Prince ,
 » Membres de son Conseil , dit cet His-
 » torien Philosophe , sont aussi dans les
 » Villes & dans les Villages les ministres

(a) Tacite *De moribus Germ. num.* 13. & 14.

» de son autorité militaire & civile. Mais
 » ils ne traitent aucunes affaires qu'ils
 » n'aient embrassé la profession des Ar-
 » mes. L'habit militaire est pour eux la
 » robe virile ; ils ne sont jusques-là que
 » membres de familles particulières : ils
 » appartiennent alors à la Patrie & à la
 » Nation (a) dont ils deviennent les Mem-
 » bres & les Défenseurs. Les Nobles
 » servent le plus souvent l'Etat à leurs
 » dépens : les distinctions glorieuses sont
 » une espece de solde pour eux. La No-
 » blesse ou les services des peres , procu-
 » rent à leurs enfans dès l'âge le plus ten-
 » dre la faveur du Prince , & leur rendent
 » les titres , les droits , les honneurs &
 » les récompenses héréditaires ». On voit
 dans ce passage ainsi que dans le premier ,
 que si le dévouement inviolable au Roi
 & à la Patrie étoit le caractère des No-
 bles , celui des Princes étoit la sensibilité
 & la reconnoissance , & ce sont les deux
 principes des privilèges de la Noblesse.
 Faut-il en chercher les titres & les effets ?
 On les trouvera dans les premiers usa-
 ges & les premieres loix de notre Monar-
 chie. La Loi Salique & celle des Ripuai-
 res parlent des privilèges de la Noblesse ,
 & ils devoient être bien considérables dès

(a) *Gentis homines* , Gentilshommes.

le cinquieme siècle, puisqu'alors on changeoit son aleu en fief, ce qui étoit le moyen de devenir Noble, & on sacrifioit par-là la propriété à un usufruit plus honorable & plus avantageux pour le possesseur. On voit dans le recueil de Marculfe les formules & les avantages de ces changemens d'aleux en Fiefs, qui devinrent bien plus communs depuis, jusqu'à la fin de la seconde Race. Mais sans parler ici des Privileges uniquement relatifs à la personne, & qui ne sont pas de mon sujet, je me borne à ceux qui concernent les biens. Le service militaire rendu par les Nobles & les Propriétaires personnellement, & à leurs dépens, les présens faits au Roi & à l'Etat par les uns & par les autres, ont été presque la seule contribution réelle depuis la fondation de la Monarchie Françoisse, jusqu'au treizième siècle. Par rapport aux présens, le génie de la Noblesse de France, suivant Tacite, (a) les lui faisoit regarder comme *un tribut d'honneur & de respect à l'égard du Prince,* & comme *un secours utile & nécessaire à l'égard de la Patrie.* A ces deux titres n'étoit-il pas contradictoire avec le caractère & les mœurs de la Noblesse.

(a) Tacit. de moribus Germanorum. num. 15.

Françoise , aussi désintéressée pour elle-même , qu'affectionnée à son maître & à l'Etat , de désirer , comme une distinction , l'exemption de faire ces présens , & d'être flatée de l'obtenir ? (a) A l'égard du service militaire entant qu'il emportoit avec lui par ses frais une contribution réelle , la Noblesse , par la même raison , ne s'est jamais distinguée non plus qu'en le faisant avec plus de dépense que le reste de la Nation , en y prodiguant sa fort une comme elle y prodiguoit son sang & sa vie. Mais & c'est dans la manière d'exiger ce service que l'on trouve le Privilège unique & distinctif des Nobles. Fidèles à la voix de l'honneur par principe , par goût & par habitude , étoit-il besoin qu'une autre Loi , moins forte & moins puissante , les appellât à la défense de la Patrie & du Souverain ? Aussi lorsque les Capitulaires de Charlemagne , ces Loix primitives & fondamentales de la Nation qui en attestoient & consacroient l'usage & les mœurs , portoient une amende contre les Propriétaires Laïcs

(a) Toutes nos anciennes Annales attestent l'usage où la Noblesse de France a toujours été de faire tous les ans au Roi des Dons gratuits & proportionnels. *Annal. Franc. ad an. 751 apud rerum Gall. & Francic. script. tom. 2. p. 647. Annal. Fuld. eodem tomo p. 676. Annal. Metens. ibid. p. 680. Greg. Tur. lib. 6. cap. 45.*

ou Ecclésiastiques qui ne se feroient pas rendus à l'armée ; ils ne prononçoient aucune peine contre la Noblesse pour un délit que l'on ne pouvoit pas même supposer. Ainsi depuis le commencement de la Monarchie , la Noblesse n'a jamais été sujette à cette amende appelée *Hériban*, *Airban*, & par corruption *Arrièreban*, que nos Rois l'avoient chargée au contraire d'exiger des Propriétaires Laïcs ou Ecclésiastiques, & qu'ils partageoient avec elle. Telle est la première prérogative des Nobles.

Lorsque Philippe-Auguste sentit l'avantage & la nécessité d'avoir des troupes réglées , le service militaire dû par les Propriétaires & les Ecclésiastiques , à peine d'une amende , fut converti par ce Prince en une contribution réelle. La Noblesse qui n'étoit point sujette à l'amende , ne le fut point non plus à la contribution qui la représentoit , *parce qu'elle continua de servir personnellement* ; & quand cette contribution devint ordinaire sous le nom de *Tailles* , les Nobles en furent encore exempts par la même raison. Telle est l'origine de l'exemption de la Taille en faveur de la Noblesse , & on voit par là que cette exemption , toujours méritée de la part des Nobles par un service personnel , aussi assidu ,

qu'utile à la Patrie , remonte pour son origine & pour ses titres , jusqu'aux premières Loix & aux premiers usages de notre Monarchie. A l'égard des contributions extraordinaires qu'exigeoient les besoins de l'Etat , nos Rois ont toujours distingué la Noblesse , & pour n'en citer ici qu'un seul exemple entre tous ceux que fournit notre Histoire , lorsque François I en 1534 prenoit pour les besoins de l'Etat *le tiers des biens des Evêques & des Abbés , & la moitié de ceux des autres Ecclésiastiques* , il ne touchoit point à ceux de la Noblesse. Ce Prince en allègue lui-même deux raisons dans son Ordonnance ; l'une que les Nobles défendent le Royaume ; l'autre , que leurs revenus , qu'ils prodiguent aux frais de la guerre , y suffisent à peine : témoignage bien authentique & bien glorieux du zèle des uns & de la reconnaissance de l'autre. La Noblesse avoit donc , depuis onze siècles , des Privilèges par rapport aux impositions , & ces Privilèges étoient fondés sur le droit naturel , les mœurs de la Nation , les Loix primitives de l'Etat , & une possession immémoriale consacrée par le Souverain en conséquence des services de ce premier Corps de l'Etat ; tandis que le Clergé étoit encore depuis

la fondation de la Monarchie, soumis à toutes les contributions réelles. Pourroit-on me soupçonner d'être assez aveugle & assez mauvais Citoyen pour confondre de pareils Privilèges, juste récompense de ces généreux Citoyens que nos Rois n'ont si long-tems désignés que sous le titre de leurs *Fidèles* (a), avec l'exemption *qu'obtint pour la première fois en 1580 le Clergé de ce tems-là* ? Mais les Privilèges de la Noblesse ne sont pas les seuls que le Patriotisme ait consacrés pour le bien de l'Etat, & qui lui soient chers à ce titre.

Malgré les principes & la forme d'administration que le génie de Charlemagne lui fit imaginer, & qui s'éclipserent par sa mort, avec la gloire de son règne, l'Etat ne fut que militaire jusqu'au onzième siècle. Les guerres qui désoloient le Royaume depuis deux cens ans, firent alors sentir qu'il devoit aussi être civil pour se maintenir. La Nation Française, instruite par une longue suite de malheurs, comprit enfin qu'un Royaume qui n'avoit à défendre que des campagnes

(a) Les Nobles dans tous les Capitulaires ne sont presque jamais appelés que du nom de *Fidèles*. ou *Leudes*, à *Leode scilicet fide*. Hieron. Bignonii Notæ ad Marculf. Capitul. tom. 2. p. 928.

arides & incultes, des Villes pauvres & dépeuplées, avoit toujours besoin d'être défendu, fans en avoir jamais les moyens, & que pour les trouver, il falloit enrichir les Campagnes & les Villes, les Cultivateurs, les Commerçans & les Artisans qui en pouvoient faire la seule & véritable richesse. De-là vint dans les Villes & dans les Villages l'établissement des Communes, qui eut aussi pour objet de donner un frein à la violence & à l'indocilité des Seigneurs particuliers. Les Rois non moins jaloux, que chargés de procurer l'avantage de la Patrie, formèrent ces Communes, les protégerent & leur donnerent enfin, pour exciter leurs travaux & leur industrie, plusieurs Privilèges qui en étoient la récompense. Confondrois-je encore ces Privilèges, au moyen desquels, les Cultivateurs, les Commerçans & les Artisans enrichissent & peuplent le Royaume, avec l'exemption moderne, usurpée & onéreuse de ceux qui appauvrissent l'Etat par leurs richesses, & le dépeuplent incessamment par leur multitude, (a) par le célibat dont

(a) Les Loix des Empereurs Grecs, les Capitulaires & les Ordonnances même récentes de nos Rois, avoient pourvû à cet abus en reculant l'âge des Professions, les uns à quarante ans,

leur profession leur fait un devoir dès l'âge de seize ans , & par leur respectable régularité à en garder le vœu.

L'Etat en France , militaire & civil tout ensemble , devoit aussi devenir judiciaire pour la conservation des droits respectifs de la Noblesse & du peuple. L'administration de la Justice , cet exercice si noble , si important & si pénible de la Souveraineté , avoit été originai-
 rement partagé par Charlemagne entre les Juges Royaux , les Juges des Seigneurs , & les Juges des Ecclésiastiques. Ces derniers plus appliqués, plus instruits, plus puissans & plus accrédités , par la confiance des Rois , des Seigneurs & des peuples , par ascendant ou par usurpation , l'avoient insensiblement envahie presque toute entière , & l'exerçoient d'après ce qu'ils sçavoient le mieux , & ce qui leur convenoit le plus. Les Loix Romaines perdues , presque depuis leur naissance jusqu'au douzième siècle , n'avoient

& les autres à vingt cinq & à vingt-deux. L'on ignore pourquoi ces différentes Loix si favorables à la Religion même & à l'Etat , ne s'observent pas dans les Pays Catholiques qui se dépeuplent continuellement par le célibat des Ecclésiastiques , des Moines & des Religieuses , tandis que les Pays Calvinistes & Luthériens se peuplent par la raison contraire.

été remplacées que par les Décrétales tant fausses que vraies. Les Ecclésiastiques qui seuls en étoient les dépositaires & les organes , les interprétoient ou les appliquoient encore suivant leurs caprices & leurs intérêts particuliers. C'est ainsi que la Justice fut administrée en France pendant plus de quatre cents ans, lorsqu'au commencement du treizième siècle , une espece de clarté rendit enfin aussi sensibles qu'intolérables les abus (a) de cette administration. Ils excitoient de-

(a) On peut voir l'excès & le nombre de ces abus dans *Beaumont*, chap. 11, pag. 56, dans *Boutillier*, *somme rurale*, tit. 9, & dans les *Ordonnances* de nos Rois de ce tems-là. Je ne citerai qu'un exemple de ce abus dont *d'Argentré*, *Pasquier* & autres ont parlé avec autant d'érudition que de profondeur. Tout homme qui mourroit sans donner une partie de ses biens à l'Eglise, ce qui s'appelloit mourir de *déconfex*, étoit privé de la Communion & de la sépulture. Si l'on mourroit sans faire de testament, il falloit pour effacer cette tache, que les heritiers obtinssent de l'Evêque qu'il nommât concurremment avec eux des Arbitres pour fixer ce que le défunt auroit dû donner à l'Eglise en cas qu'il eût testé, au moyen de quoi il étoit censé mort dans les regles & en bon Chrétien. L'Auteur de l'*Esprit des Loix* dont j'emprunte cette citation, ajoute que les nouveaux mariés ne pouvoient coucher ensemble, sans en avoir acheté la permission de l'Evêque Diocésain.

puis long-tems les plaintes de la Noblesse & des peuples.

Philippe-Auguste commença à réprimer ces abus par ses Réglemens & par son *établissement entre les Clercs, le Roi & les Barons*. Mais travailler plus sérieusement à cette réforme, fut le mérite de Saint-Louis : y réussir fut la récompense de ses bonnes intentions, de ses lumières, de son courage & de sa prudence. Les *établissmens* que Saint Louis ne fit d'abord que pour les Juges de ses Domaines, étoient si sages & si avantageux, qu'ils gagnèrent insensiblement par tout le Royaume. L'intérêt des Peuples fit plus sur eux en faveur de ces *établissmens*, que n'auroit pu faire l'autorité. On voit par le silence du Clergé de ce tems-là, qu'il alla lui-même au-devant de cette correction dans l'administration judiciaire. Peut-on douter que le Clergé d'aujourd'hui, aussi bon Sujet que bon Citoyen, ne profite d'un si bel exemple, & qu'il n'aille aussi au-devant de la réforme sur la répartition des Impôts, en proportionnant ses contributions à celles de ses freres & de ses compatriotes ? Saint Louis avoit fait traduire & publier en France le Digeste de Justinien, retrouvé en 1137. Ce fut-là l'aurore du jour de la Justice. Le droit

Romain s'établit dans plusieurs Provinces ; d'autres lui préférèrent des Coutumes & des Usages qu'elles commencèrent à rédiger. La Jurisprudence qui se forma alors étoit déjà trop variée , trop compliquée & trop étendue , soit dans le fond , soit dans la forme , pour qu'elle n'exigeât pas l'application unique & exclusive de ceux qui étoient chargés de décider d'après tant d'oracles différens , de la vie & de la fortune des Citoyens. L'étude des Loix devint donc une science & une profession ; les Citoyens qui s'y devoient , formèrent un nouvel ordre dans l'Etat. Philippe le Bel sépara le premier l'ordre des Magistrats de l'ordre Ecclésiastique, par son Ordonnance de 1287. Elle porte que les Baillifs ne pourront être pris que parmi les Laïcs. Il n'étoit ni naturel ni juste que nos Rois , premiers Magistrats , ne songeassent pas à favoriser , exciter & récompenser par des Privilèges , les Ministres de leur Puissance , qui consacrent leurs patrimoines & leurs veilles à se rendre capables de devenir sous l'autorité Souveraine , les organes & les dispensateurs de la Justice. Les Magistrats ne sont-ils pas en effet continuellement les défenseurs de leurs compatriotes dans les guerres intestines que

l'intérêt particulier , l'avidité & la mauvaise foi excitent sans cesse entre eux , comme les Nobles & les Guerriers sont les vengeurs de l'Etat & de tous ses Membres dans les guerres étrangères que l'ambition produit entre les Princes. Chargés de plus du dépôt & de la manutention des Loix & des Usages du Royaume , & des Privilèges de tous les Citoyens , placés entre le Souverain & les Sujets pour être les organes des volontés de l'un , des besoins & des représentations des autres : que de titres pour assurer aux Magistrats des prérogatives qu'ils méritent depuis si long-tems , & qu'ils ne cessent de mériter par leur zèle à remplir tant de devoirs envers le Roi , l'Etat & les Peuples !

L'étude & le goût des Lettres commençoient à renaître en France , de l'étude & du goût de la Jurisprudence & des Loix qui les avoient déjà précédées en Italie , lorsque François I devint le Restaurateur & le Protecteur du Génie , des Arts & des Talens. Ainsi par ses bienfaits se forma à l'ombre de la faveur Royale un nouvel ordre dans l'Etat. Cet ordre qui devoit rendre les François aussi recommandables par le mérite littéraire , qu'ils le sont par la valeur , devoit sans

doute pour la gloire & l'intérêt de la Patrie, être excité par des Privilèges. Il en obtint en effet plusieurs que je ne confonds point avec ceux des Ecclésiastiques. Ces derniers, toujours à l'abri du besoin par leur état qui leur procure, avant qu'ils aient eu le tems de désirer, les biens temporels de l'Eglise, naissent, pour ainsi dire, récompensés; au lieu que les Gens de Lettres, méritant toujours de l'être, meurent souvent sans l'avoir été. Les Gens d'Eglise doivent néanmoins participer aux Privilèges des Gens de Lettres, tant que par leur application aux Sciences humaines, & plus encore par l'étude des langues sçavantes, de l'Ecriture Sainte, des Peres, des Conciles, & des libertés de l'Eglise Gallicane (a), ils se ren-

(a) Les exemptions & les libertés prétendues par le Clergé, tendroient à diminuer la dépendance de l'autorité Royale, & l'objet principal des Libertés de l'Eglise Gallicane est de prouver qu'elle ne dépend que de nos Rois pour le Temporel, & que nos Rois ne dépendent que de Dieu. C'est ce qui peut expliquer la différence d'opinion & de sentiment du Clergé & des Parlemens sur ces deux especes de Libertés. Mais doit-il y avoir là-dessus quelque difficulté depuis 1682? Le Clergé de France assemblé décida entre autres par les quatre propositions qu'il dressa pour lors, que le précis des Libertés de l'Eglise Gallicane étoit contenu dans ces paroles de Je-

dront capables d'éclairer la Société dont ils sont membres. Les secours spirituels qu'ils lui donnent par leurs travaux Apostoliques pour l'instruction & la sanctification des ames , ne sont-ils pas en effet de leur part une contribution personnelle que la Patrie doit compenser avec leur contribution réelle ? Cette partie du second Ordre du Clergé , qui dans la vigne du Seigneur , porte avec tant de zèle & de disproportion tout le poids du jour , ne sçauroit donc être trop ménagée sur des impôts que ceux qui répartissent les Décimes , prennent souvent sur son nécessaire. C'est à la Société , c'est au Souverain à juger si la partie la plus opulente du Clergé , les Moines , les Bénéfi-

cus-Christ , *Rendez à Cesar ce qui est à Cesar , & à Dieu ce qui est à Dieu.* Louis XIV. par sa Déclaration enregistrée du 19 Mars , ordonna que ces quatre Propositions fussent enseignées dans toutes les Ecoles , & soutenues dans toutes les Theses. Peut-on douter que la Sorbonne n'enseigne & ne fasse soutenir ces quatre propositions devenues ainsi une loi de l'Eglise & de l'Erat ? Il faudroit donc douter aussi que les successeurs des Evêques qui les ont rédigées , eussent succédé à leur zèle pour une doctrine que le dernier Pere de l'Eglise , la plus grande lumiere du Clergé de France , a si solidement établie dans son Traité intitulé , *Defensio Cleri Gallicani.*

eiers, &c. est aussi favorable, & mérite autant d'être privilégiée.

Les Privilèges les plus forts & les plus authentiques, après ceux de la Noblesse, sont sans contredit ceux des Pays d'Etat : car l'on verroit, si l'on recherchoit dans les sources, qu'ils ne sont autres que la forme du Gouvernement établi par Charlemagne. Suivant cette forme, chaque Province avoit ses Assemblées particulières, dont elle envoyoit des Députés à l'Assemblée générale, pour y porter les présens qui étoient les impôts des Francs, & les tributs des Peuples conquis, & des Eglises que ces Assemblées particulières, ou leurs Représentans avoient répartis & les sur leurs Contribuables. L'on pourroit même remonter jusqu'au premier contrat tacite ou formel, passé entre les Francs & Clovis, ou ses Prédécesseurs : car Charlemagne ne fit que consolider les usages de la première Race, & la plupart des Provinces rentrées sous la domination de nos Rois, avoient été originairement soumises à ce Prince, ou même à Clovis, & ne furent démembrées que par l'usurpation des Grands & la foiblesse des Rois. Ainsi, elles ont rapporté, en rentrant sous leur ancien Maître, les mêmes usages & les mêmes droits qu'elles tenoient

de l'ancienne Constitution , & qu'elles avoient conservée sous leurs Princes particuliers. Elles y ont encore été maintenues par des Traités & des Capitulations qui ont établi leur forme d'administration , & cette forme est précieuse au Souverain & aux Sujets , parce qu'elle rappelle le titre originaire qui les lie réciproquement. La quotité de leurs impositions n'a point été déterminée par les Traités , ni par les Capitulations , & n'a pû l'être , puisqu'elle est nécessairement dépendante des circonstances , des besoins , de la valeur & de la quantité de l'argent , & que toutes ces choses sont sujettes à variation. En effet , toutes les fois qu'il est survenu de nouveaux besoins qui ont forcé à de nouveaux impôts , les Pays privilégiés y ont contribué , quoique dans une forme différente : & voilà quel est leur Privilège.

Il consiste à être gouvernés dans la même forme qu'ils l'étoient sous leurs derniers Seigneurs , par des Assemblées qui représentent les principaux Corps du Pays , suivant l'établissement de Charlemagne ; à lever sur eux-mêmes , par le Ministère de ces Assemblées , ou de ceux qui les représentent , les impôts demandés par le Roi , & à les lui donner par don

gratuit , comme cela se pratiquoit sous ce Prince.

Il y a dans cette forme deux avantages : l'un de payer d'une façon moins coûteuse & avec moins de frais ; l'autre de participer à l'administration , & d'être en quelque sorte , à cet égard , les Ministres & les Dépositaires de l'autorité Royale. Les Pays d'Etats dont les titres sont si légitimes , sont en même temps trop justes & trop éclairés sur les vrais intérêts de leurs membres , pour ne pas désirer que la répartition qu'ils sont chargés de faire par leur privilège , soit faite avec proportion sur tous leurs Citoyens ; & ils profiteront , sans doute , de l'occasion qui se présente pour réformer les inégalités qui peuvent s'y rencontrer , en soulageant ceux de leurs Habitans qui se trouvent plus chargés que les autres.

Les privilèges prétendus par le Clergé , quand ils seroient aussi bien fondés , pourroient-ils être d'une autre espece ou avoir d'autres avantages & d'autres effets ? Mais ont-ils la même origine , la même cause & les mêmes titres ? Les privilèges des Pays d'Etats sont établis sur les Actes les plus solennels , sur l'ancienne forme du Gouvernement Fran-

gois , & sur le premier Contrat de la Nation avec Clovis. Les Ecclésiastiques tous Gaulois & Romains du temps de la conquête , & par conséquent sujets aux tributs , n'ont jamais été pendant la première race admis aux Assemblées Générales , ni particulières de la Nation , & n'ont point offert leur Don gratuit comme la Noblesse & le Peuple François. (a) Lorsque Pepin sur la fin du septième siècle , eut donné entrée aux Ecclésiastiques dans les Assemblées générales , lorsque Charlemagne la leur eut conservée dans les Parlemens , ils étoient encore presque tous serfs. On trouve dans la vie de Louis le Débonnaire , écrite par *Thegan*, Corévêque de Trêves , que les Evêques furent les principaux auteurs de la dégradation de cet Empereur , sur tout ceux qui avoient été serfs & qui étoient nés parmi les barbares. Pouvoient-ils par conséquent avoir part aux privilèges des Francs & des Nobles ? Enfin depuis la fondation de la Monarchie jusqu'au regne de Henri III, jamais le Clergé de France n'a été autorisé à tenir des Assemblées particulières pour délibérer sur

(a) Histoire de France du P. Daniel sur la fin du Regne de Thierry III. -

(b) Chap. 43 & 44.

ses impôts , qui ont toujours été confondus avec ceux des autres Sujets. Il eut même bien de la peine à obtenir de ce Prince en 1579 , dans le temps des troubles & de la puissance de la ligue , la permission de s'assembler pour la première fois , au sujet de ses affaires temporelles. Car on ne doit pas compter au nombre des assemblées qui ont eu depuis cet objet unique , le Colloque de Poissy tenu en 1561 , pour une dispute de controverse avec les Protestans , & sur la fin duquel les Evêques délibérèrent par occasion de la manière dont ils payeroient au Roi les quatre décimes , qu'ils lui avoient accordées par chacune année pendant six ans aux Etats de Saint Germain-en-Laye. En effet , quoique le Clergé par le Contrat de Poissy eût usurpé alors pour la première fois la forme nouvelle de faire au Roi des *Dons gratuits* , cette forme ne fut pas encore établie en sa faveur , puisqu'en 1567. Charles IX, sans consulter le Clergé , ordonna de sa seule autorité que ce Contrat continueroit pour six autres années. Il continua en effet , en vertu d'un Edit , jusqu'à ce que le Clergé , après bien des instances ayant enfin obtenu de s'assembler en 1579 , passa avec Henri III en 1580, un nouveau

Contrat par lequel *au moyen des conditions qu'il imposa au Roi*, il s'arrogea la forme de *Don gratuit* qu'il a toujours conservée depuis. Mais ces *Dons gratuits* établis alors pour la première fois, & devenus ensuite ordinaires, ont d'abord tenu lieu des tailles & autres impositions payées par le reste des Sujets : & les impôts survenus depuis, tels que la Capitation & le Dixième, ont fait la matière de différens abonnemens particuliers, que les Privilégiés ont payés pour en être exempts, & qui ont dû toujours être proportionnés, & à la contribution des autres, & aux biens chacun. Le Clergé n'a donc point les mêmes privilèges que les Pays d'Etats. Mais quand même il les auroit, il y a toujours dans cette question, comme dans toutes les autres, deux objets différens, le fonds & la forme. Le fonds est que les Privilégiés doivent payer ainsi que tous les autres Sujets, & dans une proportion égale aux facultés de chacun, les impôts que les besoins de l'Etat rendent justes & nécessaires, à l'exception des exemptions de la Noblesse sur la taille, & des parties de biens Ecclésiastiques affectées aux services des Autels, ou à la subsistance des Pauvres & des membres du bas Clergé.

La forme est, que depuis certaines Epoque les uns ou les autres ont acquis ou usurpé à différens titres le privilége de payer par forme de *Don gratuit* les sommes qui leur ont été demandées, & de les lever eux-mêmes sur leurs Membres. Les Ecclésiastiques ont confondu le fonds avec la forme, afin de détruire l'un par l'autre, & d'anéantir l'obligation de payer ou de diminuer la quotité du payement par la forme gratuite de le faire. Ce seroit donner lieu à leurs plaintes, que de faire la même confusion, & de vouloir anéantir la forme qui constitue leurs privilèges par le fonds qui fait leur obligation. Mais cette forme ne peut déroger au droit que le Souverain a d'imposer & de juger des besoins qui l'y obligent, ni à celui des Sujets, qui consiste à n'être pas chargés avec disproportion & inégalité. Le Souverain lui-même ne peut ni renoncer à l'un ni détruire l'autre, parce que n'étant que dépositaire du pouvoir, dont la propriété appartient à ses Successeurs & à la Société, qui s'est donnée pour toujours à eux; il ne peut ni priver son Etat des secours que chacun lui doit en proportion de ses facultés, ni soulager une partie de ses Membres aux dépens des autres: & s'il a dans certains

temps , ou par erreur de fait , ou sur l'al-
 légation d'un droit supposé , sans titres &
 sans preuves , accordé des exemptions con-
 trairees aux droits de la Souveraineté &
 de la Nation , la même autorité qui les
 a donnés , n'a-t-elle pas le pouvoir de les
 révoquer comme elle le doit ? Comment
 donc les Ecclésiastiques peuvent-ils les
 soutenir ? Quels titres peuvent-ils avoir
 pour payer moins que les autres , ou pour
 refuser à leur Souverain la déclaration (a)
 des biens qu'ils possèdent & tiennent tous
 de la libéralité des Rois & des Peuples ?
 La demande de ces déclarations , sembla-
 ble à celle que fit autrefois Auguste ; a
 sans doute pour objet de proportionner
 suivant le droit naturel & la Justice
 distributive , les charges aux facultés de
 chacun. On ne peut fixer cette propor-
 tion que sur la connoissance des biens de

(a) J'ai vû dans les Mémoires d'un bon Ci-
 toyen , faits sur ceux du tems que le Clergé sous
 Charles VI , divisa lui-même ses revenus en trois
 parts , une pour l'entretien des Eglises & Bâti-
 mens , l'autre pour les Ecclésiastiques , & la
 troisième pour aider le Roi dans ses guerres con-
 tre les Anglois. On voit aussi qu'en 1516 , sous
 le Regne de François I. il paya une taxe qui fut
 faite par le Président Pascal , d'où elle tira son
 nom de *Pascaline* , & qu'en 1543 il donna des
 déclarations de ses revenus qui demeurèrent sans
 vérification & sans effet.

chaque Propriétaire ou Usufruitier : la voye des déclarations est la seule pour les connoître. Par quelle raison le Clergé pourroit-il s'en dispenser, puisqu'il reconnoît lui-même l'obligation de donner des déclarations par la demande qu'il fait tous les cinq ans d'un Arrêt pour en être exempt ? Mais si les déclarations sont dûes, elles doivent être sinceres. Le Prince, ainsi que les Sujets, dont l'intérêt commun est qu'elles le soient, ont droit d'en demander & d'en faire la vérification, & si l'on refusoit les déclarations ou leur vérification, ne feroit-ce pas donner lieu de soupçonner qu'on veut cacher la vérité ou diminuer ses impositions au préjudice de ses compatriotes & de ses freres ? Lorsque tous ces préalables auront été remplis de la part des Ecclésiastiques ; comme ils l'ont été déjà par les autres privilégiés, il dépendra du Souverain de leur conserver, s'il le juge à propos, la forme dont ils jouissent, en leur permettant de lever sur eux-mêmes le montant de la contribution déterminée par lui, & de lui en faire l'offre, *pourvu que la répartition soit faite sous ses yeux, suivant les facultés & les revenus des Contribuables.* Il a droit & intérêt, comme Chef de la Société, d'exiger que

cette proportion soit exactement observée entre tous ses Sujets , & de vérifier si elle l'est. Tous les Membres du Clergé ont aussi le même droit & le même intérêt pour être assurés de n'être pas plus chargés les uns que les autres : le corps entier doit le désirer pour rendre justice à tous ses Membres , & se justifier des plaintes , peut-être injustes , que l'on fait depuis si long-temps sur le vice de cette répartition. Car si elle est régulière , ainsi que l'administration des deniers du Clergé , il doit imposer silence à ceux qui les décrient : si au contraire il s'y étoit glissé quelques erreurs , il a ainsi que l'Etat le plus grand intérêt d'y remédier. En effet, la surcharge des Beneficiers entraîne nécessairement la ruine des Bénéfices , qui faute d'entretien & de réparations , diminueront pour l'avenir aux dépens du corps Ecclésiastique. Mais si les Bénéficiers voyent diminuer leur usufruit de jour en jour par la dégradation de leurs biens , & si le corps entier s'appauvrit par les Capitaux & les intérêts (a) des *Dons*

(a) En 1695 le Clergé s'abonna pour la Capitation à vingt-quatre millions une fois payés. Comme il a emprunté cette somme , il en a payé chaque année douze cent mille livres d'intérêts, qu'il a fallu imposer. S'il avoit payé annuelle-

Gratuits substitués à une imposition annuelle qui auroit coûté moins cher aux Contribuables, comment pourra-t-il rembourser ce qu'il doit, en payer les intérêts & fournir aux nouvelles demandes que les besoins du Royaume peuvent exiger ? Le Clergé, ressource de l'Etat, en aura donc besoin lui-même pour soutenir son crédit, & s'empêcher de manquer à ses Créanciers : & pourra-t-il en trouver dans un Royaume que les terres du Clergé, devenues enfin incultes, les bâtimens tombés en ruines, les fermes diminuées & les Villages dépeuplés, auront alors privé du tiers au moins des richesses qu'il possède ?

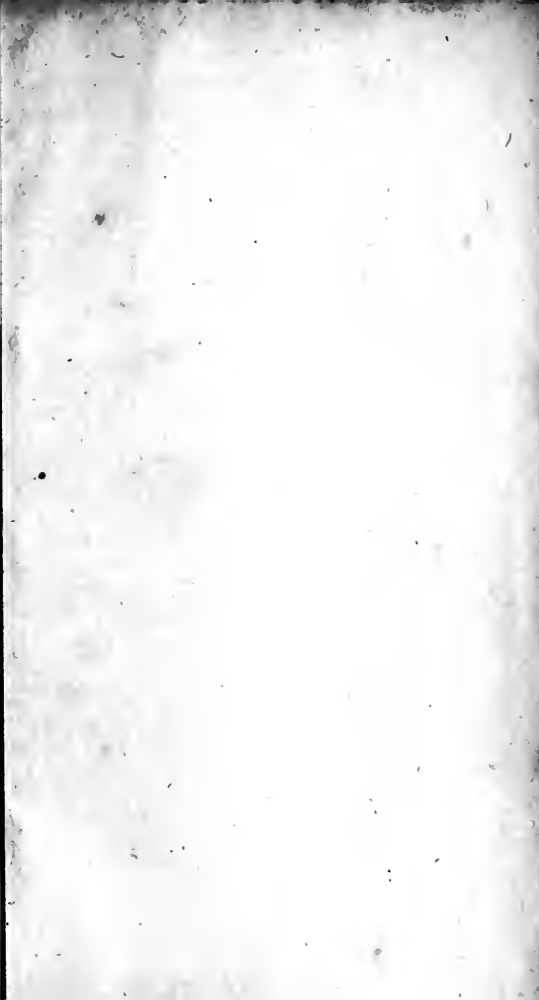
Je finis comme l'Auteur de *l'Esprit des Loix* a commencé. *Si je pouvois faire en sorte que les hommes pussent se guérir de leurs préjugés... qu'ils eussent de nouvelles*

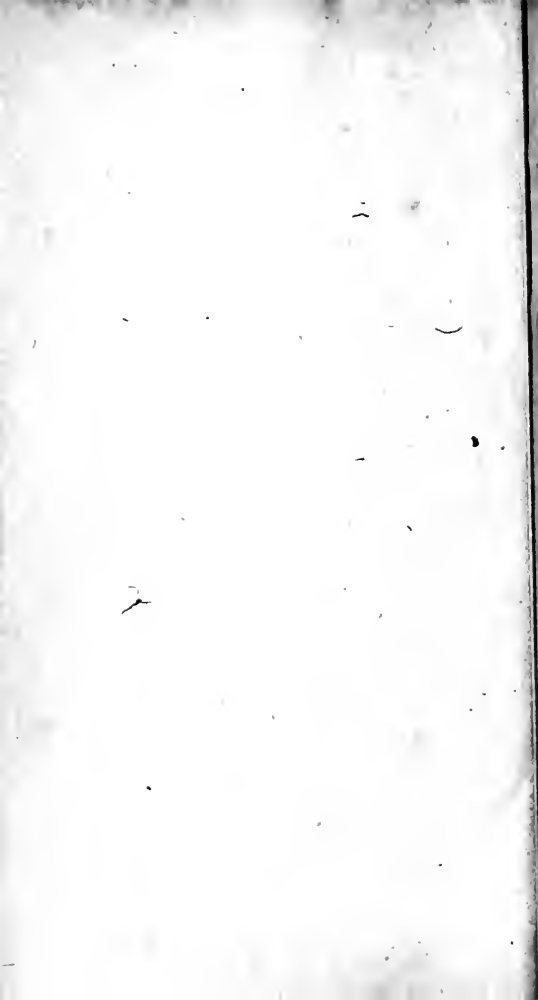
ment par imposition, il n'auroit dû ni capital ni intérêt. Le Roi auroit eu davantage chaque année, & auroit pu sur ce fonds emprunter s'il en avoit eu besoin. On peut faire le même raisonnement sur tous les Dons gratuits extraordinaires dont le montant a été emprunté par le Clergé, qui ne payant par impositions que la rente des sommes demandées, s'obere continuellement par les capitaux & les intérêts.

*raisons d'aimer leurs devoirs , leur Prince ,
leur Patrie & leurs Loix , je m'estimerois le
plus heureux des mortels.*

J'ai l'honneur d'être &c.







92





